
LE CONCEPT DE POST-INDUSTRIALISME

ESSAI CRITIQUE SUR LA TRANSFORMATION

DU TISSU INDUSTRIEL GENEVOIS

Dario Lopreno

Disbui. Genève

1988

Le Concept Moderne / Editions



Digitized by the Internet Archive
in 2026

Le concept de post-industrialisme.

Essai critique sur la transformation du tissu industriel genevois.

Thèse présentée en décembre 1988 au département de géographie de la faculté des sciences économiques et sociales de l'université de Genève.

par

Dario Lopreno

Membres du jury de thèse:

M. Franco Farinelli
professeur, Bologne

M. Charles Hussy
maître d'enseignement et de recherche, Genève

M. Claude Raffestin
professeur, Genève, directeur de thèse

M. Peter Tschopp
professeur, Genève, président du jury

Thèse n° 338
Le Concept Moderne/Editions
Genève - 1989

La faculté des sciences économiques et sociales, sur préavis du jury, a autorisé l'impression de la présente thèse, sans entendre, par là, émettre aucune opinion sur les propositions qui s'y trouvent énoncées et qui n'engagent que la responsabilité de leur auteur.

Genève, le 8 décembre 1988
Le doyen: Peter Tschopp

Impression d'après le manuscrit de l'auteur

Copyright by Le Concept Moderne / Editions Genève - 1989
ISBN 2-88242-011-0

A John Archibald Pump

ABREVIATIONS UTILISEES DANS LES TABLEAUX STATISTIQUES:

ASG.....	Annuaire Statistique Genevois.
ASS.....	Annuaire Statistique de la Suisse.
CS.....	Crédit Suisse.
FSP.....	Fédération des Syndicats Patronaux.
MSS.....	Miroir statistique de la Suisse.
OCE.....	Office Cantonal de l'Emploi.
OFE.....	Office Fédéral des Etrangers.
OFIAMT...	Office Fédéral pour l'Industrie, les Arts et Métiers et le Travail.
OFS.....	Office Fédéral de la Statistique.
R&D.....	Recherche et développement.
RFE.....	Recensement Fédéral des Entreprises.
RFP.....	Recensement Fédéral de la Population.
SBS.....	Société de Banque Suisse.
SCS.....	Service Cantonal de la Statistique.
SDES.....	Société pour le Développement de l'Economie Suisse.
UBS.....	Union de Banques Suisses.
VORORT...	Vorort de l'Union Suisse du Commerce et de l'Industrie

I. INTRODUCTION

Il est également vrai que, la Terre se mouvant, le mouvement de la pierre dans sa chute fut réellement un trait de plusieurs centaines voire plusieurs milliers de coudées. Et si elle avait pu marquer le tracé de sa course dans un air stable ou sur quelqu'autre superficie, elle aurait laissé une très longue ligne transversale. Mais toute cette partie du mouvement, qui est commune à la pierre, à la tour et à nous-mêmes, nous reste insensible et comme si elle n'existait pas. Seule reste observable cette partie du mouvement à laquelle ni la tour ni nous-mêmes ne participons et qui est, en fin de compte, celle avec laquelle la pierre mesure la tour en tombant.

Galileo Galilei
Dialogo sopra i due massimi sistemi del
mondo

1. Réflexions préliminaires autour du thème

Le post-industrialisme comme acte d'autorité

Il peut sembler péremptoire d'affirmer que tout échange au niveau du langage implique une relation de pouvoir. C'est pourtant l'une des préoccupations qui se trouve à la base de la présente recherche. Pour ses partisans, le concept de post-industrialisme sert à qualifier une nouvelle étape de l'histoire de notre société. Ce terme, repris par une multitude de personnes, qui n'en maîtrisent pas nécessairement le sens global ni les implications, devient le véhicule apparemment innocent d'une idéologie qui se porte au secours de la modernité capitaliste en crise. De ce point de vue, la simple énonciation du mot participe d'un acte d'autorité. "Ce droit de maître en vertu de quoi on donne des noms va si loin, écrit F. Nietzsche, que l'on peut considérer l'origine même du langage comme un acte d'autorité émanant de ceux qui dominent. Ils ont dit <<ceci est telle et telle chose>>, ils ont attaché à un objet et à un fait tel vocable, et par là ils se les sont pour ainsi dire appropriés" (1). Cette prérogative, que détiennent principalement ceux qui ont les pouvoirs institutionnels, de fabriquer des termes partiellement enracinés dans la réalité donnée, dans le but d'influer

sur cette même réalité, nous place directement face au concept de post-industrialisme. Celui-ci a donc la caractéristique d'avoir le vent en poupe dans les sciences sociales, d'étendre son influence du haut du trône sur lequel on l'a placé. C. Malaparte, dans "La PELLE", tient ces propos très durs à l'encontre de l'homme couronné par la réussite: "il n'y a rien de plus répugnant au monde, écrit-il, que l'homme dans sa gloire (...) de la chair humanie assise sur le Capitole" (2). Nous nous permettons d'étendre cette aversion au niveau du langage, acte d'autorité, dans le cadre de la lutte pour le pouvoir épistémologique dont le post-industrialisme est partie prenante. Derrière ce problème de langage se profile la question du décalage existant entre les concepts et les mythes d'une part, la réalité historique passée et immédiate d'autre part. C'est une problématique qui sous-tend toute notre approche de la transformation du tissu industriel genevois et de la critique que nous avançons à l'encontre de la réponse qu'apporte le post-industrialisme.

Le tissu industriel, révélateur d'un changement fondamental

Lorsque le tissu industriel est marqué par la disparition, ou la quasi disparition, de tout un genre de relations et de conflictualités qui ont imprégné la société sur une très longue période et que diverses organisations culturelles, syndicales ou politiques, issues du capitalisme industriel, entrent plus ou moins profondément en crise, cela ne signifie-t-il pas qu'un changement fondamental est en cours? Lorsque de surcroît un certain nombre de statuts sociaux issus de l'industrialisme sont relégués au musée, que des professions tendent à passer de la pratique quotidienne à la mémoire collective, cela ne signifie-t-il pas que le changement en question est déjà irréversible? Lorsque même la morphologie urbaine industrielle est en pleine mutation et que ce processus n'est pas circonscrit par une pure et simple crise économique, cela ne signifie-t-il pas que le changement affecte indiscutablement les structures de la société?

L'idéologie dominante nous présente cela comme étant le résultat de l'affirmation d'une technologie affranchie de l'histoire et ayant transcendé toute connaissance scientifique. C'est l'un des sens du concept de post-industrialisme. Sommes-nous en train de nous acheminer vers une société totalitaire, telle que la craint H. Marcuse au travers de sa critique du combat que mène la rationalité opérationnelle contre l'histoire? A partir de cette question, le point de départ de notre réflexion réside dans la définition de ce que nous entendons par territorialité. Nous comprenons celle-ci comme étant une intersection entre le processus capitaliste de production, au sens où l'entend K. Marx, et la problématique des relations de pouvoir, au sens où l'entend C. Raffestin. Notre démarche est ainsi fondée sur une approche critique et fondamentalement historique de l'idéologie du <<post->> et de son expression privilégiée au niveau des sciences sociales, à savoir le concept de post-industrialisme.

Les discours <<post->> nous apparaissent comme une dernière carte que tente de jouer, au niveau culturel, la classe dominante. Tentative de pallier la crise totale de crédibilité dont est victime la modernité, c'est-à-dire le capitalisme industriel en fin de compte. Si toutefois nous parlons de

<<dernière carte>>, nous tenons à souligner le fait qu'un joueur aussi habile que tricheur peut, s'il se sert efficacement de cette ultime munition, se retrouver avec d'autres cartes en main...

Le post-industrialisme est une idéologie au sens où L.J. Prieto définit ce terme: une connaissance niant sa propre historicité (3). C'est une construction conceptuelle qui, en dernière instance, se résume à une idéologie fondée sur l'apologie, préconisant la capacité de régénération du capitalisme par lui-même. Est-ce un hasard si, dans le domaine des sciences sociales, on assiste à une réelle inflation quant à l'utilisation du terme post-industrialisme depuis les années septante et surtout quatre-vingts? De ce point de vue la géographie ne sort pas du lot, elle qui a toujours été des plus asservies et même instrumentalisées par le pouvoir étatique. Ce qui guide notre démarche critique, et la conception de la territorialité qui en découle, est le souci de nous conformer à une description, au sens étymologique, du monde [du <<mundus>> des latins, qui signifiait la parure, ses porteurs et les conflits qui éclatent autour d'elle]. De ce point de vue nous nous posons en rupture avec la tradition géographique de description, au sens propre, de la Terre, du paysage ou d'un élément constitutif de celui-ci. Nous pensons que notre façon d'aborder la question de la territorialité n'est pas objective. Mis à part le fait que l'objectivité nous semble être l'apanage d'une vision univoque et appauvrissante de la réalité, dans cet essai ce ne sont pas les objets en tant que tels qui retiennent notre attention. Mais ce sont plutôt les rapports entre les hommes, qui mettent en relation les objets et leurs représentations, que nous mettons au centre de nos préoccupations. La transformation du tissu industriel va donc être utilisée comme un révélateur essentiel de transformations historiques complexes, mais aussi de leurs interprétations.

Le paradoxe genevois

Pourquoi avoir choisi le tissu industriel genevois comme cadre privilégié de référence de notre étude? En ce qui concerne le choix de Genève, nous pouvons dire que c'est un référentiel de recherche exemplaire pour trois motifs. En premier lieu, nous nous référons à sa longue histoire de centre urbain-Etat. En deuxième lieu, nous nous référons à son rôle de centralité romande de premier ordre et fédérale de deuxième ordre, mais aussi à ses rôles de centralité française et internationale. En troisième lieu nous nous référons à la difficulté qu'a l'industrie à avoir sa place au soleil face à une classe dominante locale apparemment marquée par une tradition peu encline à l'activité industrielle, ce que ne saurait démentir la vieille pratique horlogère. Ajoutons à ce tableau les transformations quantitativement et qualitativement profondes qu'a connues l'activité industrielle depuis le lendemain de la seconde guerre mondiale dans ce canton.

De plus Genève s'est trouvé être la cible ou le prétexte de nombreuses études de natures différentes, autant dans le cadre de l'université qu'en dehors de celle-ci. Cette accumulation de recherches rend le référentiel genevois de plus en plus attrayant et problématique à la fois. Il nous semble en outre que le contexte général du canton de Genève se prête, en

apparence, particulièrement bien à l'approche post-industrialiste. C'est une raison de plus pour s'y pencher dans le cadre de cette étude eu égard à notre position critique face aux discours <<post->>.

L'étouffement par le consensus

Une dernière remarque s'impose au sujet de nos motivations. Pour H. Marcuse, l'unidimensionnalité sociale consiste dans l'utilisation de la technologie, plutôt que dans celle de la terreur politique, en tant que nouvel instrument pour obtenir la cohésion des forces sociales dans un mouvement double: un fonctionnalisme écrasant et une nette amélioration du standard de vie (4). N'est-ce pas cela que révélaient, d'une façon particulièrement spontanée, les mouvements de jeunes à Lausanne et à Zurich au début des années quatre-vingts? N'est-ce pas également cela que révèlent les interventions violentes ou pacifiques mais systématiques que l'autoritarisme étatique organise contre toute velléité d'initiative propre de la jeunesse [qu'il s'agisse des <<centres autonomes>> qui tentent régulièrement de réémerger dans un canton ou l'autre, d'une communauté comme celle des Zaffarayas à Berne ou des initiatives culturelles autonomes de jeunes à Genève, dans ce dernier cas l'argent et le parage en des lieux institutionnalisés jouant exactement le même rôle que la matraque ailleurs]? Ce triomphe de l'aliénation semble être devenu une réalité dramatiquement fondée dans notre pays, y compris au niveau de la recherche en sciences sociales. Parler d'étouffement politique et plus généralement culturel sous le poids du consensus ne nous paraît point exagéré. C'est, entre autres, à partir de ce constat que nous avons formulé notre projet de thèse.

2. Les spécificités actuelles du capitalisme économiquement développé

Depuis la seconde guerre mondiale, la société capitaliste économiquement développée se trouve confrontée à un certain nombre de pressions lacérantes et contradictoires dont le caractère nouveau réside dans l'exacerbation et la combinaison. Il s'agit avant tout de la succession de deux phases. D'une part un boom économique s'est produit - dû aux destructions sociales et matérielles de la guerre - dans le cadre général d'une mise à contribution maximale des méthodes et techniques de production datant d'avant la guerre. D'autre part dès les années soixante et surtout septante, on assiste à un boom de l'innovation dans le contexte global d'une économie cherchant désespérément de nouveaux débouchés. Pour des raisons de survie, ce système économique fait toujours plus la part du lion à des activités économiques parasitaires au sens propre. C'est une démonstration des plus parlantes de la théorie marxiste du profit capitaliste. Citons les exemples, parmi tant d'autres, de l'armement, de l'horlogerie et de la bijouterie de grand luxe, de l'industrie automobile et de ses innombrables activités dérivées, de la surmédicalisation, des gadgets électroniques, de l'habitat pavillonnaire massif, etc.

Un deuxième volet de ces pressions se situe au niveau des valeurs éthiques. Traumatisés par l'expérience du fascisme issu d'une société capitaliste en bout de course, ébranlés par l'expérience sur le vif des bombes d'Hiroshima et de Nagasaki, déconfits par un bien-être sacrifiant tout au Veau d'or de la quantité toujours aussi mal répartie qu'auparavant, désillusionnés par le retour de l'hydre de la crise et du spectre du chômage, des couches de plus en plus nombreuses de la population ont irrémédiablement perdu confiance dans les valeurs véhiculées par l'idéologie dominante. Ni apocalyptique, ni catastrophiste, ni annonciatrice de l'imminence d'une révolution, notre vision de la crise profonde dont il est question postule que rien encore n'est joué. En effet nous sommes persuadé que tout processus de changement peut être à la fois lent et long. N'oublions pas l'empereur Héliogabale, archétype de la décadence romaine, égorgé par sa propre garde dans des latrines puis vulgairement jeté dans le Tibre après avoir été quasiment dépecé par la garde prétorienne. N'a-t-il pas fallu quelque deux siècles et demi avant la fin de l'empire déjà décadent qui l'a porté au pouvoir?

Un troisième aspect est l'inachèvement tragique de la révolution coloniale finie, momentanément du moins, en queue de poisson. Alors que pendant longtemps elle fut l'un des moteurs des espoirs alternatifs à notre société, son enfantement n'en finit plus de finir et même de régresser au travers de ce que les media nomment "la crise de l'endettement international".

Un quatrième élément réside dans la perte de crédibilité des alternatives historiques à la société en place. Cela implique une occultation toujours plus profonde et une méconnaissance croissante du sens de ces alternatives. Autant l'essoufflante aporie politique des mouvements libertaires que la caricature autoritaire de socialisme présentée par les Etats non capitalistes ont contribué largement à cette perte de crédibilité. Et ce ne sont pas l'intégration cynique des <<yuppies>>, ni le discours nostalgique des néo-libéraux, ni la cassure désespérée de ceux que les media qualifient de terroristes qui peuvent se prévaloir d'être des modèles alternatifs crédibles.

Un cinquième point, que nous ne posons ici qu'en ce qui concerne les sciences sociales [par différenciation avec les sciences dites de la nature], est le suivant. L'innovation - en tant que passage de l'invention à la production banale - a détrôné l'invention - en tant que solution nouvelle d'un problème ou que solution d'un problème nouveau (5). Les sciences de l'homme n'inventent plus, elles adaptent, réalisent, diversifient, appliquent mais ne créent plus. Dans cette logique l'institution universitaire elle-même a toujours plus tendance à fonctionner comme le colporteur que l'on rencontre dans les "Aphorismes" de G.C. Lichtenberg: il ne peut que faire une paire de bas neufs avec deux vieilles paires. La géographie, qui ne s'est pas souvent distinguée par son autonomie, ne fait point exception à cette règle.



Ces cinq éléments nous amènent à une première considération générale qui nous rapproche de notre préoccupation. De plus en plus la production culturelle s'inscrit dans un mouvement rétrospectif. Mais ce mouvement rétrospectif n'a rien du projet interprétatif de l'humanisme historique du siècle des Lumières. Celui-ci se tournait vers le passé récent et lointain afin de projeter dans le futur. Le mouvement actuel s'opère au contraire avec trois réserves attestant le manque de créativité: imiter et non réinterpréter, mettre en valeur par abstraction du contexte, cultiver l'inadéquation des fins et des moyens. C'est donc bien par défaut de capacités créatrices que la société tourne son regard vers le passé. En cela réside l'essence de l'idéologie du <<post->>, de ses modes <<rétro>> et de son attitude <<kitsch>> basée sur la reproduction, sur l'imitation, sur la décoration, sur la copie avec variation, sur la large diffusion, comme la caractérise le psychologue A. Moles (6). Le pivot de ce mode référentiel décollé de son contexte est l'amnésie sélective. Nous entendons par là l'oubli sélectif du passé, ou plus exactement de certaines de ses composantes, afin de pouvoir déshistoriciser les références. Par un procédé de taxidermiste, un segment du passé est naturalisé, son substrat culturel abstrait et oublié. Il en résulte la création de valeurs ahistoriques, malléables et modelables à merci. N'est-ce pas là ce que F. Nietzsche dénomme "la faculté active d'oubli, une sorte de gardienne, de surveillante chargée de maintenir l'ordre psychique, la tranquillité, l'étiquette" (7)?

C'est donc cette crise, d'origine apparemment structurelle, de l'imagination dans les sciences sociales qui explique l'irruption de l'idéologie du <<post->>. Le succès de cette dernière-née peut trouver une explication dans la volonté consciente et urgente, de la part des intellectuels au service des classes dominantes, de créer un discours inédit sur le renouvellement possible d'une société plongée dans une agonie secrétrice d'agonie. C'est en quelque sorte une tentative de tout faire changer au niveau du discours afin que rien ne change au niveau des fondements de la réalité sociale. Nous ne pouvons éviter ici de penser au roman "Il Gattopardo" de l'aristocrate-bourgeois Tomasi di Lampedusa: "Si nous voulons que tout reste tel quel, il faut que tout change", affirme Falconeri, l'un des protagonistes du Risorgimento (8). Toutefois le parallèle s'arrête là. L'époque révolutionnaire du Risorgimento italien étant sans comparaison avec celle à hauts risques rétrogressifs que nous vivons.

Notons encore un paradoxe curieux et intéressant. C'est que l'idéologie du <<post->> fonde sa plausibilité sur un processus intellectuel inverse à son projet explicite. Ce dernier consiste dans la revalorisation du passé. Cela n'empêche pourtant pas cette idéologie de substituer les discours dominants de la période actuelle à ceux du passé, jouant ainsi sur le redoutable bon sens de l'apparence. On retrouve ainsi l'une des vieilles tares de l'idéologie dominante du capitalisme, problème déjà soulevé par F. Engels et K. Marx (9). C'est de ce point de vue, entre autres, que les métaphores du <<post->> sont davantage des images du paraître que de l'être.

3. Un monde lacéré par le conservatisme et l'innovation

Deux forces fondamentales agissent sur le territoire en général et, en ce qui concerne l'objet de notre étude, sur la territorialité industrielle. Côté cour, un faisceau idéologique de projets foncièrement conservateurs qui tendent à sauvegarder les fondements du mode de production capitaliste. Côté jardin, un faisceau technologique de projets radicalement innovateurs, dont le cumul commence à poser de sérieux problèmes qualitatifs qui ne peuvent que s'accroître avec le temps. Ces deux forces ne sont pas mécaniquement dissociables. C'est dans cette contradiction que réside l'un des apports indéniablement intéressants du concept de post-industrialisme, que nous nous proposons d'approfondir bien que nous assumions une position foncièrement critique face à celui-ci. L'industrie subit et provoque de profonds changements sociaux liés à cette contradiction. Ce que nous considérons comme étant notre contribution aux sciences sociales est l'étude, dans une perspective historique et critique, de l'émergence de cette contradiction dans le cadre de la territorialité industrielle.

Limitons-nous, pour l'instant, à saisir le territoire comme un système de relations de pouvoir existentielles ou productivistes, pour paraphraser C. Raffestin. C'est la réalisation de relations humaines dans le cadre de la nature historique. C'est le monde, considéré comme un complexe de processus historiques du développement réel de la production, pour reprendre les termes de K. Marx et F. Engels. C'est enfin le monde compris au delà des antinomies simplistes du vrai et du faux, du nécessaire et du contingent, du bien et du mal, dans le prolongement du point de vue qui représente une constante de l'oeuvre de F. Nietzsche (10).

Pour les sciences sociales, l'industrie doit être plus qu'une simple fraction de l'activité humaine destinée à répondre aux besoins d'organisation sociale. Cela doit représenter davantage qu'un simple segment de l'activité économique destinée à la production et à la reproduction des conditions matérielles de vie. Cela doit dépasser le cadre d'une simple partie de l'activité sociale, destinée à enraciner et à perpétuer les rapports de domination d'une classe sociale sur les autres. En effet, c'est également le point d'appui de toute une série de rapports politiques et culturels au sens large, de toute une trame que nous nommons la territorialité industrielle. C'est à ce titre également que la critique du concept de post-industrialisme nous intéresse au premier chef.

Notes et références bibliographiques de la partie I
[Introduction]

- (1) F. Nietzsche, *La généalogie de la morale*, Gallimard, St-Amand, 1983, p. 29.
- (2) C. Malaparte, *La Pelle*, Mondadori, Milano, 1982, p. 285.
- (3) L.J. Prieto, *Pertinence et pratique*, Editions de Minuit, Paris, 1975, p. 160.
- (4) H. Marcuse, *L'homme unidimensionnel*, Editions de Minuit, Paris, 1968, p. 16.
- (5) B. Gille, *Prolégomènes à une histoire des techniques* in B. Gille et alii, *Histoire des techniques*, Gallimard, Tours, 1978, pp. 50 à 52.
- (6) A. Moles, *Psychologie du kitsch*, Gonthier, St-Amand, 1976, p. 93 et chap. 10.
- (7) F. Nietzsche, op. cit., p. 76.
- (8) T. di Lampedusa, *Il gattopardo*, Feltrinelli, Milano, 1986, p. 21.
- (9) K. Marx et F. Engels, *L'idéologie allemande*, Editions Sociales, Paris, 1982, p. 153.
- (10) Idem, pp. 83 et 102;
F. Engels, *Ludwig Feuerbach et la fin de la philosophie classique allemande*, Editions Sociales, Paris, 1976, p. 61;
cf notamment F. Nietzsche, *Par delà bien et mal*, Gallimard, Paris, 1983.
- C. Raffestin, *Pour une géographie du pouvoir*, Litec, Paris, 1980, p. 143.

II. LA TERRITORIALITE

INDUSTRIELLE

Lorsque des poutres franchissent l'eau, lorsque des passerelles et des balustrades passent sur le fleuve: on n'ajoute pas foi à qui affirme que << tout coule >>.

F. Nietzsche
Ainsi parlait Zarathoustra

1. De la nature au territoire

Comme préliminaire à l'emploi du terme << territoire >>, il nous semble nécessaire de faire une brève mise au point relativement au rapport nature-culture. Précisons d'emblée ce qui suit, sans entreprendre pour autant une approche ontologique du concept: par territoire, nous entendons un processus relationnel ne pouvant échapper aux lois régissant les rapports de production, impliquant nécessairement des pratiques et donc des connaissances. C'est, en fin de compte, l'expression d'une conscience historique plus ou moins aliénée de ces pratiques.

Nous nous distançons donc a priori des démarches éthologiques telles que celle d'un K. Lorenz qui, dans "L'agression, une histoire nécessaire du mal", n'étudie l'humain que par métaphore zoologiste. De même nous ne suivrons pas les prolongements sociologiques de l'éthologie, qui sont à la base des propos positivistes d'un E. Hall dans "La dimension cachée". En effet nous ne dissociions pas le naturel de l'historique, le physique du culturel, le biologique du social, pas plus que nous n'instaurons une hiérarchie entre ces deux pôles de la réalité donnée. Mais nous ne ramenons pas pour autant l'homme à l'animal. Nous considérons l'homme comme produit de la nature et producteur de celle-ci ou, plus exactement, comme producteur de la nature qui le produit. La nature humaine, écrit S. Moscovici, "réside dans ce processus où l'homme s'approprie et récupère, en qualité d'agent, l'histoire de la matière dont il fait son histoire tout en continuant de faire de son histoire propre, sur un autre mode, l'histoire de la matière" (1). Cela signifie que l'histoire naturelle et la nature historique, pour reprendre une formule classique de K. Marx, n'ont de sens que l'une par rapport à l'autre, excluant de ce fait toute approche de la nature en soi ou de l'histoire en soi.

En conséquence nous comprenons l'industrie, dans l'acception étymologique du terme qu'en a A. Smith, comme la substance du rapport homme-nature. C'est ce que H. Lefèbre nomme le révélateur historique de l'essence humaine de la nature et de l'essence naturelle des hommes (2). Ainsi lorsque nous soulevons la question de la nature, nous nous plaçons du point de vue de la praxis et donc de l'historicité de cette praxis. Cela implique, par exemple, que la simple connaissance d'une nature ayant précédé l'espèce humaine n'existe à nos yeux que dans la mesure où elle est une tentative des hommes pour intervenir sur leur propre nature historique.

Dans "La géographie humaine", dont la première édition date de 1942, le géographe J. Brunhes caractérise ainsi les faits relevant de la chaleur solaire, de l'atmosphère, de la lithosphère et de la biosphère: "Le plus grand nombre de ces faits échappe à toute influence humaine. Que l'homme existe ou qu'il n'existe pas, l'eau des nappes liquides s'évaporerait toujours. Que l'homme existe ou qu'il n'existe pas, les tourbillons des eaux courantes sauront toujours creuser des gorges" (3). Est-ce à dire que les <<éléments>> seraient un donné absolu, une vérité a priori, indépendante de l'être humain? Ce serait donc sur cette sorte de matrice préexistante que l'être humain viendrait greffer son activité? Une telle conception ne peut qu'induire une schizophrénie simpliste dans la définition de l'essence humaine. En effet, vivant simultanément dans deux milieux, l'un échappant à son influence, l'autre au travers duquel il modère, modifie ou fixe les conséquences des phénomènes qui lui échappent fondamentalement, l'homme de J. Brunhes est scindé en deux: l'animal et le politique. Nous sommes ici immergé en pleine mythologie positiviste. "Euler (...) dit que le tonnerre et les éclairs existeraient tout autant s'il n'y avait pas d'hommes que la foudre pût frapper (...)" Il m'a toujours semblé que la conception d'être est une notion empruntée à notre faculté de penser et que, sans créatures douées de sensibilités et de pensée, il n'y a plus rien" (4), rétorque l'humanisme de G.C. Lichtenberg par un aphorisme écrit à la veille de l'effondrement de l'Ancien Régime.

La géographie du XX^e siècle, et de façon plus générale les sciences sociales, sont profondément marquées par la physique sociale d'A. Comte. Elles n'arrivent pas à s'affranchir de l'approche dichotomique et hiérarchisée de la nature et de la culture que véhicule le positivisme. C'est en opposition à cette conception conservatrice que nous posons la question du travail. En conséquence il est important de préciser que le rapport homme-nature n'est un objet des sciences sociales qu'en tant qu'ensemble de relations dont les deux pôles sont le groupe humain. En fin de compte l'expression <<rapport homme-nature>> n'est qu'une façon maladroite de désigner le travail, médiatisation historiquement déterminée entre les hommes qui se réalise au travers d'une connaissance toujours plus poussée de la nature. Il est aisé d'expliquer a posteriori le travail ainsi conçu en fonction des besoins. Mais l'exercice devient des plus abscons, sinon impossible, a priori. C'est probablement dans le malaise créé par ce décalage - entre l'approche du travail a priori et celle a posteriori - que prend racine la complexité du rapport homme-nature.

Où peut se situer notre contribution à cette problématique, sinon au niveau de la territorialité, participant du rapport homme-nature? Nous l'avons vu dans l'introduction, c'est au niveau de l'intersection entre la base structurelle du procès capitaliste de production, selon K. Marx, et la base relationnelle du champ de pouvoir, selon C. Raffestin, que nous situons notre conception du territoire (5). Relations de pouvoir et rapports de production sont ainsi l'avvers et l'envers d'une même réalité, le territoire, dont la substance est la territorialité. Conditionnée par le mode de production d'une part, s'inscrivant dans les rapports de production au travers des relations de pouvoir d'autre part, cette réalité est un processus d'échange global impliquant totalement l'homme et son environnement (6). L'expression fondamentale de cet échange se trouve nécessairement dans le rapport homme-nature, à la fois contenu dans et impliqué par le travail sous toutes ses formes.

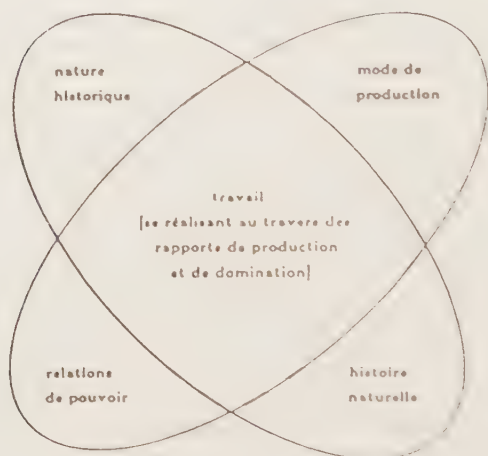
La territorialité pourrait être définie par analogie étymologique au monde [le <<mundus>> des latins que nous avons mentionné dans l'introduction]: c'est-à-dire à la fois tout ce qui contribue à la parure, la parure elle-même, les porteurs de cette parure ainsi que les conflits autour de celle-ci. Ces conflits ne sont en dernière instance que l'affrontement de projets sociaux qui se cristallisent, hypothétiquement, tendanciellement ou immédiatement dans un lieu, ce qui signifie à la fois dans un endroit, dans un temps, et dans un mythe. C'est dans ce sens que l'on parle du <<monde des affaires>>, du <<monde du show business>>, du <<monde de l'industrie>>, du <<meilleur des mondes>>, etc, bien que de façon souvent inconsciente ou involontaire. Cette trilogie conflictuelle marquée par le monde, le projet social et le lieu permet de comprendre la territorialité comme partie ou comme tout du processus territorial social. En effet cette définition nous permet de parler de territorialités spécifiques sans remettre en question le fait que le territoire soit un phénomène global et totalisant. Il nous sera donc possible de parler de la territorialité industrielle, mettant par là en avant la spécificité du processus conflictuel industriel, sans pour autant en faire une réalité autosuffisante. Nous trouvons également, dans cette trilogie, la tridimensionnalité territoriale, proposée par C. Raffestin, de la production, de l'échange et de la consommation, induites par les relations réelles médiatisées (7). Il nous est dès lors possible de parler de <<territorialité industrielle à Genève>> comme étant l'objet de notre essai. L'industrie et le canton de Genève ne restent toutefois qu'un prétexte, primordial mais un prétexte tout de même, à un essai critique. D. Riesman définit l'utopie comme étant la capacité d'envisager des possibles (8); c'est dans ce sens que nous inscrivons notre critique dans l'utopie.

2. La territorialité n'est-elle pas, en fin de compte, une praxis?

Nous pouvons essayer de schématiser notre conception de la territorialité, sans aucune intention systémique et à l'exclusion de toute modélisation directement opératoire. Nous la représentons sous la forme de quatre déterminants fondamentaux, chaque pôle déterminant étant nécessairement et simultanément produit par l'homme et porteur de l'homme dans ses relations

réelles avec les autres hommes. La nature historique et l'histoire naturelle étant le fondement de l'être social, elles sont situées sur deux des quatre pôles principaux du schéma. De même, mode de production et relations de pouvoir étant le fondement de la relation territoriale, et donc de ses conflictualités, il se trouvent sur les deux autres pôles principaux du schéma. Les liens entre ces deux doubles pôles sont difficiles à représenter. En effet leur disposition ne peut que restituer maladroitement la multiplicité des relations existantes et l'articulation qui en découle.

Le travail, clé pour la compréhension du concept de territorialité



Le centre de cette esquisse de représentation du territoire est constitué par le travail, du plus manuel au plus intellectuel, véhicule fondamental de l'aliénation. En dernière instance, tout le schéma nous renvoie à la définition marxiste de la praxis. Or ce sont justement les différentes praxis exercées par l'homme sur la réalité qui se trouvent être l'objet des sciences sociales. C'est l'enseignement que nous tirons de l'ouvrage "Pertinence et pratique" de L.J. Prieto.

Le travail, approché par K. Marx en termes de médiateur entre la nature historique et l'homme (9), est représenté dans ce schéma comme l'acte par lequel la nature est révélée histoire par l'homme. C'est le sens que prennent dans ce schéma les deux pôles nature historique et histoire naturelle, conditionnant fondamentalement le travail. La complexité du travail ainsi défini est également représentée dans ce schéma comme la

manifestation d'un mode de production se prolongeant nécessairement dans des relations de pouvoir: il en dérive des rapports de production qui peuvent fortement varier au sein d'un même mode de production et qui sont le substrat immédiat du travail. C'est le sens que prennent dans ce schéma les deux pôles mode de production et relations de pouvoir, conditionnant le travail. Dans cette optique, l'homme dispose du temps a priori mais est subjugué par celui-ci a posteriori. Tandis que, simultanément, il plie partiellement la nature - dans ce que H. Lefèbvre qualifie de secteur dominé de la nature - et il est partiellement ployé par celle-ci - dans son secteur non dominé.

3. La territorialité est une relation qui va au delà de l'objet

Nous abordons le problème en termes de rapport, de relation, de mode. Cela signifie que la territorialité est constituée d'activités sensibles prenant forme au travers des objets, à partir de la réalité donnée, pour paraphraser la première thèse critique de K. Marx sur le matérialisme de L. Feuerbach. C'est dans cette logique relationnelle, qui implique toujours l'homme face aux hommes même lorsqu'une personne se trouve uniquement en présence d'objets, que nous voyons l'un des fondements essentiels de notre discipline.

Le géographe a très souvent essayé de décrire, au sens propre, les terres puis, plus tard, les paysages. C'est la géographie des explorations, des découvertes, des campagnes militaires, des colonisations, c'est surtout la graphie de la <<Terre>>, la graphie du <<pays>>. La sophistication des classifications ainsi élaborées et de leurs systématisations n'a cessé de s'étendre et de s'affiner. Des reliquats de cette conception se retrouvent encore aujourd'hui au travers de visions dites <<opératoires>> ou <<appliquées>> de la géographie. Mais ce ne sont là que des versions tardives, éminemment utilitaristes et donc boiteuses, de ce que fut la géographie qui apprenait à se connaître elle-même en essayant de connaître la <<Terre>> puis le <<pays>>. Il nous paraît essentiel de préciser que, contrairement à ce qu'affirment souvent ses représentants, dans cette tradition séculaire qui ne survit aujourd'hui que sous une forme opératoire et donc objectiviste, la réalité donnée n'a qu'un statut relatif précaire. C'est précisément, et malgré elle, à cette dernière caractéristique que cette géographie doit d'avoir gardé un potentiel créateur envers et contre tous ses méfaits utilitaristes. Pour s'en convaincre, il suffit, par exemple, de regarder les <<icônes>> cartographiques de l'Antiquité à nos jours. En effet de tous temps, à peine on touche au secteur non dominé de la nature, le mythe vient prolonger la science sans transition. De même, et paradoxalement, à peine on pénètre dans le secteur dominé de la nature, l'idéologie - mythe à sa façon - vient donner corps à la science.

Ce qui manque aujourd'hui le plus à la géographie, c'est de prendre conscience du fait qu'elle n'a plus à décrire la Terre ni même le paysage, mais qu'elle doit s'atteler à la tâche nouvelle de décrire, au sens étymologique du terme, le Monde. C'est le sens profond que nous autres géographes pouvons tirer de la critique marxiste du matérialisme de L.

Feuerbach: dépasser l'objet dont s'approprie, au sens propre ou figuré, l'homme, pour mettre sous la loupe les pratiques issues de cette appropriation. Il s'agit donc de mettre au centre de nos préoccupations les relations prenant vie à partir des modes et rapports d'appropriation de l'objet. C'est à cette tâche que nous nous consacrons, en partie du moins, dans cette critique du post-industrialisme.

A l'occasion d'une conférence où il présentait le géographe comme devant constamment se transporter de l'idéologie à l'utopie et de celle-ci à celle-là, C. Raffestin abordait le débat en ces termes: "Or un fait est l'existence d'états de choses et l'état de choses est une liaison de choses. L'objectif de la géographie est la liaison, la relation entre les choses." A défaut de comprendre cela, le risque qui guette ou plutôt le danger qui dévore le chercheur en sciences sociales est de s'enfermer "dans l'évidence de l'objet" (10). On peut alors en déduire que le piège tendu par l'évidence de l'objet est double. D'une part le chercheur, aveuglé par l'objet, présente souvent son discours comme si celui-ci était l'objet lui-même. L'utilisation des cartes de même que l'emploi de la statistique posent systématiquement ce problème. D'autre part, et en conséquence, le chercheur obnubilé par l'objet fait du tissu relationnel dans lequel ce dernier est immergé une qualité qui est propre à l'objet. Cependant, comprendre l'inanité de l'objet en tant que tel ne doit pas nous amener à préconiser la substitution de l'objet par sa seule représentation: c'est en substance ce que font généralement les géographes qui traitent, envers et contre toute cohérence épistémologique, de la <<géographie de la perception>> ou de la <<géographie des représentations>>. Ils font comme l'un des "Six personnages en quête d'auteur", le père, de L. Pirandello. Il affirme qu'un fait ne saurait prendre forme que si, comme un sac, on le remplit "de la raison et des sentiments qui l'ont déterminé", ce qui l'amène à dire quelques pages plus loin qu'il ne saurait exister d'autre réalité que l'illusion (11). Il prend conscience de l'inanité de l'objet en soi ou du fait en soi, pour aboutir à l'inanition de l'objet en général. Cette démarche du père des "Six personnages en quête d'auteur" est également celle qui rapproche la géographie dite de la perception, ou des représentations, de l'idéologie du <<post->>: privilégier le paraître de l'essence des choses afin d'écarter l'être de leur existence.

Malgré toutes ces remarques, il nous faut cependant préciser qu'en aucun cas nous ne saurions exclure l'objet de notre analyse, ni toutefois coller à l'objet, ni nous limiter à poser l'homme et l'objet comme l'un face à l'autre uniquement en position respective d'extériorité. En cela réside le sens de notre territorialité: substance relationnelle, elle n'est tout simplement "jamais aux objets comme tels", pour reprendre l'expression de M. Serres (12). Nous nous mettons, de ce point de vue, à l'école de Léonard de Vinci. Sculpteur et anatomiste, ingénieur civil et militaire, architecte et physicien, phénoménologue et urbaniste avant la lettre, il faisait de la peinture le savoir primordial: "Parmi lesquelles [les sciences] la peinture est la première", affirmait-il (13). Or la peinture n'est-elle point une expression visuelle de la relation personnelle - et non individuelle, la différence est de taille, nous y reviendrons - entre le monde des objets et le monde sensible? Et c'est cette expression relationnelle que Léonard de Vinci met au sommet

de la pyramide de la créativité en général. Par analogie, lorsque nous parlons du Monde comme centre d'intérêt de la géographie, mais aussi comme base de l'expression picturale, nous le pensons comme un rapport culturel impliquant au moins un mode de production en amont et des modes [au féminin] dans la production en aval. En ce sens la peinture est une source privilégiée pour la réflexion en sciences sociales sur le territoire: c'est une école pour celui qui veut échapper à l'évidence de l'objet contre laquelle nous met en garde C. Raffestin.

Rememorons-nous le mythe de Gaïa [la Terre], divinité matronymique de la géographie. Dans un premier temps elle a accouché du Ciel, Ouranos, puis l'a épousé. Elle a ainsi créé la possibilité de se distancer d'elle-même, de la Terre, de prendre donc des distances relativement à la matière. Ensuite elle s'est approprié cette possibilité en se mariant avec le Ciel. Dans un deuxième temps elle a généré les Cyclopes, c'est-à-dire le Travail acharné de la matière soumis au dieu Héphestos. Puis, dans un troisième temps, elle a également procréé des Titans, les Révoltés contre les dieux, donnant par là tout son sens à la création du ciel et à la maîtrise de la matière. Ainsi la faculté de prendre des distances face à l'objet et l'aptitude qui en découle de le travailler ont induit le conflit des Titans pour renverser la dissymétrie des relations de pouvoir. Le mythe de notre matronyme se perd dans le monde relationnel; cela ne doit pas nous laisser indifférent.

Derrière l'évidence de l'objet, derrière Léonard de Vinci, derrière le mythe de Gaïa, c'est une dispute majeure autour de la raison d'être de la géographie actuelle qui pointe: praxis des relations territoriales versus classification idiographique de la pratique ou, pire, de l'objet.

4. Une territorialité industrielle en quête d'auteur

L'allusion, ci-avant, aux "Six personnages en quête d'auteur", de L. Pirandello, n'est pas fortuite. La nouvelle territorialité industrielle, issue de la superposition à la fois simultanée et désynchronisée, parallèle et conflictuelle, de deux systèmes techniques [schématiquement et provisoirement définis comme celui électromécanique et celui électronique] mal compatibles, n'est-elle pas présentement en <<quête d'auteur>>? Les deux exemples ci-dessous nous semblent intéressants à cet égard.

"Millions d'années (...) nature (...) sélectionné (...) économie libre (...) succès (...) productivité élevée (...) marketing habile (...) offre (...) besoins (...) entreprise finalement non viable (...) repli (...) croissance (...) création (...) mutation (...)", tels sont les termes-clé du premier paragraphe d'un article d'un membre du directoire de la Société de Banque Suisse, traitant des banques face aux mutations structurelles de l'industrie. Néo-libéralisme et post-darwinisme sont la marque idéologique de ces lignes qui débouchent sur la perte de 250.000 emplois dans le secteur secondaire helvétique, entre 1970 et 1984, et, but de l'article, sur la politique "d'assainissement d'entreprises" de la banque. Suit une précision de taille: "La législation suisse

ne prévoit fort heureusement aucune aide directe de l'Etat aux entreprises en péril." Cela permet, en cas de difficultés, d'accorder "la priorité absolue au rétablissement à moyen terme des capacités bénéficiaires des entreprises" (14). Toujours à titre d'illustration, mettons en parallèle un article du "Journal de Genève", paru le 17 juin 1986, qui relate un débat parlementaire et une étude du Fonds National de la Recherche Scientifique. Ceux-ci mentionnent l'existence de 140000 travailleurs <<au noir>> en Suisse au début des années '80. Cela représente environ le 4 à 5 % de la population active, produisant 3 à 6% du Produit National Brut. Le nombre des travailleurs saisonniers étant équivalent à celui des clandestins, les emplois temporaires et auxiliaires croissant constamment, le phénomène de la précarité, que l'idéologie dominante nomme pudiquement la flexibilité, occupe une place considérable dans l'économie suisse des années '80. Cependant ce n'est pas tellement le contenu de cet article qui le rend intéressant; il ne fait que confirmer des redites. Mais c'est le fait que de telles informations peuvent être largement publiées aujourd'hui, sans susciter de réactions et pas même la moindre ombre de débat au delà des groupes spécialisés [Parlement, Fonds National de la Recherche Scientifique, etc].

Mythologies <<post>>, conscience et présence syndicale qualitativement faibles, débat politique déserté, indifférence culturelle faisant de l'information un processus quantitatif linéaire et linéairement aliénant, tels sont certaines caractéristiques politiques générales, mais non des moindres, propres au processus de mutation territoriale que nous connaissons actuellement. Qu'y a-t-il de commun entre les deux articles du bulletin de la Société de Banque Suisse et du Journal de Genève? Ne sont-ils pas chacun une manifestation du fait que la modernité se trouve actuellement en quête d'auteur historique: le premier par son discours caricaturalement néo-darwiniste, le second par l'indifférence qu'il rencontre alors qu'il pose un problème majeur.

Ces remarques nous amènent à faire une digression afin d'expliquer ce que nous entendons par une modernité en crise qui se retrouve en quête d'auteur. La pièce de L. Pirandello, dont il est question ci-dessus, est une magnifique mise en scène de la difficulté, voire de l'impossibilité, de mettre directement en scène la quotidienneté. Difficulté qui n'est liée à aucun problème technique, sinon que la mise en scène d'une vie quotidienne sans auteur s'avère être une quête du Graal pour le metteur en scène. En effet les deux termes de l'alternative qu'il a à affronter sont les suivants. Le premier terme le conduirait à transcrire l'histoire orpheline de l'existence des six personnages. Il deviendrait de la sorte l'auteur de ces six vies, ce qui est purement et simplement impossible puisque les "Six personnages" ne veulent pas d'auteur. Le deuxième terme le conduirait à devenir le copieur fidèle d'une forme, le cadre théâtral de la vie des six personnages, sans contenu. Leur vie étant déjà mise en scène - puisqu'il s'agit de <<personnages>>, acteurs donc du quotidien - la mise en scène d'une mise en scène au sens propre ne saurait donc être autre chose que la théâtralisation d'une forme. Ce second terme de l'alternative ne saurait être plus réalisable que le premier. A la fin de cette recherche infructueuse, deux des six personnages perdent la vie. Faut-il les considérer morts fictivement - théâtralement - ou réellement - physiologiquement? Les quatre autres

personnages deviennent des ombres s'enfuyant derrière un rideau. Disparition de la scène - donc de la problématique existentielle qui nous est posée - ou disparition tout court - donc drame de la vie? Ce qui nous intéresse avant tout c'est l'interrogation qui découle de ces deux types de disparition, compte tenu du fait que le père des six personnages nous propose préalablement, nous l'avons vu, une indifférenciation entre la réalité donnée et l'illusion. Ne s'ensuit-il pas que, dans cette pièce, la crise d'identité du metteur en scène, n'est que l'expression de cette crise au niveau du quotidien? Une démarche séparant forme et contenu, comme le font les discours <<post->>, peut-elle éviter une telle impasse?

La post-modernité, en tant que modernité en crise, n'est-elle pas la généralisation de cette impasse logique, elle qui veut aller jusqu'à théoriser que le message peut être réduit au seul support de ce message [que la forme d'un message peut se suffire à elle même indépendamment du contenu]? L. Pirandello guettait ce risque dans la société italienne de la fin des années '20, aux horizons culturels offusqués. Aujourd'hui, plus d'un demi-siècle ayant passé, la scène risque de se répéter: le contexte a largement changé, mais le manque de perspectives sociales n'est pas moins profondément ressenti. En outre, l'histoire de ces cinq décennies a à sa charge un cinquantenaire né dans les guerres, ayant grandi dans l'illusion de la consommation, s'étant aigri dans la crise profonde de crédibilité des alternatives politiques et ayant subi le choc moral de la crise économique. La différence, qui est de taille, entre notre société et celle des six personnages, bien que les deux soient en quête d'auteur, réside également dans deux faits. D'une part notre société, plus précisément l'idéologie dominante, voudrait s'accommoder de ne pas avoir d'auteur, c'est-à-dire de références à l'histoire, se limitant ainsi à des références à la seule forme historique. D'autre part elle théorise cette tentative de vivre en coupant ses propres racines: projet social destiné à tout figer, apparemment projet du non-projet, de facto roue de secours de la modernité en crise.

Les nouveaux rapports territoriaux industriels qui se mettent en place sont donc en quête d'auteur. Il est alors inutile de répéter ici tous les poncifs sur l'industrie en tant que colonne vertébrale de l'organisation sociale depuis la révolution qui porte son nom. Il est également superflu, de faire un historique de l'industrie en général ou à Genève. En effet le but de notre recherche n'est pas de réaliser une nouvelle étude de l'industrialisation de notre canton. Nous pensons, et là est notre principale préoccupation, que le mouvement ouvrier traditionnel se trouve aujourd'hui pris entre l'enclume - son conservatisme ouvrier - et le marteau - le néo-libéralisme et ses variantes diverses - dans le contexte général de l'application capitaliste des nouvelles technologies. Les post-industrialistes tentent de faire du syndicat une courroie de transmission de la classe dominante pour l'introduction des technologies nouvelles dans le monde du travail. Jusque-là rien d'extraordinaire dans le fait que des idéologues au service de la classe dominante tentent de fonder scientifiquement l'asservissement des organisations les plus importantes de la classe dominée. Mais il y a lieu d'être surpris lorsque le mouvement syndical lui-même commence à signer des paragraphes de son propre ordre d'exécution et, par

là même, de l'ordre d'exécution de l'une des bases structurelles de génération des valeurs humanistes. En effet le mouvement syndical fait montre d'un fort penchant à intégrer les valeurs du néo-libéralisme.

En 1986, l'enclume c'est, par exemple, la faible implantation et le peu d'initiative syndicales dans le secteur tertiaire privé ou parmi les <<employés>> de l'industrie. C'est en quelque sorte de l'aveuglement relativement involontaire. "(...) ce n'est pas que les hommes soient de mauvaise foi, c'est plus grave: leur cerveau ne perçoit pas ce qui est contraire à leur représentation du réel", écrit J. Fourastié dans "La grande métamorphose du XX^e siècle". Plus d'un syndicaliste devrait ajouter ce livre à ses lectures (15). En 1986 toujours, le marteau c'est, par exemple, la Fédération des Travailleurs de la Metallurgie et de l'Horlogerie acceptant le travail de nuit aux établissements ETA de la Société de Microélectronique et d'Horlogerie, dans le canton de Neuchâtel. Sur les 300 travailleurs directement concernés, quelque 200 ont signé une pétition contre l'accord en question, selon un tiré à part du bimensuel romand "La Breche" de mars 1987. Le marteau c'est également, et toujours à titre d'exemple, le président de l'Union Syndicale du Canton de St-Gall, cosignataire non polémique d'un livre dont la touche finale préconise un syndicat prenant à son compte la conduite du troupeau des travailleurs de la société industrielle vers la société post-industrielle (16).

L'un des problèmes, et non des moindres, c'est donc que le marteau et l'enclume sont souvent soutenu et actionné par le mouvement syndical contre lui-même. Ce sont là des signes des temps inquiétants et spectaculaires en fin de compte. Ce sont surtout des symptômes avancés non point de la mise en place d'une nouvelle territorialité mais de l'éclatement des cadres territoriaux industriels traditionnels [<<territoriaux>> au sens où nous définissons la territorialité dans les pages qui précèdent]. L'"usine-creuset de la nation", comme la nommait en 1930 le président de l'American Management Association, est probablement en train de disparaître (17). Mais cela ne signifie point que l'usine en tant que telle soit en train de disparaître. Toutefois si l'industrie a été, jusqu'à la seconde guerre mondiale, le pivot central de nos systèmes relationnels, dans les pays capitalistes développés elle se fait lentement supplanter par les entreprises de services. Précisons d'emblée que, par service, nous entendons une prestation apparemment ou réellement non matérielle. Il en découle qu'un service peut être, comme cela est le cas pour les transports, les communications ou la recherche et développement par exemple, productif. Il ne saurait donc y avoir de pure synonymie entre service et non-productivité.

Nous assistons à une mutation endogène du capitalisme qui ne peut pas aboutir sans remettre en question le système capitaliste lui-même. En regard de cela, le manque d'alternative historique globale à cette société est un fait d'autant plus grave et lourd de conséquences. Ce double mouvement de mutation et de crise structurelle sans opposition d'alternatives crédibles participe d'une modification territoriale globale et, en conséquence, d'une remise en question non moins profonde de nos visions du monde. La crise de la modernité réside justement dans cette contradiction non contrariée. De ce point de vue l'industrie est sujette à un processus aucunement

comparable à celui encouru par le secteur agricole lors du passage de la société paysanne-agricole traditionnelle à la société ouvrière-industrielle moderne. En effet une alternative sociale globale crédible s'est imposée depuis le XVIII^e siècle - avec la révolution anglaise - et jusqu'au XIX^e siècle - avec les dernières révolutions démocratiques bourgeoises progressistes. C'est précisément cela qui fait cruellement défaut aujourd'hui.

5. Le <<tissu>> industriel n'est que la pointe de l'iceberg

Le <<tissu>> industriel est une expression dont nous nous servons afin de désigner tout le réseau infrastructurel industriel ainsi que les relations immédiates qui lui donnent une homogénéité fonctionnelle. Le dictionnaire Robert nous indique que, sociologiquement, le <<tissu>> est l'expression de la marque fonctionnelle d'un phénomène et de son organisation. En ce sens le terme <<tissu>> ne nous apparaît pas comme un synonyme de la territorialité. Celui-là est plutôt la composante infrastructurelle fonctionnelle de celle-ci. Un changement dans le tissu industriel n'est que la pointe de l'iceberg d'un processus infiniment plus vaste qui n'est pas nécessairement perceptible mais qui lui est antécédent. Le tissu industriel a indubitablement changé à Genève entre 1950 et aujourd'hui [comme peuvent l'attester les tableaux 1. à 8. du chapitre III]. Les zones industrielles, pour leur part, ont été d'abord étendues, puis partiellement reconverties, déplacées et même réduites. Les activités qu'elles recelaient ont parfois disparu. De nouvelles sont apparues. Le projet d'intégration des infrastructures industrielles à l'agglomération a lui-même profondément changé: on tend à extraire l'industrie du tissu central urbain. Peau de chagrin favorable aux nouvelles technologies ou, en ce qui concerne l'horlogerie locale, à la permanence d'une activité de luxe, l'industrie genevoise ne voit son tissu se transformer qu'une fois que les jeux sont déjà faits. Cela semble indiscutable en ce qui concerne les effets de la crise économique des années '73-'76, des récessions plus ou moins larvées qui ont suivi et des restructurations actuellement en cours. Il nous est donc permis de voir dans la transformation du tissu industriel genevois le symptôme d'un nouvel <<état de choses>>, producteur potentiel d'une nouvelle territorialité, annonciateur de nouveaux modes relationnels. Mais trop souvent on oublie que nouveau ne signifie pas nécessairement mieux...

Partir du tissu industriel c'est, en quelque sorte, partir du <<paysage industriel>>. Engageons-nous là une démarche conforme à la tradition géographique et contraire à ce que nous avons nommé ci-dessus la description, au sens étymologique, du Monde? Nous ne le pensons point dans la mesure où, à peine entamée, cette démarche se révèle n'être à nos yeux qu'un diagnostic utile. Se limiter à celui-ci signifierait, comme nous l'avons déjà affirmé, se borner à la description au sens propre. Or le diagnostic est à dépasser dès lors qu'il a rempli sa fonction de révélateur. Pour cette raison, nous nous permettons de passer simultanément à deux stades différents, dès lors que le diagnostic est posé. Il s'agit d'une part d'aborder les cadres conceptuels qu'offre le post-industrialisme - en tant que discours apologétique - et d'autre part de le faire au travers d'une critique

de la praxis. En nous situant au niveau de ces cadres conceptuels, nous nous reposons les problèmes révélés par la transformation du tissu industriel. C'est pourquoi nous disons de notre démarche qu'elle va au delà de l'objet. C'est le sens que nous donnons aux mots de M. Serres cités plus haut: "jamais aux objets comme tels". C'est le sens également que prend notre survol de l'industrie genevoise, dans les pages qui suivent.

"L'Etat isolé en relation avec l'agriculture et l'économie nationale" de J.H. von Thünen (18) peut se révéler exemplaire du point de vue de notre démarche. Propriétaire terrien du début du XIX^e siècle, J.H. von Thünen est le spectateur de la lutte que le capital livre à la campagne pour asseoir son pouvoir. Il saisit l'irréversible transformation du domaine agricole exploité traditionnellement en une entreprise capitaliste concurrentielle. Il va alors essayer de comprendre la transformation du tissu agricole, cédant sous les coups de la modernité, qui s'opère en Prusse de son vivant. Il conçoit alors un Etat éminemment et explicitement hégélien. Il s'arme de la critique de l'économie politique de T.R. Malthus et surtout d'A. Smith, il met à contribution, plus directement qu'il n'y paraît, le legs intellectuel de I. Newton, il opère des incursions incessantes dans la technologie agricole au travers des enseignements de l'agronomie. Une fois constatées les transformations réelles en cours, il met donc en place les cadres conceptuels qui vont lui permettre d'essayer de les expliquer. Il en résulte un traité d'économie, politique au sens plein du terme, dans lequel J.H. von Thünen s'interroge et nous interroge sur la réalité économique de son temps. Mais surtout il nous livre un ouvrage irréprochable méthodologiquement ainsi que du point de vue de la clarté de l'explicitation. L'aller-retour incessant que nous opérons entre le tissu industriel et nos cadres conceptuels, centrés autour de la territorialité, et l'exemplarité que nous voyons en J.H. von Thünen sont notre tentative d'échapper à l'hydre de l'évidence de l'objet.

Parlant de son expérience, durant la seconde guerre mondiale, de soldat candide dont la candeur avait pour fondement principal l'ignorance, M. Frisch dit, lors de son allocution aux "Huitièmes journées littéraires de Soleure": "Je ne voulais pas savoir, je voulais croire" (19). Les sciences de l'homme, et plus généralement les sciences, ne sont-elles pas justement une tentative faustienne de savoir pour ne pas croire? C'est cela qui justifie à nos yeux notre cheminement du tissu industriel à la territorialité industrielle et réciproquement. C'est également cette remarque de M. Frisch qui donne tout son sens à notre critique de la démarche épiphenomenologique du post-industrialisme.

Notes et références bibliographiques de la partie II
[La territorialité industrielle]

- (1) S. Moscovici, *Essai sur l'histoire humaine de la nature*, Flammarion, Evreux, 1977, pp. 49-50.
- (2) H. Lefebvre, *Le matérialisme dialectique*, P.U.F., Paris, 1962, p. 116.
- (3) J. Brunhes, *La géographie humaine*, P.U.F., Paris, 1956, p. 2.
- (4) G.C. Lichtenberg, *Aphorismes*, Denoël, Paris, 1985, p.194.
- (5) K. Marx, *Le Capital*, Editions Sociales, Paris, 1977, Livre III, pp. 740-741;
C. Raffestin, op. cit., pp. 129-130.
- (6) C. Raffestin et M. Bresso, *Travail, espace, pouvoir*, L'Age d'homme, Lausanne, 1979, p. 33.
- (7) C. Raffestin, op. cit., pp. 145-146.
- (8) D. Riesman, *Loisirs et travail dans la société post-industrielle* in D. Riesman et alii, *L'abondance à quoi bon?*, Laffont, Paris, 1964, p. 108.
- (9) K. Marx, *Le Capital*, op. cit., Livre I, p. 47.
- (10) C. Raffestin, *De l'idéologie à l'utopie ou la pratique du géographe* in trimestriel *Geographica Helvetica*, Zurich, dir. E. Spiess, septembre 1986.
- (11) L. Pirandello, *Sei personaggi in cerca d'autore*, Arnoldo Mondadori, sans mention de ville, 1944, pp. 55 et 106-107.
- (12) M. Serres, *Le parasite*, Grasset, Paris, 1980, p. 55.
- (13) J. Wassermann, *Leonardo da Vinci*, Garzanti, Milano, 1982, p. 20.
- (14) W. Frehner, *Le rôle des banques face aux mutations des structures de l'industrie. Sauvegarder ou laisser mourir?* in mensuel *Le Mois Economique et Financier*, Société de Banque Suisse, Bâle, sans mention de dir., novembre 1986.
- (15) J. Fourastié, *La grande métamorphose du XX^e siècle*, Presses Universitaires de France, Paris, 1961, p. 69.
- (16) M. Ebel et H. Vuilliminet, *Des horaires variables* in bimensuel *La Brèche*, Lausanne, dir. C.-A. Udry, 15 novembre 1986;
C. Roig et alii, *Syndicalisme au futur / Gewerkschaften im Wandel*, *Loisirs et Pédagogie*, Lausanne, 1986, pp. 225 et 233.
- (17) S.A. Lewinson, *L'esprit nouveau dans l'industrie*, Librairie Félix Alcan, Paris, 1930, p. 242.
- (18) cf J.H. von Thünen, *L'Etat isolé en relation avec l'agriculture et l'économie nationale*. Première partie: *Recherches sur l'influence que le prix des grains, la richesse du sol et les impôts exercent sur les systèmes de culture*, Guillaumin et Cie Libraires, Paris, 1851; deuxième partie: *Le salaire naturel et son rapport au taux de l'intérêt*, Librairie de Guillaumin et Cie Editeurs, Paris, 1857.
- (19) M. Frisch, *discours aux Huitièmes journées littéraires de Soleure* in quotidien *Journal de Genève* supplément du Samedi Littéraire, dir. J. Audemars, 24 mai 1986.

III. SURVOL DE L'INDUSTRIE GENEVOISE

(...) vous savez d'expérience que quand un fabricant met en scène l'ancêtre de ses ouvriers, c'est parce qu'il répugne à laisser voir ses descendants.

J. Steinauer
L'horloge flétrie

1. Une <<visite>> du secteur industriel

Il nous semble superflu de revenir ici sur l'histoire récente de l'industrie genevoise et sur sa description dans les années ayant suivi la seconde guerre mondiale. Non seulement cela n'aurait pas de pertinence relativement à notre démarche et à nos préoccupations dans le cadre du présent travail. Mais en plus cela a déjà été fait dans la thèse de doctorat de C. Raffestin, intitulée "Genève, essai de géographie industrielle", publiée en 1968 et largement mise à contribution par la gauche politique et syndicale de la place.

Trois branches industrielles dominent la scène locale: les machines-appareils, l'horlogerie et la chimie. Selon les données officielles, en 1980 elles constituent à elles seules, le 57% des exportations en valeur du canton. Si on ajoute la métallurgie au sens strict au secteur des machines et appareils [constituant ainsi ce que l'on nomme la <<métallurgie genevoise>>, y compris l'électronique et l'optique], les exportations en valeur de ces trois branches se montent à 63% du total des exportations du canton. La même année, les exportations de la chimie, des machines et appareils et de l'horlogerie représentent en valeur respectivement 2,4, 1,5 et 22 fois les importations de ces trois branches [cf tableau 1 ci-après]. Lors du recensement fédéral des entreprises de 1980 [comptabilisant les "occupés", c'est-à-dire ceux qui travaillent à Genève quel que soit leur domicile], la <<métallurgie genevoise>>, la chimie et l'horlogerie regroupaient le 68% des emplois à plein temps de la rubrique <<industrie, arts et métiers>> contre 65% vingt ans plus tôt et 66% dix ans plus tôt. Lors des quatre derniers recensements fédéraux de la population [comptabilisant les "actifs", c'est-à-dire ceux qui sont domiciliés à Genève et qui travaillent dans le canton ou ailleurs] ces trois branches comptaient le 57% [1950], 64% [1960], 64% [1970] et 61% [1980] de la population active de cette même rubrique. Ces trois branches sont enfin les gros créateurs et consommateurs de ce que l'on nomme la recherche et le développement du secteur secondaire. Ces

données ne sauraient justifier toutefois de circonscrire notre étude aux trois activités en question. En effet ce qui nous intéresse en priorité, ce sont les manifestations de l'activité industrielle qui posent le problème de la crise de l'industrialisme et de la modernité. Nous préférons donc <<visiter>> le secteur industriel, nous situant par là même en dehors de toute prétention de <<géographie industrielle>>. Restreindre notre recherche à ces trois branches, à leur forte présence statistique, à leur poids quantitatif autant en main-d'oeuvre qu'en valeur, ne répondrait pas au sens de notre démarche.

TAB. 1:
CANTON DE GENEVE: STRUCTURE DU COMMERCE EXTERIEUR, EN 1982, EN 1984 ET
EN 1986 (IMPORTATIONS, EXPORTATIONS ET SOLDE) EN MILLIONS DE FRANCS
AUX PRIX COURANTS, SELON L'EMPLOI DES MARCHANDISES.

Emploi mar-	-----1982-----			-----1984-----			-----1986-----		
chandises:	Imp.:	Exp.:	Solde:	Imp.:	Exp.:	Solde:	Imp.:	Exp.:	Solde:

Mat. prem./									
semi-prod./									
prod. énerg:	1995.1	1579.9	-415.2	2440.5	1933.1	-507.4	2132.9	1621.1	-511.8
Biens d'é-									
quipements:	507.6	638.3	+130.7	465.9	681.4	+215.5	528.5	820.7	+292.2
Biens de									
consommation									
durables:	1492.8	2010.0	+517.2	2098.0	2704.6	+606.6	1832.3	2491.5	+659.2
Biens de									
consommation									
non durables:	737.3	270.5	-466.8	852.5	311.7	-540.8	915.2	273.0	-642.2
Total:	4732.8	4498.7	-234.1	5847.9	5630.8	-217.1	5409.0	5206.2	-202.8

Données SCS (ASG)

2. La peau de chagrin

En 1985, le secteur industriel genevois représente quelque 32230 emplois, soit les deux tiers du secteur secondaire [c'est-à-dire l'industrie, arts et métiers, plus le bâtiment, le génie civil, l'énergie et l'environnement]. Cela équivaut au 15% des personnes occupées du canton. En 1955, 1965 et 1975, les valeurs respectives étaient de 35%, 28% et 21% des personnes occupées. Mais jusqu'à la fin des années soixante, l'industrie n'a cessé d'offrir toujours plus d'emplois, pour régresser par la suite et atteindre en 1985 un niveau inférieur à celui de 1955. C'est là une des manifestations quantitatives de ce que nous nommons la transformation du tissu industriel genevois. Elle n'est pas significative en tant que telle, mais elle nous permet de mettre en évidence certains phénomènes qu'il faudra approfondir par la suite [cf tableaux 2 et 3 ci-après].

TABLÉAU 2
CANTON DE GENÈVE: EMPLOIS A PLEIN TEMPS, ÉTAT ET ÉVOLUTION DE 1955 A 1985 ET EMPLOIS A TEMPS PARTI-
TIEL, ÉTAT ET ÉVOLUTION DE 1975 A 1985

[cf tableau 3]

Personnes occupées à plein temps [c'est-à-dire les personnes travaillant dans une entreprise de la
place, au moins trente heures par semaine, qu'elles habitent en France voisine, à Genève ou dans le
canton de Vaud].
"accr. %" signifie accroissement en pourcentage.

Branches économiques	E m p l o i s		à		P l e i n		t e m p s		Temps partiel	
	1955	accr. %	1965	accr. %	1975	accr. %	1985	accr. %	1975	accr. % 1985
*****	*****	*****	*****	*****	*****	*****	*****	*****	*****	*****
Alimentation	3817	+10.5	4218	-15.7	3557	-58.4	1478	133	133	141
Boissons:	311	+9.3	340	-22.4	264	-47.4	139	15	15	7
Tabac	1019	-6.7	951	-25.0	713	-47.3	376	24	24	3
Textile:	133	+24.1	165	-54.5	75	-46.7	40	8	8	5
Habil./lingerie.	2635	-25.5	1982	-59.2	800	-31.6	547	118	118	40
Bois/meubles bois:	2632	-18.7	2139	+5.3	2253	-2.2	2204	114	114	93
Papier:	373	+2.1	381	-33.9	252	-14.7	289	20	20	27
Arts graphiques:	2208	+43.7	3173	+7.0	3396	-15.8	2859	339	339	464
Cuir/plast./caoutch.	370	+3.8	384	-1.6	378	+11.6	422	56	56	23
Chimie:	1940	+31.9	2558	+22.6	3136	-8.8	2861	306	306	154
Minerais non métall.:	709	+39.4	988	-24.3	748	+25.9	942	33	33	37
Métallurg./inst. bât.:	4857	+59.0	7721	-16.1	6476	+8.3	7012	416	416	442
Mach./appareils/véhic.:	10211	+17.1	11952	-10.5	10693	-27.8	7717	234	234	115
Horlogerie/bijouterie:	4820	+6.9	5152	-18.1	4219	-1.1	4171	236	236	140
Autres industries:	211	+53.6	324	+12.0	363	+223.7	1175	26	26	92
Ind./arts/métiers	36245	+17.0	42408	-12.0	37323	-13.6	32232	1990	-15.3	1686
Bâtiment/gén. civil	8163	+84.0	15018	-19.1	12147	+15.2	13987	171	+4.7	179
Energie/environnement:	1047	+57.4	1648	+65.9	1394	-2.5	1359	86	-75.6	21
Secteur primaire:	4778	-38.6	2936	-15.6	2477	+13.8	2819	1114	+37.3	1529
Secteur secondaire:	45571	+30.1	59305	-11.6	51078	-9.3	47578	2540	-12.8	2216
Secteur tertiaire:	53365	+69.3	90348	+38.2	124864	+26.7	158229	19179	+63.2	31302
(dont org. internat.:	2921	+148.5	7260	+97.6	14346	+18.1	16938	987	+65.6	1634]
Total emplois:	103714	+47.1	152589	+17.8	178419	+17.0	208626	22833	+53.5	35047

Données élaborées à partir des sources OFS (RFE) et SCS (ASG)

TABEAU 3:

REMARQUES POUR LA LECTURE DU TABLEAU INTITULÉ "CANTON DE GENÈVE: EMPLOIS A PLEIN TEMPS, ÉTAT ET ÉVOLUTION DE 1955 À 1985 ET EMPLOIS À TEMPS PARTIELS, ÉTAT ET ÉVOLUTION DE 1975 À 1985".

[cf tableaux 2 et 4]

- 1) Le total "ind./arts/métiers + bât./génie civil + én./environnement" est légèrement inférieur au total figurant sous "secteur secondaire", avant 1985. Cela tient au fait que jusqu'en 1975, la branche "mines et carrières" est séparée du secteur II. Nous avons comptabilisé cette branche dans son secteur, bien qu'elle ne figure pas en tant que branche dans notre tableau. De là vient la différence entre le total en question et le secteur secondaire. Depuis 1985, "mines et carrières" semble avoir rejoint la branche industrielle "produits minéraux non métalliques".
- 2) Tous les changements de valeurs, mais surtout ceux concernant la rubrique "autres industries" et ceux survenus entre 1975 et 1985, tiennent en partie à des problèmes, améliorations ou carences au niveau de la statistique. Le degré de précision des réponses des entreprises peut également induire quelques changements. Il faudra davantage interpréter les modifications en terme d'ordres de grandeur que de chiffres, cela évitera bien des exagérations et des considérations erronées.
- 3) "Mach./appareils/véhic." signifie machines, appareils, véhicules, mécaniques, électriques, électroniques, optiques.
- 4) "Métallurgie/installations du bâtiment": c'est essentiellement la métallurgie liée au bâtiment qui est en expansion en ce qui concerne la partie "métallurgie" de cette branche.
- 5) "Horlogerie/bijouterie": pour être plus précis, l'horlogerie est en baisse et la bijouterie en hausse.
- 6) "Autres industries": une forte proportion de l'accroissement qui s'est produit entre 1975-1985 est le fait de productions liées à la fabrication et à l'installation de décorations d'intérieur et de jardin, nous renvoyant ainsi à nouveau au bâtiment. L'importance de cette rubrique ne dépend que de problèmes d'organisation de la statistique, c'est pourquoi nous avons mis ses taux d'accroissement entre parenthèses.
- 7) "Énergie/environnement" signifie en fait économie énergétique.
- 8) Pour avoir tous les détails sur la signification de la nomenclature utilisée ci-dessus, il faut consulter les volumes intitulés "Nomenclature générale des activités économiques" que l'Office Fédéral de la Statistique publie lors de chaque recensement et dont le contenu varie d'une décennie à l'autre.
- 9) Le Recensement Fédéral des Entreprises a lieu au début de l'automne, période où il y a le plus de saisonniers généralement. La question des travailleurs clandestins pose également un problème: quelle proportion de ceux-ci apparaît dans le recensement des entreprises? Il n'est pas vraiment possible de le dire.
- 10) Les mêmes remarques sont valables pour le tableau 4 ["Canton de Genève: entreprises, état et évolution de 1955 à 1985"].

Le secteur primaire, pour sa part, après avoir perdu près de 40% de ses emplois, entre 1955 et 1965, se retrouve en 1985 avec approximativement le même nombre d'occupés que vingt ans auparavant. Cela représente le 2% du total au milieu des années soixante, mais moins de 1.5% au milieu des années quatre-vingts. Quant au vaste fourre-tout que l'on nomme secteur tertiaire, il n'a pas cessé de croître en valeurs absolue et relative. Ses emplois ont connu un accroissement de plus de deux tiers de 1955 à 1965, supérieur à un tiers durant la décennie suivante et de plus d'un quart entre 1975 et 1985.

En ce qui concerne le secteur industriel, en 1955 les deux tiers des emplois étaient représentés par les machines-appareils-véhicules, la métallurgie, les installations métalliques du bâtiment, l'horlogerie, la bijouterie, les arts graphiques et la chimie. Lors des trois recensements fédéraux des entreprises suivants [1965, 1975 et 1985], ces branches totalisent respectivement plus de sept dixièmes, les trois quarts et un peu plus de trois quarts de l'industrie de la place. Si l'on ne considère que les machines-appareils, l'horlogerie-bijouterie et la chimie, les chiffres approximatifs, pour 1955, 1965, 1975 et 1985, sont respectivement les suivants: 60%, 65%, 66% et 68% du secteur industriel local. Ces trois activités sont donc globalement stables en termes relatifs. Mais cette affirmation ne doit pas nous induire à oublier une tendance à la perte de diversité de l'industrie genevoise et de grandes divergences dans les évolutions spécifiques. En effet, entre 1955 et 1965, les machines-appareils-véhicules augmentent de plus d'un sixième, l'horlogerie-bijouterie d'un quinzième et la chimie de presque un tiers. Entre 1965 et 1975, les changements correspondants sont une diminution d'un dixième, une baisse d'un cinquième et une hausse d'un cinquième. Enfin, entre 1975 et 1985, les données respectives sont une perte d'emplois de plus du quart, une très légère détérioration et un recul de presque un dixième. Notons qu'au début de 1988, alors que les deux autres branches semblent relativement stables, l'industrie des machines connaît un fort chômage partiel. En effet celui-ci avoisine, en février 1988, les 10% de la branche, selon des sources syndicales citées par les différents quotidiens de la place du 2 mars 1988.

D'un autre point de vue [cf tableau 4 ci-après], les machines-appareils, la métallurgie-installations du bâtiment, l'horlogerie-bijouterie, les arts graphiques et la chimie, représentent un peu moins de la moitié des entreprises industrielles du canton en 1955, la moitié en 1965, un peu plus de la moitié en 1975 et presque les deux tiers en 1985. Cela ne corrobore-t-il pas la perte de diversité au niveau de l'industrie genevoise à laquelle nous faisons allusion plus haut? Penchons-nous à nouveau sur les trois principales activités industrielles de la place [machines-appareils, horlogerie-bijouterie, chimie] prises globalement. Relativement au total des entreprises industrielles du canton, elles représentent le quart en 1955, un peu plus du quart en 1965, un peu moins du quart en 1975 et plus du cinquième en 1985. Encore une fois, nous pouvons constater une certaine stabilité de ces trois groupes par rapport au total des entreprises industrielles. Cette remarque ne doit pas nous induire à omettre le fait que dans ces trois branches le nombre d'entreprises industrielles subit une baisse relative, phénomène à mettre en relation avec l'accroissement relatif de leur

nombre d'emplois durant la même période. Cela signifie-t-il que l'on assiste à une concentration relative des emplois dans ces trois activités? Mais, de nouveau, les évolutions spécifiques sont fortement différenciées. Entre 1955 et 1965, les machines-appareils perdent un dixième de leurs entreprises, l'horlogerie-bijouterie les réduit d'un sixième, la chimie de presque deux cinquièmes. De 1965 à 1975, les évolutions respectives sont une baisse de presque deux tiers, une stagnation et un accroissement supérieur à un tiers. Durant la décennie suivante, de 1975 à 1985, nous pouvons observer trois diminutions, respectivement d'un quinzième, d'un sixième et d'un cinquième.

TABLEAU 4:
CANTON DE GENEVE: ENTREPRISES, ETAT ET EVOLUTION DE 1955 A 1985.

[cf tableau 3]

Il s'agit des "entreprises" et non des "établissements". Cela signifie qu'une entreprise de la place qui a, par exemple, trois "établissements" dans le canton [sous une seule et même personnalité juridique] n'apparaît que comme une unité dans le recensement par "entreprises"; tandis que le recensement par "établissements" comptera dans ce cas trois unités distinctes.

"accr. %" signifie accroissement en pourcentage.

Branches économiques:	1955	accr. %	1965	accr. %	1975	accr. %	1985
Alimentation:	715	-9.8	645	-86.5	87	-42.5	50
Boissons:	27	-55.6	12	+25.0	15	-60.6	6
Tabac:	6	+16.7	7	+14.3	8	-87.5	1
Textile:	35	-34.3	23	-52.2	11	-36.4	7
Habill./lingerie:	829	-22.8	640	-63.1	236	-52.5	112
Bois/meubles bois:	572	-38.1	354	+43.5	499	-29.5	352
Papier:	28	-39.3	17	-23.5	13	-23.1	10
Arts Graphiques:	335	+0.6	337	-17.5	278	+1.8	283
Cuir/plast./caoutch.:	103	-42.7	59	+6.8	63	-23.8	48
Chimie:	108	-42.6	62	+37.1	85	-21.2	67
Minerais non métall.:	81	-3.7	78	+32.1	103	-27.2	75
Métallurg./inst. bât.:	492	+12.0	551	-15.2	467	+31.9	616
Mach./appareils/véhic.:	709	-11.3	629	-62.0	239	-6.7	223
Horlogerie/bijouterie:	326	-17.5	269	+0.4	270	-15.2	229
Autres industries:	52	[-88.5]	6	[+1233]	80	[+145.0]	196
Ind./arts/métiers:	4418	-16.5	3689	-33.5	2454	-5.3	2323
Bâtiment/gén. civil:	778	+21.2	943	-35.2	611	+30.3	796
Energie/environnement:	12	-8.3	11	+127.3	25	-60.0	10
Secteur primaire:	1074	-25.7	817	+0.6	812	-7.8	749
Secteur secondaire:	5389	-13.8	4643	-33.4	3090	+1.3	3129
Secteur tertiaire:	8388	+12.3	9417	+61.6	15218	+10.2	16774
[dont org. internat.:	-	---	-	---	124	+65.3	205]
Total entreprises:	14851	+0.2	14877	+28.5	19110	+8.1	20652

Données élaborées à partir des sources OFS (RFE) et SCS (ASG)

3. Quelques aspects de l'industrie genevoise en 1985

Avons-nous affaire à une désindustrialisation du canton ou à un profond processus de restructuration et de réorganisation du secteur? Les partisans de chacune de ces deux positions ont de quoi abonder en faveur de leur propre argumentation. Ceux qui se servent du concept de post-industrialisme se retrouvent dans les deux camps. De façon générale, du côté des travailleurs et de leurs organisations on se tourne fréquemment vers le premier point de vue. Tandis que du côté du patronat et de ses organisations on se tourne fréquemment vers le second point de vue. Pour notre part nous nous limitons à nous pencher davantage sur la réalité du secteur industriel genevois en 1985, à défaut de trancher prématurément. Si nous avons indiqué que les trois branches des machines-appareils, de l'horlogerie-bijouterie et de la chimie constituent la colonne vertébrale de l'industrie locale, il convient de bien différencier chaque évolution respective et de ne pas s'en tenir qu'à ces trois branches, nous l'avons vu.

La chimie

Les plus de 2800 travailleurs de la chimie, selon le recensement de 1985, sont regroupés à raison de 79% dans cinq noms de la branche, soit Givaudan [Hoffmann-la-Roche], Firmenich, les Laboratoires Sauter [Hoffmann-la-Roche], Fagel [L'Oréal] et Vifor [Galenica]. Fagel, Firmenich et les Laboratoires Sauter ont subi et subissent une profonde rationalisation de leurs appareils de production. Fortement automatisées, elles ont les reins solides du point de vue financier autant que de la recherche et du développement. Elles ont un marché apparemment bien assis. Soulignons également que les grands noms de la chimie helvétique semblent en phase d'accélération de leur internationalisation. C'est le cas notamment de Hoffmann-la-Roche qui compte déjà près de 80% de sa main-d'oeuvre hors de Suisse. Ce mouvement aura-t-il des conséquences, dans le futur, sur le développement des unités de production genevoises?

Givaudan semble avoir un "retard technologique" considérable, de l'avis même de ses responsables. Retard dû, selon cette source, au procès de l'Incimesa de Seveso et à l'incertitude qui a régné, durant une bonne dizaine d'années, quant à la gravité du dénouement possible de cette affaire. La multinationale qui se trouve être derrière Givaudan, comme derrière les Laboratoires Sauter, et qui est selon le "Schweizerische Handelszeitung" la onzième entreprise du pays, paraît avoir pris finalement une option favorable à Givaudan. La restructuration qui s'ensuivra devrait se faire "en douceur". Quant à Vifor elle a été transférée dans le canton de Vaud en 1987. L'emplacement de Crissier, pour la production des perfusions, conviendrait mieux à Galenica. D'une part l'Etat de Vaud aurait apparemment fait des concessions significatives eu égard au déplacement. D'autre part la main-d'oeuvre est moins chère dans la région de Crissier qu'à Genève. En outre, la commune de Plan-les-Ouates semble avoir davantage protégé sa zone villa de Drize [où se trouvait Vifor] que son industrie, le Conseil d'Etat n'ayant point fait obstacle à cette volonté. Le déplacement des emplois vers le canton de Vaud a été des plus aisés pour Galenica, car

la majorité des travailleurs étaient frontaliers, sans droits politiques et, généralement, sans pouvoir chômer sur Genève. Ne restent à Genève qu'une partie de la direction ainsi que les départements de vente et recherche. Pour combien de temps?

L'horlogerie

En ce qui concerne l'horlogerie, avec ses quelque 3000 postes de travail, la concentration est presque comparable à celle de la chimie. Les dix principales entreprises totalisent le 85% des emplois et, évidemment, les plus gros chiffres d'affaires. Parmi ces dix, les cinq plus grandes, à savoir Rolex [le deuxième de la branche en Suisse], Genex [lié à Rolex], Patek-Philippe, Prodor [lié Piaget] et Gay Frères [dont l'activité horlogère est de la sous-traitance pour Rolex], regroupent à elles seules les deux tiers des emplois de la branche. Produisant essentiellement de l'horlogerie de haut de gamme, cette activité semble avoir été relativement peu touchée par la crise des années septante ainsi que par les fortes fluctuations du dollar, bien qu'à ce dernier sujet les craintes soient grandes. Dans la branche, les appareils de production sont très inégaux. Au sein d'une même entreprise, on voit des activités à reliquats artisanaux largement développées, parallèlement à d'importantes activités très récentes encore plus présentes. Les centres de décision de cette branche sont en grande partie locaux et liés au renom historique de l'horlogerie et de la ville, indépendamment du fait qu'une bonne partie des pièces soit sous-traitée par des entreprises extérieures au canton. Quand on regarde de plus près, ce qui surprend le plus c'est l'obstination qu'ont certaines firmes, comme Vacheron & Constantin, jusqu'à récemment, ou Patek-Philippe, en partie, à produire sur des terrains sis au centre de la ville, d'une valeur démesurée pour une activité industrielle.

Ce contexte global, apparemment rassurant, ne doit pas nous faire oublier qu'entre les années soixante et aujourd'hui les noms de la montre de prestige sont devenus beaucoup plus nombreux, comme nous l'a fait observer avec inquiétude un responsable d'une vieille firme. La concurrence est donc exacerbée même sur ce marché. Les nécessités de diversification [comme l'a fait Patek-Philippe avec la production de phototraceurs par Inrad], de rationalisation [l'horlogerie a tout de même perdu quelque 400 emplois entre 1975 et 1985], ainsi que les risques de départs [comme ce fut le cas pour Jaeger-le-Coultre] ou de débâcle [comme l'a subie Universal] ne sont pas à sous-estimer. Sans parler des nouvelles prises de contrôle par des multinationales. Un exemple récent nous est fourni par le fait que Piaget et Baume & Mercier [la seconde étant aux mains de Piaget qui contrôle également Prodor à Genève, Complications à La Côte-aux-Fées, Seprolec à Moudon, ainsi qu'une partie de Nouvelle Lémania à la Vallée de Joux] est passée en mars-avril 1988 sous le contrôle de Cartier. Cette dernière dépend elle-même de Luxco et de Rothman's International [qui possèdent Montblanc et Dunhill dont les briquets sont produits en sous-traitance par LN Industrie à Genève]. En remontant la chaîne de ceux qui contrôlent Cartier, on

arrive à la Société Générale de Belgique, à la banque new-yorkaise Drexel

Burnham-Lambert [et donc à Pargesa Suisse], au groupe Philip Morris International et à Rembrandt [qui représente le quatrième chiffre d'affaires d'Afrique du Sud].

La <<métallurgie genevoise>>

Enfin du côté de la <<métallurgie genevoise>>, c'est-à-dire la métallurgie, les installations métalliques du bâtiment, les machines-appareils mécaniques, électriques, électroniques ou optiques, la situation est complexe et plus problématique. Sur les quelque 14700 emplois que regroupe cet ensemble, un peu moins de la moitié relèvent de la métallurgie et installations du bâtiment, un peu plus de la moitié du restant de la branche.

En ce qui concerne la métallurgie [au sens strict] et les installations du bâtiment, 5000 emplois reviennent à la seconde de ces deux activités et environ 2000 à la première. Cela signifie que les cinq septièmes dépendent relativement étroitement des fluctuations du bâtiment et du génie civil. Tandis que dans les deux septièmes restant, il y a une bonne part de sous-traitants de l'industrie des machines locale, suisse, ou étrangère. Dans le court terme, la vigueur du bâtiment et du génie civil ne semble pas prête à régresser précipitamment sur le plan cantonal. A moyen terme, la situation semble déjà plus délicate. Quant à la sous-traitance de la métallurgie pour l'industrie des machines, elle pourrait avoir à souffrir des profondes rationalisations qui touchent le secteur à Genève et en Suisse. En effet, les machines-appareils sont localement sur la corde raide. Parmi les 7700 emplois que compte cette branche, 3300 ressortissent des machines et appareils à proprement parler, près de 4000 de l'électricité ou de l'électronique et un demi-millier de l'optique. Plus du 85% du personnel des machines et appareils est concentré dans cinq entreprises, soit Secheron [Asea Brown Boveri], Sodeco [Landys & Gyr], Charmilles Technologies [Georg Fischer], Société des Instruments de Physique [Dixi] et Verntissa [Sulzer]. Aucune de ces cinq n'a son centre à Genève et toutes dépendent de multinationales contraintes à se réorganiser profondément pour faire face à la concurrence nationale et internationale. Un exemple est particulièrement significatif. Le groupe suédois Asea, en 1986, l'année précédant sa fusion avec Brown Boveri, a réalisé autant de ventes que ce dernier et un bénéfice supérieur, avec environ 30000 travailleurs en moins. Aujourd'hui, après la fusion, le partenaire suisse doit rattraper son retard. On ne parle, pour l'heure, que de 2500 suppressions d'emplois en Suisse. ABB-Secheron est également touchée, va-t-elle être liquidée? Pour sa part, Georg Fischer a annoncé la volonté de supprimer quelque 400 emplois en Suisse, tout en créant des emplois en Allemagne et en rachetant dans l'électroérosion [domaine de Charmilles Technologies] aux Etats-Unis.

La concurrence tend à devenir acharnée même dans ces branches. Les capacités technologiques de plus d'un pays concurrent égalent désormais le savoir-faire helvétique, envers et contre tous les nombreux préjugés largement répandus dans la branche. Sans parler des problèmes liés au change et surtout au rétrécissement des débouchés dans le Tiers Monde. De plus, la place industrielle genevoise souffre particulièrement de la concurrence, sur les coûts, que lui font les places financière et immobilière,

ainsi que de la rareté de la main-d'oeuvre. Chaque restructuration, dans cette branche, peut signifier ramener la production au bercaïl [dans le Nord ou l'Est de la Suisse], la déplacer vers des régions à salaire inférieur [Tavaro, par exemple, produit également dans le canton de Vaud et à Sion pour cette raison] ou l'implanter à l'étranger [Landys & Gyr, par exemple, concurrence sa propre filiale Sodeco depuis Taïwan]. En outre la cherté et la rareté du terrain posent deux problèmes. D'une part, et malgré le fait que la Fondation Industrielle Praille-Acacias loue le terrain à des prix fort abordables, le terrain industriel libre peut atteindre des sommets, comparables aux coûts résidentiels ou commerciaux. D'autre part, les entreprises qui sont propriétaires de leur terrain peuvent réaliser des plus values immobilières qui leur rapportent gros [comme l'ont fait, par exemple, La Société des Instruments de Physique, Givel Norm ou Centurion; le premier est allé de Plainpalais à la Zone industrielle de Meyrin-Satigny, les deux autres de l'aire industrielle déclassée de la Fontenette à Meyrin et à Plan-les-Quates respectivement].

Enfin, le 10% de chômage partiel dans la branche, au début de l'année 1988, même s'il venait à être résorbé, n'est-il pas un nouveau coup de semonce? D'autant plus que depuis le début de 1988 la <<métallurgie genevoise>> ne cesse d'introduire cette forme de chômage d'un côté, de l'annuler de l'autre, de ne pas remplacer les départs "naturels", de licencier au cas par cas, etc.

Quant à l'électronique elle semble particulièrement fragile, malgré les apparences, en ce qui concerne par exemple les circuits intégrés. La principale entreprise de la place, Henri Jaquet, très performante, technologiquement fort avancée, reconnaît, de même que Printelec et Sacel, la difficulté croissante de s'imposer face à la concurrence de certains pays de la Communauté Européenne qui ont atteint des niveaux de savoir-faire et des prix réellement compétitifs. Alors que le respect des délais était un atout aux mains de l'industrie helvétique, et genevoise en l'occurrence, cet avantage relatif semble de plus en plus passer également aux mains des concurrents européens de la branche. Il en va de même en ce qui concerne le <<sur mesure>> et les <<moutons à cinq pattes>> du circuit imprimé, notamment eu égard à l'Italie du Nord. Il y a également diverses entreprises de l'électronique qui sont axées sur quelques produits spécifiques et complexes, ayant un marché particulièrement solide. Mais souvent celles-ci sont contraintes de se concurrencer elles-mêmes depuis l'étranger ou d'expatrier la production, ne gardant ici que la conception.

Last but not least, il serait intéressant de pouvoir chiffrer l'inchiffrable. Quelle est la part directe [armée suisse ou autre] ou indirecte [marchés compensatoires aux commandes du Département Militaire Fédéral à l'étranger] de production et de commandes d'origine militaires dans l'industrie genevoise et plus particulièrement dans la métallurgie et les machines? Le Département du Moloch Fédéral est apparemment un peu plus généreux avec la Suisse alémanique, mais il nourrit également nombre d'entreprises romandes et, en ce qui nous concerne, du canton. La production des moyens de destruction n'est point négligeable. Jeeps, tanks, avions, bombes et obus, instruments de visée, etc, c'est ce que le journal

patronal "Entreprise Romande" nomme, faisant fi de tout humanisme, l'"idylle entre l'armée, le peuple et l'économie", dans son numéro du 22 janvier 1983. La liste des entreprises faiblement ou largement concernées est longue, touchant pratiquement tous les grands noms de la place, nombre de bijoux des nouvelles technologies et bien des petites et moyennes industries.

Dans les pages qui précèdent nous n'avons nommé que deux douzaines d'entreprises industrielles de la place environ. Bien qu'elles ne représentent qu'un centième de celles-ci, elles regroupent environ un quart de la main-d'oeuvre, distribuent une sous-traitance non négligeable et ont un poids prépondérant dans la vie politique et syndicale du monde industriel genevois.

Les biens de consommation

Toujours en 1985, les branches alimentaire, de la boisson, du tabac, du bois et du meuble en bois, des arts graphiques, de l'habillement et de la lingerie, totalisent également près du quart des emplois industriels, soit autant que les machines-appareils [compte non tenu du prochain départ des Minoteries à Granges]. Ces rubriques du recensement fédéral, contrairement aux trois branches pilier de l'industrie genevoise, sont en bonne partie des activités que nous pouvons qualifier de "locales". Par ce terme le Service Cantonal de Statistique oppose ce type d'activité à celle essentiellement d'exportation, dans son analyse sur "La dépendance économique des entreprises du canton de Genève", publiée à la suite du recensement fédéral des entreprises de 1975.

Les arts graphiques en sont un bon témoin, dont les quelque trois milliers d'emplois sont essentiellement liés à des publications fort diverses mais à usage largement local. Là aussi la concentration n'est pas peu importante, où près de 40% des emplois se retrouvent sous quatre noms, la Tribune de Genève, Sonor [La Suisse], le Journal de Genève et Atar, soit environ le 1% des entreprises de la branche. Avec le déplacement de l'impression de la Tribune de Genève à Lausanne, la mise en place d'un nouveau centre multi-media lie à Sonor à Vernier, la reorganisation de l'impression du Journal de Genève et la restructuration ou la liquidation de son imprimerie commerciale [à François-Dussaud], les arts graphiques vont subir une nouvelle et profonde vague de rationalisations.

Dans l'industrie du tabac une seule entreprise, filiale de la multinationale British American Tobacco, comptant plus de trois centaines de collaborateurs, représente le secteur. Il faut dire qu'au niveau suisse il reste moins de dix unités de production dans la branche.

Les produits intermédiaires

Enfin, le papier, le cuir-plastique-caoutchouc, les minerais non métalliques et le textile ont approximativement autant d'emplois en 1985 qu'en 1955. Pour comparaison, l'industrie genevoise est, en 1985, à 90% de

son niveau de 1955 et ses trois branches principales sont, en 1985, au même niveau que trente ans auparavant. Rationalisations, mais aussi disparitions d'entreprises ont particulièrement marqué ce groupe de branches au cours de ces trente dernières années.

4. Qui sont les "descendants" des fabricants genevois?

Un appareil productif inégal

Dans quasiment toutes les branches, deux choses ressortent clairement. D'une part il s'agit de la coexistence de deux phénomènes au sein d'une même entreprise mais également d'un même établissement: des instruments et des techniques de production traditionnels, ici performants, là obsolètes, et d'autres très récents, parfois largement mis à contribution, parfois largement sous-employés. D'autre part, des entreprises bien enracinées dans des nouvelles technologies côtoient, dans la même branche, des entreprises apparemment fort mal assises dans ces processus. Cela correspond également à des divergences dans les mentalités, tant au niveau des responsables que des travailleurs, qui se reflètent dans l'environnement de travail. Les discours post-industrialistes font la part belle, nous le verrons, aux activités ou aux entreprises solidement assises dans les processus technologiques nouveaux.

Un renforcement des entreprises dites moyennes?

Un autre élément intéressant de ce tissu est sa polarisation entre petites, moyennes et grandes entreprises [question que nous traitons plus globalement dans le chapitre 4 de la partie 5]. Il nous est impossible de chiffrer précisément l'évolution de ces trois pôles de l'évolution industrielle sur le plan cantonal. En effet, avant 1985, les statistiques ne donnent que des informations par établissement et non par entreprise, en ce qui concerne la taille [avant cette date, il n'y a que les valeurs globales pour les entreprises]. La caractérisation, beaucoup trop emphatique au demeurant, que donne le Service Cantonal de Statistique de ces trois pôles de l'évolution industrielle, nous paraît toutefois intéressante (1). Petites entreprises fort spécialisées, qualifiées et mobiles, très liées au tissu industriel cantonal et, souvent, à la sous-traitance, dotées de grandes capacités et de rapidité d'adaptation, marquées par l'émergence de nouvelles générations d'entreprises compétitives. Mais nous n'osons pas attribuer à ce groupe une forte chance de stabilité, comme le fait le Service en question. Moyennes entreprises aux difficultés structurelles graves, menacées à la fois par la concurrence étrangère, par la capacité d'innovation des grandes entreprises helvétiques et par la capacité d'adaptation des petites entreprises. Grandes entreprises financièrement solides, très liées au marché international, avec un fort potentiel de recherche et de développement, bénéficiant d'économies d'échelles à tous les niveaux. Mais le Service Cantonal de Statistique ne dit

pas qu'elles sont grandement menacées, à Genève, par les impératifs de la rationalisation. Ce faisant elles menacent, au travers de la sous-traitance, beaucoup de petites et moyennes entreprises de la région genevoise.

Il est également intéressant de constater que, dans l'industrie du canton, la main-d'oeuvre a diminué cinq fois moins, en pourcentage, que le nombre d'entreprises, entre 1955 et 1985. En ce qui concerne les trois activités piliers de l'industrie locale, la proportion correspondante est de quatre fois moins [cf tableau 5 ci après].

TABLAU 5:
CANTON DE GENÈVE: ENTREPRISES ET PERSONNES OCCUPÉES A PLEIN TEMPS, EN 1955 ET 1985, ETAT ET EVOLUTION, PAR GROUPES DE BRANCHES INDUSTRIELLES.

[cf tableaux 2 et 4]

"accr. %" signifie accroissement en pourcentage.

Groupe de branches industrielles:	Entreprises:			Occupés plein temps:		
	1955	accr. %	1985	1955	accr. %	1985

Ind./arts/métiers:	4418	-53	2323	36246	-11	32232
Chimie/horlogerie/ machines:	1143	-55	515	16971	-13	14749
Métallurgie:	492	+25	616	4857	+44	7012
Alim./boissons/ tabac/bois/meuble en bois/arts graphiques/ habillement/lingerie:	2484	-68	804	12622	-40	7603
Papier/cuir/plastique/ caoutch./minéraux non métalliques/textile:	247	-43%	140	1585	+7	1693

Données élaborées à partir des sources SCS [ASG] et OFS [RFE]

Pour le gros des biens de consommation [alimentation, boisson, tabac, bois, meuble en bois, arts graphiques, habillement et lingerie], entre 1955 et 1985, les occupés ont déchu de 40%, les entreprises de près de deux tiers. Dans les biens intermédiaires [le papier, le plastique, le caoutchouc, le cuir, les minéraux non métalliques et le textile] la main-d'oeuvre a augmenté un peu alors que les entreprises ont diminué de plus de 40%. Enfin la métallurgie, au sens strict, avec les installations métalliques du bâtiment, a vu ses emplois croître de 44% et ses entreprises gagner le 25%. Dans tous les cas, la main-d'oeuvre s'est davantage maintenue, en termes relatifs, que les entreprises. Est-ce là un indice quant au renforcement statistique des entreprises dites moyennes relativement aux grandes et aux petites? A défaut de données statistiques plus approfondies, nous nous arrêtons sur cette interrogation. Nous verrons cependant plus loin, lorsque nous traiterons

du mythe des petites et moyennes entreprises, que ces données statistiques ne sont pas nécessairement à interpréter dans le sens d'un renforcement de l'autonomie des moyennes entreprises.

Un savoir-faire en grande partie étranger mais non reconnu comme tel

En 1987, plus des deux tiers des travailleurs de l'industrie genevoise sont étrangers. Plus du tiers de ces étrangers sont frontaliers et la moitié sont des établis. Relativement à 1975 et 1980, ces proportions ont crû significativement. Le travailleur suisse qui n'est pas cadre ou simplement qualifié se fait si rare que, dans quelques entreprises, on nous a même affirmé trouver "louche" a priori la candidature d'un Suisse pour un emploi peu ou pas qualifié [mais non celle d'une Suisseuse...]. Lorsque nous traiterons de la question du dualisme dans l'entreprise, relativement à l'application capitaliste des technologies nouvelles, nous verrons que la nationalité des travailleurs est loin d'être une caractéristique inintéressante pour qualifier ce dualisme. La même remarque s'applique par ailleurs au travail des femmes dans l'industrie. Quoi qu'il en soit, le savoir-faire de l'industrie genevoise est en grande partie étranger mais on lui dénie totalement ce dernier attribut, chauvinisme oblige [cf tableau 6 ci-après].

Des femmes peu qualifiées et peu payées

Les travailleuses du canton, quant à elles, restent fidèlement représentatives de la place de la femme dans l'économie helvétique. Avec un taux d'activité de près de 40% au milieu des années quatre-vingts (2), on les rencontre très rarement aux poste à responsabilité, quelle qu'elle soit, dans l'industrie locale. Les poncifs lourds et misogynes sur leur "habileté" pour des travaux simples, leur "précision" pour des tâches monotones, leur "incapacité" à prendre des initiatives, leur "instabilité" professionnelle, etc, émaillent abondamment les discours des cadres de l'industrie. On les trouve à l'administration, au sens large, des entreprises ainsi qu'à la production et au contrôle, dans les postes les moins qualifiés.

En 1986, une ouvrière et une employée de l'industrie à Genève gagnent près d'un quart de moins que leurs correspondants masculins. Tandis que pour une ouvrière et une employée du tertiaire, la différence s'élève à plus du quart pour la première et un cinquième pour la seconde [cf tableaux 7 et 8 ci-après]. C'est à la fois une manifestation du fait que les femmes ont des emplois plus subalternes que les hommes, qu'elles ont souvent un salaire moindre pour un travail semblable et que les secteurs féminins, et les travailleuses en général, sont moins syndiqués que les secteurs masculins, et les travailleurs en général. Indubitablement le paternalisme est encore un fléau du monde industriel.

TABLEAU 6:
CANTON DE GENÈVE: PERSONNES OCCUPÉES ÉTRANGÈRES, POUR CERTAINES CATÉGORIES DE BRANCHES, ÉTAT ET ÉVOLUTION
DE 1960 À 1987, SELON LE STATUT [PERMIS A, B, C, FRONTALIERS ET INTERNATIONAUX].

"accr.%" signifie accroissement en pourcentage.

Catégories:	1960	accr. %	1965	accr. %	1970	accr. %	1975	accr. %	1980	accr. %	1987
Établis:	-	-	-	-	20400	+88.2	34315	+16.9	40117	+16.4	46709
dont											
Ind./arts/mét.:	-	-	-	-	-	-	-	-	10422	-	11586
Bât./gén. civ.:	-	-	-	-	-	-	-	-	3022	-	4214
Services:	-	-	-	-	-	-	-	-	23147	-	30418
Annuels:	17720	+101.2	35649	+1.9	36311	-44.8	20041	-41.7	11689	+39.4	16290
dont											
Ind./arts/mét.:	-	-	13239	-	10617	-	3369	-	1947	-	1845
Bât./gén. civ.:	-	-	1128	-	1710	-	1150	-	2969	-	2969
Services:	-	-	17850	-	26644	-	14534	-	8379	-	11088
Saisonniers:	7906	+28.0	10118	-9.1	9199	-51.7	4441	+38.3	6140	+23.9	7608
dont											
Ind./arts/mét.:	-	-	673	-	566	-	187	-	196	-	317
Bât./gén. civ.:	-	-	8753	-	7688	-	3238	-	3978	-	3978
Services:	-	-	-	-	363	-	619	-	1355	-	2643
Frontaliers:	2349	+135.2	5524	+163.3	14545	+52.5	22174	-10.3	19882	+34.7	26774
dont											
Ind./arts/mét.:	-	-	2219	-	5183	-	6895	-	6734	-	8311
Bât./gén. civ.:	-	-	1327	-	1380	-	1395	-	1438	-	2605
Services:	-	-	1698	-	6832	-	13720	-	11559	-	15622
Total:	-	-	-	-	80455	+0.6	80971	-3.9	77828	+25.1	97381
dont											
Ind./arts/mét.:	-	-	-	-	-	-	-	-	19299	-	22059
Bât./gén. civ.:	-	-	-	-	-	-	-	-	9588	-	13724
Services:	-	-	-	-	-	-	-	-	44440	-	59771
Fact. intnx.:	4596	+58.0	7261	+49.9	10884	+24.7	13573	+1.3	13750	+7.6	14801

Remarques:
1) Exemple pour la lecture: en 1980 il y a 40117 établis, soit 10422 [ind./arts/mét.] + 3022 [bât./gén. civ.] + 23147 [services] + 3526 [qui n'appartiennent pas dans les trois catégories ind./arts/mét., bât./gén. civ. et services, mais qui appartiennent au secteur primaire, à l'électricité, au gaz et à l'eau ou aux statistiquement indéterminés]. Cela signifie, par exemple, que le total des rubriques ind./arts/mét. + bât./gén. civ. + services est inférieur à celui des établis pris globalement.
2) Le signe "-" signifie qu'il n'existe pas de données officielles disponibles.

TABLKAU 7:
CANTON DE GENEVE ET SUISSE: SALAIRES MOYENS DES OUVRIERS ET DES EMPLOYES, DE 1980 A 1986,
PAR CATEGORIES, SELON LE SEXE, EN FRANCS AUX PRIX COURANTS

Pour les ouvriers: salaire horaire
Pour les employés: salaire mensuel

Catégories:	-----1980-----		-----1983-----		-----1986-----	
	Genève	Suisse	Genève	Suisse	Genève	Suisse

[sal./heure] Ouvriers:	15.40	14.65	18.19	17.36	20.39	19.16
Ind./arts/mét.:	16.50	15.13	19.72	17.98	22.12	19.94
Services:	15.30	14.18	18.08	16.69	20.19	18.55
Ouvrières:	11.33	9.90	13.73	11.66	15.75	12.94
Ind./arts/mét.:	11.60	10.04	14.21	12.02	16.20	13.44
Services:	10.44	9.63	12.42	10.98	14.35	11.99
[Sal./mois] Employés:	3772	3706	4409	4351	4882	4776
Ind./arts/mét.:	3995	3774	4781	4420	5365	4840
Services:	3674	3647	4266	4284	4746	4716
Employées:	2745	2478	3270	2928	3789	3244
Ind./arts/mét.:	2835	2505	3462	2954	3895	3250
Services:	2724	2466	3231	2917	3771	3240

Données élaborées à partir des sources SCS [ASG] et OFS [ASS]

TABLKAU 8:
CANTON DE GENEVE ET SUISSE: SALAIRES MOYENS DES OUVRIERS ET DES EMPLOYES, DE 1980 A 1986,
PAR CATEGORIES, SELON LE SEXE, EN FRANCS AUX PRIX CONSTANTS, SELON L'INDICE NATIONAL
[SEPTEMBRE 1977 = 100, SEPTEMBRE A DECEMBRE 1977 = 100.15].

Pour les ouvriers: salaire horaire
Pour les employés: salaire mensuel

Catégories:	-----1980-----		-----1983-----		-----1986-----	
	Genève	Suisse	Genève	Suisse	Genève	Suisse

[sal./heure] Ouvriers:	14.21	13.51	14.48	13.88	15.13	14.21
Ind./arts/mét.:	15.22	13.96	15.70	14.32	16.41	14.79
Services:	14.11	13.08	14.40	13.29	14.98	13.76
Ouvrières:	10.45	9.13	10.93	9.28	11.68	9.60
Ind./arts/mét.:	10.70	9.26	11.31	9.57	12.02	9.97
Services:	9.63	8.88	9.90	8.74	10.65	8.90
[sal./mois] Employés:	3480	3419	3510	3464	3622	3543
Ind./arts/mét.:	3685	3482	3807	3519	3980	3591
Services:	3389	3364	3397	3411	3521	3499
Employées:	2532	2286	2604	2331	2817	2407
Ind./arts/mét.:	2615	2311	2756	2352	2890	2411
Services:	2513	2275	2573	2323	2798	2404

Données élaborées à partir des sources SCS [ASG] et OFS [ASS]

Un chômage de désindustrialisation mais aussi de restructuration

En ce qui concerne le chômage enfin, quelques remarques s'imposent. Relevons que le système helvétique ségrégationniste, en vigueur sous le régime des divers permis de travail, permet de camoufler largement le sous-emploi lorsqu'il apparaît. Soulignons également qu'une petite partie des chômeurs sont rayés de la statistique, des lors que l'ayant droit arrive à la fin de sa période de prestations pour le chômage. En outre les travailleuses ayant perdu leur emploi ne s'inscrivent pas toujours à l'Office Cantonal de l'Emploi et <<réintègrent>> leur foyer.

Abstraction faite de ces considérations, les principaux contingents de chômeurs de l'industrie de la place sont fournis par la métallurgie [sans les installations du bâtiment], les machines et l'horlogerie-bijouterie, dans la première moitié des années quatre-vingts. Selon les données publiées mensuellement et annuellement par l'Office Cantonal de l'Emploi, leur proportion, relativement au total des ayants droit provenant de l'industrie, est légèrement supérieure au pourcentage d'emplois que représentent ces branches par rapport aux emplois industriels. Alors qu'en 1985 ces trois activités totalisent moins de 45% des occupés de l'industrie, elles regroupent en 1986 un peu moins de 55 % des inscriptions au chômage. Mais ces trois branches fournissent aussi plus de la moitié des offres de places de travail déposées à l'Office Cantonal de l'Emploi ainsi que près de 60% des placements effectués par ce même office. La mise en relation de ces chiffres n'indiquerait-elle pas que parallèlement à une désindustrialisation du canton, une profonde restructuration est en cours? Nous aborderons en partie la question plus loin, sous l'angle de la disparition de métiers traditionnels et de l'apparition de nouvelles pratiques professionnelles.

De moins en moins d'apprentis

Enfin, il reste à faire une remarque quant au nombre d'apprentis entre 1960 et 1980, à partir des données fournies à ce sujet par les recensements fédéraux de la population de l'Office Fédéral de la Statistique. Les employés et les ouvriers de la chimie ont augmenté de plus d'un dixième, tandis que les apprentis de la branche ont plus que doublé. Dans la métallurgie, y compris les installations du bâtiment, les employés et les ouvriers ont diminué d'un quart, alors que les apprentis n'ont crû que d'un seizième. Dans l'horlogerie-bijouterie, les employés et ouvriers ont perdu près du tiers de leurs effectifs, pendant que les apprentis ont subi une saignée d'environ 40%. Dans les machines et appareils, le nombre d'employés et d'ouvriers a baissé de près de 45% pour une baisse des apprentis de presque 55%. Dans l'habillement et la chaussure, la main-d'oeuvre a reflué de 80%, pour un recul des apprentis de 90%. Dans les arts graphiques, on retrouve le même nombre de travailleurs en 1960 et en 1980, mais la diminution des postes d'apprentissage est de 40% entre ces deux dates. En considérant globalement l'industrie genevoise, employés et ouvriers ont reflué de quelque 30% durant le même laps de temps, les apprentis eux ne diminuaient que de moins d'un dixième.

Ces chiffres en disent long sur l'attrait de certaines branches industrielles auprès des jeunes. Une chimie apparaissant comme bien portante, stable et technologiquement prestigieuse. Une métallurgie fort liée à l'expansion du bâtiment mais dans des professions plutôt qualifiées. Une horlogerie subissant, au niveau de sa réputation professionnelle, les contrecoups de la crise à l'échelle suisse, mais non genevoise, de la branche et de ses salaires relativement bas, y compris dans le canton. Des machines et appareils localement de plus en plus volatiles. Une évolution vers la disparition de l'habillement et de la chaussure. Une situation ressemblant à une tendance à la déqualification dans les arts graphiques. Les plaintes de nombre d'entrepreneurs, quant à la perte de prestige de leurs apprentissages, semblent plus que fondées. En lien avec cette question, se pose le problème de la formation professionnelle des jeunes et des adultes ainsi que du conservatisme des milieux industriels à ce sujet, que nous aborderons lorsque nous traiterons de la mise en place du nouveau système technique.

5. Est-il nécessaire de maintenir un secteur industriel significatif?

Ce tableau rapide et schématique de l'industrie genevoise est destiné à situer le substrat réel sur lequel repose notre critique du post-industrialisme. Ci-dessus nous soulevons la question de savoir si l'on a affaire à une désindustrialisation ou à une réorganisation du secteur industriel genevois. Le bref survol accompli n'a pas pour but de répondre à ces questions. A notre sens, elles restent fondamentalement ouvertes, bien qu'il y ait plutôt lieu d'être pessimiste quelle que soit l'option retenue. La politique de laisser-faire, malgré toutes les déclarations d'intentions, du Département de l'Economie Publique pose gravement la question de la désindustrialisation. Mais les signes caractéristiques d'une profonde réorganisation du secteur sont également importants. En outre chacune des deux appréciations n'exclut pas nécessairement l'autre.

L'autre problème qui est posé dans les pages qui précèdent est la nécessité de maintenir une importante activité industrielle à Genève. Autant les dirigeants des syndicats de travailleurs, que les autorités politiques et que le patronat industriel ne cessent de répéter que l'économie genevoise n'a pas d'avenir sans industrie. Cette affirmation ne recèle-t-elle que des restes de traditionalisme, de nostalgie de l'usine comme symbole social de référence? On nous a fait remarquer, à juste titre, que l'idéologie paysanne a gardé une importance sans pareille dans les discours et mythologies officielles, ce qui n'a pas empêché le secteur agricole de devenir des plus restreints ni la <<Suisse rurale>> d'être devenue entre temps une <<Suisse industrielle>>. Assistons-nous à un mouvement semblable aujourd'hui relativement à l'industrie? Si la main-d'œuvre secondaire pouvait humainement se reclasser, se recycler, se reconvertir, sans qu'il n'y ait chômage, ni déqualification, ni refoulement camouflé des étrangers actifs sous permis, y aurait-il encore un problème? Il nous semble que, malgré son expansion spectaculaire à bien des égards, l'économie genevoise a des

points faibles structurels que nous allons brièvement soulever. C'est en rapport avec ceux-ci que nous pensons pouvoir apporter des éléments de réponse à la question de la nécessité d'une industrie locale.

Le rôle du secteur industriel face au puissant secteur international

Le secteur international, gouvernemental et non gouvernemental, comptait environ 17000 emplois en 1985, soit le 8% des occupés du canton. Il dépensait, la même année, environ 2.36 milliards de francs en salaires, en dépenses courantes, achats de biens d'équipement et constructions, selon le Service Cantonal de Statistique. Cela représente un sixième du revenu cantonal de cette même année; la comparaison est économiquement boiteuse mais non dénuée de sens. Il faut tenir compte du fait que plus de la moitié des internationaux vivent sur France. Mais la prospérité du canton ne saurait être considérée indépendamment de celle de la France voisine.

Nous savons que Genève pourrait voir sa place internationale être sérieusement concurrencée par d'autres villes d'Europe. Cela pourrait être la conséquence du repli culturel et politique sur soi, exprimé notamment lors du vote sur l'entrée à l'Organisation des Nations Unies, ou de la xénophobie latente et profondément diffuse dans le pays comme dans le canton. Cela pourrait également être la conséquence du peu d'intérêt que risque d'avoir la Suisse à participer ouvertement au processus d'intégration européenne, en misant sur le rôle de sa place financière qui peut avoir tout à gagner de l'isolement politique du pays. Cela pourrait être enfin la conséquence du coût de la vie particulièrement élevé dans le canton. Or un affaiblissement significatif du secteur international, dû à l'une de ces circonstances particulières ou à un quelconque problème plus général, aurait des implications difficilement mesurables mais certainement catastrophiques sur l'économie locale. Et à plus forte raison si l'on tient compte de la contribution, indirecte, que la présence des organisations internationales apporte aux places touristique et financière genevoises. Ces éléments ne seraient-ils pas une raison suffisante pour postuler la nécessité de maintenir une activité industrielle solide afin d'éviter la trop forte dépendance face à un seul type d'activité?

Réactualiser le savoir-faire industriel

Il y a, en outre, un second élément à ne pas perdre de vue. Nous ne pensons pas qu'il faille être conservateur au point de vouloir maintenir en vie tout savoir-faire pour le simple motif qu'il aurait constitué, dans une époque antérieure, une part importante de l'activité économique et du substrat culturel. Pour cela un musée fait l'affaire. Par contre, il nous paraît essentiel de toujours essayer de reconvertir un savoir-faire en une autre connaissance connexe, dérivée ou analogue, afin d'exploiter le patrimoine culturel dans le sens de sa réactualisation et de son enrichissement. C'est là un élément essentiel du devenir historique d'une société. C'est peut-être, et au delà de tout moralisme principaliste, une tâche incombant à notre responsabilité à l'égard des générations futures.

Ces seuls éléments justifient à notre sens une critique de la politique de laisser-faire qu'assume le gouvernement cantonal en matière d'industrie. N'en déplaise aux discours des conseillers d'Etat concernés, aux publications officielles sur la question, aux emphases sans fondement de l'Office pour la Promotion de l'Industrie sur Genève "Technopole de l'Industrie" et aux thuriféraires des petites et moyennes industries [qui seraient en pleine phase de <<recomposition>> du tissu industriel].

6. Variation sur des thèmes connus

Des informations recueillies auprès de 81 entreprises industrielles

Durant l'été et l'automne 1987, nous avons rencontré des responsables ou des cadres de quelque 81 entreprises industrielles du canton. Il s'agit plus exactement de 76 entreprises privées, auxquelles s'ajoutent les usines des Services Industriels de Verbois, de la Coulouvrenière, du Prieuré, une partie du secteur informatique de ces mêmes services et la station de pompage de la Société des Eaux de l'Arve. A deux exceptions près, la rencontre a donné lieu à une visite de l'entreprise. Sans compter les Services Industriels et la Société des Eaux de l'Arve, ces 76 entreprises regroupent quelque 12811 emplois répartis ainsi:

personnes occupées:	1 à 9	10 à 99	100 et +	ou	1 à 49	50 à 499	500 et +
nombre d'entreprises:	10	34	32		32	36	8

La plus grande d'entre elles compte près de 950 emplois, la plus petite en compte 2. Par ailleurs sept entreprises, dans des domaines fort différents, ne nous ont point refusé une rencontre mais ne nous l'ont pas non plus accordée. Quatorze autres, également très diverses, ont refusé tout contact, sans explication, en invoquant le manque de temps ou déclarant vouloir se prémunir contre "l'espionnage industriel". Enfin il est intéressant de préciser deux choses en passant. D'une part nombreuses ont été les personnes rencontrées qui ont refusé de nous livrer le chiffre d'affaires de l'entreprise... même quand celui-ci est publié officiellement. D'autre part une très grande partie de celles-ci nous ont affirmé que nous n'aurions jamais pu être reçu il y a dix ans ou plus.

Nous n'avons pas la prétention d'avoir fait une enquête de quelque représentativité que ce soit et nous tenons à insister sur ce point. A notre avis, un exercice de ce genre auprès de dix à vingt entreprises du canton pourrait être tout aussi représentatif qu'une démarche semblable auprès de cent à deux cents entreprises. Les problèmes posés sont innombrables et complexes, mais ce n'est probablement pas la quantité des rencontres et de visites qui donnerait plus de scientificité ou d'exhaustivité à une telle démarche. Au cours de nos rencontres, nous avons simplement discuté, ouvertement, sans fil conducteur immédiat, ni prise de notes, ni enregistrement, avec les personnes qui nous recevaient. De fois en fois, nous avons écrit après-coup un bref rapport sur chacun de nos entretiens. Démarche qui a grandement rassuré certains de nos interlocuteurs, mais

quelque peu agacé d'autres, qui doutaient de la scientificité d'une telle méthode. Cette manière de procéder nous a indubitablement induit à oublier bien des choses vues ou entendues. Mais cela nous a permis de faire un premier tri relativement spontané. Ici nous avons été reçu durant quatre heures d'affilée, là nous ne sommes resté que trois quarts d'heure, au gré de l'humeur et du temps disponibles de nos interlocuteurs. Nous avons abondamment élargi notre information par le biais de la presse ainsi que d'ouvrages divers, globaux ou partiels, sur Genève.

Une recherche, aussi académique soit-elle, ne saurait se situer en marge de la praxis

Dans l'élaboration de ce travail, nous avons pris à notre compte la vision du monde de L.J. Prieto qui écrit que tout discours est à la fois un produit du savoir social, et donc également de l'idéologie dominante, et une manière d'agir sur la connaissance sociale, et donc de se situer relativement à l'idéologie dominante (3). En ce sens nous n'avons aucune prétention à une quelconque objectivité, cette dernière n'étant en fin de compte qu'une tentative d'occultation du point de vue de l'auteur. C'est pour cela que nous n'avons pas pu renoncer à mettre à contribution explicitement nos propres expériences syndicales et de collaboration avec d'autres syndicats ou syndicalistes de l'industrie dans le cadre de la présente recherche. C'est là un élément d'importance, tant au niveau de notre insertion dans la réalité, que de la compréhension que nous en avons et de nos propres finalités. Notre projet de recherche s'inscrit ainsi dans une volonté de ne point nous emprisonner dans les rets de l'isolement académique. Cet isolement n'enlèverait rien de sa subjectivité à ce travail, mais il ne ferait qu'accroître ses prétentions objectivistes, c'est-à-dire la négation même de notre définition de la praxis du chercheur en sciences sociales. A ce sujet le philosophe des Lumières G.C. Lichtenberg a écrit l'aphorisme suivant qui nous a profondément marqué: "une oeuvre enterrée dans l'église de l'Université" (4). L'université est une puissante machinerie destinée à fournir des cadres économiques, politiques et culturels au système en place. Elle est aussi, pour cela, destinée à produire, reproduire et perpétuer l'idéologie dominante. Sa scolarisation, notamment au cours de cette dernière décennie, n'est pas faite pour nous contredire. C'est une institution qui tente de neutraliser, dans les fichiers de bibliothèques, dans les colloques académiques et dans les publications spécialisées, tout germe de contestation sur le plan culturel. Phagocytant habilement les discours qui naissent ainsi en son sein, mais aussi hors de son sein parfois, elle produit des discours dominants. Plus les discours dominants sont ouvertement en crise, plus l'université sera idéologiquement ouverte.

L'un des gardes-fou que nous essayons de nous donner, afin de ne pas enterrer notre propre recherche "dans l'église de l'université", est son insertion dans une praxis politique relative au monde du travail et à ses débouchés politiques. Notre activité dans le cadre du monde syndical ou, plus largement, politique est en conséquence un aspect méthodologique aussi fondamental que les autres.

Nous pouvons citer un exemple, partiel mais intéressant, à ce sujet. Un responsable d'entreprise nous a longuement parlé de la fiabilité de ses produits. Il a attiré notre attention sur le niveau remarquable d'automatisation atteint par son entreprise, compte tenu de la diversité des machines produites [quatre-vingts machines de près de septante types différents, en 1986, par exemple], qui met un grand frein à la robotisation. Il nous a également entretenu de la qualification sans pareille de ses monteurs mécaniciens [intervenant à la fois en pneumatique, en hydraulique, en électricité, en électronique et en mécanique classique], de la force des secteurs de recherche, de développement et de technique de l'entreprise. Il a enfin discoursu sur les bonnes relations avec le syndicat et avec la commission d'entreprise. Il s'est également plaint de la regrettable démotivation endémique des ouvriers. Le tout appuyé par une intéressante visite. Un petit bémol était mis à ce tableau, encourageant à bien des égards: le chômage partiel, "mal nécessaire mais provisoire". Quelques semaines plus tard l'entreprise licencie quarante-et-un collaborateurs séance tenante, répartis dans diverses unités de l'entreprise et dans différentes qualifications. L'attitude plus que conciliante des responsables du syndicat majoritaire de la branche va souvent jusqu'à organiser la passivité et la résignation des travailleurs face aux licenciements et aux fermetures d'entreprises. Cependant des syndiqués et des travailleurs de l'entreprise en question ont réagi, ce qui a fait intervenir le syndicat. Ils ont pu obtenir le minimum, c'est-à-dire un <<plan social>> attribuant globalement 200000 francs aux licenciés. Cela représente des sommes personnelles de 1000 à 10000 francs, selon l'ancienneté. Dans un premier temps, la direction ne voulait même pas accorder les arriérés de vacances aux licenciés. Puis, encore un peu plus tard, alors que tout semblait réglé, l'entreprise a été vendue. Les travailleurs restant se sont d'abord tous retrouvés à pied puis une bonne partie d'entre eux s'est retrouvé au chômage.

Ayant participé à la mise en place d'un comité d'action syndical contre le chômage partiel et les licenciements dans la <<métallurgie genevoise>>, nous avons eu des contacts avec des travailleurs de cette entreprise. Nous avons alors appris que, depuis de nombreuses années, l'organisation de la production relevait de la désorganisation, que depuis plusieurs années les travailleurs et la commission d'entreprise reprochaient aux responsables de ne pas accroître la recherche et de ne pas développer de nouveaux produits: la direction refusait systématiquement d'entrer en matière. L'idylle direction-syndicat, la forte organisation et la solide recherche et développement, les reproches quant à la démotivation, tout devenait ainsi très relatif. Hormis notre pratique dans le monde syndical, rien n'aurait pu nous amener à connaître ces éléments et à comprendre comment l'entreprise était également victime d'elle-même, au moins autant que de la concurrence. La place du chercheur est bel et bien autant dans les livres et les colloques que dans la pratique politique au quotidien.

A la base d'une théorie il y a nécessairement un point de vue; derrière un point de vue il y a toujours un jugement de valeur

Dans les chapitres suivants, nous allons tenter de confronter l'idéologie post-industrialiste, compte tenu de notre approche critique de celle-ci, à certains aspects que nous considérons comme fondamentaux de l'industrie genevoise. Il ne s'agit point de nous plonger dans la méthode de la vérification. Notre scepticisme nous interdit de poser qu'une idée est fausse pour le simple motif qu'elle serait infirmée par la réalité <<observée>>, cette dernière étant présentée par bien des chercheurs comme une preuve en soi pour soutenir une théorie, c'est-à-dire un point de vue. La statistique et les enquêtes auprès d'un public donné sont fréquemment présentées comme des <<observations objectives>>, preuves indubitables de la véracité des dires de celui qui interprète ces informations de base. On évite ainsi de poser le problème que toute donnée, aussi brute qu'elle puisse paraître, est un discours autant biaisé et autant élaboré que n'importe quel autre discours.

A ce sujet nous nous référons à l'une des thèses que P. Feyerabend expose dans son ouvrage épistémologique, intitulé "Contre la Méthode; esquisse d'une théorie anarchiste de la connaissance". "La prise en compte de tous ces éléments: termes d'observation, noyau des facultés sensorielles, sciences auxiliaires, spéculations à l'arrière-plan, suggère qu'une théorie peut être incompatible avec l'évidence empirique non parce qu'elle (la théorie) est incorrecte, mais parce que c'est l'évidence même qui est viciée", écrit-il en traitant de cette question (5). Dans ce sens, ce qui nous induit à admettre ou à repousser un discours, entièrement ou partiellement, ce n'est point son évidence immédiate relativement aux faits, aux choses, aux objets. Mais ce sera sa cohérence intrinsèque et ses finalités qui guideront notre jugement, niant par là toute démarche à caractère positiviste. Le point de vue, et donc en dernière instance le jugement de valeur, ne peut être évacué de la démarche du chercheur, même lorsque celui-ci prétend se situer au-dessus de ce type de jugement. Nous retrouvons ici, sous un autre travers, le problème posé par Galilée et par la question de l'évidence de l'objet. C'est dans cet esprit que nous abordons notre critique du post-industrialisme relativement à la transformation du tissu industriel genevois.

Notes et références bibliographiques de la partie III
[Survol de l'industrie genevoise]

(1) Service Cantonal de Statistique, La dépendance économique des entreprises du canton de Genève, aspects statistiques n° 16, S.C.S., Genève, octobre 1980.

(2) Service Cantonal de Statistique, Les femmes à Genève: portrait statistique, études et documents n° 11, S.C.S., Genève, février 1988.

(3) L.J. Prieto, op. cit., pp. 150 à 152.

(4) G.C. Lichtenberg, op. cit., p 184.

(5) P. Feyerabend, Contre la Méthode; esquisse d'une théorie anarchiste de la connaissance, Seuil, Paris, 1979, pp. 68-69

IV. AU SUJET DU POST-INDUSTRIALISME

A la plus parfaite reproduction il manque toujours quelque chose: l'ici et maintenant de l'oeuvre d'art - l'unicité de sa présence au lieu où elle se trouve. C'est à cette présence unique pourtant, et à elle seule, que se trouve liée toute son histoire.

W. Benjamin
Essais

Les remarques qui suivent doivent nous permettre de dépasser notre survol de l'industrie genevoise et de mieux comprendre le substrat social immédiat à partir duquel le concept de post-industrialisme a été échafaudé relativement à la modernité. Nous le verrons, le post-industrialisme est, épistémologiquement, antérieur à la post-modernité, bien que celle-ci englobe celui-là du point de vue de la logique du discours.

1. L'industrialisme comme archétype de l'organisation sociale

Sans nous perdre dans des étymologies hasardeuses, relevons l'idée d'appartenance, fonctionnelle ou d'opinion, qui caractérise le suffixe -isme dans le terme industrialisme. Remarquons également la constante hésitation qui caractérise le terme industrie, dont le sens est ballotté dès son origine entre l'aptitude artistique, l'habileté, le savoir-faire d'une part et la capacité mécanique à mettre en oeuvre des matières d'autre part. L'industrialisme, néologisme utilisé par Saint-Simon en 1823, est défini par B. Turner comme le reflet de l'industrialisation au niveau de la société, issu des développements propres à la division scientifique et technique du travail qui accompagne la révolution industrielle (1). C'est en quelque sorte le mode de vie lié à "l'usine-creuset de la nation".

Raymond Aron et K. Marx nous ont permis de considérer la société capitaliste industrielle comme une gigantesque organisation, paradoxalement irrationnelle au niveau social et rationnelle au niveau de l'entreprise. Elle produit, accumule et consomme une pléthore d'objets dont la principale raison d'être réside dans leur réalisation en tant que marchandises. Sa dynamique première prend naissance dans la recherche du profit au moyen de l'uniformisation des conditions sociales par le biais du salariat et de la division scientifique et technique du travail. Cette société se caractérise

également par la surproduction et la répartition inégale des ressources. L'amélioration sans précédent historique des conditions culturelles qui lui sont propres se voit doublée de l'immanence de l'aliénation. Le conservatisme, qui la marque au niveau idéologique, va de pair avec l'autodestruction, qui lui est propre sur le plan matériel. La socialisation, induite mais nécessaire, et la privatisation, constamment réactivée, sont à la base de tout l'édifice économique. Parallèlement se produit une démultiplication des hiérarchies secondaires relativement à une polarisation des classes sociales fondamentales. La domination du processus industriel signifie que celui-ci a été placé au niveau d'archétype de l'organisation en général. On peut affirmer a posteriori que, dès l'origine, le capitalisme était gros de l'industrialisme. Mais nous n'allons pas jusqu'à identifier purement et simplement les deux phénomènes sous prétexte qu'ils ne sont pas exclusifs, bien que nous ne traitions que de l'industrialisme et de la modernité capitalistes dans les pages qui suivent.

2. Les quatre significations de la <<modernité>> dans le contexte du capitalisme industriel

Derrière le terme <<modernité>> se cachent un certain nombre de mots-clé que nous allons décrypter:

- a) le mot <<moderne>>, qui implique la mode et le mode;
- b) le mot <<industrie>>, qui implique la mécanisation et l'automatisation;
- c) le mot <<progrès>>, qui implique le salariat et le profit;
- d) le mot <<Occident>>, qui implique l'ethnocentrisme et l'impérialisme.

Le concept de <<moderne>> à l'origine de celui de <<modernité>>

<<Modernus>> est un terme issu de l'histoire ecclésiastique du catholique Flavius Cassiodore, préfet du prétoire à Rome sous Théodoric le Grand, au début du VI^e siècle, selon J. Habermas cité par P. Portoghesi dans son ouvrage intitulé "Au delà de l'architecture moderne". Pour J. Habermas, le terme <<moderne>> qu'utilise F. Cassiodore sert à caractériser la présence chrétienne, désormais officielle, par rapport au passé païen de l'empire romain. C'est donc une opposition par rupture relativement au passé, considéré ici comme passé antérieur: c'est-à-dire le passé déjà achevé, entériné, face auquel on a une distance historique. Mais c'est également une opposition par absorption relativement au passé, considéré ici comme passé composé: c'est-à-dire le passé prenant fin, que l'on est en train de digérer, face auquel on n'a pas encore de distance historique.

Nous voyons cette opposition par rupture dans le fait que le christianisme gomme le polythéisme intérieur [sous Constantin, cette religion acquiert un statut officiel dans l'empire, au début du IV^e siècle] et refuse le paganisme extérieur [Théodoric le Grand étend le christianisme aux Barbares, à la fin du V^e siècle]. Nous voyons également l'opposition par absorption dans le fait que la nouvelle religion va reconstituer, mais en son sein, une bonne partie des croyances, des divinités et des rites païens

locaux. C'est ainsi que nous comprenons l'affirmation de J. Habermas, énonçant que <<moderne>> signifie la conscience d'une époque historique qui se veut nouvelle [nouveau = élément de rupture] au travers d'un rapport rénové avec l'antique [antique = élément absorbé]. La genèse du terme <<moderne>> étant ainsi posée, comment va-t-il apparaître, s'enrichir, se transformer dans la langue française puis dans le capitalisme, qui s'est approprié ce concept?

En tant que mot de la langue française, il semble être apparu au XIV^e siècle. On est en pleine naissance de la bourgeoisie comme classe sociale, en pleine expansion du mouvement communal [l'affranchissement des bourgeois des villes du joug féodal]. Or la bourgeoisie rompt avec le passé, innove, en amenant progressivement le pouvoir absolu de l'argent, tendant à évincer ainsi le droit divin et le pouvoir de la propriété de la terre. Mais en même temps cette classe sociale ascendante intègre le passé en instrumentalisant le savoir des maîtres, des compagnons et des apprentis, puis en revalorisant l'Antiquité. On retrouve ici l'idée de rupture et d'absorption relativement au passé.

Changement et conservation: la mode et le mode

Dans l'acception actuelle, <<moderne>> contient ces deux idées de nouveauté et de tradition. En ce sens il apparaît toujours comme une notion déroutante: c'est la logique du changement, mais c'est aussi la logique de la conservation:

a) LA mode [MODERne]: c'est le neuf, la nouveauté, l'inédit, ce qui nous renvoie à l'invention et à l'innovation;

b) LE mode [MODERne]: c'est le fréquent, la norme, la tradition, ce qui nous renvoie à la manière et au style.

Dès les débuts de la Renaissance, l'invention du dessin en perspective avec point de fuite unique annonce le projet du rationalisme. C'est l'émergence de la pensée rationnelle moderne, de la mathématisation des choses par l'homme qui va tenter de se distancer de la nature pour la contrôler et pour la subjuguier. <<Moderne>> devient alors la caractérisation d'une mode nouvelle, le technologue [le terme technologie apparaît au milieu du XVII^e siècle, mais Léonard de Vinci était déjà un technologue] et d'un mode traditionnel, l'idéologue [le terme idéologie apparaît également au XVII^e siècle, mais Machiavel était déjà un idéologue].

Avec la révolution industrielle, <<moderne>> devient <<modernité>>

Au XIX^e siècle, la révolution industrielle a été l'une des étapes fondamentales par lesquelles la bourgeoisie s'est donnée les moyens d'asseoir durablement son pouvoir. Cette période de révolution industrielle a produit sa logique culturelle, son discours propre: la modernité. <<Modernité>> signifie qu'au concept de <<moderne>> au sens que nous venons de définir, on adjoint le suffixe -ité, qui attribue à un adjectif substantivé une valeur abstraite, l'élevant ainsi au rang de généralisation, de globalisation, de totalisation, on aurait pu dire donc de généralité, de globalité, de totalité. Est-ce un hasard si le terme <<modernité>> est apparu en 1849 dans la

langue française [dans un ouvrage de Chateaubriand], en pleine diffusion de la révolution industrielle en Europe? Est-ce un hasard si ce terme a été précédé de peu par l'invention du substantif <<industrialisme>>, sous la plume du socialiste métaphysicien Saint-Simon? Est-ce un hasard si entre l'apparition de ces deux termes dans notre langue ont été introduits les mots <<progresser>> et <<progressiste>> [respectivement Stendhal en 1834 et Fourier en 1841, dans un ouvrage posthume]? Est-ce un hasard enfin si le terme <<modernité>> a été suivi de près par l'irruption du verbe <<occidentaliser>> [en 1877, dans la Revue Britannique]?

F. Léger, peintre de la modernité s'il en est, affirmait se servir de la machine dans ses oeuvres comme d'autres se servent du corps nu ou de la nature morte. Rejet du sujet, non-prise en compte des proportions naturelles par un processus de libre disposition des lignes, des formes et des couleurs, l'amenaient à considérer son art comme une expression totale de la vie moderne. L'auteur de la "Joconde aux clefs" nous donne des clés de lecture de la modernité: nous retrouvons en effet le travail et la volonté de domination sur la nature réduits au statut de forces productives, ainsi que la destruction toujours plus poussée des formes traditionnelles, comme l'écrit J. Baudrillard dans l'"Encyclopaedia Universalis" (2).

Modernité positiviste et modernité artistique

Deux symboles parfaits de la modernité capitaliste méritent ici notre attention:

a) sur le plan des sciences sociales, il s'agit du positivisme, l'un des plus lourds boulets que la bourgeoisie ait attaché aux pieds des sciences sociales;

b) sur le plan artistique, il s'agit de la photographie, à la fois technique d'industrialisation de l'image et forme d'art nouvelle.

Le positivisme, dont le maître d'oeuvre est A. Comte avec son "Cours de philosophie positive", écrit entre 1830 et 1842, peut être synthétisé ainsi: c'est une vision du monde bourgeois qui tend à figer les lois et les rapports humains, à prévenir l'esprit de révolte, au dire de l'auteur lui-même, en préconisant une soumission idéologique fondamentale aux lois de la nature. Mais en même temps le positivisme est une affirmation, au niveau des sciences sociales, de la volonté de puissance de la bourgeoisie récemment arrivée au pouvoir et luttant encore contre la tradition absolutiste de droit divin et contre le servage d'ancien régime.

Quant à la photographie, elle a vu le jour dans cette même première moitié du siècle de la révolution industrielle [en 1822 avec Niepce, en 1838 avec Daguerre et Niepce]. W. Benjamin, au travers d'une analyse de la photographie (3), pose clairement le paradoxe de la modernité. Selon lui, la photographie apparaît d'emblée à la fois comme une nouveauté révolutionnaire et comme un agent de la tradition:

a) Elle permet la reproductibilité technique en masse de l'oeuvre d'art.

b) De la sorte l'oeuvre d'art devient pour la première fois réellement une marchandise vulgaire au sens premier du terme.

c) Pour cela la photographie présuppose l'appareil industriel ainsi que les techniques de production et de diffusion du capitalisme au pouvoir [pourrait-on concevoir une monarchie d'ancien régime, d'essence divine, produisant des milliers de portraits standards du Roi Soleil, par exemple, suspendus aux quatre coins de la France, comme cela se fait pour les présidents des républiques modernes?].

d) Mais, au début, la photographie va produire en majorité des portraits repris à la tradition picturale.

e) Puis assez rapidement, sans toutefois se réduire à cette seule fonction aliénante, la photographie va être comprise comme un instrument idéologique de première importance. On aboutit ainsi à la propagande et à l'une des suites logiques de celle-ci, la publicité et l'imagerie commerciale de masse. La photographie devient donc également iconographie au service du pouvoir, imitant l'une des traditions de la peinture antérieure.

Compris de cette façon, le positivisme et la photographie nous renvoient à la mode, innovatrice et révolutionnaire, et au mode, traditionnel et conservateur.

Du <<progrès>> capitaliste à la réification de l'homme et de la nature

La modernité fait ainsi figure d'idéologie par excellence de la société capitaliste industrielle et commerciale. Dans cette optique culturelle au sens large le développement, la croissance, la qualité de la vie, le bien-être, fusionnent tous dans l'idée de progrès comme archétype qualitatif. Mais le progrès a lui-même une dimension quantitative qui en est la clef-de-voute, c'est le profit. En effet, dans le capitalisme moderne, on mesure toujours les progrès du bonheur d'une population en termes de produit national brut, de produit national brut par habitant ou de leurs dérivées. De même on mesure toujours les progrès du bonheur d'une entreprise en terme de bénéfice net. Produit national et bénéfice nous renvoient au profit. Seuls le discours nostalgique du romantisme, le discours humaniste du marxisme et le discours cynico-réaliste de l'écologisme se posent en rupture avec cette vision. Mais pour l'heure, ce ne sont pas là des réussites...

L'industrie, en s'asservissant la création scientifique, mécanise puis automatise son appareil de production pour accroître le profit. Le profit, pour pouvoir exister, génère et généralise le salariat, dans lequel l'homme est avant tout main-d'oeuvre. Cela signifie que, dans la logique du profit, l'homme devient objet au moins à deux titres:

a) en tant que producteur, créateur ou pur exécutant, il est objet de la classe dominante qui s'approprie ce profit;

b) en tant que consommateur, personnel ou institutionnel, il est débouché pour la marchandise ou, cela revient au même, il est objet garantissant la reproduction élargie du profit.

Ce n'est pas l'homme seul qui est ainsi réifié, fait objet, par la modernité. La nature elle-même est considérée, en substance, comme un simple stock inépuisable de valeurs d'usage. Au fur et à mesure que ces valeurs d'usage se raréfient, la nature devient valeur d'échange: c'est le <<tout marchandise>>. Cette réification de la nature s'accroît avec

l'émergence de la génétique au XIX^e siècle, puis le génie génétique au XX^e siècle. La crise du paradigme positiviste de la Mère Nature est alors à son comble. Malgré cela la classe dominante ne se pose que très relativement le problème de la <<sauvegarde de la nature>>. Elle s'intéresse davantage à vouloir exproprier les écologistes du discours sur la <<sauvegarde de la nature>>, l'écologisme n'étant pour elle qu'un nouveau marché potentiel et qu'une idéologie supplémentaire pour tenter de redorer son blason en état de moisissure avancé. Mais l'écologie n'est-elle pas non seulement une manifestation de la crise du mythe du progrès, mais aussi la mauvaise conscience historique de la classe dominante?

La modernité se veut <<occidentale>>

Soulevons un dernier trait particulier de la modernité, en tant que valeur typiquement liée au capitalisme commercial et issue de la révolution industrielle. C'est l'idée d'<<Occident>>. D'une classe dominante qui se modernise, qui modernise son appareil de production, on dit qu'elle s'occidentalise. Le capitalisme conçoit la planète comme un vaste marché, réel ou potentiel, à conquérir par la guerre économique ou militaire. C'est pourquoi le capitalisme a géographisé son ethnocentrisme et cartographié son impérialisme au travers du terme <<Occident>>. Apparu vers 1120, entre la première et la deuxième Croisades, ce terme est, dès l'origine, un enfant de l'ethnocentrisme chrétien du Moyen Age et de l'impérialisme commercial de la bourgeoisie naissante, pour devenir actuellement l'apanage de la modernité.

Aujourd'hui, Occident est synonyme de société capitaliste moderne industrielle commerciale et développée. Ainsi le Japon est parfois rangé parmi les <<puissances occidentales>> par les media, alors que la République Démocratique Allemande n'y trouve pas toujours sa place. L'Afrique du Sud est de plus en plus rarement rangée dans le <<monde occidental>> par ces mêmes media... la modernité lui est déniée dès lors que l'on entrevoit la possibilité d'y voir les Noirs au pouvoir.

La modernité mène-t-elle à une impasse?

Sciences et arts asservis aux techniques de production, nature et homme idéologiquement séparés et objectivés, une hiérarchie non avouée étant instituée qui va du processus de production à la nature puis à l'homme: la modernité est l'âge de ce que J. Baudrillard a nommé la pensée historique et le mythe de la science. C'est l'ère de la technologie: manipulation du milieu au moyen de la rationalité et de l'esprit faustien de domination, comme l'a écrit D.S. Landes (4). Mais dès les lendemains de la guerre le "nouveau réalisme" annonce, au niveau artistique, une profonde remise en cause de ces aspects de la modernité. Les machines de J. Tinguely, par exemple, estompent l'objet artistique derrière l'objet industriel, pour le faire réapparaître au travers d'un objet industriel second privé de sa valeur d'usage. Raillerie acerbe de l'art dans la société industrielle, mais aussi ironie blessante à l'égard de l'industrie dans la société de consommation: le cercle vicieux de la consommation tient en une seule machine-oeuvre d'art.

Un nouveau problème se pose alors. C'est le cri d'angoisse du philosophe F. Nietzsche qui proclame la mort de Dieu et que reprend moins d'un siècle plus tard P. Sloterdijk en écrivant la "Critique de la Raison cynique". Avec l'âge mûr de la modernité, la Raison libératrice du siècle des Lumières tend à devenir un instrument unidimensionnel, et donc aliénant, de domination de l'homme et de la nature sans finalités avouées [la consommation et la qualité de la vie n'étant pas des fins en soi du capitalisme]. Toute l'absurdité de la modernité prend alors corps. J.-J. Rousseau et G.C. Lichtenberg, archétypes de l'humanisme des Lumières, sont désormais considérés comme des philosophes utopistes, à une époque historique où l'on n'est plus amoureux du savoir [la philosophie, comme l'énonce P. Sloterdijk] et où l'on considère comme folie ce qui n'existe pas [l'utopie, comme l'énonce C. Raffestin] (5). La Raison ne peut-elle que devenir Raison cynique? Quoi qu'il en soit la place est libre pour une idéologie de divorce entre l'être et le paraître. Un discours apparaît alors, se posant comme la négation de l'histoire. Esclave de la technologie et adorateur de l'apologie par manque de perspectives historiques, il utilise le mythe en magnifiant l'attitude formaliste du kitsch: la post-modernité devient mode.

3. L'idéologie du <<post>>

Une démarche formaliste ahistorique

"Le verbe <<communiquer>> est devenu presque intransitif", écrit J. Bouveresse, dans "Rationalité et cynisme" (6). Avec ce que nous nommons l'idéologie du <<post>>, cette assertion devient l'une des tares fondamentales des discours dominants, du fait même de l'achèvement de la rupture qu'ils opèrent entre forme et fond. Cette rupture entre forme et fond, les discours <<post>> l'opèrent sur la base d'un processus de dénégation de l'histoire et de résurrection fixiste de modèles antérieurs. "L'idéologie allemande" de F. Engels et K. Marx, en tant que critique de la vision du monde de la bourgeoisie qui se considère comme le maître et l'aboutissement de l'histoire, garde à cet égard toute son actualité. Il n'en reste pas moins que le <<post>>, en tant que phénomène social dominant, n'existait pas encore dans la seconde moitié du XIX^e siècle.

L'esprit et la lettre des discours <<post>> consistent en un détachement relativement au présent, tout en puisant dans le passé sans pour autant s'y intéresser en substance. Ils mettent sur le même pied toutes les références au passé, y compris celles au passé immédiat et à l'actualité. De la sorte ces discours annihilent le principe de la référence, au moyen de la mise en évidence de toute référence culturelle indépendamment du contexte historique et indépendamment du système relationnel propre à ce contexte. Il faut bien comprendre que, comme nous l'avons déjà souligné, ce regard vers le passé jeté par l'idéologie dominante du capitalisme tardif - la modernité en crise - ne correspond en rien à celui de la Renaissance - la modernité naissante. Le premier imite sans inventer, sans révolutionner, sans projeter; tandis que le second imite en inventant, en révolutionnant, en

projetant. Le premier tient un discours sans fins avouées, voire sans fins conscientes; tandis que le second assujettit son discours à ses fins.

Absence de projet social, occultation des fins, standardisation de l'histoire universelle et de l'actualité impliquent la dénégation de l'histoire que nous évoquons ci-dessus. Ainsi, la pauvreté engendrée par les sociétés capitalistes tardives depuis la crise économique des années septante, par exemple, que les idéologues du <<post->> affectionnent de nommer la "nouvelle pauvreté", est parfois comparée aux sans-toit des villes et brigands de grand chemin de l'Ancien Régime. Formellement, il pourrait y avoir une ressemblance; mais sur le fond, l'analogie n'est que pure rhétorique. C'est là une démarche de résurrection fixiste, hors contexte historique, d'événements historiques anciens.

"Le principe supérieur qui (...) succèdera et qu'on peut appeler *genus proximum* de l'espèce antérieure, existe déjà intérieurement, mais ne s'est pas encore imposé: c'est bien cela qui fait que la réalité existante est chancelante, brisée ", écrivait F. Hegel dans les années 1820 - entre 1789 et 1848, dans une Prusse encore d'Ancien Régime (7). Serions-nous à notre tour dans une société surannée porteuse d'un "*genus proximum*" encore obscur? D'aucuns, conscients de cette spécificité, apportent une réponse au problème avant même d'avoir analysé les conditions de cet état de crise. Vont-ils jusqu'à effleurer l'être historique de la société? Ils se limitent alors à une description superficielle et atemporelle de certains faits sociaux. Echafaudant ainsi le concept d'une nouvelle réalité, dictée par une démarche qui se targue de se détacher de l'histoire, ils inversent la logique et posent l'effet à la place de la cause. C'est que la réalité existante, chancelante et brisée, peut induire une vision du monde idéaliste à se croire au delà de l'histoire. Il naîtra ainsi un concept qui se veut métahistorique. A ce stade, et pour se fonder épistémologiquement, cette même vision génitrice du concept de <<métahistoire>> affirme qu'elle est une conséquence de la métahistoire. C'est en cela que réside l'inversion de logique que nous mentionnons ci-dessus. C'est la démarche que suit G. Vattimo dans le cadre de son oeuvre d'édification de la post-modernité. Affirmant que nous vivons aujourd'hui dans la post-modernité, il caractérise celle-ci comme étant une expérience de "fin de l'histoire" de "fin de l'historicité." S'il parlait de la fin d'<<une>> histoire, dans la mesure où la crise de la modernité marque indubitablement la fin d'une époque ascendante du capitalisme, nous ne pourrions lui dénier le fait que son discours a une certaine cohérence. Mais dans la mesure où il parle de la fin <<de>> l'histoire, nous ne pouvons caractériser ses propos que de vague métaphysique. Dans son ouvrage intitulé "La fine della modernità", rien n'explique fondamentalement pourquoi et comment nous serions sorti de l'histoire. Et ce n'est pas le fait d'écrire que "dans l'existence concrète [de la post-modernité] s'instaurent des conditions effectives (...) qui lui confèrent une sorte d'immobilité réellement non historique" qui explique quoi que ce soit à ce sujet. Ce qu'il qualifie de "nouvelles conditions de non-historicité, ou mieux encore de post-historicité" n'apparaît que comme une rhétorique purement affirmative. "Ainsi, il y a eu de l'histoire, mais il

n'y en a plus", disait déjà K. Marx au sujet de ce type de vision du monde posée indépendamment de l'essence même de toute vision du monde, c'est-à-dire du temps historique (8).

Un discours fondé sur l'anachronisme

Dans un deuxième temps, Vattimo pose le caractère de post-historicité comme découlant de la post-modernité, comme s'il en était l'une des causes, opérant par là l'inversion logique spécifique aux discours <<post->>. Cette contradiction formelle non résolue nous induit à énoncer que ce type d'idéologie est un processus imprégné de substance anachronique. Le texte "L'époque des conceptions du monde" de M. Heidegger est une critique intéressante de l'anachronisme devenu la règle du discours historique de la classe dominante dans ce que nous nommons la modernité en crise. Il nous montre comment le concept même de "conception du monde", bien qu'il soit propre à la modernité dans laquelle "l'homme se met lui même en scène", est utilisé pour qualifier toutes les étapes antérieures de l'histoire au mépris de leurs diverses conceptions de la <<création>> (9).

Dans le type de discours qui nous intéresse plus spécifiquement ici, cet aspect anachronique découle directement du fixisme historique dont il est question plus haut. Anachronisme signifie ici une errance dans le temps, indépendamment de la relativité historique et érigée en principe méthodologique. La réduction de l'histoire à des cycles quasiment nécessaires en est la conséquence la plus directe. Cette confusion historique induira, par exemple, à comparer sans détours le <<know how>> d'un petit patron d'une entreprise de l'électronique à la <<technè>> du maître-artisan médiéval comme nous le verrons plus loin [lorsque nous traiterons de la question de l'artisanat]. Une question se pose ici qu'il nous faut aborder afin de comprendre pourquoi l'idéologie du <<post->> lie cette négation de l'histoire à la consommation marchande de masse. Comment expliquer l'émergence, ou la réémergence, de ce type de théories <<métahistoriques>>, c'est-à-dire qui se situent au delà de l'histoire? Quelle est la base réelle qui sous-tend ce type de discours?

Le fondement historique de l'idéologie du <<post->> réside dans le parachèvement de la lutte entre la ville et la campagne

On peut affirmer que le substrat réel de l'idéologie du <<post->> se trouve, actuellement, dans l'état de parachèvement que connaît l'opposition qui met aux prises la ville et la campagne au travers de l'histoire de l'urbanisation de la société par le capital, pour reprendre les termes que F. Engels et K. Marx emploient dans "L'idéologie allemande". En effet, l'opposition à mort entre ces deux entités, qui caractérise le capitalisme plus que tout autre système antérieur, ne posait pas les mêmes problèmes culturels tant que la nature semblait être là, posée devant l'homme-apprenti sorcier, domaine intact à conquérir et à vaincre. Au niveau des imageries vulgarisatrices qui découlaient de ce contexte, l'<<urbs>> renvoyait au culturel, le <<rus>> au naturel. Du même coup, le paysan, le marin, l'explorateur, la portion de terre vierge, le peuple sauvage, étaient des manifestations à la fois tangibles et mythiques de la <<mère-nature>> positiviste. Mais, avec la modernité

tardive, schématiquement depuis l'entre deux guerres mondiales, le mode de production et plus généralement le mode de vie n'ont-ils pas été territorialement normalisés et homogénéisés par la ville d'une façon plus patente que jamais auparavant? Dans ce contexte, les références territoriales au passé, plus exactement celles qui sont manifestes, ont perdu toute leur substance. Dans le moins pire des cas, ces références territoriales sont devenues, avec l'avènement de la société de consommation de masse, des marchandises touristiques avant tout, spectacles pittoresques à consommer. La Maison Tavel à Genève de même que le Mont-Blanc en sont deux exemples parmi tant d'autres. Dans d'autres cas, elles ont purement et simplement disparu. On vend alors en masse leurs représentations, telles les images de vues urbaines d'autrefois. Dans les pires des cas, on les a faites ou refaites, neuves comme authentiques. C'est le cas, à Genève, de la Maison Camoletti [dont la façade-décor sera <<aussi neuve que lorsqu'elle fut à peine achevée>>], ou des Stupas érigés par le Groupe Vaisseau [sculptures pseudo-hindouistes antiques, imitation de celles qui évoquaient, au III^e siècle avant notre ère, la fidélité du seigneur au pouvoir divin; elles ont été produites pour être placées devant une société bancaire du quartier de Champel en 1987].

En quoi consiste la perte des références territoriales et pourquoi mène-t-elle à l'exaltation de la consommation?

Les parcs d'attraction, déjà anciens aux Etats-Unis et en pleine expansion actuellement en Europe, cristallisent à la fois toutes ces tendances: marchandification de la nature, gadgetisation de la culture, temple de la consommation de masse. C'est en même temps une recherche naïve et sans espoir d'une authenticité au travers de l'anachronisme, dont témoignent les pastiches du type Walt-Disney de vieux châteaux de fées que l'on trouve dans ces parcs. Avec cette perte des références territoriales, c'est la conscience du double aspect de l'essence humaine que l'on voit se perdre, et par là même nous perdre. En effet, l'homme se pense toujours plus en rupture avec <<la>> nature et avec <<la>> culture. La condition existentielle fondamentale, c'est-à-dire l'homme qui se pose comme producteur et produit de la nature historique et de l'histoire naturelle, est ainsi gravement remise en cause. Cette crise est peut-être encore plus profonde que toutes les crises analogues ayant marqué le passé capitaliste, dans la mesure où il n'y a pas de projets sociaux alternatifs et globaux qui puissent se poser en alternatives crédibles.

Cette perte de références territoriales a son origine à tous les niveaux de la réalité:

- a) la machine est totalement interposée et démultipliée entre l'homme et son environnement;
- b) le mode de vie rural est urbanisé intégralement et malgré les apparences;
- c) le paysan est transformé en technicien, en ingénieur, en employé ou en ouvrier;
- d) le mythique <<combat contre les éléments naturels>> est confiné aux laboratoires de recherche d'une part, aux performances de professionnels suicidaires d'autre part, aux vacances de luxe à la mode en troisième lieu;

e) les peuples dits sauvages ont été liquidés, mis en musée ou violemment intégrés au marché;

f) le passage au peigne fin de toute la planète, de l'espace circumterrestre et même galactique qui sont banalisés;

g) l'homme peut, pour la première fois dans son histoire, détruire l'humanité entière involontairement, par les pollutions, volontairement, par l'armement.

Qu'y a-t-il de commun entre tous ces traits de la réalité présente? C'est qu'ils sont des reflets de la démultiplication extrême des médiatisations extrêmement poussées qui président au contact entre l'homme et la matière dite première [que celle-ci soit la Terre ou l'un de ses composants quelconques y compris les traces de modes de vie antérieurs dans lesquels ces médiateurs étaient moins nombreux]. C'est ce qui fait dire maladroitement à J.D. Warnier que l'approche de la réalité dépasse aujourd'hui tous les rêves d'autrefois tandis que l'homme s'éloigne plus que jamais de la nature et du contact direct avec celle-ci (10). S'il nous semble qu'un médiateur ne saurait rapprocher ni éloigner l'homme de la nature, il paraît évident que la vision positiviste du monde induit à poser le problème de la sorte. Conséquence de ce débordement de la modernité positiviste par elle-même, l'apprenti sorcier positiviste, dépassé et sans alternatives sociales crédibles, se masque la réalité par la recherche débridée du naturel et de l'authentique. Il va ainsi consommer de façon effrénée des objets ou des spectacles évocateurs d'histoire ou de nature. Il va dévorer les symboles du paradis perdu: les reliquats rustiques, le pittoresque paysan, l'évocation préhistorique. Pour les mêmes raisons il va être glouton d'artisanat, assoiffé d'antiquités. S'il est d'un milieu instruit ou qui se veut tel, il va se délecter de toute l'esthétique qui fait formellement référence au passé.

La recrudescence de l'attrait pour des objets de consommation à l'aspect rustique, mais partiellement ou totalement vidés de leur fonction, en est une illustration. Les idéologues du <<post->> leur appliquent fréquemment la dénomination d'"objets post-utiles", éludant ainsi toute cohérence critique à leur égard, comme le fait P. Rossel dans l'ouvrage collectif "Demain l'artisanat?" (11). Dans l'industrie des biens de consommation les exemples relatifs à ce type d'attitude sont également nombreux. Il vaut la peine de mentionner ici ce grand nom de l'horlogerie genevoise de luxe, qui sous-traite ses boîtiers dans une usine où on les teste à six à vingt atmosphères de pression selon les modèles. Montres-defis contre la nature, montres-performances de plongée, élégants exploits technologiques pouvant être immergés jusqu'à deux cents mètres sous l'eau. Sous un <<look>> des plus mondains, pour un public de salons ou de bureaux... ces montres auront tout au plus à supporter une averse.

Digression sur Raphaël et Malévitch: le nouveau mythe du paradis perdu comme cause du refuge dans le kitsch

Pour reprendre une analogie avec le domaine artistique, une digression nous paraît nécessaire, au sujet de deux tableaux qui sont des poncifs de la peinture et qui symbolisent particulièrement bien la trajectoire ayant mené à l'auto-expulsion de l'Eden que constitue la modernité en crise. Il s'agit de "La madonna del cardellino" de Raphaël [1506] et du "Carré noir sur fond blanc" de Malévitch [1913], les deux oeuvres faisant figure d'archétypes à cet égard [cf reproductions achromes ci-après].



Malévitch
Le carré noir. Suprématisme 1929
Musée Trétiakov, Moscou



Raphaël
La Madonna del Cardellino 1506
Galerie des Offices, Florence

L'architecture pyramidale, triangulaire, du sujet principal de Raphaël - la vierge, l'enfant et un chérubin - nous renvoie à l'idée de Dieu, de même que l'auréole chapeautant cette pyramide. Mais elle laisse une grande place à l'humain. La madone, un banal livre à la main, regarde l'enfant comme toute mère le ferait. Ses traits sont voluptueux. Même ses habits, qui nous rappellent qu'elle est la Sainte Vierge, sont mal ajustés dans une négligence toute sensuelle. L'enfant, bien grassouillet, joue avec un oisillon et avec un de ses pairs plus qu'avec un chérubin. Quelques signes, dans l'habillement, la coiffure et l'attitude de sa mère, nous suggèrent de ne pas oublier la condition de l'enfant. En arrière-plan le paysage, nature parsemée de constructions. Il est agencé selon une perspective rigoureuse, élégamment renforcée par l'utilisation d'un flou croissant en direction de l'horizon. La madone nous cache, jeu subtile entre le divin-métaphysique et le naturel-physique, le point de fuite géométrique du tableau qui devrait être là où se trouve... le coeur de la vierge. C'est sans doute ce type de paysage <<parfait>> qui amena quelqu'un à faire écrire sur la tombe de Raphaël, au Panthéon de Rome, plus d'un demi-siècle après sa mort, l'équivalent latin de ces paroles émouvantes : "Ci-git l'illustre Raphaël. La grande génitrice des choses craignit d'être vaincue par ce libérateur et de mourir avec lui." Vaincre la nature était un projet fou de l'homme, stimulant bien qu'irréalisable, car un dieu unique et intangible transcendait cette nature pour l'homme de l'époque. Et le coeur de la vierge cachant le point de fuite du tableau dont il est question ci-dessus est là pour nous le rappeler. Toutefois, vouloir vaincre la nature reste en cette période de l'histoire un projet nécessaire et plein de promesses.

Quatre cents ans plus tard, Malévitch peint son "Carré noir sur fond blanc", qui n'est rien d'autre qu'un banal carré noir sur un fond blanc. Allusion à la peinture, dit le "Dictionnaire Larousse des grands peintres" au sujet d'un autre carré de Malévitch. Perte de la forme, remise en question du fond, éviction de l'être humain, la nature n'y est plus qu'allusivement. Pour remplir le contenu le peintre a utilisé les deux seules couleurs qui n'en sont pas: le noir et le blanc. La question qui se pose alors est la suivante: <<Y a-t-il ou n'y a-t-il pas de contenu?>>. Une forme géométrique des plus simples a été employée pour rendre la forme du contenant et du contenu: le carré [symbole de la culture]. Comme tout quadrilatère, la somme des angles qui le constituent vaut 360°. C'est la valeur de l'angle d'un cercle [symbole de la nature], c'est-à-dire de la négation de toute forme angulaire quelle qu'elle soit, l'anéantissement du quadrilatère donc: lutte entre nature et culture? En outre le carré n'est que l'utilisation quadruple d'un même segment de droite linéaire. L'image peut alors être réduite idéellement à un simple segment, avec lequel il n'y a plus de forme géométrique possible; tandis que le segment de droite nous rappelle la droite, forme évoluant pareille à elle-même jusqu'à l'infini. Mais le noir et le blanc, symboles de la mort, nous ramènent de l'infini au néant. La question revient: <<Y a-t-il un contenu, un infini? ou rien, un néant?>>. Dans ce tableau on cherche l'homme, on cherche la nature. Le premier, on le trouve au travers de la géométrie de l'oeuvre, par l'allusion indirecte à l'origine - le cercle - ainsi que par le clin d'oeil à la mort - le noir et le blanc. La seconde on la trouve par l'infini et par le néant. L'existence des

deux, homme et nature, est rendue sinon hypothétique du moins problématique par la sobriété extrême et le niveau d'abstraction caricatural de l'oeuvre. Cependant Malévitch ne tranche pas; tout reste question.

L'homme du temps de Raphaël était un Faust effronté voulant vaincre la nature, utopie liée au triomphe de la Raison contre le fatalisme théocratique. L'homme du temps de Malévitch entrevoit concrètement la possibilité effective de vaincre la nature. Surgit alors la peur de la mort de Dieu, proclamée par Nietzsche, dans le prologue de "Ainsi parlait Zarathoustra". Mais cette peur va de pair avec la crainte de l'anéantissement de l'homme par l'anéantissement de la nature: alors commence à se poser la question de la perte du paradigme de la nature en tant qu'authenticité. C'est peut-être là que se situe le signe de départ d'une époque d'imitation de la nature au travers de la valeur d'usage: la société entière va se constituer progressivement en monde du kitsch. La société de consommation de masse, dès les années cinquante-soixante, ne fait que confirmer cette interprétation de l'oeuvre de Malévitch. Il faut ajouter à cela le double aspect économique et moral de la crise que nous traversons: d'un côté manque de débouchés, de l'autre destructions de valeurs éthiques sans toutefois en voir apparaître de nouvelles. Nous avons ainsi le profil d'une société condamnée à profiter de cette crise profonde pour créer une pléthore de signes kitsch. Palliatifs atomisés à la crise sociale, ils répondent en même temps au besoin urgent de trouver de nouveaux débouchés pour une économie de marché ayant atteint un niveau de saturation sans précédent. Le marché du kitsch est incommensurable: indéfiniment renouvelable et adaptable à tous les marchés spécifiques.

L'idéologie du <<post->> est un mode d'expression de l'attitude kitsch au niveau des sciences sociales

A ce stade il faut nous pencher plus spécifiquement sur la question du kitsch comme quatrième élément constitutif de l'idéologie du <<post->>. On peut affirmer que cette dernière est une extension du kitsch dans les sciences sociales. C'est également un discours d'exaltation de l'appropriation consummatrice: le <<post->>, comme le kitsch, fait une place d'honneur au gadget, c'est-à-dire à l'objet nouveau destiné à amuser et n'ayant pas de finalité avouée. "La psychologie du kitsch", d'A. Moles, est une intéressante étude des racines de l'attitude kitsch dans ce que nous nommons la modernité en crise, propos qu'a merveilleusement illustré le metteur en scène L. Visconti, dans le film "La caduta degli dei" qui relate la vie de Louis II de Bavière.

En allemand du Sud, <<kitschen>> signifierait bâcler, faire du nouveau avec du vieux et, par extension, refiler en sous-main. Louis II de Wittelsbach, qui a régné de 1864 à 1886 sur la Bavière, "Roi du kitsch" selon A. Moles, est un cas d'école pour comprendre le sens du terme <<kitsch>>. Roi de Bavière à l'heure où la Prusse allait construire l'Etat allemand unifié et centralisé, romantique fasciné par les antiques légendes germaniques alors que la révolution industrielle ployait la société allemande entière, mécène de Wagner à une époque où l'art tend à devenir un produit capitaliste reproductible comme un autre, admirateur de Louis XIV et de

son absolutisme dans une période où les derniers vestiges de l'Ancien Régime sont définitivement abattus, le "Roi du kitsch" a la volonté désespérée de sortir du monde bourgeois qui l'entoure et qui le porte malgré lui. L'exemple de ce personnage historique paradoxal nous permet de reprendre l'expression de A. Moles, qualifiant le kitsch au moyen de l'expression, non moins paradoxale, suivante: c'est une attitude de "néo-authenticité dans l'ersatz" [ersatz = succédané, objet de remplacement dont la valeur est moindre que celle de l'objet remplacé]. C'est donc une attitude d'oubli total des signifiés sans toutefois oublier les signifiants; c'est une attitude qui privilégie la <<Gemütlichkeit>> que l'on attribue à l'objet [Gemütlichkeit = un mélange de confort, de douceur, de cordialité, de bonhomie et d'agrément]. Avec une vision plus essentialiste M. Kundera se heurte au même paradoxe, lorsqu'il affirme "que l'accord catégorique avec l'être a pour idéal esthétique un monde où la merde est niée et où chacun se comporte comme si elle n'existait pas. Cet idéal esthétique s'appelle le kitsch" (12).

Le kitsch est rendu techniquement possible par la reproductibilité en masse et à relativement bon marché, de l'objet et de l'image. Mais surtout il est rendu possible par la précarisation du statut de la marchandise. En effet, celle-ci a un statut qui devient toujours plus rapidement obsolète et qui se réfère à un environnement toujours plus profondément aliéné. Cela explique le fait que le kitsch soit une attitude, une relation avec les choses, qui pratique le détachement total du contenu ou de la fonction au profit de la forme. La précarité du statut de la marchandise rend le kitsch d'autant plus crédible en apparence, car la fonction de la marchandise apparaît comme étant de plus en plus fragile voire volatile. Cette mode idéologique va compenser l'impression de perte de sens des objets par un surcroît de fétichisme [la réhabilitation de la manie de la collection en est une conséquence] et d'esthétisme [on voudrait que le medium devienne le message, pour paraphraser une phrase, mille et une fois citée, de Mc Luhan].

Ahistoricisme, anachronisme, surconsommation et kitsch se rejoignent dans l'amnésie sélective

Les quatre premières caractéristiques du <<post->>, ahistoricisme, anachronisme, surconsommation et kitsch, ne peuvent pleinement se révéler que si l'abstraction opère un pseudo-dépassement des conditions historiques. C'est en ce sens que le gadget est une manifestation par excellence du kitsch. Alors une colonne grecque, par exemple, peut être imitée, reproduite en quelque matière que ce soit et placée comme élément décoratif dans un quelconque milieu, comme le fit un grand magasin genevois en 1986. Abstraite de son contexte territorial et temporel mais étant objet grec ancien, vidée de son sens mais restant non actuelle, elle gagnera une signification qui la liera avant tout à l'imitation explicite voire au pastiche. L'amnésie est ici sélective, dans la mesure où elle n'oublie pas les signifiants bien qu'elle oublie totalement les signifiés. C'est cette séparation spéculaire qui permet de créer une pseudo-conscience du passé au travers

d'un objet mutilé, le rendant apparemment chargé de références et, par là même, vendable. C'est l'amnésie sélective, que nous considérons comme la cinquième caractéristique de l'idéologie du <<post->>. Elle sévit autant dans le domaine des sciences sociales que dans celui de la consommation quotidienne. A cet égard, et se situant directement sur les deux plans de la recherche et de la commercialisation, la géopolitique actuelle est un exemple tristement significatif de cette propension à la <<best-sellerisation>> du savoir scientifique qui évince progressivement la vulgarisation. C'est en réalité une <<post-géopolitique>> relativement aux géopolitiques de la première moitié du siècle. Mais elle ne veut pas s'avouer telle. Pourtant les cinq caractéristiques de l'idéologie du <<post->> se retrouvent dans ce véhicule méthodologique d'un anticommunisme virulent chez certains géopoliticiens actuels ou d'un manichéisme globaliste chez d'autres.

Cette idéalisation du <<remake>>, cette "perte de sens" que représente le <<post->> ne saurait être admise telle quelle et cataloguée "comme on le fait (...) des espèces végétales", pour citer J.-F. Lyotard (13). En effet, ni J.-F. Lyotard ni personne n'a encore démontré qu'il est possible de construire un quelconque humanisme en dehors de la sensibilité historique.

4. Considérations sur la post-modernité

Le mot de l'historien A. Toynbee devient le concept du philosophe G. Vattimo

Selon M. Köhler, l'historien A. Toynbee serait le premier à avoir utilisé le terme <<post-moderne>>, caractérisant ainsi l'époque de la culture occidentale dans laquelle nous nous trouverions encore, qui commence en 1875: il "situe le facteur décisif du changement d'époque dans le passage accompli d'une idée politique stricte d'Etat national à une perspective d'interaction universelle" (14). A un autre niveau, et selon la même source, la critique littéraire hispanique et hispano-américaine a très tôt utilisé le terme post-moderne, afin de qualifier la littérature qui vient après le modernisme littéraire. Réaction contre les excès de celui-ci pour les uns, dépassement pour les autres, perte de la référence moderniste et hétérogénéisation de la littérature pour d'autres encore. Notre méconnaissance de la littérature hispanophone et de ses critiques nous interdit toutefois d'entrer en matière sur cet aspect de la question. J. Perrault, critique d'art, définit ainsi le post-moderne dès les années soixante: "ce n'est pas un style particulier, mais un ensemble de tentatives d'aller au delà du Modernisme. Ici <<revival>> de styles artistiques balayés par le Modernisme. Là art de l'anti-objet ou de quelqu'autre chose" (15). Ce n'est qu'un demi-siècle après l'élaboration du concept de post-industrialisme dans les sciences sociales par A.J. Pentty qu'A. Etzioni introduit, toujours selon M. Köhler, le terme post-modernité dans le débat sociologique.

Quant à J.-F. Lyotard, pour l'essentiel il ne fait que reprendre les théories d'A.J. Penty et de D. Bell sur le post-industrialisme, dans son ouvrage intitulé "La condition post-moderne". Encore plus tardive, une source majeure nous propose une approche philosophique de la post-modernité qui a retenu notre attention: G. Vattimo, qui se base sur l'oeuvre de M. Heidegger et de F. Nietzsche pour publier "La fine della modernità" au milieu des années quatre-vingts. Nous n'allons pas présenter ni critiquer en détail la conception de G. Vattimo, ce qui a du reste déjà été partiellement fait dans les pages qui précèdent. Nous allons simplement reprendre un point saillant de sa théorie essentiellement affirmative par ailleurs. Présentant la post-modernité comme une prise de congé de la modernité, qui se soustrairait à la logique du développement et à l'idée du dépassement, ce nouveau concept veut être une dissolution de la catégorie du nouveau. Cette dernière serait supplantée par "l'immobilité non historique" et par l'idée de "l'éternel retour", ainsi que par une relégation du progrès au rang de routine. La routine du progrès dissoudrait ainsi l'idée même de progrès. Consommation de l'être dans la valeur d'échange, monde véritable transformé en fable, technique mutée en saga, crise de l'humanisme, mort de l'art par l'utopie, par le kitsch et par le silence: autant de processus qui feraient du post-moderne ce que G. Vattimo nomme une "post-métaphysique" (16). C'est à juste titre que J. Habermas a pu qualifier ce type de propos de "façon néo-conservatrice de congédier la modernité" (17), c'est-à-dire d'éviter le débat sur la crise de la modernité et de ses racines rationalistes.

Post-industrialisme et post-modernité

Notons enfin que les valeurs post-modernes et post-industrielles enfantent bien des idées bâtarde relativement à la modernité, le paradoxe n'étant qu'apparent. Ces bâtards sont d'autant plus fréquents que l'on se déplace des discours des théoriciens vers les discours patronaux en passant par les journalistes. La "Revue Polytechnique", représentative d'un patronat industriel des plus impliqués dans le nouveau système technique en Suisse, donne un bon exemple de ce paradoxe. Elle a systématiquement recours au concept de post-industrialisme tout en utilisant aussi abondamment le mot <<nouveau>> et ses dérivés. Elle use sans mesure, en outre, des néologismes en -ique, tels la biotique, la formatique, la mécatronique, la productique, la télématique, etc, [qui combinent le nom d'une technique ou d'une activité avec le suffixe du terme électronique, suffixe consacré syntaxiquement à la technologie récente]. Irrésistible fascination, quelque peu naïve, face à la nouveauté? Idéalisation des valeurs de la modernité dans une société qui ne sait plus comment être moderne? Artifice rhétorique permettant de répéter des dites et redites? Il y a probablement un peu de tout cela.

Il est oiseux de distinguer clairement le post-moderne du post-industriel. Ils sont d'ailleurs directement assimilés par de nombreux auteurs. Lorsqu'ils sont différenciés, la différence paraît purement terminologique sur le fond. Nous pouvons toutefois poser le post-moderne, par ses références dans la littérature, la critique d'art, l'architecture et la philosophie, comme étant le pendant, au niveau culturel au sens large, du post-industrialisme, qui impliquerait plus directement le processus de

production. Le rapport de filiation n'a ici aucune importance, bien que dans les sciences sociales, en tant que concept explicite et non en tant que simple terme, le post-industrialisme soit antérieur.

5. Le post-industrialisme, un concept "trônant sur le Capitole"

La panoplie post-industrialiste

On peut dire au vu de ce qui précède que tout de nos jours, objets et discours, est sujet à devenir <<post->>. Les post-notions répondent apparemment à un véritable besoin social. Elles satisfont avant toute chose l'exigence de renouvellement du discours en crise de la classe dominante. Est-ce un hasard si Z. Brzezinski, l'un des idéologues du Parti Démocrate et futur conseiller pour les questions de sécurité du président des Etats-Unis J. Carter, s'est emparé de cette problématique dans les années soixante (18)? Est-ce un hasard si les chercheurs et instituts de recherche au service de la classe dominante helvétique utilisent de plus en plus couramment les post-notions? Nous nous souvenons d'une bribe de poésie apprise à l'école primaire, parlant de "mots magiques" dans le langage de l'enfant. Le simple fait de les prononcer excitait en nous une imagerie complexe située entre la réalité donnée et le fantastique. Le monde des adultes est lui aussi truffé de <<mots magiques>>, qu'on nomme pudiquement des concepts de travail ou, pire, des vérités. Sous le titre "Danger du langage pour la liberté intellectuelle", F. Nietzsche se limite à écrire ces cinq mots: "Toute parole est un préjugé"... (19). Ce n'est pas le post-industrialisme qui pourrait servir à démentir ces propos.

Au gré de nos lectures, nous avons établi une liste, de loin non exhaustive, de nombreux types de <<post->> par référence directe ou par analogie. Au niveau direct nous avons, par exemple: post-aristotélicien, post-capitaliste, post-cartésien, post-chrétien, post-européaniste, post-fordiste, post-industriel, post-libéral, post-manufacturier, post-matérialiste, post-métaphysique, post-moderne, post-national, post-standardisé, post-historique, post-tayloriste, post-humaniste, post-utile. Au niveau de l'analogie, nous avons, par exemple: Etat servile, nouvel ordre technologique mondial, socialisme post-industriel, société ad-hocratique, société entrepreneurse, société de l'information, société programmée, société des services, société technétronique, société technocratique, société technologique, société tertiaire, société transtechnologique, société de Troisième vague, système planificateur.

L'apologie érigée en méthode

On peut affirmer que plus il y a augmentation de l'emploi du préfixe en question, plus il y a croissance de pseudo-conceptualisations, voire d'effets rhétoriques purs et d'apologie. Un bon exemple nous est fourni par le géographe D. Clark qui a sorti, en 1986, un best-seller géographique sur l'Amérique post-industrielle. "(...) la société post-industrielle est définie par la qualité de la vie, mesurée par les services et les aménités - santé,

éducation, loisirs et arts - considérés comme désirables et possibles pour tous" (20), écrit-il. Cela signifie soit que le post-industrialisme est une société dans le cadre de laquelle un niveau de vie matériellement et culturellement élevé est possible pour tous. Soit que c'est une société dans le cadre de laquelle ce niveau de vie élevé est le lot effectif de tous. Or l'auteur tranche clairement et fait de cette réalité non point quelque chose d'utopique ou de souhaitable, mais il affirme que c'est là la réalité donnée actuellement. Ainsi, par un coup de crayon magique, il nous fait oublier la triste situation de la classe des travailleurs des Etats-Unis. Sans trop nous attarder sur la statistique, énonçons succinctement quelques données intéressantes à ce sujet. D'une part entre 1978 et 1986, date de parution du livre de D. Clark, le nombre d'habitants des Etats-Unis étant en-dessous du seuil de pauvreté officiel, véritable définition gouvernementale de la misère, est passé de 24 à 35 millions, touchant 36% des Noirs et 26% des Hispaniques. Si l'on y ajoute la population qui n'a qu'un revenu équivalent aux 125% de ce seuil, c'est-à-dire la population misérable mais sans aide, on arrive à 47 millions d'habitants, soit le 21% de la population totale du pays. D'autre part de 1980 à 1984, le salaire réel individuel des travailleurs de ce même pays a baissé de 16%, tandis que le revenu des cadres supérieurs a spectaculairement crû de 70% (21). A ces données s'ajoutent la recrudescence de la mortalité infantile dans les couches les plus pauvres, les quelque 1 million de prisonniers que recèlent les pénitenciers des Etats-Unis, les centaines de condamnés à mort du système carcéral.

L'image du bien-être, unité de mesure du post-industrialisme de D. Clark dans les Etats-Unis de 1986, pose un problème épistémologique. Celui de la valeur d'une notion utilisée scientifiquement dans une situation de coupure totale par rapport à la réalité, en dehors du garde-fou de la praxis. Nous pourrions réitérer ces remarques par rapport aux ouvrages de D. Bell qui, à la veille de la crise économique des années septante, considère les ouvriers de ce même pays comme se rapprochant de "l'image marxienne classique" d'un groupe social relativement instruit et culturellement homogène. Cela pourrait donner à réfléchir sur le rôle des sciences de l'homme en tant que discours apologétique au service du pouvoir.

6. Une généalogie confuse du concept de post-industrialisme

"L'ordre bourgeois a fait de la Raison une finalité sans fin qui, de ce fait, peut s'attacher à toutes les fins. En ce sens elle est le plan considéré pour lui-même", écrivent T. Adorno et M. Horkheimer dans "La dialectique de la Raison" (22). Ce retournement de la Raison contre elle-même est déjà en germe dans la modernité mais ne se révèle pleinement que par la modernité en crise. Ces propos nous renvoient à la contradiction philosophique fondamentale qui est à la base de la réémergence des discours <<post->> comme idéologie dominante et qui constituent en même temps le lien le plus solide entre le post-industrialisme du début du siècle et celui actuel.

De toutes les formules, analogues de près ou de loin au post-industrialisme, trois datent de la fin du XIX^e siècle et du début du XX^e siècle. Il s'agit de <<post-moderne>>, de <<post-industriel>> et d'<<Etat servile>>, mises en avant respectivement par A. Toynbee en 1875 [sans directement théoriser ce concept, nous l'avons vu], par A.J. Penty en 1917 et par H. Belloc en 1913. En ce qui concerne le post-industriel, une deuxième vague a suivi, à la fin des années cinquante, avec D. Riesman en 1958 puis D. Bell en 1959 (23). A partir des années septante et surtout quatre-vingts, c'est un acte presque obligé que de faire précéder la notion clef d'un ouvrage du terme <<post->> ou d'une expression semblable par analogie. Lorsque nous avons essayé de retracer la généalogie de ce concept, pourtant récent, nous avons été fort surpris par une chose. C'est l'acharnement que des auteurs, et non des moindres, mettent à affirmer avoir précédé tel ou tel autre auteur dans l'énonciation du concept. Certains vont jusqu'à citer des sources erronées, inexistantes même, d'autres précisent n'avoir pas eu connaissance de sources fondamentales qu'ils n'auraient découvert qu'après avoir écrit l'essentiel de leur oeuvre. D'autres enfin passent sous silence des sources largement connues avant la publication de leur texte. Il ne s'agit pas d'accuser qui que ce soit de quoi que ce soit. Il s'agit simplement de constater que l'incapacité de créer dans laquelle se trouvent les sciences sociales est tellement profonde qu'elle se répercute même à ces niveaux peu reluisants.

En 1917, A.J. Penty, ex-membre de la Fabian Society, l'un des noyaux constitutifs de la social-démocratie britannique, ayant apparemment rompu avec celle-ci et avec le socialisme, publie l'ouvrage "Old World for New: A Study of the Post-Industrial State", suivi en 1922 par "Post-Industrialism" (24). Limitons-nous pour l'instant à un simple historique du terme. L'auteur affirme que le terme <<post-industrialisme>> - néologisme en son temps - lui aurait été soufflé par A.K. Coomaraswamy, que nous pouvons considérer comme un philosophe, historien d'art et sociologue indien et hindouiste. Celui-ci s'est beaucoup intéressé à l'artisanat indien, mais ne s'est, selon toute vraisemblance, pas servi de ce terme dans son oeuvre écrite. Par post-industrialisme A.J. Penty entendait alors une sorte de <<socialisme corporatiste>>, alternative au capitalisme et au marxisme. Une autre source d'inspiration fondamentale de A.J. Penty est le déconcertant J. Ruskin, dont peut se prévaloir autant le discours moderne que le discours post-moderne. Grand moraliste médiévaliste, mais également grand moderniste puriste, J. Ruskin développe ce paradoxe à la perfection dans son ouvrage "Les sept lampes de l'architecture" (25). On retrouve chez lui, portée au pinacle, la contradiction inhérente à la modernité, que nous avons développée au travers des deux notions du mode et de la mode. Dans l'ouvrage en question, c'est précisément l'exacerbation - harmonieuse au demeurant - de cette apparente antinomie qui fait que les thuriféraires de la modernité autant que ceux de la post-modernité peuvent se référer à cet auteur.

Quarante et un ans plus tard, en 1958, D. Riesman écrit le texte "Loisirs et travail dans la société post-industrielle", traitant brièvement d'une société d'abondance basée sur la consommation, les loisirs et les banlieues pour classes moyennes. Aucune référence à l'oeuvre d' A.J. Penty n'y

apparaît (26). Un an après, lors d'un séminaire à Salzbourg, le sociologue D. Bell emploie les termes "société post-industrielle" pour désigner une société de services. Après diverses interventions ponctuelles, orales ou écrites, il publie en 1973 "Vers la société post-industrielle", qui présente systématiquement ce concept. Dans cet ouvrage l'auteur affirme avoir "forgé" ce terme, bien que dans le même livre il cite D. Riesman. Il écrit également n'avoir découvert A.J. Penty, au sujet duquel il est étonnamment muet dans tout le reste de l'ouvrage, qu'après avoir élaboré son concept et son livre (27). En 1969, A. Touraine publie "La société post-industrielle". Aussi surprenant que cela puisse paraître, surtout après avoir pris connaissance du contenu, on n'y trouve aucune référence à D. Bell, ni à D. Riesman, ni à A.J. Penty. Sa vision de la société post-industrielle est, en substance, une société de services, technocratique et programmée (28).

Dans une histoire du concept de post-industrialisme, "Le due visioni della società post-industriale", publiée aux USA en 1977 et en Italie en 1985, M. Marien attribue la primeur de ce terme à A.J. Penty et à A.K. Coomaraswamy, dans un essai commun qui daterait de 1914, "Essay in post-industrialism" (29). Nous croyons pouvoir affirmer que cet essai n'existe pas. Nous avons en effet longuement recherché l'ouvrage "Essay in Post-Industrialism", puis nous avons fait des demandes aux Etats-Unis, au Mexique, au Sri-Lanka, en Inde et dans divers pays d'Europe, sans aucun résultat ne serait-ce qu'au sujet de son existence. Dans le même ouvrage M. Marien attribue également le terme à H. Belloc dans son "Servile State" (30). Hormis le fait que cet ouvrage date de 1913, ce qui donnerait la paternité du concept à H. Belloc [contrairement à ce qu'affirme M. Marien lui-même], nous n'avons toujours pas trouvé l'ombre de ce terme dans le livre en question. Enfin M. Marien attribue à D. Bell le mérite d'avoir été le premier à avoir énoncé le post-industrialisme en tant que société des services. L'affirmation, bien qu'inexacte, n'est pas étonnante pour quelqu'un qui semble ignorer l'existence de D. Riesman. Un an plus tard, en 1978, A. Colombo publie un épais volume sur la question, "La società del futuro. Saggio utopico sulle società post-industriali". Il ne cite pas A.J. Penty et il écrit que le concept a été mis au point par D. Bell dans les années soixante (31). En 1985 D. de Masi a dirigé la publication d'un ouvrage de synthèse sur ce thème devenu désormais un poncif, "L'avvento postindustriale". Dans celui-ci il reprend toutes les inexactitudes de M. Marien (32). L'année suivante, F. Torres rend public un livre sur le post-moderne considéré sous l'angle du retour du passé, du règne du "déjà vu", "Déjà vu. Post et néo-modernisme: le retour du passé". Sa généalogie du concept de post-modernité ignore A. Toynbee ainsi que la critique littéraire hispanique et hispano-américaine. De même sa généalogie du concept de post-industrialisme ne souffle mot d'A.J. Penty ni de D. Riesman (33).

Précisons enfin que les auteurs sur le post-industrialisme deviennent innombrables depuis une dizaine d'années. C'est pourquoi nous n'avons traité que d'une poignée d'entre eux, parmi les plus significatifs en ce qui concerne la généalogie du concept.

7. Post-industrialisme ou post-industrialismes?

Nous abordons ici quelques brèves remarques explicatives sur ceux que nous avons retenus comme présentant une expression majeure du concept de post-industrialisme. Cela ne signifie pas que nous ne traitons que de ces auteurs dans les pages qui suivent. Il s'agit avant tout de A.J. Penty, de D. Bell, A. Toffler (34), A. Touraine. Nous ajouterons deux mots sur H. Belloc. Il n'a pas traité du post-industrialisme en tant que tel, mais il a imaginé un "Etat servile" qui n'est pas sans intérêt relativement à la problématique d'une société dualiste constamment présente, bien que sous des formes diverses et généralement implicites, dans le post-industrialisme. Nous insérons également quelques lignes sur D. Riesman. Sa vision de la consommation et des loisirs est aussi fort présente chez les auteurs qui nous intéressent. Nous mentionnerons brièvement A. Gorz (35), dans la mesure où il essaie de concilier l'inconciliable, le socialisme et le post-industrialisme.

Précisons d'emblée qu'à notre sens la vision d'A. Gorz et celle, quelque peu redevable à P. Lafargue, de D. Riesman sont plus nuancées et plus riches que les apologies des autres post-industrialistes contemporains.

A.J. Penty: la nostalgie médiévaliste

L'utopie d'A.J. Penty est complexe. C'est un post-médiévalisme empreint de socialisme mais avant tout corporatiste. Partant du constat marxiste sur le capitalisme industriel, A.J. Penty place à la base de tout son édifice post-médiéval les guildes médiévales, institutions d'aide mutuelle et de sauvegarde de la qualité produite. Pour lui c'est une protection de la qualité de la vie de l'artisan par la protection de la qualité de la production artisanale. Il propose que les syndicats devraient être à la base de la réalisation de ce projet. Dans ces guildes nouvelles, l'autorité doit être partagée entre employeurs et travailleurs, au lieu d'être concentrée entre les mains des maîtres comme au moyen âge.

Ce système aurait pour but de privilégier les relations entre l'homme et l'homme, supplantées par les relations homme-machine à l'ère de l'industrialisme. Dans cette perspective l'auteur propose un guildisme basé sur les éléments suivants:

a) Un système de salaire fixe, garanti même en période de chômage, quel que soit sa durée.

b) Le privilège systématique de la petite dimension, à l'opposé de l'industrialisme: les grandes organisations, mises au point pour la recherche du profit, sont liberticides et destructrices de l'indépendance personnelle. Pour cela il faut donner la priorité d'une part au marché local, mettant en relation directe producteurs et consommateurs, d'autre part à la petite unité de production tant industrielle qu'agricole.

c) La limitation de l'emploi des machines par la réhabilitation de l'artisanat, par la généralisation de la petite unité de production et par l'introduction de taxes sur les machines.

d) La suppression, dans la mesure du possible, de la division du travail, réelle dévalorisation des biens qui finit par dévaloriser également l'être humain.

e) La petite entreprise, la limitation du machinisme, le redéploiement de l'artisanat ainsi qu'une taxation sur la division du travail finiront par avoir raison de cette division du travail. De même les professions d'intermédiaires doivent tendre à disparaître sous l'effet de ces mesures.

f) L'agriculture doit être protégée et ses prix et salaires fixés d'autorité afin d'empêcher son dépérissement par le jeu de la concurrence capitaliste.

g) Une politique de retour à la campagne, d'exode urbain planifié, doit être promue concrètement par les syndicats en même temps qu'ils réalisent le système guildien.

Tout cet édifice social est une nécessité induite, dans la vision du monde de l'auteur, par les limites de la modernité et de sa crise politique, de même que par une opposition principielle au machinisme. Ainsi la recherche d'un renouvellement conscient des traditions du passé, passé médiéval s'entend, dont les principales sont l'artisanat et une propension à l'autarcie, serait la seule issue possible à l'échec industrialiste. Cette problématique ne nous renvoie-t-elle pas au débat qui a eu lieu entre P.-J. Proudhon et K. Marx au travers des ouvrages respectifs "Misère de la philosophie" et "Philosophie de la misère"? S'élevant contre l'idéalisation conservatrice des rapports artisanaux de travail, le second écrivait ce qui suit: "M. Proudhon n'ayant même pas compris ce seul côté révolutionnaire de l'atelier automatique, fait un pas en arrière, et propose à l'ouvrier de faire non seulement la douzième partie d'une épingle, mais successivement toutes les douze parties. L'ouvrier arriverait ainsi à la science et à la conscience de l'épingle (...) N'est-ce pas là, pour la forme autant que pour le fond, le chef-d'oeuvre exigé par le corps de métier du moyen âge?" (36).

Il serait erroné, malgré tout, d'affirmer qu'A.J. Penty a tout dit et que ceux qui sont, sciemment ou non, ses disciples tardifs n'auraient fait que le plagier. Il n'entre pas en matière, par exemple, sur la société des services. Ne connaissant évidemment pas la théorie des secteurs d'activité économique d'A. Fisher puis de C. Clark, qui date des années trente et quarante, A.J. Penty se base explicitement sur le critère classique de travail productif ou non productif. Mais, dénaturant l'apport du marxisme sur la question, il a une conception très réductrice du critère de productivité, considérant tout ce qui n'est pas immédiatement et individuellement productif comme pur parasitisme. Il ne fait également pas mention de la science comme d'un facteur de production fondamental, contrairement à son référent marxiste et à la théorie post-industrialiste tardive. Il se limite à valoriser le savoir-faire artisanal. Alors qu'A.J. Penty part d'un bilan marxiste du capitalisme industriel, la quasi totalité des post-industrialistes tardifs, à l'exception d'A. Gorz et éventuellement de R. Dahrendorf, restent plus ou moins proches d'une forme ou l'autre de néo-libéralisme, explicite ou implicite, se distançant par là même de A.J. Penty. En outre celui-ci ne soupçonne pas l'électronique bien que, relativement au machinisme, il pose des problèmes intéressants, tel la déqualification, qui seront cruciaux avec l'avènement de l'électronification des processus de production.

Les différences et décalages sont nombreux entre cette utopie et ses mises à jour tardives. Rien ne sert d'énumérer ces différences. Par contre, et c'est là que réside l'importance épistémologique de ce précurseur au sens propre, la substance et les fondements de son <<New World>>, enraciné dans le <<Old World>> médiéval, se retrouvent dans tout le post-industrialisme actuel. Le substrat historique à partir duquel prend forme le post-industrialisme d'A.J. Penty doit, entre autres, se comprendre à la lumière des éléments suivants:

a) Du point de vue économique et militaire, c'est la fin du partage du marché mondial entre les principales puissances coloniales, le début de l'affirmation néo-coloniale des Etats-Unis et la lente mais irrésistible éviction de la Grande-Bretagne de sa place de première puissance économique et militaire.

b) Le capitalisme entre dans sa phase impérialiste, c'est-à-dire dans la réalisation de son projet uniformisant, homogénéisateur des marchés et, partant, des cultures de la planète.

c) C'est également en ces années de généralisation du machinisme que F.W. Taylor met au point ses fameux principes sur "l'organisation scientifique du travail" [1911] et que H. Ford introduit ses chaînes de montage [1913].

d) C'est surtout l'ouverture d'une ère d'exacerbation et de grave approfondissement des conflits intercapitalistes ainsi que d'explosions révolutionnaires, alors que la social-démocratie en est à ses premiers grands échecs historiques.

e) C'est encore, au niveau scientifique et technique, une période très créative, doublée, au niveau artistique, par un foisonnement novateur et même inventif.

Nous avons vu qu'A.J. Penty semble avoir été influencé principalement par A.K. Coomaraswamy, H. Belloc et J. Ruskin. Le premier paraît avoir, entre autres, contribué à développer son intérêt pour la corporation et pour le savoir-faire artisanal, sa volonté de les réactualiser. Le deuxième pourrait l'avoir influencé relativement à ses préoccupations en matière de minimum social garanti. Le "Servile State" de H. Belloc est en effet une sorte de réadaptation du servage médiéval, destiné à garantir un bien-être minimum à tous les membres de la société. Il formule explicitement une théorie du revenu minimum garanti: "Le futur inherent à la société industrielle est un futur dans lequel la subsistance et la sécurité seront garanties au prolétariat. Mais elles ne lui seront reconnues qu'au prix de l'ancienne liberté politique et moyennant l'instauration d'un statut réellement, mais non nominalement, servile. De la sorte les propriétaires se verront garantir leurs profits, l'entière machine de production tournera dans une douce routine, et cette stabilité qui a été perdue durant la phase capitaliste de la société sera retrouvée" (37), propos qui nous rappellent singulièrement les justificatifs de l'utopie "panoptique" de J. Bentham sur laquelle nous reviendrons dans la conclusion de ces pages. Trois quarts de siècle plus tard, après le "1984" de G. Orwell, le "Meilleur des mondes" d'A. Huxley, mais surtout après que le capitalisme tardif ait développé ses tendances totalitaires, sa violence d'Etat ou son anesthésie sociale par consensus interposé, ces propos prennent un sens effrayant qu'ils ne sauraient nécessairement endosser à l'origine. Le troisième, dont l'influence sur A.J. Penty semble considérable, lui a légué

son moralisme impératif, son idéalisation des valeurs post-médiévales, son aversion fondamentale pour la machine industrielle et pour la production en série. En effet, dans "Les sept lampes de l'architecture", J. Ruskin énonce ce qui va être l'un des postulats d'A.J. Penty: "La dernière forme du mensonge que nous nous proposons de conjurer, c'est, on s'en souviendra, la substitution du travail au moule ou à la machine, que d'une manière générale nous qualifierons de Mensonge de Production". Et d'ajouter que tout travail au moule ou à la machine est "mauvais" et "malhonnête" sans autre forme d'explication (38).

Le marxisme préconisant la révolution, les bains de sang contre-révolutionnaires étant devenus monnaie courante, l'esprit humaniste, pacifiste mais antirévolutionnaire, d'A.J. Penty se tourne vers la recherche d'une nouvelle voie. Il est probable que le caractère post-médiévaliste, empreint de pensée kitsch en plein âge fort de la modernité et des alternatives marxistes, a été l'une des causes essentielles de l'oubli immédiat dans lequel est tombée cette utopie politique post-industrialiste.

Des ponts entre A.J. Penty et le post-industrialisme actuel

La brève analyse que nous venons d'ébaucher devrait nous permettre de comprendre à quel point le post-industrialisme d'après la seconde guerre mondiale est intrinsèquement kitsch, c'est-à-dire qu'il n'est qu'un post-industrialisme formellement réactualisé. Si cela n'avait pas un air de boutade, nous pourrions même le qualifier de <<post-post-industrialisme>>.

Sur huit aspects essentiels le post-industrialisme d'aujourd'hui ne fait que prolonger directement celui de A.J. Penty:

- a) la recherche d'un système social privilégiant la relation de l'homme à l'homme;
- b) l'élévation au rang de principe primordial de la petite dimension [notamment le fameux <<small is beautiful>> devenu devise du post-industrialisme];
- c) la revalorisation, même si purement formelle, de l'activité artisanale;
- d) la réactualisation de valeurs rurales et d'une certaine idée d'exode urbain;
- e) la conception du syndicat comme institution privilégiée pour l'intégration des travailleurs au capitalisme;
- f) la redécouverte du corporatisme;
- g) le refus des valeurs modernes et marxistes sans toutefois les réfuter;
- h) l'esprit et la conception génériquement kitsch de la démarche et des propositions du post-industrialisme ainsi que de l'esthétique qu'elles véhiculent.

Le reste, y compris la théorisation d'une société des services, le rôle attribué à l'électronique, la fonction privilégiée attribuée à la science et à l'information en général, n'est qu'ajouts et que modifications du schéma fondamental, aussi importants soient-ils.

D. Riesman: l'influence du "Droit à la paresse" de P. Lafargue?

D. Riesman propose de repenser l'entreprise à partir des critères de qualité éducative et de stimulation personnelle. La libération vis-à-vis du besoin et le rêve de l'abondance sont des possibles qu'entrevoit son post-industrialisme. S'élevant contre la logique consummatrice, il préconise le détachement de la morale puritaine du travail et la remise en question du taylorisme et du fordisme sans les citer explicitement. On peut voir dans la société qu'il dépeint une société des classes moyennes et des loisirs.

C'est un projet que l'on peut inscrire partiellement dans le prolongement du "Droit à la paresse" du révolutionnaire P. Lafargue. "(...) la passion aveugle, perverse et homicide du travail transforme la machine libératrice en instrument d'asservissement des hommes libres: sa productivité les appauvrit", sont des mots de P. Lafargue qui pourraient se trouver en exergue de l'ouvrage de D. Riesman (39). Bien qu'étant l'un des deux premiers auteurs à avoir réactualisé le post-industrialisme, il n'a pas marqué autant que D. Bell ceux qui l'ont suivi sur la question. Il faut également reconnaître à D. Riesman le fait qu'il a posé d'emblée, bien qu'en filigrane, la question de l'organisation du travail face aux technologies nouvelles de production, problème que le mouvement syndical rechigne encore trop souvent à poser dans des termes autres que ceux patronaux.

D. Bell, A. Toffler, A. Touraine: le post-industrialisme comme théorie du statu quo

D. Bell, avec "Vers la société post-industrielle", A. Toffler, avec "La troisième vague", et A. Touraine, avec "La société post-industrielle", n'ont pas des optiques identiques de prime abord. Le premier semble être un apologiste qui fourbit scientifiquement les armes idéologiques usées du capitalisme et lui en fournit même de nouvelles. Le deuxième paraît donner dans le panégyrique du capitalisme. Le troisième fait figure de réaliste quelque peu cynique et résigné, affirmant que tout peut aller pour le moins mal dans le moins pire des mondes possibles. Mais sur les points centraux de leur théorie respective, ainsi que sur les liens les rattachant à A.J. Pentz, les trois auteurs sont assimilables l'un à l'autre. En conséquence nous nous permettons à plusieurs reprises, dans la suite du travail, de les regrouper en tenant compte du fait que D. Bell est, comme nous le précisons ci-dessus, l'un des deux premiers rénovateurs, avec D. Riesman, du concept de post-industrialisme.

A. Gorz: l'ambiguïté post-industrialiste

Son socialisme post-industriel, basé sur le développement de sphères d'autonomie sociales "conviviales", sur l'élargissement de la sphère du "non-travail" à partir de la masse des exclus du travail socialement intégré, sur l'accroissement de "l'autoproduction marchande et esthétiste", est une société autogestionnaire dans laquelle l'Etat cesserait d'être un appareil de domination. Ce projet est particulier en ce sens qu'il concilie, sur le plan terminologique, socialisme et post-industrialisme. Toutefois c'est un projet hybride qui n'a de socialiste que la forme et qui se rattache fondamentale-

ment au post-industrialisme de D. Bell, A. Toffler, A. Touraine et peut-être même au post-servage de H. Belloc. Il n'en reste pas moins qu'A. Gorz reflète particulièrement bien l'attrait que produit l'idéologie du <<post->> suite à la perte de crédibilité des alternatives marxistes. C'est cela qui rend son projet de société contradictoire, fortement empreint de résignation face à la perpétuation des rapports capitalistes de production, tout en gardant un aspect fondamentalement non conservateur.

Un discours global sur le capitalisme

Pour répondre enfin à la question posée dans le titre de ce chapitre [post-industrialisme ou post-industrialismes?], nous proposons de considérer le post-industrialisme comme une grande catégorie conceptuelle. De la sorte nous nous permettons de traiter du post-industrialisme, au singulier, sans pour autant négliger la variété d'analyses produites par ce concept. On peut par ailleurs considérer que le post-industrialisme est la première tentative faite au courant de ce siècle d'établir un discours global et apologétique sur le capitalisme. Il se présente à la fois comme une alternative aux discours dominants traditionnels et comme une théorie de la capacité de dépassement du capitalisme par lui-même. Ne serait-ce que pour cette raison, la nécessité de se pencher sur cette idéologie ne fait pas de doute.

Notes et références bibliographiques de la partie IV
[Au sujet du post-industrialisme]

- (1) B. Turner, *L'industrialismo*, Franco Angeli, Milano, 1978, chap. 1 et 6.
- (2) F. Léger, *Fonctions de la peinture*, Denoël, Paris, 1984, pp. 34 à 38 et 63;
J. Baudrillard, *Modernité* in *Encyclopaedia Universalis*, Paris, 1985, vol. 12, pp. 424 et ss.
- (3) W. Benjamin, *L'oeuvre d'art à l'ère de sa reproductibilité technique* in *Essais* tome 2, Denoël/Gonthier, Paris, 1983, pp. 87 à 126.
- (4) D.S. Landes, *Prometeo liberato*, Einaudi, Torino, 1978, p. 29.
- (5) P. Sloterdijk, *Critique de la raison cynique*, Bourgois, Paris, 1987, pp. 7-8;
C. Raffestin, cours de géographie sociale, université de Genève, département de géographie, année académique 1979-1980.
- (6) J. Bouveresse, *Rationalité et cynisme*, Editions de Minuit, Paris, 1984, p. 202.
- (7) F. Hegel, *La Raison dans l'histoire*, 10/18, Paris, 1965, p. 119.
- (8) G. Vattimo, *La fine della modernità. Nichilismo ed ermeneutica nella cultura post-moderna*, Garzanti, Milano, 1985, pp. 12 à 15;
- K. Marx, *Misère de la philosophie*, Editions Sociales, Paris, 1977, p. 129.
- (9) M. Heidegger, *L'époque des conceptions du monde* in *Chemins qui ne mènent nulle part*, Gallimard, Saint-Amand, 1982, pp. 117 à 119.
- (10) J.D. Warnier, *L'homme face à l'intelligence artificielle*, Les Editions d'Organisation, Paris, 1984, p. 122.
- (11) P. Rossel, *Histoire d'une fonction socio-économique, technique et culturelle: l'artisanat* in P. Rossel et alii, *Demain l'artisanat?*, Presses Universitaires de France et Cahiers de l'Institut Universitaire d'Etudes du Développement, Paris et Genève, 1986, p. 31.
- (12) A. Moles, op. cit., pp. 5 et ss et 75 et ss;
M. Kundera, *L'insoutenable légèreté de l'être*, Gallimard, Saint-Amand, 1984, p. 311.
- (13) J.-F. Lyotard, *La condition post-moderne*, Editions de Minuit, Paris, 1979, p. 47.
- (14) M. Köhler, *Post-moderno: sintesi storico-concettuale* in C. Aldegheri et alii, *Immaggini del post-moderno. Il dibattito sulla società post-industriale e l'architettura*, Cluva, Venezia, 1983, pp. 118-119;
C. Aldegheri, *Postmoderno* in C. Aldegheri et alii, op. cit., pp. 21 à 29.
- (15) M. Köhler in C. Aldegheri et alii, op. cit., pp. 121-122.
- (16) cf G. Vattimo, op. cit.
- (17) J. Habermas, *Les discours philosophiques sur la modernité*, Gallimard, Paris, 1988, pp. 4 et 366.
- (18) cf Z. Brzezinski, *La révolution technétronique*, Calmann-Lévy, Paris, 1971.
- (19) F. Nietzsche, *Le voyageur et son ombre*, Denoël/Gonthier, St-Amand, 1979, p. 49.

- (20) D. Clark, *Post-Industrial America. A Geographical Perspective*, Methuen, New York & London, 1984, p. 23.
- (21) A.F. et A.M., *US...Crise...Santé...Mutations Sociales* in bimensuel *La Brèche*, Lausanne, dir. C.-A. Udry, n° 364, 24 mai 1986.
- F. Baugé, *Les pauvres chez les riches. La face cachée de l'Amérique* in mensuel *Le Monde Diplomatique*, Paris, dir. C. Julien, juillet 1985;
- J. Gerassi, *La campagne électorale aux Etats-Unis* in mensuel *Les Temps Modernes*, Paris, dir. C. Lanzmann, octobre 1984.
- (22) T. Adorno et M. Horkheimer, *La dialectique de la Raison*, Gallimard, sans mention de ville, 1974, p. 99.
- (23) A. Toynbee cité par M. Köhler in C. Aldegheri et alii, op. cit., p. 118;
- cf A.J. Penty, *Old World for New: A Study of the Post-Industrial State*, George Allen & Unwin, London, 1917;
- cf H. Belloc, *The Servile State*, T.N. Foulis, London & Edinburgh, 1913;
- cf D. Riesman in D. Riesman et alii, op. cit.;
- cf D. Bell, *Vers la société post-industrielle*, Laffont, Paris, 1976;
- cf D. Bell, *Les contradictions culturelles du capitalisme*, P.U.F., Paris, 1979.
- (24) cf A.J. Penty, op. cit.;
- cf A.J. Penty, *Post-Industrialism*, George Allen & Unwin, London, 1922.
- (25) cf J. Ruskin, *Les sept lampes de l'architecture*, Denoël, Paris, 1987.
- (26) cf D. Riesman in D. Riesman et alii, op. cit.
- (27) cf D. Bell, *Vers la société post-industrielle*, op. cit.
- (28) cf A. Touraine, *La société post-industrielle*, Denoël/Gonthier, Paris, 1969.
- (29) cf M. Marien, *Le due visioni della società post-industriale* in C. Aldegheri et alii, op. cit.
- (30) cf H. Belloc, op. cit.
- (31) cf A. Colombo, *La società del futuro. Saggio utopico sulle società post-industriali*, Dedalo Libri, Bari, 1978.
- (32) cf D. de Masi et alii, *L'avvento post-industriale*, Franco Angeli, Milano, 1985.
- (33) cf F. Torres, *Déjà vu. Post et néo-modernisme: le retour du passé*, Ramsay, Paris, 1986.
- (34) cf A. Toffler, *La 3ème Vague*, Denoël/Gonthier, Paris 1980.
- (35) cf A. Gorz, *Addio al proletariato. Oltre il socialismo*, Lavoro, Roma, 1982.
- (36) K. Marx, *Misère de la philosophie*, op. cit., p. 151.
- (37) H. Belloc, op. cit. p. 183.
- (38) J. Ruskin, op. cit. p. 54.
- (39) P. Lafargue, *Le droit à la paresse*, François Maspéro, Paris, 1982, p. 134.

V. DU TRAVAIL VIVANT AU TRAVAIL MORT ?

Paradoxalement, cette société qui, devant la famine qui règne sur de vastes espaces du monde, laisse une grande partie de ses machines inactives, qui met au rancart de nombreuses inventions importantes et consacre de nombreuses heures de travail à une publicité débile et à la production de moyens de destruction - cette société à laquelle pareils luxes sont inhérents - a fait de l'utilité son évangile.

M. Horkheimer
Eclipse de la Raison

1. Travail productif et travail non productif

Le post-industrialisme, enfant de la théorie des secteurs économiques

Les pères directs de la classification des activités économiques, qui énoncèrent les principes régissant encore aujourd'hui la plupart des typologies statistiques, posèrent le problème en érudant toute la question de la productivité ou non du travail. "Nous diviserons, pour plus de commodité, les activités en trois catégories que nous désignerons sous les noms de production primaire, secondaire et tertiaire. La première comprend le travail agricole et minier qui a pour objet direct la production des aliments et des diverses matières premières; la seconde les industries de transformation sous toutes leurs formes et la troisième, le restant, un vaste ensemble d'activités consacrées à la fourniture de <<services>>, allant des transports au commerce, en passant par les loisirs, l'instruction et les plus hautes formes de la création artistique et de la philosophie", écrivait A. Fisher dès 1934 (1).

Affinant cette classification, C. Clark définit, en 1940, les activités économiques de la façon suivante (2). Les "activités primaires" sont celles qui dépendent de l'utilisation directe et immédiate de ressources naturelles. Il entendait par là l'approvisionnement en produits agricoles, élevage y compris, la pêche et la chasse, l'exploitation agricole ainsi que la culture des produits industriels. L'exploitation minière est un cas limite qu'il classe parfois dans le secteur industriel, parfois dans le secteur primaire. Puis il définit "l'industrie" comme un processus n'utilisant pas directement les

ressources naturelles, comme une transformation "continue" et sur grande échelle de matières premières en produits "transportables". Le terme fonctionnel "continue", qu'il emploie pour qualifier la transformation industrielle, exclut tous les processus qui s'apparenteraient à l'artisanat. Le mot "transportable", qu'il utilise pour définir les produits de cette même transformation industrielle, exclut tous les processus constituant le bâtiment et le génie civil. que C. Clark classe de préférence avec les activités de services. En dehors de ce qui est inclus dans les activités agricole, industrielle et minière, il reste un domaine important qu'il va nommer "activité de services". Celle-ci comprend également la production de biens sur petite échelle quantitative, l'artisanat, le bâtiment, la construction et les transports. Les services concernent autant les premiers stades de la production que ceux intermédiaires ou finaux. Il est toutefois nécessaire, toujours selon C. Clark, de distinguer les services qui sont directement fournis à l'acquéreur définitif de ceux qui doivent être utilisés pour mettre en oeuvre d'autres processus de production.

Ce sont donc ces deux auteurs qui, à de très nombreuses modifications de détail près, ont inspiré la conformation des groupes d'activité économique encore en vigueur de nos jours. Cette typologie devient aujourd'hui un boulet au pied de la classification économique. Même en lui ôtant l'artisanat, la construction et les transports, le secteur tertiaire ou des services est un fouillis d'activités qui produisent des biens, qui ajoutent une plus-value au produit, qui sont simultanément liés à ces deux catégories ou qui ne produisent ni biens ni même plus-value. C'est une typologie fondée sur une épiphénoménologie qui ne peut, à la longue, que contribuer à accroître la confusion. Cet aspect est particulièrement frappant dans les études des modifications actuelles du tissu productif.

La dite <<tertiarisation>> de l'économie suisse ou plus particulièrement genevoise, par exemple, correspond-elle à la transformation du pays en une vaste machinerie non productive ou cette terminologie cache-t-elle une production inqualifiablement plus importante qu'il n'y paraît? Dans les tentatives de faire disparaître, sur papier, le travailleur tout court, pour le remplacer par le travailleur dit d'information ou de services, qui ne serait plus tout à fait un <<travailleur>>, n'y a-t-il pas une intention politique? L'hebdomadaire patronal "Entreprise Romande", qui n'a de cesse d'enterrer les syndicats et l'opposition politique anticapitaliste, affectionne particulièrement le thème de la disparition de l'ouvrier et du travailleur en tant que classe. Services et information sont les mots-clef de ce type de discours; mais on se garde de les définir au delà de l'apparence. Non point que les tenants de ce type de mystification considèrent nécessairement que l'économie n'est plus, ou tend à ne plus être, productive. Mais en contournant le critère de la propriété ou non des moyens de production et en esquivant la question de la conflictualité potentielle ou effective qui en découle, ils éludent le critère de la productivité ou non du travail en se servant des catégories floues des secteurs économiques. Or nous pouvons considérer ce genre de démarche sectorielle comme étant de moins en moins significative et opérationnelle, à supposer qu'elle ne l'ait jamais été, pour la compréhension de la réalité économique donnée. Mais comment expliquer alors le fait qu'elle reste absolument dominante?

Il y a certainement une force d'inertie qui opère à partir du lourd héritage statistique et de recherche. Cette force d'inertie a un rôle d'autant plus important que ce type de classification joue un rôle idéologique important, bien que son caractère opérationnel lui soit de plus en plus largement dénié. En effet, elle permet de maintenir vivantes des divisions idéologiques supplémentaires dans la classe des travailleurs, partitionnée de la sorte en <<cols verts>>, <<cols bleus non qualifiés>>, <<cols bleus haute-technologie>>, <<cols blancs traditionnels>>, <<cols blancs haute-fidélité>>, etc. C'est là un des aboutissements logiques de toute sectorialisation économique dérivant de A. Fisher et de C. Clark.

D'un autre côté la classification sectorielle récente va même jusqu'à pousser sa logique de l'apparence à définir un <<tertiaire de l'industrie>>. C'est ce qui fait écrire à A. Cunha et J.B. Racine que "dans le canton de Vaud ces personnes représentent plus de 25% de l'emploi industriel (...). Sur ce plan la Suisse est bien entrée dans l'ère post-industrielle", argument que reprend P.H. Dembinski au sujet de Genève dans l'ouvrage collectif "Regards sur l'économie genevoise" (3). Dans cette perspective, deux questions deviennent alors un réel casse-tête. Prenons un ingénieur travaillant à la conception d'un circuit électronique quelconque, dans une entreprise ne faisant que ce type de produits. Est-il un travailleur du secondaire ou du tertiaire? Secondaire, car il participe directement à la fabrication d'un produit. Tertiaire, car il travaille sur un bureau en costume-cravate, car il n'est pas un ouvrier, car son travail est intellectuel et non manuel. Les deux types de raisonnements étant cohérents avec la théorie des secteurs économiques, nous ne sommes pas plus avancés. Précisons ici que D. Bell a une démarche tout à fait analogue, lui qui ne considère pas l'ingénieur comme un <<travailleur>> pour la simple mais peu cohérente raison que le premier ne s'identifie pas au second. L'autre casse-tête est celui de la portée limite des secteurs. La démarche de base étant épiphénoménale, rien n'empêche de créer deux, trois, dix nouveaux secteurs et plus. Certains auteurs définissent un secteur quaternaire: vente des biens immatériels chez l'un, secteur étatique chez l'autre, secteur de l'information souvent, secteur économiquement inconsistant chez tous. D'aucuns vont jusqu'au quinaire et même au septénaire.

La majorité des écrits sur le post-industrialisme reconnaît une date, à de petites variations près, comme marquant le début de cette <<ère>>. 1956, lorsque pour la première fois le nombre des travailleurs en <<col blanc>> dépasse celui des <<cols bleus>> aux Etats-Unis. En effet la société post-industrielle se définit avant tout comme une société tertiaire ou une société de services, en tant que société de l'information. Ce n'est pas une de ses moindres inconsistances que d'être fondée sur une typologie épiphénoménale. On nous a fait remarquer à juste titre qu'au niveau théorique la <<nouvelle société>>, post-industrielle, est définie à partir de critères typiques des discours de l'<<ancienne société>>, les secteurs économiques. Ne s'agirait-il donc point d'une société qui n'est nouvelle qu'au plan rhétorique?

Le travailleur collectif productif

Dans l'étude des rapports économiques structurels du capitalisme, la toute première chose qui compte consiste dans les conditions immédiates de création et de répartition des instruments de production et de circulation de la richesse. En second lieu, les modes, à comprendre au féminin pluriel, de cette activité ne nous importent qu'en tant que phénomènes dérivés. Le premier niveau se situe inévitablement sur le plan du mode de production; le deuxième sur le plan de la mode dans la production, ne manquant pas d'intérêt mais étant de nature secondaire. La répartition sectorielle des activités économiques relève avant tout de ce dernier aspect de la question. En ce qui nous concerne nous pensons que le critère de travail productif ou non productif est le seul dont nous disposons qui permet d'aborder de front la problématique posée au premier niveau ci-dessus. Cependant, pour comprendre le critère marxiste de productivité, il nous faut faire un détour essentiel par ce que K. Marx nomme le travailleur collectif. Laissons-nous guider par quelques longues citations du "Capital" et des "Grundrisse" afin de cerner cette question délicate (4).

"Le travail, en se combinant avec son objet, s'est matérialisé et la matière est travaillée (...) Si l'on considère l'ensemble de ce mouvement du point de vue de son résultat, du produit, alors tous les deux, moyen et objet de travail se présentent comme moyen de production, et le travail lui-même comme travail productif." Où se situe alors la limite entre le travail productif et le travail non productif? "A partir du moment, cependant, où le produit individuel est transformé en produit social, en produit d'un travailleur collectif dont les différents membres participent au maniement de la matière à des degrés très divers, de près ou de loin, ou même pas du tout, les déterminations de travail productif, de travailleur productif, s'élargissent nécessairement. Pour être productif il n'est plus nécessaire de mettre soi-même la main à l'oeuvre; il suffit d'être un organe du travailleur collectif ou d'en remplir une fonction quelconque". Est-ce alors à dire que tout travail est, d'une façon ou d'une autre, productif? Le concept s'anéantirait de lui-même par cette généralisation totalisante. Si l'on veut comprendre l'idée de travailleur collectif, il s'agit de considérer comme productif le groupe indissolublement lié de travailleurs qui concourent à la production d'une marchandise particulière. Ce n'est pas au niveau de l'individu que se fonde le critère de productivité, c'est au niveau du sous-ensemble indissociable des personnes qui participent directement, en tant que groupe, à une production donnée. La différence établie entre le travailleur collectif et le travailleur individuel nous renvoie aux deux notions de personne et d'individu. En effet, K. Marx oppose ici la personne, au sens étymologique d'acteur analysable uniquement par rapport au groupe, à l'individu, au sens originel d'atome non partitionnable mais analysable en vase clos. C'est donc le travailleur collectif qui est le critère référentiel de productivité et non le travailleur individuel.

En introduisant cette distinction essentielle, K. Marx nous permet de passer à la définition de la productivité à proprement parler: "La détermination primitive du travail productif, née de la nature même de la production matérielle, reste toujours vraie par rapport au travailleur collectif

considéré comme une seule personne, mais elle ne s'applique plus à chacun de ses membres pris à part." Et de poursuivre: "le but déterminant de la production c'est la plus-value. Donc n'est censé productif que le travailleur [sous-entendu collectif] qui rend une plus-value au capitaliste ou dont le travail féconde le capital (...) Désormais la notion de travail productif ne renferme plus simplement un rapport entre activité et effet utile, entre producteur et produit, mais encore, et surtout, un rapport social qui fait du travail l'instrument immédiat de la mise en valeur du capital".

Quatre caractéristiques nous donnant la clé de la conception marxiste du travail productif ressortent de ces lignes. Le travail productif est:

- a) organe du travailleur collectif;
- b) instrument immédiat de la mise en valeur du capital;
- c) créateur de valeur d'usage;
- d) rendant de la plus value au capitaliste.

Si le travail est simple service satisfaisant un besoin immédiat, s'il n'est pas mis en oeuvre par le capital, ou si l'un des contractants ne se tient pas en face de l'autre comme un capitaliste, alors nous avons affaire au travail non productif: "Il n'est pas productif comme activité directe du travailleur, parce qu'il n'aboutit alors qu'à la circulation simple où les transformations ont un caractère purement formel." L'argent échangé contre du travail vivant est, dans ce cas, du revenu et non du capital. Dans le travail non productif, l'argent n'achète pas du travail dans le but de se conserver et de se valoriser. Il ne s'agit donc pas de restreindre la quintessence de la productivité à la pure et simple plus-value ni à la seule création d'une utilité. Le rapport capitaliste de production et la référence au concept de travailleur collectif sont primordiaux dans cette définition. Pour l'essentiel, le secteur non productif sera alors constitué par la sphère de circulation du capital, par la formation gratuite et l'entretien immédiat de la population entière, par les activités découlant directement de la nature des rapports de domination idéologique du capitalisme, par des services personnels.

Une tentative d'estimation du travail productif à Genève

A partir de ces critères et tout en reprenant, avec des modifications, la typologie du travail productif établie par J. Nagels (5), nous avons tenté une approche des activités économiques productives dans le canton de Genève. Globalement nous avons essayé un échec, la statistique disponible ne pouvant se prêter à cet exercice. Nous avons donc dû nous limiter à une ébauche d'estimation, largement en-dessous de la réalité, dans la mesure où nous n'avons pas pu isoler les cliniques et écoles privées, l'entretien et la réparation dans le secteur dit tertiaire, le stockage courant dans le secteur non commercial, l'emballage et l'apprêt de marchandises, les services informatiques indépendants mais faisant partie du travailleur collectif productif, la recherche non fondamentale et le développement liés à l'université, etc.

Notre sous-estimation nous amène à énoncer plus de 7600 entreprises et de 81400 occupés productifs en 1975, dans le canton de Genève, devenus respectivement plus de 7800 et de 88000 en 1985. Cela représente environ le 40% des occupés au milieu des années septante et un peu moins de 40% dix ans plus tard [cf tableaux 9 et 10 ci-après].

TABLAU 9:
CANTON DE GENEVE: ESTIMATION DU TRAVAIL PRODUCTIF A PLEIN TEMPS ET A TEMPS PARTIEL, DE 1975 A 1985, ETABLISSEMENTS ET PERSONNES OCCUPÉES PAR GROUPES D'ACTIVITE.

[cf tableau 10]

Groupes d'activité:	-----1975-----		-----1985-----	
	établissements:	occupés:	établissements:	occupés:

Agriculture/sylviculture/ horticulture/pêche:	811	3747	748	4334
Economie énergétique/ extraction:	25	1480	10	1380
Ind. arts et métiers:	2262	33783	1887	29066
Bât./génie civil:	1112	16682	1226	19448
Restauration/cantines:	1062	6705	1190	9634
Réparation de biens de consommation et véhicules:	766	2858	991	4650
Transports/communicat.:	989	12119	964	14424
Bureaux de conseils techn./ ingénieurs/architectes/ autres:	497	3010	707	4024
Recherche et développement (non universitaires):	32	995	26	905
Journaliste/reporter/ rédacteur/pigiste:	50	62	29	33
Studio de cinéma/ atelier de production:	18	45	43	109
TOTAL ESTIMATION:	7624	81486	7821	88077
% TOTAL GENEVOIS:	39.5	43.5	38.3	39.1

Données élaborées à partir des sources OFS [RFE], et des ouvrages "Le Capital" de K. Marx et "Travail collectif et travail productif dans l'évolution de la pensée marxiste" de J. Nagel

TABEAU 10:
RELAISON DE TYPOLOGIE DES FONCTIONS PRODUCTIVES ET IMPRODUCTIVES.

[pour l'élaboration du tableau 9]

Fonctions productives:

- a) Les organes du travailleur collectif productif au sein du procès de production du capital, y compris la recherche appliquée, l'entretien et la réparation.
- b) Les transports de personnes ou marchandises et les communications, les stockages "normaux", courants, et la distribution, prolongements du procès de production dans la sphère de la circulation du capital.
- c) L'emballage et l'apprêt des marchandises pour la vente, prolongements du procès de production dans la sphère de la consommation.
- d) Les services productifs, payants et mettant en rapport patron et employé, tels que le spectacle, l'enseignement et la santé privés.

Fonctions improductives:

- a) Le secteur financier du procès de circulation du capital, c'est-à-dire la comptabilité, la facturation, les intermédiaires financiers, les fiduciaires, les gérances de fortune, les consultants financiers, etc.
- b) Le secteur mercantile du procès de circulation du capital, telles les opérations d'achat et de vente, de courtage de marchandises, d'agents commerciaux, de publicité, de prospection et d'étude de marché, de conseils et consultants sur ces questions, ainsi que les stockages "anormaux".
- c) Les activités liées à la circulation de la monnaie, à savoir le cambisme, le courtage de change, l'agent de change, la gestion et la comptabilité de la monnaie sous toutes ses formes.
- d) Les fonctions liées à la domination du capital au sein du procès de production. Il s'agit des ingénieurs de synthèse, de la recherche fondamentale, de la santé et de l'enseignement gratuits, de la domesticité, de l'armée (mais non des productions militaires), des fonctions répressives et judiciaires, des activités culturelles, artistiques et, plus généralement, idéologiques de l'Etat, de la sécurité sociale et des assurances en général.

Production matérielle marchande et non apparemment capitaliste, qui se rattache aux fonctions productives:

Il s'agit essentiellement des propriétaires des moyens de production qui sont leur propre travailleur salarié, chez qui les différentes fonctions remplies par le capital et le travail sont réunies en une seule personne.

L'aspect intéressant de cette ébauche statistique est l'importance qui en résulte quant au secteur productif local. Trop souvent le tertiaire est assimilé en tant que tel à de l'improductif. On fait ainsi de la <<tertiarisation>> un processus de mise en place d'une économie non productive, avec toute l'exacerbation rhétorique du problème de la désindustrialisation que comporte cette vision des choses. Vue sous cet angle, la désindustrialisation du canton de Genève garde politiquement toute sa gravité, mais prend tout de même un autre relief. Nous reviendrons sur la question.

Le développement des fonctions intermédiaires et des services

Il est indéniable que l'approfondissement de la division du travail fait apparaître de plus en plus de fonctions intermédiaires qui s'autonomisent de la production directe tout en s'étendant. Il s'agit notamment des fonctions liées aux phénomènes suivants:

a) Accélération du procès de circulation du capital par le développement des capitaux commercial et financier excédentaires, à quoi nous pouvons ajouter l'épargne forcée particulièrement développée en Suisse au travers du système du deuxième pilier.

b) Transformation croissante du rapport privé d'échange ou de vente de services en un commerce de services capitalistes.

c) Remplacement de la domesticité par la mécanisation ou l'automatisation qui nécessitent toujours plus de personnel de surveillance ou d'entretien organisé de façon capitaliste et généralisation de cette tendance à toutes les couches de la société.

d) Différenciation extensive et continue de la consommation en général.

e) Sans oublier le développement d'activités spécialisées dans la création du besoin, en particulier la publicité, les études de marché et le crédit (6).

Nous retrouvons dans ce type d'évolution, mais de façon exacerbée, la vision marxiste du travail non productif compris comme le pendant de la création de surtravail. Cette tendance irrésistible vers l'immanence du travail directement soumis au capital nous rapproche de l'histoire de l'aliénation du pouvoir relativement au travail qu'abordent M. Bresso et C. Raffestin. C'est la confiscation toujours plus profonde et généralisée du produit du travail par la classe dominante devenue parfaitement ubiquiste, parallèlement à un étouffement de la réflexion non asservie (7). Pour reprendre des termes d'A. Gorz, nous pouvons même parler de parachèvement de l'anéantissement de la culture du travail, d'annihilation de l'autonomie qui découlait de cette culture (8).

Si l'on considère le problème à partir des catégories troubles des secteurs d'activité économique, nous assistons indéniablement à une extension considérable du secteur résiduel relativement à l'industrie et à l'agriculture. Nous avons vu que le post-industrialisme privilégie cet aspect jusqu'à en faire le motif de son apparition. Mais à aucun moment la problématique de la création et de la répartition des instruments de production de la richesse n'est abordée par l'idéologie post-industrielle. Elle reste ainsi en deçà de l'apport de l'économiste A. Smith (9), en se confinant

à la stricte épiphénoménologie d'A. Fisher et de C. Clark. Le problème est posé, mais la frontière séparant le paraître et l'être n'est pas franchie. Cela pourrait être une illustration de ce que nous nommons un processus intégrant l'attitude kitsch à sa méthode scientifique lorsque nous évoquons l'idéologie du <<post->>.

L'approche du travail au travers de son caractère productif pourrait servir de point de départ pour l'étude du travail industriel au delà de sa production première et immédiate: "le travail donne vie aux substances, ajoute aux individus des qualités intellectuelles et physiques qu'ils n'avaient pas auparavant, infléchit leur relation au milieu et ce milieu lui-même. L'objet n'est plus dès lors qu'un dérivé quelconque du savoir qui n'en exprime cependant pas l'essence", écrit S. Moscovici (10). C'est ici que se situe l'un de nos paliers de pénétration du monde industriel genevois. C'est ici également que se révèle toute la raison d'être de la présente recherche dans le cadre des sciences sociales.

2. La crise des valeurs individuelles dans l'industrialisme tardif

La question du travailleur collectif et le post-industrialisme

D. Bell n'étudie toutefois pas entièrement le problème du travailleur collectif. Il pose ce problème lorsqu'il souligne la remise en question de ce qu'il nomme, très abstraitement et génériquement, les fondements de l'individualisme bourgeois enraciné dans l'humanisme de la Renaissance. La société devient davantage concentrée sur la collectivité que sur l'individu, affirme-t-il. Prolongeant cette idée au niveau de la production, il écrit qu'à la place de l'archétype du travail industriel le travail post-industriel est caractérisé par le fait que les hommes ont affaire à des hommes plutôt qu'à des machines. Nous ne pouvons refuser le fait que le développement des services, productifs ou non, induit une intensification des rapports humains. Mais soulignons d'emblée que cela ne signifie pas pour autant un approfondissement de ces rapports. Ici réside, d'ailleurs, une des différences importantes entre le constat apologetique de D. Bell et l'utopie post-médiévaliste de A.J. Penty. D. Bell prend la réalité formelle [l'approfondissement des médiateurs entre l'homme et la machine] et en déduit immédiatement une amélioration des rapports humains. Dans le second de ces deux cas, A.J. Penty propose une utopie afin de réaliser des rapports humains non aliénants. Nous nous heurtons ici à une question de première importance en ce qui concerne la densification des rapports hiérarchiques dans le cadre de la mise en place du nouveau système technique, problème que nous abordons plus loin.

Dans "Les contradictions culturelles du capitalisme", D. Bell attribue à l'homme post-industriel toujours moins de contacts avec la nature de même qu'avec les machines et les objets. Cette "nouvelle réalité" serait ainsi vécue dans la conscience de soi et d'autrui, la société étant alors objet de pensée, oeuvre d'imagination, à traduire dans la pratique (11). Amalgamant les questions du contact avec les objets, avec les machines et avec la nature,

dans une vision strictement positiviste du monde, l'auteur énonce deux idées. D'une part les rapports interpersonnels s'approfondiraient, tandis que d'autre part les rapports aux objets en général seraient toujours plus médiatisés par les représentations sociales de ceux-ci. S'il nous semble possible d'embrasser partiellement le second aspect de cette proposition, sur laquelle nous reviendrons plus loin, le premier aspect nous paraît éminemment discutable.

Trait d'union entre la notion de travailleur collectif chez K. Marx et ce constat formel de décès de l'individualisme chez D. Bell, l'historien E. Carr nous paraît avoir une analyse pertinente en ce sens qu'il pose le problème de la <<collectivisation>> du travail par le capitalisme, sans pour autant identifier la remise en cause des fondements de l'individualisme à un approfondissement des relations entre les hommes. "Aux stades précoces du capitalisme [le contexte nous permet de comprendre qu'il s'agit des XVIII^e et XIX^e siècles], les unités de production et de distribution étaient largement aux mains de particuliers, l'idéologie du nouvel ordre social mettait vigoureusement en relief le rôle joué dans cet ordre par l'initiative individuelle (...) Cette période de l'histoire arrive à sa fin: il suffit de songer (...) au remplacement progressif des formes de production et d'organisation économique essentiellement individuelles par des formes essentiellement collectives", écrit-il dans un texte sur la société et l'individu (12).

La réadaptation du taylorisme comme facteur d'approfondissement de la crise des valeurs individuelles dans la production

Le problème posé par les trois auteurs en question nous amène à nous interroger sur la remise en cause de l'organisation scientifique du travail, le taylorisme, et de son double, le fordisme, ce qui va nous ramener directement à la réalité genevoise. Le taylorisme pouvait laisser subsister des reliquats du savoir-faire artisanal. Tandis que l'électronification des processus de production a aujourd'hui trois conséquences, relativement contradictoires. Premièrement, au niveau de l'atelier de production, ces deux conceptions complémentaires de l'organisation capitaliste du travail, issues de F.W. Taylor et de H. Ford, semblent de moins en moins compatibles avec l'organisation capitaliste du travail dans le contexte de l'électronique industrielle. Deuxièmement, et pour la même raison, les derniers reliquats d'artisanat [que le post-industrialisme considère comme le règne de l'individu-producteur] sont définitivement déracinés du fait de ces transformations du processus productif. Troisièmement il est tout aussi important de préciser que, parallèlement à son éviction des ateliers, le taylorisme est en train de conquérir les bureaux de l'industrie et peut-être même les bureaux en général.

L'exemple d'une entreprise genevoise, où vingt-cinq collaborateurs produisent des appareils de métrologie pour fibres optiques, est intéressant à cet égard. On n'y fait que de la recherche, du développement et des prototypes, chacun travaillant à des rythmes propres, dictés par l'urgence du plan de production, mais aussi de façon relativement autonome par rapport à celui-ci. Ainsi l'ingénieur, le technicien ou le travailleur en possession

d'un certificat fédéral de capacité vont rester jusqu'à 20 heures ou 22 heures un soir au travail. C'est qu'une mise au point en cours ne peut être interrompue. En contrepartie les mêmes vont s'absenter le matin ou le jour suivant, compensant ainsi la tâche supplémentaire. Dans de telles conditions de fonctionnement, l'organisation taylorienne du travail est rendue impossible; le travail fordien à la chaîne n'a pas non plus de place. Dans une autre entreprise de la place, de conception et de réalisation de films de circuits imprimés par dessin assisté par ordinateur, les rythmes de travail sont également diversifiés. Chacun des quatre travailleurs reçoit directement le client, traite la commande avec lui, fait le travail et l'expédie. Un travail de ce genre se faisait, sans le dessin assisté par ordinateur, en quatre à six semaines. Il peut se faire actuellement en deux semaines. Ce gain énorme de temps permet à l'exécutant de travailler sur diverses commandes en parallèle, en partie selon sa propre volonté. A nouveau, le taylorisme et le fordisme seraient ici inadéquats. Ailleurs, dans la seule unité de production de cigarettes du canton, très automatisée, comptant quelque trois cents occupés, l'organisation traditionnelle du travail est également dépassée par la réalité. On voit le personnel de production accomplir des tâches de surveillance et d'approvisionnement des machines. Si l'ouvrier de la première moitié de notre siècle était une excroissance de la machine, celui de l'automatisation, que l'on rencontre dans cet exemple, n'est plus qu'un oeil sur celle-ci. Dans ce cas son travail est fortement déqualifié; il est également moins dangereux, physiquement plus supportable, mais psychologiquement dévalorisant et mentalement éreintant. L'ouvrier [tres souvent ouvrière ou immigré dans ce cas], oeil de la machine, n'a plus le geste millimétré, chronométré. La surveillance est un travail incessant, bien plus intense qu'on ne l'imagine, mais elle ne peut être codifiée comme le taylorisme peut le faire lorsque le travailleur intervient directement sur l'objet produit.

La disparition lente du contact avec l'objet, emphatiquement soulignée par D. Bell, est ici indubitable. Le contact avec la machine est, conformément aux vues de cet auteur, de plus en plus médiatisé; dans bien des cas celle-ci est même capable d'auto-diagnostic. L'ouvrier n'intervient donc que sur <<son>> ordre. Ce n'est pas lui qui cherche, trouve un défaut, puis règle la machine. Il est davantage un assistant-exécutant qu'un réalisateur. S'il advient que le problème est inhabituel ou simplement non routinier, l'ouvrier-oeil de la machine va devoir appeler un membre de l'équipe, relativement restreinte, de mécaniciens, ouvriers compétents qui soit interviennent soit en réfèrent aux techniciens ou aux ingénieurs. Un circuit relationnel complexe se cache ainsi derrière les actes du surveillant qui est, pour sa part, assez vite dépassé. Un réel effet de distanciation commande ce travail. Rien de nouveau dans tout cela, sinon que le mode relationnel de production industrielle est caricaturé, exacerbé.

De même, dans une entreprise locale d'installation de systèmes de climatisation d'une dizaine de collaborateurs, le réparateur, lorsqu'il intervient sur un système défectueux, va de moins en moins réparer, bricoler, opérer la partie endommagée, et progressivement il ne sait plus le faire. En effet le contrôle d'humidité, de température ou de pression, par exemple, est aujourd'hui électronique. Pour une centaine de francs on a

changé la pièce qui, étant électronique, ne peut que tendre à voir son prix baisser. La main-d'oeuvre est facturée à près de quatre-vingts francs par heure. Il est donc de plus en plus intéressant pour le client, de même que pour l'entreprise, de changer purement et simplement la pièce. La déqualification existe ici aussi. La distanciation relativement à la machine, que seuls des spécialistes lointains comprennent et connaissent, est croissante. Le métier se complexifie, du côté des concepteurs, généralement dans un établissement séparé ou dans une autre entreprise. Il se banalise du côté des réparateurs, régleurs et installateurs. Même chez le producteur qui fournit cet installateur, le travail est toujours plus partitionné, le nombre d'intermédiaires-machines entre les pièces et le travailleur est multiplié, la conception est de plus en plus éloignée de la production et celle-ci est davantage redevable de pièces et de matériaux spéciaux, extérieurs à l'usine, à la région ou au pays. La machine produite devient plus abstraite, plus insaisissable, au niveau de la représentation que s'en fait le travailleur.

Par contre, dans une entreprise d'appareils de mesure, comparateurs mécaniques, électriques, électroniques ou même pneumatiques, simples ou multicotés, une centaine de personnes travaillent dans un environnement d'apparence très traditionnel. Ces produits requièrent une grande minutie, ils sont fort diversifiés et de petites ou moyennes séries. L'automatisation semble pour l'heure impossible; la partition du travail de chacun n'y a point de place. L'organisation scientifique du travail règne en maître incontesté, production mais peut-être aussi tradition oblige. Ce type de taylorisme est, il faut le reconnaître, encore fort répandu.

Dans une entreprise de la chimie, comptant plus de cent personnes, un autre exemple significatif est fourni par la production de bonbonnes aérosol. Elles arrivent vides, sont mises sur la chaîne automatiquement à partir d'un grand conteneur alimenté manuellement. Le liquide et la valve sont mis sans intervention humaine. Puis, par un couloir fermé, les bonbonnes sortent de l'atelier et de l'usine, vont dans une pièce isolée à l'extérieur du bâti, sont alimentées en butane, propane et fréon, à partir de grands réservoirs, reviennent ensuite dans l'usine par un autre couloir. Là elles sont armées du bouton-presseur et chapeautées automatiquement, mises en paquet et débarquées sur une plate-forme, prêtes pour l'expédition. Autour de la chaîne ne s'agitent que peu de travailleurs, manutentionnaires, surveillants, régleurs. Personne ne touche le produit, aucun n'est serveur direct de la machinerie, tous l'assistent en permanence et lui obéissent par à-coups. Le magasin de cette entreprise, entièrement préprogrammé, où pas une seule personne ne s'y trouve, est contrôlé indirectement et à distance. C'est-à-dire que s'il y a une panne qui n'est pas majeure, un témoin lumineux correspondant s'allume sur un panneau. Un responsable téléphone alors à Zurich, dit quel témoin est allumé, l'interlocuteur explique quel circuit intégré changer dans le grand boîtier de commande du magasin. Le circuit est prélevé dans une réserve soigneusement classée, remplacé, et le tout repart. Plus de trois quarts des pannes sont réglées de la sorte. Le magasin est en quelque sorte un vaste automate, inapprochable pour le personnel, qui avale ou crache ce qu'on lui demande, qui est réparé par une personne non compétente via une personne compétente située à quelques centaines de

kilomètres de là. La machine en activité semble autonome, coupée de tous; dépassant le savoir de l'entreprise entière, elle reste impénétrable pour les travailleurs. De taylorisme et de fordisme il n'est plus question dans ces conditions.

Dans une filature, la plus importante sinon la seule de la place, nous avons assisté à un spectacle intéressant. Un grand hall est plein de machines, de balles de coton et de grandes bobines. Les ouvriers travaillent en équipes de trois fois huit heures [il semble que les métiers à filer électroniques nécessitent plus de trente heures pour tourner et être réglés convenablement, ce qui <<expliquerait>> que le travail se fait en continu]. Sur 52 personnes, il y a une vingtaine de manoeuvres, un peu plus d'une vingtaine de mécaniciens et quelques ingénieurs de production. Les manoeuvres servent et surveillent les filières de filature automatique. Des phares giratoires placés en divers points indiquent aux ouvriers qu'il est urgent d'intervenir, chaque phare correspondant à une tâche définie. Tout l'acheminement de la matière, étape par étape, est opéré par aspiration et propulsion sous air conditionné. Les mécaniciens règlent en permanence les machines, suivis ou précédés à distance par des ingénieurs qui, par écran interposé, ont l'oeil sur toutes les machines. Celles-ci sont un véritable système total de contrôle des rendements, des fréquences d'arrêt et de pannes, etc. Des nettoyeurs passent et repassent inlassablement partout. L'expédition est elle-même largement automatisée. A part les mécaniciens, tous travaillent avec des machines sans travailler sur des machines. Hormis l'ingénieur affecté aux tests et l'ouvrier de contrôle de la qualité, tous travaillent pour un produit sans jamais travailler sur un produit. A l'exception des nettoyeurs, tous obéissent à une hiérarchie qui s'exprime directement au travers de la machine. Le rythme de travail est donc dicté par l'automate, qui exige un investissement total, une deresponsabilisation non moins totale sauf pour les cadres, mais des cadences personnelles très variées. Le serveur de la machine n'est plus du tout son bras. Le système de production est à tel point intègre que le travailleur, qualifié ou non, n'a d'existence, dans l'enceinte de l'entreprise, que comme membre du groupe. La "panoptique" du système général de contrôle en est la manifestation la plus patente. De ce point de vue l'utopie totalitaire de J. Bentham est peut-être même plus d'actualité aujourd'hui qu'à la fin du XVIII^e siècle, date de la première publication de l'ouvrage "Le Panoptique" [nous nous pencherons sur cette question dans la conclusion].

Toutefois le post-industrialisme pêche par emphase: bien qu'il soit indiscutable qu'avec les technologies nouvelles la collectivité a plus que jamais évincé l'individu, il postule que cette collectivité - essentiellement axée sur la rentabilité - signifie la mise en place d'une relation homme-homme qui supprime l'ancienne relation homme-machine. En réalité, un mode relationnel tendanciellement univoque, assujettissant l'homme au profit par un système des plus médiatisés de serveurs de la technologie, prend forme. La perte de qualifications [manoeuvres] est due à l'accroissement de la médiatisation face à l'objet et à la machine. Le surcroît de qualifications [mécaniciens, techniciens, ingénieurs] est dû, par

ailleurs, au même accroissement de la médiatisation. Ce sont deux processus opposés mais complémentaires qui isolent toujours plus le travailleur dans sa tâche tout en le rendant toujours plus dépendant de la collectivité productive.

Les cercles de qualité, que nous n'avons trouvé dans presque aucune entreprise visitée, sont une manifestation claire du remplacement du concept de travailleur individuel par celui de travailleur collectif dans les méthodes de gestion industrielle tardives. Bien qu'à Genève ils ne semblent rencontrer qu'un succès encore timide, la question commence à être de plus en plus débattue dans les milieux patronaux.

Le taylorisme et le fordisme ont achevé d'envoyer tous les artisans à l'usine et ont aliéné l'ouvrier par rapport à son savoir-faire. Mais il restait à l'ouvrier une partie de ce savoir-faire et le sentiment de faire <<tourner>> la machine. L'automatisation, couplée à la déresponsabilisation, semble provoquer une bipartition entre qualifiés, de plus en plus qualifiés, et peu ou non qualifiés, de moins en moins qualifiés. Cependant au niveau de la production, les deux catégories sont apparemment toujours plus étrangères à la structure alors que leur rapport de dépendance unilatérale, face à celle-ci, croît. A défaut de faire cette nuance, l'industrialisme tardif peut être présenté comme une émancipation en absolu, comme un gain de relations humaines. C'est ce que fait l'idéologie post-industrielle.

La réadaptation du taylorisme et la question de l'autonomie de la technologie

Nous ne nions pas que dans ces nouvelles circonstances, du point de vue du rapport réel au travail, une émancipation peut en découler. La mise en place d'un système d'exploitation minière ne demandant pratiquement pas de main-d'oeuvre, en Virginie [Etats-Unis], en 1958, ou la mise au point des ordinateurs dits de la quatrième génération, à microprocesseurs, à la fin des années soixante et au début des années septante, aux Etats-Unis également, constituent à n'en point douter un immense potentiel en matière de libération de la contrainte du travail. Mais ce qui fait que ce potentiel se réalise, ce n'est pas l'invention ou l'innovation en tant que telles. Cela reviendrait à attribuer un prétendu pouvoir à la technologie. Mais c'est bien plutôt l'organisation du travail que se donne la société pour réaliser ce potentiel technologique qui permettrait cette émancipation. D'une manière générale, les post-industrialistes ont tendance à considérer la science et la technique comme des acteurs en tant que tels. D. Bell va jusqu'à énoncer que la technologie a donné naissance à une nouvelle classe, les ingénieurs et techniciens. Parler de classe signifie parler d'organisation sociale, expression de la lutte entre les acteurs de la société et de la réalisation des rapports de force globaux qui en découle. Dans la mesure où nous ne saurions reconnaître à la technologie le statut d'auto-conscience elle ne peut donc être acteur, créatrice de classes sociales.

C'est la même erreur épistémologique d'ailleurs qui induit les post-industrialistes, mais également nombre de chercheurs marxistes, à enterrer prématurément le taylorisme. Implicitement ils postulent que

l'électronification du processus de production implique en soi une nouvelle organisation du travail, oubliant par là que cette dernière est avant tout un choix politique et qu'une technique en tant que telle ne saurait enterrer quelque organisation du travail que ce soit. Nous en voulons pour preuve le fait que si le taylorisme tend à être sérieusement remis en question dans les ateliers, il semble néanmoins s'imposer de plus en plus nettement au niveau du travail de bureau peu ou pas qualifié. Le quotidien "Le Monde" des 19 et 20 mars 1983, dans un article traitant du travail à l'écran dans les Postes, cité par une brochure syndicale sur l'informatisation de l'université de Genève, posait ce problème. "En fin de journée, est-il écrit, un listing sort les opérations réalisées, le temps de travail, les erreurs de frappe, etc. Un document qui permettra aux surveillantes de dresser les courbes de rendement pour chaque opératrice et d'établir des normes de production élevées" (13). Sur le même thème, une étude de l'Office of Technology Assessment du Congrès des Etats-Unis, cité par l'hebdomadaire italien "L'Espresso", pose le problème avec acuité. Là où l'on croirait trouver le règne de la flexibilité, écrit le journaliste, "au moins deux tiers des entreprises examinées suivent actuellement un modèle (...) qualifié de tayloriste". Selon ce document, avec l'électronique de bureau on a introduit le contrôle permanent des employés à l'écran. Il en va de même avec la standardisation des cadences et les primes de rendement pour les dactylographes sur traitement de texte, pour les opérateurs de saisie et pour les téléphonistes. Les frappes par minute, le nombre d'erreurs, les pauses de quelque durée que ce soit, les entrées et sorties du programme, tout est aisément et précisément comptabilisé par des programmes de surveillance. Toujours selon cette étude, on enregistre le nombre d'appel envoyés et reçus par les téléphonistes, leur durée, la quantité d'appels qui n'ont pas été pris. Tout peut être quotidiennement mis en statistique (14).

De telles opérations sont déjà envisagées ou pratiquées fréquemment pour la gestion des magasins d'entreprises industrielles, pour les systèmes de poste par ordinateur, etc. En ce sens, la remise en question du taylorisme et du fordisme dans l'atelier par l'automatisation, a son pendant dans le surcroît de taylorisme dans les bureaux. Mais, là aussi, la technologie en tant que telle n'induit rien du tout. C'est l'organisation capitaliste du travail, sur le mode de la recherche du profit, qui est en cause.

Le post-industrialisme aurait-il quatre siècles de retard?

En 1582 le pape Grégoire XIII promulga le calendrier grégorien, faisant passer en un jour la chrétienté du 4 octobre au 15 octobre, pour des raisons techniques. Il semblerait qu'une jacquerie s'ensuivit dans le Midi de la France. Les paysans protestèrent ainsi contre l'escamotage des dix jours par le grand sorcier de Rome. La technique conventionnelle de mesure du temps était tellement enracinée dans les moeurs, que ces paysans ne faisaient pas la différence entre le déplacement des astres et l'échelle de mesure, plus ou moins adéquate historiquement, mise au point par l'homme. La technique de datation semblait acteur en soi puisqu'elle paraissait dicter aux hommes leurs rythmes de vie.

Le post-industrialisme procède de façon analogue. Obnubilé par l'électronique, il ne sait faire la différence entre la technologie et l'objet électroniques d'une part et la manière dont la société s'en empare pour réaliser une partie du potentiel qu'elle leur attribue d'autre part. Victime de l'évidence de l'objet, il est une théorie savante prisonnière de l'aliénation qui inverse le rapport primordial entre sujet et objet. Mythifiant ainsi la technologie, il idéalise ses applications et occulte tout le potentiel aliénant qui est mis en valeur à partir de choix politiques, et donc historiques, ayant présidé à ses applications. L'individualisme est battu en brèche par une nouvelle organisation du travail qui reste cependant soumission au profit. Les pompiers de l'idéologie dominante reconnaissent le problème, mais traduisent cela en un mythe émancipateur.

3. Travail, information et classes sociales

Le post-industrialisme, dans toutes ses expressions, nous pose un certain nombre de questions que nous ne saurions balayer d'un coup de main. Partant de sa démarche épiphénoménale et du rejet implicite de la dialectique hégélienne de l'«en soi», il soulève un certain nombre de problèmes que nous ne reprenons pas tels quels à notre compte, mais qui révèlent des contradictions intéressantes dans la réalité. Nous faisons plus particulièrement allusion ici à la fonction nouvelle qu'assume l'information, le savoir, la science, dans le processus de production et dans le système de différenciation hiérarchique. Il s'agit également du regain de corporatisme dans l'identité socio-économique de la personne, ainsi que du gain de sens des notions telles que bureaucratie, technocratie, méritocratie et, plus généralement, de pouvoir d'une élite. Nous pensons en outre au remplacement du terme «travailleur», et de ses analogiques, par l'idée de classes moyennes. Il s'agit enfin de la volonté de ne plus reconnaître les syndicats et les partis comme des forces motrices de la vie institutionnelle et de préconiser leur totale intégration à l'appareil d'Etat ou leur dissolution sous l'effet de la démultiplication, de la diversification, de la complexification des conflits. Nous allons aborder successivement ces questions dans les pages qui suivent.

L'information et la connaissance dans le processus productif de l'industrialisme tardif

Le dieu forgeron Hephaïstos est une figure de la légende qui peut, à elle seule, symboliser la trajectoire effectuée par la connaissance au cours de ces derniers cent ans. Maître de la chaleur, de la lumière et du fer, il est devenu capable de créer des automates et des statues qu'il a pu ensuite doter de mouvement, de voix, de vie et même d'intelligence. Créateur de la femme et artiste sans pareil, il est cependant le géolier de Prométhée et le tyran des Cyclopes. C'est une lapalissade historique que de s'attarder sur cette contradiction [le savoir considéré à la fois comme instrument d'émancipation et d'aliénation]. Elle est devenue néanmoins trop grave pour pouvoir être simplement relativisée. Dans "Rationalité et cynisme", J. Bouveresse pose cette intéressante contradiction sur deux plans. D'une part il

affirme que les progrès et la diffusion de la connaissance, au sens moderne, n'ont plus grand chose à voir avec ceux de la sagesse. D'autre part il précise que cette proposition, décriée par les Lumières, puis devenue l'apanage des visions du monde réactionnaires, est aujourd'hui largement admise, y compris par les milieux progressistes (15). Précisons cependant que par <<connaissance>> le rationalisme des Lumières entendait l'acquisition de la maîtrise critique ou plutôt de la capacité conceptuelle à aborder le savoir. C'est d'aptitude à l'autonomie intellectuelle qu'il s'agissait en fin de compte. Autant la Méthode, fondée sur le doute, de Descartes, précurseur des Lumières, que le Candide de Voltaire et l'Emile de Rousseau en sont des exemples archétypiques. Tandis que dans le capitalisme tardif, la connaissance en tant qu'information synthétique et conceptualisée tend de plus en plus à laisser le champ libre à la connaissance en tant qu'information élémentaire et cumulée. La quantité devient nettement plus précisée que la qualité. C'est probablement cela, et nous arrivons à l'aspect le plus global du problème posé par J. Bouveresse, qui lui a fait écrire que "le verbe <<communiquer>> est devenu presque intransitif", comme nous l'avons mentionné plus haut.

Cette prééminence du quantitatif sur le qualitatif induit un autre problème lié à la connaissance dans le cadre du processus capitaliste de production. C'est que les moyens de l'organisation sociale résultent désormais disproportionnés par rapport aux fins recherchées au niveau de la logique du profit et de <<sa>> connaissance. Les moyens dépassent les fins en entraînant des conséquences directes et indirectes dont les retombées sont toujours plus lourdes et incontrôlables. Rien de nouveau sous le soleil jusque-là, sinon que le phénomène prend des proportions quantitatives toujours plus importantes et, par là même, peut-être qualitativement nouvelles. L'électro-nucléaire n'est qu'un exemple archétypique parmi tant d'autres. Nous ne sommes toutefois pas d'accord avec la position du problème de J. Bouveresse lorsqu'il affirme que de nos jours les fins recherchées sont toujours plus "incertaines et insaisissables" (16). Une certaine téléologie à court terme du profit, profit pour le pouvoir ou pouvoir pour le profit, peu importe ici, existe à notre sens dans la société capitaliste. De ce point de vue, les fins ne sont pas de plus en plus "incertaines". Elles sont effectivement toujours plus "insaisissables" au niveau des discours, vu l'importance croissante des processus aliénants et de leur démultiplication. Mais, une fois de plus, nous ne saurions considérer identiquement l'être et le paraître, la réalité et le discours sur la réalité: à ce sujet J. Bouveresse, comme bien des auteurs actuels qui cèdent en cela à la mode kitsch, semble négliger cette distinction capitale oubliant ce qui, il y a déjà trois siècles, a failli valoir le bûcher à Galilée.

Pour clarifier ce qui précède, ajoutons cependant que nous n'établissons pas ici un enchaînement logique et inévitable entre la maturation des projets faustiens du rationalisme et un quelconque pessimisme historique. Nous ne rejoignons point en cela le catastrophisme profondément réactionnaire d'O. Spengler, qui l'a amené à voir dans l'histoire un processus inéluctable de lutte à mort et sans espoir que l'homme [avec une lettre initiale minuscule] livre à la Nature [avec une initiale majuscule] (17). L'histoire du mode de production capitaliste ne vient confirmer la vision du

monde de ce philosophe que pour celui qui place les révolutions bourgeoises de 1776 ou de 1789 à l'aurore de l'humanité... C'est ce que fait le philosophe O. Spengler, pour qui les tares de la société capitaliste sont les tares de la société humaine dès l'origine: dans son ouvrage "L'homme et la technique", l'être humain en général est identifié à l'homme de la modernité. Sur cette base ahistorique il affirme que les entreprises humaines ont des conséquences toujours moins réversibles, sans entrer en matière sur les causes et les conditions de cette réversibilité décroissante. En toute logique relativement à ces postulats anti-humanistes, il en déduit que la lutte qui oppose l'homme à la Nature sera nécessairement fatale à celui-là. Critiquant J.-F. Lyotard, nous avons soulevé ci-avant le problème de l'impossibilité de construire un quelconque humanisme, qu'il soit moderne ou post-moderne, en dehors de toute sensibilité historique: nous en voulons pour preuve "L'homme et la technique" d'O. Spengler.

Ces remarques nous amènent à préciser ce que nous entendons par le terme technologie. L'industrialisme "fait de la science une force productive indépendante du travail et l'enrôle au service du capital", la force de l'homme étant remplacée par la machine et la routine par la science, écrivait K. Marx dans le Capital (18). C'est ce que nous nommons la création de la technologie par fusion de la science et de la technique et par leur asservissement au processus de production. Non seulement le secteur de la recherche devient ainsi une importante branche d'activité en soi. Mais en outre la science investit également toutes les autres activités, tandis que chaque branche économique, productive ou non, est désormais gérée scientifiquement. Dans le monde capitaliste développé, cette tendance a pris des proportions plus que considérables. La <<Silicon Valley>>, inlassablement évoquée par l'idéologie post-industrielle, en est un exemple des plus spectaculaires et des plus sujets à mystification, mais point une exception. De ce point de vue les post-industrialistes saisissent aujourd'hui avec stupefaction ce que H. de Saint-Simon avait saisi dès 1803 en plaçant Newton aux côtés de Dieu dans sa "Lettre d'un habitant de Genève à ses contemporains". Ils comprennent ce que F. Engels et K. Marx avaient compris il y a un siècle et demi en qualifiant le savant de salarié de la bourgeoisie. Ils constatent ce que P. Lafargue, dans son merveilleux "Droit à la Paresse", et F. Nietzsche, dans "Humain, trop humain", ont constaté il y a un siècle. Ils décrivent ce que A.J. Penty vilipendait tardivement et en vain il y a trois quart de siècle (19).

Il est indéniable que le savoir acquiert une place de toute première importance, et grandissante, dans le processus de production et de circulation du capital. Ajoutons à cela le fait que tous ceux qui travaillent au niveau de ce que l'on peut nommer la conception ou l'organisation sont plus responsabilisés que ceux qui sont attachés à l'exécution. Nous pensons également que plus un travailleur aura de connaissances directement ou indirectement rentabilisables, plus il pourra se trouver haut placé hiérarchiquement. Il est en outre certain que plus un poste est intense en travail de conception, plus il y a de chances pour qu'il soit occupé par quelque membre d'une couche relativement élevée de la hiérarchie socio-économique en général. Les deux énonciations ci-dessus ne sont qu'apparemment contradictoires.

Pour aller plus loin dans cette approche du travail, nous pouvons tenir compte de trois clivages complémentaires bien que de nature différentielle:

- a) le travail collectivement productif ou collectivement non productif;
- b) le travail à forte composante logicielle ou à faible composante logicielle;
- c) le travail directement lié au nouveau système technique ou non directement lié au nouveau système technique.

Le travail productif et la question du "tertiaire industriel"

Concernant le premier clivage d'approche énoncé ci-dessus, nous avons déjà soulevé la question de la productivité ou non du travail et de l'importance de ce critère dans le contexte de l'économie genevoise. Précisons toutefois que nous ne voyons aucun intérêt à ramener les notions de productivité ou non-productivité aux approches traitant du "tertiaire industriel". Bien des auteurs en sciences sociales, dont P. Jeanneret, du Groupe d'Etudes Economiques de l'université de Neuchâtel, se penchent sur cette question. Dans "L'emploi tertiaire dans l'industrie suisse", P. Jeanneret établit a priori une équivalence entre le "tertiaire de l'industrie" et le "non productif". Mais il ne définit pas préalablement ce qu'il entend par tertiaire industriel, sinon qu'il le qualifie de "fonctions décisionnelles" et de "fonctions tertiaires de haut niveau". Dans la conclusion, il précise que "les fonctions de recherche et de développement, de marketing font partie des tâches tertiaires exercées au sein des entreprises industrielles" (20). Amputer le travail productif de la recherche et du développement, comme le fait P. Jeanneret, signifie en fait amputer l'acte productif de sa pensée immédiate et de son premier mouvement.

A ce sujet penchons-nous sur l'exemple d'une grande entreprise déjà mentionnée de l'horlogerie du canton, qui compte trois centaines de collaborateurs et fait des boîtiers de montre pour la principale marque de la place. Elle a une équipe de travailleurs, de niveaux de qualification différents, élaborant entre autres des propositions de mise au point, de diversification ou de création de nouveaux boîtiers, sur demande ou sur projet de l'entreprise client, au moyen du dessin assiste par ordinateur. Lorsque le projet convient au client, le programme de fabrication du boîtier est lancé sur machines à commandes numériques et sur robots. En langage industriel, on dira que ces personnes font du développement. En quoi leur travail est-il moins productif que celui de l'ouvrier qui règle et surveille une machine à commandes numériques, produisant une pièce quelconque constitutive de ces boîtiers? La réponse est évidente et peut sans autre être étendue à toute la recherche non fondamentale.

En outre, le discours sur la tertiarisation de l'économie helvétique occulte une dimension essentielle de la réalité. Il s'agit de la puissance industrielle croissante du pays. En effet, en Suisse le secteur industriel totalise environ 798000 travailleurs selon le recensement fédéral des entreprises de 1985. Avec l'Allemagne Fédérale, c'est l'un des pourcentages industriels les plus élevés des pays de l'Organisation pour la Coopération et le Développement Economique. Mais il faut ajouter à ces 798000 travailleurs les 565000 emplois industriels directement contrôlés par la Suisse à l'étranger

[pour 125000 dans les services], selon la Banque Nationale Suisse (21). La transformation rhétorique de la Suisse industrielle en une Suisse tertiaire, et peu productive de surcroît, est ainsi plus que discutable. Nous ne voulons point nier, par ces affirmations, que le <<swiss made>> industriel est en déclin, comme le titrait le périodique romand "L'Hebdo". Nous n'éludons pas non plus le fait que "le tissu industriel suisse se contracte", comme l'a écrit P. Schmid dans la "Lutte syndicale" (22). Nous attirons simplement l'attention sur le fait que trop souvent les chercheurs en sciences sociales, les media, les syndicalistes, oublient cette réalité. Traitant de la désindustrialisation, ils ont tendance à omettre systématiquement le fait que la Suisse ne s'arrête pas à ses frontières politiques. A quoi cela peut-il bien servir de parler de tertiaire industriel, de quelque point de vue que ce soit? A dire qu'il y a toujours plus de <<cols blancs>> dans l'industrie? Mais, par exemple, une bonne partie des opérateurs sur installations automatiques pourront de plus en plus souvent garder les mains propres et mettre la blouse blanche...

Dans une importante entreprise de composants électroniques que nous avons visitée, un homme travaille sur une installation automatique. C'est un système expert pour le contrôle des cartes de circuits imprimés, décelant les défauts sur des connexions plus fines que 0.075 millimètres, permettant une rapide rectification de la fabrication en cours si nécessaire. Le travailleur est assis devant un puissant ordinateur personnel, en blouse blanche, mains propres; il pourrait même porter la cravate. Tertiaire industriel? La question est parfaitement oiseuse. A moins qu'on ne vise, par ce type de démarche une fin non directement explicitée: prouver qu'il y a de moins en moins d'ouvriers, cette notion ayant dans la société helvétique une connotation consensuellement défavorable. Au travers du discours implicite sur la disparition de l'ouvrier, on occulte le fait qu'il y a aujourd'hui plus de salariés que jamais. De la sorte on élude également la question de la bipolarisation de la classe des travailleurs comme conséquence du mode d'introduction des technologies nouvelles de production, question sur laquelle nous nous penchons plus loin. De ce point de vue, les préoccupations d'un P. Jeanneret perdent tout enracinement dans la réalité, au même titre que le discours, cité plus haut, de A. Cunha et J.B. Racine, qui font entrer la Suisse dans l'ère post-industrielle au vu de l'importance du "tertiaire de l'industrie".

Ce premier critère d'analyse du travail, sa productivité ou sa non-productivité, nous renvoie à un débat essentiel, tournant autour du <<col blanc>>, autre artifice épiphénoménologique des sciences sociales du capitalisme tardif. Toutefois cette question ne peut pas être purement et simplement évacuée et taxée de faux problème. Elle pose indirectement les questions de la transformation du statut d'une grande partie de la classe des salariés, de la remise en cause de la condition ouvrière de l'industrialisme traditionnel, de l'éclatement d'une partie des bastions ouvriers du syndicalisme souvent dépassé en la matière. Ce qui nous intéresse derrière cette dénomination de <<cols blancs>> n'a pas trait à l'existence de la classe des travailleurs, à l'en soi, mais à l'évolution de sa conscience de classe, sous la pression de transformations profondes de l'organisation du travail, au pour soi. Le <<col blanc>>, selon C. Wright Mills, est au bas ou au milieu de l'échelle sociale. Mais il revêt l'aspect rassurant d'un bourgeois. Du point

de vue du revenu et du prestige, on peut comparer les <<cols blancs>> à une structure pyramidale dont la base est plus ou moins au niveau de l'ouvrier, le sommet au niveau d'une quasi bourgeoisie. Résultat du nivellement urbain et de la standardisation des techniques de masse, création récente du capitalisme, il n'a pas de culture propre "sinon la civilisation de masse dont il est le produit et qui s'efforce de l'aliéner encore davantage" (23). Nous reviendrons également sur ces questions plus loin.

Le travail logiciel comme présupposé à la question de la (dé)responsabilisation au travail

Quant au travail à forte ou à faible composante logicielle [que nous mentionnerons désormais par les termes logiciel ou non logiciel], nous nous limitons ici à quelques remarques et réflexions. L'édition de 1985 du "dictionnaire Robert" nous donne la définition suivante du terme logiciel: ensemble des travaux d'analyse et de programmation nécessaires au fonctionnement d'un ensemble de traitement de l'information. Par généralisation, nous comprenons cette définition au delà du cadre restrictif mais usuel de la référence à l'informatique. Bien que ce mot ait été conçu par opposition analogique à celui de <<matériel>>, nous ne pensons pas pouvoir utiliser ce dernier pour des raisons de sens. Nous ne saurions considérer une téléphoniste comme exerçant un travail logiciel, bien qu'elle serve de support technique à un certain type de transmission de l'information. Elle fera donc un travail non logiciel, même s'il n'est pas à proprement parler matériel. On pourrait nous objecter que le son est énergie et que cette dernière est matière en fin de compte. La téléphoniste transmettant de l'information orale, des sons, de l'énergie donc, ferait un travail matériel. Ce genre de sophistication du raisonnement est spécieux dans la mesure où, avec ce niveau d'indifférenciation, toute activité quelle qu'elle soit se ramène au matériel. C'est pourquoi nous préférons parler de travail non logiciel, concernant l'exemple de la téléphoniste, définissant ainsi une dichotomie qui va traverser le critère de productivité. Nous reprenons en fait le terme de <<logiciel>> tel qu'il a été défini par M. Serres dans "Le parasite". Partant du mode d'existence de la science qui, selon l'auteur en question, a comme technique et comme méthode essentielles de parasiter le matériel pour créer du logiciel, nous pouvons affirmer qu'est logiciel ce qui est parasitaire. Mais que signifie alors parasitaire?

D'une part le "producteur", celui que nous considérons comme ayant un travail à faible composante logicielle, réalise le contenu, d'autre part le "parasite", que nous caractérisons comme exerçant un travail à forte composante logicielle, réalise la position: "jouer la position, jouer le lieu, c'est dominer la relation. C'est n'avoir relation qu'à la relation même. Jamais aux stations d'où elle vient, où elle va, ni par où elle passe (...) Ou plutôt à ces points comme opérateurs, comme source de relations. Et c'est là le sens du préfixe para dans le mot parasite: il est à côté, il est auprès, il est décalé, il n'est pas sur la chose, mais sur sa relation (...) Il est toujours médiat et jamais immédiat", écrit M. Serres (24). Il ne s'agit évidemment pas de considérer le terme <<parasite>> d'un point de vue moraliste, mais d'un point de vue structurel. L'intérêt de ce deuxième critère, dans l'analyse du travail, apparaît à partir du moment où l'on saisit le fait que le

problème de l'information, comme facteur de production, a acquis une importance toute particulière de nos jours, surtout si l'on conçoit le travail comme étant en dernière instance de l'énergie et de l'information.

En disant que le travail est, en dernière instance, de l'énergie et de l'information, cela ne signifie pas que nous faisons foin des enseignements des physiciens A. Einstein et L. Infeld qui nous expliquent les fondements de l'adéquation entre matière et énergie selon la théorie de la relativité. Il est clair qu'en ultime recours l'information est de l'énergie et que l'"énergie a une masse et la masse représente de l'énergie" (25). En s'en tenant à cette stricte définition physique, l'information est énergie et l'énergie est matière: serait-ce donc un pléonasme de dire que le travail est énergie et information? Nous ne le pensons pas, car l'homme, dans sa nature historique, a toujours différencié l'énergie et l'information en tant que sources constitutives de sa praxis, médiateurs de la circulation entre la nature et lui-même. Cela nous conduit à établir cette différenciation, dans l'analyse du travail, sans entrer en matière sur les définitions physiques de ces notions. Nous entendons plutôt nous rattacher à la caractérisation du travail que proposent M. Bresso et C. Raffestin: "Le travail en tant que couple énergie-information est complexe, puisque les deux éléments de cet ensemble sont distincts mais non dissociables. Le travail apparaît dès lors, comme l'unité bio-sociale originelle qui est devenue la condition de l'évolution de cet interface nature-culture" (26).

Ainsi à partir de la double caractérisation du contenu du travail et d'une distinction qualitative au niveau de l'information, nous aborderons le problème en ces termes:

a) la combinaison spécifique d'énergie et d'information que recèle un travail; c'est un filtre de premier ordre pour déterminer si un travail est fortement ou faiblement logiciel;

b) l'intensité en composante élémentaire ou synthétique de l'information directement mise à contribution dans le cadre du travail; ce filtre de second ordre revient en quelque sorte à discerner l'information, en tant que savoir circulant mis passivement à contribution, de la connaissance, en tant que savoir structurant mis activement à contribution, dans un travail à faible contenu énergétique relatif.

Nous pouvons de la sorte différencier le fortement logiciel du faiblement logiciel en fonction de deux paliers successifs d'analyse du travail. Cette double combinaison varie d'un travail à l'autre, selon un continuum. Mais il ne s'agit pas pour autant de fixer une limite théorique quantifiée pour laquelle le rapport proportionnel, entre chacune des deux composantes, serait égal à l'unité, afin de déterminer ce qui relève du logiciel ou du non logiciel. Nous rejoignons plutôt les propos d'A.J. Penty qui définissait quatre classes impliquées directement ou indirectement dans la production: les financiers, les vendeurs, les <<designers>> et les travailleurs. Tenant compte du fait que nous ne nous intéressons pas ici au critère de productivité, nous pouvons regrouper ces catégories de la façon suivante. Nous incluons le financier dans les <<designers>>, en tant que l'un des concepteurs de l'investissement; nous intégrons le vendeur aux travailleurs, en tant qu'exécutant faisant simplement circuler le capital et

permettant au produit d'être écoulé sur le marché. Cela nous permet de ramener ces quatre classes à deux groupes qui recoupent pour ainsi dire notre classification: les <<designers>>, représentant l'exercice du travail à forte composante logicielle, et les <<travailleurs>>, représentant l'exercice du travail à faible composante logicielle. Peu utilisables pour aborder une classification en termes de productivité, ces quatre classes regroupées deviennent plus significatives du point de vue du travail abordé en termes d'énergie et d'information.

La question de l'organisation du travail dans le nouveau système technique et la formation des travailleurs: la pierre d'achoppement du conservatisme

En fait l'approche du problème en termes de logiciel ou non, nous renvoie à la question de la responsabilisation et, par contrecoup, de la formation du travailleur dans le contexte du nouveau système technique.

D. Bell écrit que la masse ouvrière post-industrielle, en l'occurrence des Etats-Unis, se rapproche de l'image marxienne classique d'un groupe social relativement instruit et culturellement homogène, comme nous l'avons déjà mentionné (27). Les années écoulées depuis la publication de "Vers la société post-industrielle" ont opposé un démenti cinglant à cette assertion. Nous avons déjà abordé cette question dans le chapitre sur le post-industrialisme. Ajoutons simplement que, selon une enquête du bimensuel romand "La Brèche", le Bureau du Recensement des U.S.A. a lui-même établi, en 1987, qu'on a assisté à "une augmentation de l'inégalité des revenus aux Etats-Unis au cours de la dernière décennie et demie." Dans les années soixante, le 60% des familles captaient le 36% des revenus. Elles n'en captent plus que le 32,5% en 1985. On apprend, à la même source, qu'en 1968 le 20% des familles les plus riches touchent 7.2 dollars pour chaque dollar touché par le 20% des familles les plus pauvres, rapport amené à 9.5 dollars pour 1 en 1985 (28). D. Bell nous parle de culture et nous lui répondons revenus. Mais la culture étant directement liée au pouvoir d'achat, notre réplique ne nous paraît pas hors propos.

A ce sujet et en ce qui concerne Genève, nous pouvons reprendre à notre compte l'expression du Syndicat Interprofessionnel des Travailleuses et des Travailleurs qui caractérise l'évolution du niveau de vie par l'idée d'économie à deux vitesses. Le bien-être matériel accru pour une bonne part de la population se ferait au détriment d'une couche significative de victimes de la prospérité, sur le même schéma qu'aux Etats-Unis mais de façon moins patente. Nous reviendrons sur cette question lorsque nous nous pencherons sur le problème du dualisme social, bien que ce phénomène soit également lié à la formation des travailleurs.

Quant à la formation à proprement parler, nous avons deux tableaux de référence. D'une part la situation idyllique du post-industrialisme à la D. Bell, théorisant indépendamment de toute réalité l'existence de la masse homogène et instruite des travailleurs. D'autre part celle plus cynique dépeinte par A. Gorz, théorisant la toujours plus nombreuse "non-classe des non-travailleurs". Cette dernière serait le produit de la crise du capitalisme

et de la dissolution des rapports sociaux de production, sous l'effet de l'application des technologies nouvelles de production, qu'il qualifie de néo-prolétariat post-industriel des sans-statut et des sans-classe (29). Entre ces deux tableaux opposés, nous situons les travailleurs de l'industrialisme tardif. En effet, nous avons crû comprendre que, malgré le besoin toujours plus urgent de main-d'oeuvre qualifiée et en formation permanente, le monde industriel secrète aujourd'hui nombre de laissés pour compte, tant pour des raisons idéologiques que d'organisation du travail.

Le manque de main-d'oeuvre qualifiée ne fait-t-il pas de doute dans l'industrie helvétique? Le simple appel à la main-d'oeuvre étrangère le comble-t-il, ou cette dernière n'a-t-elle pas les qualifications requises? Les plaintes à ce sujet sont fréquentes, nous en donnons quelques exemples ci-dessous. Mais on peut s'interroger préalablement sur un aspect de la question. La main-d'oeuvre qualifiée et directement opératoire pour des tâches très spécifiques fait réellement défaut ou semble-t-elle faire défaut? La spécialisation des postes de travail étant très poussée dans le contexte de la mise en place du nouveau système technique, cela ne devrait-il pas impliquer nécessairement que, lors de son engagement, un ingénieur, par exemple, soit formé spécifiquement selon les besoins de l'entreprise durant quelques mois? Il semble en effet que plus les tâches se spécialisent et se sous-spécialisent au détriment de la notion de métier, plus la formation, qu'elle soit professionnelle, polytechnique ou académique, ne peut suffire à rendre le travailleur immédiatement opératoire: c'est pourquoi la formation permanente devient impérative, bien qu'elle ne soit guère appréciée par le patronnat helvétique. En ce sens les plaintes au sujet du manque de main-d'oeuvre adéquatement qualifiée pourraient relever de deux phénomènes à la fois. Une carence en tant que telle, mais aussi une certaine inadaptation des mentalités du patronat industriel relativement aux technologies nouvelles qu'il met pourtant lui-même en place.

En avril 1986, M. Cuénod, dans les colonnes de l'hebdomadaire patronal "Entreprise Romande", s'exprime sur l'urgence "d'intégrer dans l'activité professionnelle, et cela à tous les échelons, la possibilité de se former et de s'entraîner à l'utilisation de ces nouvelles technologies." Plus alarmiste, J.-L. Lederray écrit, en juin 1987, dans le "Journal de Genève", que l'industrie suisse est de plus en plus menacée dans ses créneaux, qu'elle est peu présente dans les secteurs industriels "les plus prometteurs", qu'elle souffre d'une grave pénurie de spécialistes "par routine ou conservatisme". En août de la même année, le conseiller fédéral J.-P. Delamuraz constate une formidable pénurie de main-d'oeuvre qualifiée. "Dans l'industrie chimique, celle des métaux et des machines, dans l'électronique, l'électrotechnique, l'optique et même l'administration publique, la part des offres d'emploi destinées à du personnel qualifié dépasse même 80%!" déclare-t-il en invoquant la nécessité d'une formation permanente. Dans un éditorial du "Journal de Genève", J.-S. Eggly commente ainsi cette déclaration du conseiller fédéral: "Il n'est certes pas trop tard pour se réveiller malgré l'anesthésie partielle découlant de la richesse ambiante, mais c'est tout de même l'heure." Au préalable il nous rappelle qu'en 1984, 25% des entreprises interrogées par l'Office Fédéral des Arts et Métiers et du Travail déploraient cette pénurie, proportion qui s'élève à 40% en 1987. "La

Suisse manque d'ingénieurs (...) répondant aux besoins de l'industrie et des services", peut-on lire dans "La Revue Polytechnique" de décembre 1987. Cette position du problème semble corroborée par les données qu'a publiées l'Association Suisse des Constructeurs de Machines relativement aux inscriptions enregistrées et aux diplômes décernés par les Ecoles Polytechniques Fédérales et par les Ecoles Techniques Supérieures, dans son "Rapport annuel 1987". "De nombreux artisans et chefs d'entreprise sont de moins en moins disposés à former des apprentis, en raison de la croissance constante de la charge administrative et financière, et du manque de temps nécessaire à cette formation", affirme l'Union Suisse des Arts et Métiers, en janvier 1988, posant le même problème mais à partir de son conservatisme rigide. Enfin, M. Stepczynski remarque, dans un numéro de "L'Hebdo" de mars 1988, que "notre Etat central pourrait soutenir beaucoup plus vigoureusement tous les efforts, publics ou privés, consacrés par exemple à la recherche et au développement, à la formation professionnelle et technique (...) car nous perdons du terrain sur tous les fronts" (30).

Manifestement, les exigences liées au nouveau système technique - nous reviendrons sur cette dénomination - posent problème. Economiquement, matériellement, du point de vue de l'héritage général de connaissance, la Suisse, et Genève en l'occurrence, ont tout pour pouvoir suivre la mise en place des technologies de production propres à l'industrialisme tardif. Elles ont tout, sauf un élément fondamental, relevant des mentalités, du substrat sociologique, au sens où l'entend G. Gurvitch, c'est-à-dire des cadres sociaux de la connaissance. En effet les blocages politiques d'une bonne partie de la classe dominante helvétique, mais aussi de certaines couches des travailleurs, qui s'expriment régulièrement dans des votes aussi divers que, par exemple, sur la semaine de 40 heures, sur la retraite à 60 et 62 ans ou sur l'assurance maternité, posent un problème aigu à cette même classe dominante.

En matière de formation, nous en avons eu un exemple, en Suisse et à Genève, les 27 et 28 septembre 1986, où respectivement le 82% et le 75% des votants ont refusé l'initiative du Parti Socialiste Ouvrier en faveur d'ateliers publics d'apprentissage et de recyclage, destinés à ceux qui n'auraient pas trouvé de place d'apprentissage ou qui seraient contraints de se recycler. L'industrie helvétique est systématiquement victime de la force d'inertie du conservatisme et de la tradition, ce que ne sauraient contredire les exemples des industries horlogère et des machines. Loin d'être un remède miracle, cette initiative aurait permis aux industriels eux-mêmes de se donner quelques moyens pour aller à l'encontre de cette inertie qui pourrait devenir asphyxiante à terme.

Mais la classe dominante a été bloquée à plusieurs niveaux:

a) dans ses couches les plus faibles, c'est-à-dire celles qui ont la marge de manoeuvre économique la plus restreinte, par les coûts de l'opération.

b) dans ses couches les plus fortes, par le fait qu'elle a pris peur à l'idée d'une main-d'oeuvre davantage qualifiée et donc plus apte à se défendre syndicalement.

c) dans ses composantes directement impliquées dans l'appareil d'Etat, par le fait qu'elle a pensé qu'admettre une initiative provenant d'un

groupuscule d'opposition anticapitaliste risquerait de remettre en question ce que P. Bichsel a nommé le "sens civique" du citoyen helvétique. Il s'agit de "la peur de la nouveauté, la tolérance à l'égard des insuffisances et la renonciation aux discussions systématiques" (31), cette substantifique moelle de la démocratie anesthésiée porteuse du système politique suisse. Il est probable que cet aspect de la question ait également conditionné la réaction de la social-démocratie et de la bureaucratie syndicale.

d) dans toutes ses couches, par le fait que la formation en tant que telle ne rapporte pas de profit sonnante et trébuchante immédiat ou parce que toute idée nouvelle fait peur a priori.

Pourtant, nous l'avons vu, les portes-parole des associations patronales ou ceux qui leur sont proches, de même que les publications des offices économiques de l'Etat fédéral, craignent grandement le décalage existant entre formation et besoins liés aux technologies nouvelles. Face à la gravité de ce problème, le manque d'ouverture de certains acteurs des plus directement impliqués est inquiétant. Occultant ce problème derrière le thème de la notoriété des savants genevois des siècles passés ainsi que de la qualité extraordinaire des produits sortant des industries locales, le film de F. Reichenbach, intitulé "Genève", passe entre autres à côté de toute cette problématique. Ce film est subventionné notamment par des grands noms de l'industrie genevoise. Il a été grandement félicité par l'Office pour la Promotion de l'Industrie, ce même office qui, ayant perdu le sens des réalités, a organisé une exposition sous le label "Genève -Technopole industrielle" en automne 1987. Innombrables sont les publications, officielles ou non, qui reprennent ces thèmes sur la Genève des savants des siècles passés, sur la Genève du <<hi-tech>>, la Genève de l'invention et de l'innovation (32) éludant ainsi ce problème fondamental. Tandis que les responsables au sein des industries sont, paradoxalement, à la fois plus réalistes et plus contradictoires. Presque unanimement ils déplorent le manque de qualifications à tous les niveaux. Ils comprennent que la disparition progressive des anciens métiers n'est trop souvent pas encore remplacée par une dextérité et une connaissance suffisante des nouveaux appareils automatiques ou semi-automatiques. Cela crée un vide relatif, qui se manifeste de façon patente sur l'exploitation des machines à commandes numériques, par exemple. Ces dernières deviennent souvent indispensables, du fait de la résistance de l'acier utilisé actuellement, de leur rapidité d'exécution, de leur précision ou de leur sophistication. Mais elles se trouvent être fréquemment mal ou sous utilisées. On nous objectera que dans le cadre de l'Association Suisse des Constructeurs de Machines, des cours sur machines à commandes numériques sont dispensés dans les locaux d'une grande entreprise de l'électromécanique et de l'électronique de la place. Bien que très utiles, et apparemment appréciés par ceux qui les suivent, ces cours restent fortement liés aux exigences immédiates du poste de travail. Ils sont en outre payants et donnés après les heures de travail. De plus ce n'est là qu'une goutte dans la mer du problème de la formation.

Dans une entreprise d'une trentaine de collaborateurs, travaillant essentiellement pour la mécanique d'aviation et d'armements, nous avons vu un exemple frappant relativement à cette problématique. Une station très performante de conception et fabrication assistées par ordinateur a été

achetée. En même temps un programme de fabrication assistée a été acquis, accompagné de dix-sept classeurs de documentation. L'entreprise a, entre autres, un centre d'usinage permettant de travailler dans les trois dimensions plus des rotations horizontale et verticale. La station de conception et de fabrication assistée par ordinateur s'est avérée indispensable pour programmer le centre en question. Un mécanicien chevronné est responsable de celle-ci. En une année il a réussi à assimiler, selon son propre avis, environ un dixième de la documentation, au prix d'une importante accumulation d'heures supplémentaires de travail. Si l'on s'arrête là, l'exemple peut sembler anodin. Mais il faut savoir qu'avec cet acquis, l'entreprise a une avance technologique dans la branche sur une grande partie de la Suisse. A tel point, que de nombreuses entreprises ont mandaté ce fabricant pour préprogrammer certaines de leurs opérations les plus complexes relevant de la commande numérique. Cependant, pour que cette avance technologique et sa rentabilisation soient possibles, le travailleur de la station ne doit pas avoir une santé trop précaire, à cause des absences qui s'ensuivraient, et il doit travailler parfois le soir, jusqu'à tard. On peut penser que ce travailleur est très motivé. On peut en outre supputer qu'il se qualifie ainsi énormément, ce qui lui permettra éventuellement de renégocier son engagement, d'avoir d'autres responsabilités, etc. On peut aussi affirmer qu'il est plus que périlleux pour une entreprise de dépendre trop d'une seule personne. On peut également prétendre qu'il n'est pas normal qu'une qualification doive s'acquérir au détriment de la vie familiale ou personnelle. On peut enfin avancer que, dans un pays dont l'industrie a la particularité de ne dépendre que de son savoir-faire et en même temps a la spécificité d'être plus riche que Cresus, il serait élémentaire d'avoir des structures de formation et de recyclage permanentes, à disposition des travailleurs. Du simple point de vue de la rentabilité capitaliste à long terme, l'enjeu en vaudrait la chandelle.

Or c'est justement ici que se pose le problème. Le principal obstacle vient de l'immobilisme et du conservatisme profondément enracinés dans les mentalités helvétiques en général et du patronat industriel en particulier. Cet immobilisme peut aller très loin. Nous en avons eu divers exemples, dont une anecdote particulièrement frappante mais qui est loin de constituer un cas isolé. Il s'agit d'une petite entreprise d'une dizaine de personnes, produisant des phototraceurs liés à des programmes de dessin assisté par ordinateur pour des circuits imprimés. Elle devait mettre au point un nouveau modèle de ces appareils pour se lancer. La société en question appartient à un grand nom traditionnel de l'horlogerie locale. Un "travail d'horloger" était nécessaire pour élaborer une pièce de réglage du faisceau lumineux de ce phototraceur. Quoi de plus naturel que de s'adresser à la firme propriétaire pour faire réaliser cette pièce? La concurrence était sur une même affaire, les jours étaient comptés. Le directeur de production de la maison horlogère a accepté le mandat, tout en imposant, sans rémission, des délais de plusieurs mois. C'est que, dans la montre traditionnelle, la réalisation d'un projet se fait à des rythmes très lents. Ainsi le directeur de la petite entreprise a dû faire mettre au point la pièce "en cachette", par un technicien et des travailleurs de la maison propriétaire, dans un délai de trois semaines. De la sorte il a pu imposer, après coup, son appareil à la direction de la maison horlogère en question. L'indépendance de ce

directeur de la petite entreprise, le savoir-faire horloger et la chance d'avoir trouvé un technicien et des travailleurs prêts à outrepasser la hiérarchie, ont eu raison de l'immobilisme horloger. Cependant le dénouement de telles anecdotes n'est pas toujours aussi heureux. Il est banal de mentionner que la première montre-bracelet à quartz a été mise au point, en 1967, en Suisse au Centre Electronique Horloger. Il est tout aussi banal de rappeler que le premier [ou l'un des premiers] tour à commandes numériques du monde a été mis au point par un fabricant genevois d'appareils et de machines industriels. Une grande entreprise helvétique des machines a refusé ce brevet, le trouvant trop cher et craignant pour son avenir. Une firme française l'a alors acheté et produit, avec grand succès.

Un autre exemple plutôt dramatique de ce conservatisme nous a été donné par de nombreuses entreprises, n'ayant pas d'importants fonds propres, qui auraient souvent besoin de machines particulièrement coûteuses. Soit leur prix est trop élevé pour pouvoir être achetées, alors elles y renoncent, fragilisant ainsi leur position. Soit elles peuvent assumer l'effort financier, mais se voient contraintes de les sous-utiliser. Ayant demandé à plusieurs reprises pourquoi les entrepreneurs concernés n'achetaient pas ces moyens de production en copropriété, les réponses étaient systématiquement tout sauf rationnelles. Elles ne relevaient généralement que d'une peur caricaturale de tout ce qui peut ressembler à du collectif ou à du coopératif. On reproche souvent à la paysannerie son conservatisme profond. Mais, de ce point de vue, les caves coopératives des viticulteurs du canton témoignent d'une capacité d'adaptation plus forte que nombre d'entreprises industrielles. Nous n'avons trouvé que deux cas, à Genève, qui démentiraient cela. L'un, qu'on nous a mentionné, concerne six patrons de la mécanique de précision qui achètent en commun, depuis dix ans, des machines trop onéreuses. Ils se rencontrent mensuellement pour discuter des coûts, des commandes et de problèmes techniques. L'autre concerne un groupe de six entreprises également, dont nous avons rencontré l'un des responsables, qui sous-traitent des opérations de câblage, d'automatisation de machines, de fabrication de circuits imprimés, d'ingénierie industrielle, etc. Il semblerait, selon un petit sous-traitant en montage de circuits imprimés, que même l'Office pour la Promotion de l'Industrie a essuyé un échec, pour l'heure, en voulant susciter de telles initiatives.

La proposition de l'Union Syndicale Suisse sur le congé-formation payé, formulée et argumentée dans la "Revue Syndicale Suisse" d'avril 1987, est à cet égard fort intéressante. Elle recommande de ratifier la convention numéro 140 de l'Organisation Internationale du Travail de juin 1974, qui stipule un congé accordé "à des fins éducatives, pour une période déterminée, pendant les heures de travail, avec versement des prestations financières adéquates". Le syndicat propose d'inscrire ce droit dans les conventions collectives de travail, de ne pas lier cette formation au type de poste de travail occupé, d'octroyer cinq jours de congé-formation par année, ou plus si nécessaire, de faire financer ce congé par des fonds d'Etat ainsi que par les employeurs (33).

Trois arguments sont systématiquement ressortis à ce sujet, dans les entretiens que nous avons eus avec des responsables d'entreprises industrielles de la place. D'une part certains trouvent que, grâce aux cours du soir et du samedi, dont l'écolage peut être payé par l'employeur dans le seul cas d'un lien direct avec le travail effectué, la formation permanente existe déjà. D'autre part nombreux sont ceux qui trouvent que la main-d'oeuvre est déjà suffisamment rare pour que l'on ne se permette pas le luxe d'augmenter les absences. Et enfin la quasi totalité refusent d'entrer en matière sur la question de devoir payer, même en partie, ce congé-formation. Seuls quelques rares cadres ou patrons se sont exprimés pour ce projet. Il s'agissait de personnes formés dans d'autres pays d'Europe ou dont l'entreprise souffre plus que gravement du manque de qualifications, dans des établissements de dimension moyenne et particulièrement fort investis par l'électronique industrielle. Peur de voir le pouvoir syndical s'étendre, crainte d'attribuer une prérogative supplémentaire à l'Etat, phobie de l'accroissement de la marge de manoeuvre du travailleur, angoisse du comptable à courte vue, inquiétude quant à approuver une revendication syndicale d'envergure politique. On retrouve ici les mêmes problèmes que ceux posés par l'initiative pour des ateliers publics d'apprentissage et de recyclage. Le cercle vicieux est bien là. Les travailleurs en premiers, mais également le patronat à plus long terme, risquent de payer cherement ce conservatisme.

"Le nombre des étudiants a considérablement augmenté, mais pas celui des ingénieurs et des chimistes, dont la proportion a donc diminué. Il semble que cette situation soit en train de changer. Les EPF ont enregistré depuis 1982 un grand accroissement des immatriculations de futurs ingénieurs (...) Les écoliers d'aujourd'hui s'intéressent davantage à la technique (...)", écrit le président de la Commission pour la Science et la Recherche du Vorort (34). Au vu des données citées par le "Rapport annuel 1987" de l'Association Suisse des Constructeurs de Machines [cite plus haut] et si l'on tient compte des deux Ecoles Polytechniques Fédérées de Lausanne et de Zurich, cette affirmation ne correspond que partiellement à la réalité en 1982, mais est contredite par l'évolution des immatriculations de 1983 à 1987. Le problème reste donc posé dans toute sa gravité. En effet, si l'industrie ne veut pas être subjuguée par son propre immobilisme, elle doit se donner les moyens d'adapter ses travailleurs actuels: c'est-à-dire former et recycler davantage les générations présentement actives qui ont déjà terminé leur formation et, dans un futur proche, pouvoir perfectionner ou recycler constamment les générations actuellement en formation. Avec le changement des outils, les métiers se modifient profondément. Prenons l'exemple de ce mécanicien-électronicien travaillant dans une petite entreprise d'étude et de conception de circuits imprimés, comptant cinq collaborateurs. Il est à un poste de travail de dessin assiste par ordinateur. Indubitablement il lui faut des connaissances de mécanicien-électronicien. Il doit aussi être capable de bien manipuler certains programmes d'ordinateur personnel et même avoir des notions de programmation. Vraisemblablement il doit avoir des notions de soudure, pour saisir certaines conséquences directes qu'auront sur son produit des problèmes qui se posent en aval. Quand nous lui avons demandé quel était son métier, il nous a répondu: "je ne sais pas, ce n'est pas un métier en soi, on ne l'apprend nulle part."

Situation fréquemment rencontrée lors de nos visites et entretiens. Cela prouve, si besoin est, l'urgence avec laquelle se pose le problème de la formation face aux nouveaux outils de travail. Cela démontre également à quel point le travail est profondément modifié en même temps que change l'outil. Cela met enfin en relief une question délicate. C'est que l'organisation rentabiliste à courtes vues du travail induit de plus en plus les entreprises à former les travailleurs en fonction de l'outil au lieu de faire l'inverse. Le désarroi des travailleurs concernés devient ainsi toujours plus profond, leur inadaptation également. C'est le même problème qui se posait dans une autre entreprise de la place, comptant une quarantaine de personnes et produisant des phototraceurs, où il y avait urgence d'engager un dessinateur sur ordinateur en été 1987: elle va nécessairement débaucher ailleurs, selon le cadre qui nous a reçu. Alors qu'en même temps, des centaines de travailleurs de la <<métallurgie genevoise>> sont au chômage partiel, combien d'entre eux pourraient et voudraient être formés en la matière? Pour l'heure, et au vu de ce qui précède, autant aux Etats-Unis qu'en Suisse ou qu'à Genève en particulier, nous sommes bien éloignés de la masse de travailleurs homogène et instruite que vante D. Bell. Nous sommes par contre moins éloignés qu'on ne le croit du dualisme social d'A. Gorz, même en matière de formation.

On peut se demander à quoi servirait une formation permanente des plus libre pour un travailleur, en plus de répondre à des besoins et satisfactions personnels? Bien que ce soit là une raison suffisante pour justifier la mise en place d'une telle formation, la question vaut la peine d'être posée même si la réponse nous paraît claire. L'institutionnalisation d'un tel type de formation, comprise le plus librement et largement possible, permettrait justement de dépasser la pratique de la formation du travailleur strictement en fonction de l'outil de travail. Une adaptabilité plus poussée, une grande capacité à se recycler, un dépassement des blocages psychologiques face aux nouveaux instruments et conceptions de travail, une remise en cause partielle de l'aliénation productive seraient le pendant d'une formation permanente généralisée. Le mouvement syndical et l'opposition politique auraient tout à gagner d'une telle situation, mais paradoxalement cela pourrait s'avérer également très profitable à la classe dominante notamment en Suisse où le savoir-faire professionnel est d'autant plus important que le pays est particulièrement dépendant des apports extérieurs.

Il est nécessaire de souligner, par exemple, que peu de travailleurs connaissent les langues et que, de plus en plus souvent, la documentation liée aux nouveaux outils de travail est en langue étrangère. La complexité de ces instruments interdit de faire l'économie de la lecture de ces documents ou de se limiter à passer par un intermédiaire non spécialisé pour s'en faire expliquer le maniement. A moins que l'on ne soit confiné dans un travail aliénant, éprouvant ou inintéressant et par conséquent mal payé. Mais c'est justement de la remise en cause de ce type de travail qu'il s'agit avec la formation permanente.

Mais au delà de ce type de connaissances directement opératoires, un exemple intéressant nous a été fourni par une grande entreprise de la place qui compte plus de 900 collaborateurs, produisant des transformateurs et des objets d'électronique industrielle. Un responsable du personnel, avec qui nous nous sommes entretenu, a été émerveillé un jour par la dextérité d'une ouvrière à comprendre rapidement des plans de montage de circuits imprimés des plus sophistiqués. Ayant interrogé la femme en question, il découvrit qu'elle pratiquait assidûment le tricot à côté de son travail. Sur sa demande, elle lui amena des plans de tricot d'objets complexes. Le cadre comprit alors d'où venait cette habileté qui l'avait tant surpris. Lien étonnant entre une mode ancienne - le tricot - et une mode nouvelle - l'électronique - un savoir-faire apparemment fort éloigné de la tâche à l'usine peut avoir un impact positif direct sur celle-ci. De même, dans l'un des quatre grands noms de la chimie locale, où travaillent quelque 150 personnes, on nous a fait remarquer qu'un travailleur féru de cuisine présenterait les mêmes qualités que les ouvriers boulangers qui ont été embauchés dans l'entreprise. Dans les deux cas ils ont un sens aigu des proportions et savent les calculer rapidement. Qui aurait pu affirmer a priori qu'un cours de cuisine d'amateur peut accroître l'efficacité d'un travailleur de la chimie? Un autre cas similaire mérite d'être mentionné; il nous est apparu dans une petite entreprise de dix personnes, ayant un reliquat de production de burins à tête brasée au manche et développant des logiciels de comptabilité, de gestion ou de production pour l'industrie. L'entreprise a besoin de programmeurs ayant des notions d'analystes et qui soient capables de s'adapter à des tâches et à des langages différents. De l'avis même du patron, le meilleur de ses travailleurs est un jeune passionné d'échecs, occupation à laquelle il consacre beaucoup de temps. Et le patron d'affirmer que, expérience faite, un travailleur ayant un bagage scientifique et littéraire relativement solide sera à même d'avoir beaucoup plus d'initiatives et d'autonomie dans son entreprise. Autant d'exemples, parmi tant d'autres, donnant fondamentalement raison à l'Union Syndicale Suisse. Mais autant d'exemples posant aussi le problème de l'abîme qu'il reste à franchir avant d'arriver à l'image des travailleurs que D. Bell inscrit dans la réalité, remplaçant purement et simplement celle-ci par son propre projet.

Notons enfin qu'une bonne formation devrait également avoir des conséquences sur le type de travail imparti. Sans quoi le gain en formation se verra rapidement annihilé par d'autres problèmes. Un fraiseur qui passe sur une fraiseuse à commandes numériques va rapidement s'ennuyer. Soit il sera de plus en plus démotivé, s'il est obligé de rester en place, à cause de son âge ou d'une autre raison. Soit il va chercher un labeur plus intéressant ailleurs, comme ce fraiseur d'une grande entreprise des machines d'un demi-millier de travailleurs. Fort intéressé par l'informatique, il est passé sur commandes numériques, s'est très vite lassé, a continué à se perfectionner et a atterri dans le service après vente d'un commerçant de photocopieuses. Retenir, par un autre type d'organisation du travail et par de meilleures conditions de travail, une telle volonté de se former aurait pu profiter aux deux parties. Former les travailleurs, convenablement et par un système permanent, sans les payer mieux ni surtout les responsabiliser, est un non-sens. La formation permanente implique une évolution significative des mentalités qui ne profite pas à la hiérarchie ni à la cupidité à court

vues des actionnaires ou des patrons. En dehors de la tentative de créer un rapport de force politique favorable aux travailleurs par les syndicats, il est difficile d'être optimiste sur la question.

La question de l'organisation du travail dans le nouveau système technique et le travail à forte ou à faible composante logicielle

Un autre argument de taille doit être opposé à la vision post-industrialiste de l'homogénéité et du haut niveau culturel des travailleurs. Il est indéniable que l'application des technologies nouvelles exige une formation de plus en plus élevée et diversifiée. Mais il n'est pas moins indéniable que, appliquées par les héritiers de la tradition du profit, ces technologies impliquent également une masse de personnel peu ou pas qualifié, exécutants déresponsabilisés, que la morale élitaine caractérise souvent de non motivés, de peu doués, etc. Une partie de ce problème est occultée en Suisse, suite à l'«exportation» de fait de cette réalité.

En effet, le secteur industriel a perdu, dans le cadre de ses frontières politiques, plus de 210000 emplois entre 1965 et 1975. Cette même baisse est de quelque 160000 occupés entre 1975 et 1985. Simultanément, les quinze plus grands noms de l'industrie helvétique contrôlaient directement 344900 emplois à l'étranger en 1970, chiffre qui est passé à 483300 en 1980, à 456900 en 1984 et à 482300 en 1986. Cela signifie qu'entre 1970 et 1986 l'emploi industriel suisse à l'étranger a crû de près de 140000 unités pour ces seules quinze entreprises. Entre 1970 et 1980, ce groupe des quinze a augmenté ses investissements à l'étranger de 78%, soit environ 16 milliards de francs. Le dernier bulletin trimestriel de l'année 1987 de la Banque Nationale Suisse, mentionne que les emplois industriels suisses hors frontières totalisent en 1986 565000 unités. Les trois quarts sont en Europe, aux Etats-Unis, au Japon, en Australie et en Nouvelle-Zélande, le reste dans le Tiers Monde. Ajoutons que depuis plusieurs années, selon l'Union de Banques Suisses et le Schweizerische Handelszeitung, il y a plus de rachats d'entreprises industrielles à l'étranger par des sociétés helvétiques que l'inverse (35). Quelle est la part du travail peu ou pas qualifié dans cette Sixième Suisse? Vraisemblablement, une part de ces rachats d'entreprise a pour but de s'approprier de nouvelles technologies ou de nouveaux produits, comme le souligne M. Cattaneo dans la "Tribune de Genève" en ce qui concerne l'exemple des biotechnologies. Mais, et c'est là le propos de H. Stettler dans "L'exportation du swiss made", ce qui est visé c'est également les bas salaires pour les tâches peu ou non qualifiées (36). Ce dernier propos nous renvoie à la question des efforts destinés à contrecarrer la baisse tendancielle des taux de profit [que nous aborderons dans le chapitre 5 de la partie V]. Il y a plus d'une grande entreprise présente à Genève qui a des unités de production dans le Tiers Monde. Mais il n'est pas possible de faire la part des emplois non qualifiés dans ces cas. Les syndicats ne pourraient-ils pas faire une recherche à ce sujet, peut-être même établir des liens directs entre les travailleurs de ces entreprises plus ou moins lointaines et ceux d'ici? Ce serait là une contribution intéressante au dépassement des craintes individualistes du travailleur de la Suisse relativement à ses semblables du Tiers Monde. Cette lourde et importante digression doit nous aider à comprendre à quel point les post-industrialistes,

de même que leurs émules locaux impressionnés par la <<tertiarisation>> de l'industrie ou par son haut niveau de qualification, sont enfants de l'ethnocentrisme occidental. Ils oublient avec une facilité déconcertante l'étranger et, plus particulièrement, le Tiers Monde.

Pour en revenir à l'industrie genevoise, les entreprises ayant investi le plus récemment dans la rationalisation de la production présentent généralement deux caractéristiques. D'une part elles ont des bureaux techniques au sens large d'un certain poids; d'autre part elles ont relativement peu de main-d'oeuvre ouvrière fort qualifiée et, à la production directe, elles ont une part importante de personnel peu ou non qualifié. Dans les mouvements de restructuration ponctuels ou structurels, cette main-d'oeuvre est souvent la première visée.

Par exemple, dans l'imprimerie d'un quotidien local, on comptait trente personnes à l'expédition il y a encore peu de temps. Une machine programmable a été achetée en 1987, faisant brusquement passer l'expédition à douze personnes. Qu'est-il advenu des dix-huit autres? On m'a répondu que l'entreprise avait prévu le changement à l'avance: depuis longtemps dix-huit travailleurs d'expédition étaient temporaires, ce qui a permis de régler "facilement" le problème. Une fois la nouvelle imprimerie mise en place [ce qui va arriver dans un futur point trop lointain], ceux de l'expédition seront encore moins nombreux moyennant quelques aménagements nouveaux. Même le métier de correcteur se fait lentement déqualifier, précariser puis évincer. Aujourd'hui déjà les journalistes écrivent leurs propres articles sur traitement de texte. Economisant ainsi une saisie [celle de la dactylographe], cela réduit les possibilités d'erreurs. En outre, les dates et noms propres ne sont plus contrôlés systématiquement; alors que les traitements de texte seront progressivement reliés aux dictionnaires sur disquettes. On ne remplace plus les départs volontaires ou à la retraite des correcteurs et, pour répondre aux besoins en attendant que le système soit bien en place, on engage des temporaires que les dictionnaires sur disquettes vont bientôt liquider. La disparition des métiers de la typographie est trop connue pour être évoquée ici: ordinateur central, textes au kilomètre, photocomposeuse automatique, maquette et photographie auto-réglée de la maquette, collage du négatif sur une plaque en métal et en plastique polymère insolée automatiquement aux rayons ultra-violet puis trempée dans un bain révélateur, bref traitement de durcissement des textes et des images sur les plaques, pose de celles-ci sur la rotative et enfin impression. Cela signifie que les métiers gravitant autour du journal ont tendance à devenir très qualifiés d'un côté [manager, journaliste, informaticien et programmeur, mécaniciens sur des rotatives de plus en plus sophistiquées, etc] et fort déqualifiés de l'autre [opérateur de saisie, contrôleurs de machines, exécutants assistant les diverses étapes de la production du journal, etc]. La césure entre travailleurs qualifiés et peu ou non qualifiés sera plus profonde, alors que les qualifications de type intermédiaires tendent à disparaître.

On retrouve le même problème dans une grande entreprise de produits laitiers et de charcuterie, où les diverses étapes de la production sont largement automatisées. Celles qui ne le sont pas sont restées manuelles à

cause du manque de machines vraiment adéquates - mais le travail à faire ne requiert pas de connaissances particulières - et non parce que des formations traditionnelles seraient utiles. Sur un peu plus que six centaines de collaborateurs, une fois déduits la recherche et le développement, la vente, l'administration et la direction, il y a moins de la moitié des travailleurs dans les ateliers. Ces derniers sont en grande partie des ex-laitiers recyclés. Ceux qui sont à des postes de contrôle par ordinateur de la production ont besoin d'une formation de laitier afin de pouvoir superviser le processus automatique de production et intervenir efficacement si nécessaire. En dehors de ces cas, peu nombreux, les autres postes ne requièrent généralement pas de connaissances spécifiques. Les opérateurs sur les automates de conditionnement du lait frais, par exemple, n'ont que peu de réglages et de simples actes répétitifs de programmation à accomplir. Des ouvriers sans qualifications préalables pourraient faire l'affaire. Il en va de même pour la fabrication des fromages et caillés, du beurre, des yogourts, etc. L'automatisation va jusqu'à l'entretien des fromages dans les dépôts, où un système est en place pour les retourner et les enduire de saumure sans nécessiter une intervention humaine directe. Dans ces ateliers, on retrouve de nouveau le schéma du hiatus entre des tâches exigeant de solides qualifications et des tâches d'exécutants ne requérant pratiquement aucune qualification, avec toujours moins de tâches intermédiaires.

Dans une petite fabrique de ressorts d'une vingtaine de personnes, dans laquelle l'appareil de production est progressivement renouvelé et l'administration en cours d'informatisation, "les machines font tout le travail elles-mêmes, de même que le contrôle des pièces", affirme le propriétaire. Cela lui permet d'avoir un personnel peu ou non qualifié, d'embaucher des handicapés ou des "cas sociaux" à la tâche et sous-payés au nom de "l'intégration". Le personnel qualifié se limite presque exclusivement à la direction. Dans un tout autre type d'entreprise, beaucoup plus récente, produisant des oscilloscopes digitaux ayant une précision à la nanoseconde près, il y a une centaine de collaborateurs. Ils sont répartis pour un tiers à la recherche et au développement, un tiers à l'administration et gestion, un tiers dans les ateliers. On rencontre ici le même problème que dans l'exemple précédent. La recherche et le développement comptent beaucoup de physiciens et autres ingénieurs, des techniciens et des travailleurs très qualifiés. Le personnel de bureau est divisé entre des exécutants, relativement peu qualifiés mais connaissant une ou des langues étrangères, et des responsables de l'entreprise. Les ateliers, faisant essentiellement de l'assemblage et des tests de contrôle, sont peuplés d'ouvriers spécialisés sans qualifications. De même dans une entreprise de la métallurgie, apparemment plus traditionnelle, versée dans la lunetterie, les briquets, les stylos, les mélangeurs de gaz et régulateurs de pression et les opérations de laquage, nous retrouvons cette évolution de perte des qualifications intermédiaires. Un quart des travailleurs sont dans les bureaux, soit quelques responsables des ventes, de la technique, de l'administration, de la direction et une grande partie d'exécutants. Les trois quarts des travailleurs restant sont dans les ateliers. Une cinquantaine de ceux-ci sont solidement qualifiés, plus d'une centaine ne le sont point. Actuellement la production des briquets est entièrement préparée, suivie et dirigée par ordinateur. Bientôt toutes les

autres lignes de production fonctionneront de la même façon. Cela signifie que la main-d'oeuvre qualifiée va diminuer d'autant plus et que les ouvriers spécialisés, sans qualification, vont augmenter.

Qui sont ces ouvriers spécialisés et le personnel de bureau peu qualifié? Comme l'affirmait J.D. Delley, lors d'une conférence syndicale, ce sont l'anti-image de la mythologie syndicale ouvrière traditionnelle (37). Souvent des femmes, très souvent des étrangers, désirant fréquemment le temps partiel, généralement peu attachés à un travail qui s'avère fort peu gratifiant, ils sont peu syndiqués. Le dualisme social, sur lequel nous reviendrons, s'exprime, entre autres, au niveau d'une bipolarisation structurellement plus marquée dans l'entreprise. C'est ce que le post-industrialisme de J. Naisbitt met en relief dans "Megatrends". Dans cet ouvrage, il affirme qu'au travers de la généralisation des technologies informatiques dans l'industrie, "les activités dans la production et dans les services tendent à devenir non qualifiées, les activités des techniciens et des chefs de service tendent par contre à devenir plus responsabilisées" (38). Bien que cette constatation soit devenue désormais banale, on ne l'a pas encore suffisamment analysée dans ses implications et on n'en a pas encore tiré toutes les conséquences sur le plan syndical. C'est peut-être là une des causes fondamentales de la profonde crise des valeurs syndicales traditionnelles. Il y a aujourd'hui plus de salariés que jamais il n'y en a eu dans l'histoire. Mais ils sont profondément scindés: qualifiés et non qualifiés, intégrés au monde du travail et non intégrés au monde du travail, nationaux intégrés politiquement et étrangers exclus politiquement et même légalement en ce qui concerne les clandestins, travailleurs en amont ou en aval de la production [recherche, conception, préparation, organisation, adaptation, tests, etc.] et travailleurs d'atelier gravitant autour de la machine [et subordonnés directement à celle-ci]. Celui qui est << dans les bureaux >> n'a pas le savoir-faire manuel de l'ouvrier et ne se reconnaît pas ou plus comme tel. Soit il a un grand bagage technologique, certaines responsabilités, il tendra alors à se considérer comme étant au-dessus des travailleurs. Soit il a une faible formation, il ne se considérera alors ni au-dessus ni avec les travailleurs. Celui qui est << dans les ateliers >> n'a pas de distance réelle face à sa condition ouvrière. Soit il détient un important savoir-faire traditionnel, devenu précieux car toujours plus rare, soit il détient un solide bagage technologique; dans les deux cas il se considère comme étant coupé des bureaux mais également de ses collègues non qualifiés. Ceux n'ayant que peu ou pas de formation sont très facilement remplaçables, il ont alors un faible attachement au travail, beaucoup plus de difficultés à se faire valoir et à s'imaginer capable d'avoir un impact sur les problèmes d'organisation du travail.

L'un des problèmes que subit gravement le mouvement syndical dans l'industrie genevoise, c'est que son implantation est relativement forte parmi le personnel des ateliers de l'industrie locale d'une part, mais relativement faible dans les bureaux de même que dans les entreprises les plus récentes, souvent les plus directement impliquées dans les technologies nouvelles d'autre part. La composante étrangère peu intégrée au tissu social genevois - c'est-à-dire les étrangers autres que les Espagnols, Français, Italiens - ainsi que la composante féminine du monde de l'industrie, sont sous-

représentées en son sein. Il est d'ailleurs significatif que la Fédération des Travailleurs de la Métallurgie et de l'Horlogerie de Genève a augmenté le nombre de ses adhérents en 1987 de près de 11%, mais que seulement quelque 1% de ces nouveaux membres relèvent du personnel de bureau. Ces nouveaux syndicalistes proviennent en grande partie de la métallurgie du bâtiment, en pleine expansion, et doivent donc compter fort peu de femmes [peu présentes dans cette branche] (39).

Nous pouvons affirmer que l'importance du travail logiciel est effectivement une caractéristique nouvelle de l'industrialisme tardif. Tant le concepteur, que l'ingénieur oeuvrant dans les bureaux techniques au sens large, que l'opérateur ou la téléphoniste oeuvrant dans une entreprise industrielle interviennent en "parasites" sur la production [nous avons écrit plus haut, en citant M. Serres, que le "parasite" est celui qui n'a "relation qu'à la relation même (...) il est à côté, il est auprès, il est décalé, il n'est pas sur la chose, mais sur sa relation"]. Mais l'opérateur et la téléphoniste, par exemple, agissent en grande partie sous l'impulsion d'informations ne requérant pas plus qu'un minimum de connaissances spécifiques ou générales dans l'organisation capitaliste du travail. Tandis que le concepteur, les autres ingénieurs et certains techniciens manipulent voire créent des informations plus ou moins sophistiquées, et généralement fort spécialisées, dans un domaine de l'organisation capitaliste du travail. Le mécanicien et certains techniciens, qui interviennent dans tous les processus de production sur les machines ou les produits, vont se trouver à la limite de ces deux catégories. Leur savoir-faire est grand, la composante énergétique de leur travail est également importante. En plus des divers opérateurs et autres manoeuvres, on trouvera le travailleur non logiciel dans des secteurs de production apparemment traditionnels, mais aussi de plus en plus parmi les réparateurs de produits de consommation, sur lesquels le remplacement des pièces défectueuses évince progressivement la réparation à proprement parler. Ces dernières considérations nous conduisent en fait à la question de la définition du nouveau système technique, ce qui nous permettra d'aborder le troisième clivage d'analyse du travail.

Le nouveau système technique

Le troisième clivage que nous avons énoncé se rapporte au travail lié directement ou non au nouveau système technique, notion que B. Gille emprunte à A. Leroi-Gourhan. B. Gille définit un "système technique" par ces mots: "toutes les techniques sont à des degrés divers dépendantes les unes des autres et (...) il faut nécessairement entre elles une certaine cohérence: cet ensemble de cohérences aux différents niveaux de toutes les structures de tous les ensembles et de toutes les filières compose ce que l'on peut appeler un système technique" (40). Par "structure technique", il entend une combinaison unitaire élémentaire ou de montage; par "ensemble technique", il entend un faisceau de techniques affluents dont la combinaison concourt à un acte technique défini; par "filières techniques", il entend un complexe d'ensembles techniques, la finalité de l'agencement étant le produit désiré. Pour caractériser ce système, il suffira de préciser quelles sont les techniques dites entraînant. Au moyen de ces notions B. Gille dépeint le nouveau système technique par les mutations de l'énergie

nucléaire, de l'électronique et de l'utilisation massive des matières nouvelles. Il nous semble essentiel d'ajouter à ces trois domaines fondamentaux, celui des biotechnologies, négligé dans la remarquable "Histoire des techniques" de l'auteur en question.

Il est bien clair que nous ne nous intéressons ici ni au critère de travail productif ni au critère de travail logiciel. Un caissier ne travaillant au guichet d'une banque qu'au travers de son terminal d'ordinateur, par exemple, fera un travail directement lié au nouveau système technique de même qu'un ingénieur travaillant aux plans d'une centrale nucléaire, bien que le premier ne soit ni logiciel ni productif tandis que le second est logiciel et productif [même si sa production est, en fin de compte, éminemment contradictoire: destruction d'environnement à long terme que ne saurait compenser la production d'énergie à court terme]. Ce troisième critère d'analyse du travail nous est précieux au niveau de l'approche des technologies nouvelles qui jouent un rôle fondamental dans l'évolution de l'organisation du travail et de son contenu. La mise en place du nouveau système technique, son extension tentaculaire, n'est pas génératrice a priori d'emplois qualifiés, de demande de nouvelles qualifications, pas plus qu'elle n'engendre a priori des tendances opposées à celles-ci. Elle paraît par contre plutôt propice, au niveau de son mode d'application, à la mise en place d'un dualisme social déjà annoncé par le "Servile State" de H. Belloc et que l'on retrouve dans le socialisme post-industriel d'A. Gorz. C'est à la fois l'expression de la manifestation d'un besoin en main-d'oeuvre de plus en plus qualifiée du côté des responsabilisés et d'un besoin de travailleurs calqués sur le robot du côté des exécutants.

Quoi qu'il en soit, ce troisième critère d'analyse du travail a une dynamique intéressante. Il précise le degré d'«obsolescence» du travail, son niveau d'évolution vers une ou des techniques entraînant et son état d'immersion dans le nouveau système technique. C'est là une série d'éléments fort significatifs dans l'étude des décalages, des désynchronisations ou même des formations nouvelles de la territorialité industrielle. Une façon intéressante d'aborder la question de la mise en place du nouveau système technique est de se pencher sur celles du contact à la matière et de la place de la recherche et développement dans la production, arguments que nous allons traiter successivement.

Le nouveau système technique et la question du rapport à la matière

Nous sommes aujourd'hui entourés de matières mises au point en grande partie dans la première moitié du siècle, mais qui étaient peu connues voire pratiquement inconnues par les générations d'avant la seconde guerre mondiale. Selon l'"Histoire des techniques", de B. Gille, on peut même supposer que la moitié des matériaux utilisés aujourd'hui n'était pas connue avant cette date. Il suffit de citer quelques exemples: caoutchoucs synthétiques, résines synthétiques telle que les silicones, textiles et plastiques polyamides, plastiques de remplacement des aciers dans la construction, téflon, nouveaux métaux à usages industriels innombrables, etc. Le celluloid [plastique], la galalithe [corne synthétique] et la bakélite [résine synthétique], par exemple, existent déjà dès l'orée du siècle et sont bien connus dans

l'entre-deux-guerres. Mais, comme pour tous les autres phénomènes caractéristiques de l'industrialisme tardif, la généralisation du phénomène, sa banalisation, ne se réalisent qu'à partir des années cinquante. "Qu'on ne se méprenne pas. Ces produits de synthèse se font à partir de produits naturels. On a simplement déplacé, en quelque sorte, l'origine de ces industries. Alors qu'on employait autrefois le produit naturel directement utilisable (...) tout est fait aujourd'hui par la chimie avec quelques grands produits naturels", précise à juste titre B. Gille (41). Un détail est essentiel dans ces propos. Ce sont les sept mots "tout est fait aujourd'hui par la chimie". Ce n'est pas que l'homme se soit extrait, émancipé, de la nature. Il s'est simplement mais systématiquement mis à prendre des matières de base dans la nature pour en faire des synthèses à partir desquelles les machines fabriquent des objets. Il a médiatisé son rapport à la matière <<première>> plus profondément que jamais. De même dans les processus de production il a profondément médiatisé son rapport à la matière, à la machine et à l'objet fabriqué.

Si l'on regarde autour de soi dans ce que l'on nomme couramment <<la nature>>, on ne trouve presque pas de traces apparentes de la majorité absolue des matériaux que nous utilisons quotidiennement. Indiscutablement une ancienne calèche attelée à un cheval n'est pas plus naturelle - au sens commun, positiviste, du terme - qu'un véhicule automobile de la fin du XX^e siècle. Les deux sont les produits très évolués d'une longue histoire au travers de laquelle l'homme tente en vain de s'élever <<au-dessus de la nature>> en se posant comme extérieur à elle. Mais il y a une différence de taille entre les deux objets. Le premier nous présente du bois, du fer, du cuir, des textiles de fibres végétales et un animal. Le second nous présente des alliages d'aciers complexes, des vitres à texture parfaite contenant nombre d'autres matériaux non visibles, des résines et caoutchoucs synthétiques, des polyamides, de l'essence, des circuits hydrauliques, électriques et électroniques variés, des systèmes de production d'air chaud ou froid, de musique, d'alarme, etc. Nous ne doutons pas non plus que le champs de blé du capitalisme tardif présente autant de différences par rapport au champs de blé du XVIII^e siècle que le véhicule automobile de 1987 par rapport à la calèche. Mais dans le premier cas, la différence paraît moins choquante à nos yeux, car il s'agit de matières premières que notre éducation positiviste nous pousse à lier inéluctablement à <<la nature en soi>>. Pour cette même raison, la calèche nous semblera plus naturelle que le véhicule actuel, étant composée pour l'essentiel de substances relativement proches de la matière première. Tandis que la voiture d'aujourd'hui ne recèle que des produits de synthèse à des degrés fort élevés. Nous voyons ceux-ci, et donc également le tout, comme une <<sixième essence>>, ne relevant point des quatre éléments de base ni de la quintessence divine. Ce sixième élément, l'Icare contemporain et aliéné ne l'attribue ni aux Dieux, ni à la Terre, ni à lui-même, mais à la Technologie.

Ainsi, à travers la question de la mise en place du nouveau système technique, c'est de la mise en forme de la "nature cybernétique" qu'il s'agit: "Ce n'est pas sous leur forme première mais sous leur forme finale que [les matériaux] s'incarnent dans les objets, qu'ils se présentent aux sens." Au

delà du façonnage et de la transformation des qualités de la matière, l'industrialisme tardif a généralisé le développement et, par là même, l'invention de qualités nouvelles de la matière. Le travail se situe ainsi au niveau de la permutation des éléments et du remodelage des structures, comme le suggère S. Moscovici (42). C'est de ce point de vue qu'on peut parler de l'importance inédite de l'information dans les processus actuels de production plus ou moins automatisés. Dans ce nouveau contexte, l'électronique "tend à devenir l'un des symboles essentiels de la technique contemporaine, du système technique contemporain", écrit B. Gille (43). En effet, l'électronique est probablement l'archétype de l'asservissement qu'a imposé le capitalisme à la science et à la technique fusionnées, propulsant l'industrie du stade <<énergétique>> de la révolution industrielle vers le stade <<cybernétique>>. Il est d'ailleurs significatif que lorsque l'on prononce le mot <<électronique>>, on n'a que très rarement à l'esprit la particule élémentaire que l'on a découvert originellement dans l'ambre jaune, possédant la plus petite charge d'électricité, l'électron. On pense plutôt systématiquement à l'ordinateur, au robot, éventuellement au circuit intégré, aux puces, peut-être même aux directions de voiture assistées par des microprocesseurs, etc. Bref, à tout ce qui se rapporte aux machines à information et non à la substance première à partir de laquelle elles peuvent exister. Il est probable qu'un homme du XIX^e siècle, lorsqu'il pensait au bois, imaginait un lit, une maison, un véhicule hippomobile et non un atome constitutif de la matière ligneuse. Mais la différence, et on en revient au point de départ, est qu'en se promenant il voyait autour de lui une matière semblable <<donnée par>> la nature.

S'il est possible de dire que les centrales électriques à combustible nucléaire posent fondamentalement le même problème, on peut ajouter que, comme les biotechnologies, elles le posent d'une façon particulièrement exacerbée. C'est que leur emploi nous confronte de manière abrupte à la question première du rationalisme, à savoir les finalités de l'action. "L'homme est si perfectible et si corrompible qu'il peut se rendre idiot par raison", écrivait G.C. Lichtenberg, craignant que la Raison ne devienne instrument d'aliénation (44). Les craintes de ce contemporain de la révolution française sont spectaculairement en jeu dans l'utilisation mal maîtrisée de ces deux catégories de technologies. C'est également ce problème que pose, indirectement, M. Serres, dans sa préface à l'ouvrage "L'oeuf transparent" de J. Testart, lorsqu'il qualifie cet auteur de "père" d'Amandine. Amandine n'est autre que l'être humain <<mis au point>> par J. Testart, chercheur en procréation assistée, au moyen de la fécondation en laboratoire avec transfert d'embryon dans l'utérus d'une femme. Le spermatozoïde qui, couplé à un ovule, a permis la naissance d'Amandine ne provenait pas de J. Testart. Et pourtant M. Serres, jouant avec les mots, le nomme le "père". Il y a un homme, qui a fourni un gamète mâle, une femme, qui a accueilli un embryon pour la fabrication duquel elle a fourni un gamète femelle, et un chercheur qui a effectué la fécondation puis la déposition de l'embryon dans le corps de la mère. Poursuivant ses jeux de mots, M. Serre écrit: "nous avons pouvoir sur le pouvoir et puissance sur la puissance" (45). Nous pouvons comprendre ces paroles comme faisant état de la puissance technologique qui s'asservit la puissance sexuelle: la procréation devient une mode de production industrielle.

Le débat le plus intéressant qui se profile derrière ces propos n'est pas le sensationnel-fiction que l'on affectionne de mettre en avant quand ce type d'événement se produit. On peut en effet se donner des frissons en parlant de la "mouchèvre", hybride laineux sans cornes obtenu par manipulation génétique à partir d'un mouton et d'une chèvre, ou du "donzebra" produit de même à partir d'un âne et d'un zèbre. Mais la pratique des croisements pour l'élevage est fort ancienne et somme toute très proche de ce type de manipulations. On peut se donner des angoisses en entendant les délires de l'anthropologue florentin B. Chiarelli. Il propose de fabriquer des "schimpanzhommes", êtres sous-humains destinés à des tâches répétitives et dégradantes et à la fonction de réservoirs d'organes pour transplantations. Bien qu'il s'agisse ici de science-fiction plutôt que de capacités scientifiques réelles, ce type de proposition nous rapproche de la logique totalitaire des expériences sur le vif du nazisme. Mais, pour l'heure, ce ne sont probablement que des visions isolées et sans lendemains. On peut également flatter notre narcissisme technologique, en nous plongeant dans la description de la recherche sur les bio-puces, molécules auto-programmables qui seraient destinées à l'électronique. Dans le même esprit, il suffit d'évoquer les bactéries qui permettent d'extraire, par solubilisation des éléments métalliques, le 10% du cuivre produit aux Etats-Unis aujourd'hui. Ce type d'approche de la question des technologies nouvelles est systématiquement utilisé, autant dans le monde des media que dans celui des sciences sociales. Ce sensationnel-fiction, qui ne sait s'intéresser qu'aux performances en soi, accrédite auprès du public l'idée de l'autonomie de la technologie, oeuvrant ainsi à le maintenir dans l'ignorance et la résignation ambiantes face aux graves problèmes fondamentaux qui sous-tendent la question dite technologique. En fait le débat de fond qui se profile derrière la problématique de la puissance technologique tourne autour des questions du rapport à la matière et, en dernière instance, du mode d'application des technologies nouvelles, question qui sous-tend toutes ces pages. Que penser alors de la nomination du "personnage de l'année" par la revue "Times" des Etats-Unis, en la <<personne>> d'un micro-ordinateur en 1982? Que penser d'un ordinateur très performant, conçu au Japon, qui peut faire un portrait de la personne placée devant la machine, parfaitement ressemblant et en peu de temps. L'introduction de l'automate à photo-passeport a partiellement évincé le photographe-portraitiste et son coup d'oeil. Celle de l'ordinateur à faire des portraits pourrait achever cette éviction. Dans les deux cas, si l'on s'arrête aux apparences, la technologie en tant que telle semble détrôner l'homme. Nous avons traité, ci-avant, de la perte du paradigme positiviste de la nature, comme base sociale favorable à la généralisation de l'idéologie du <<post->> et de l'attitude kitsch. L'automatisation est le pendant de cette réalité au niveau de l'industrie: elle consolide le mythe de l'autonomie de la technologie.

Prenons l'exemple de l'atelier des portières à la Fiat de Turin, à partir d'un reportage, publié en 1983 par l'hebdomadaire "L'Espresso", intéressant malgré toute l'emphase et le goût du <<look>> qu'il contient. Deux ouvriers se tiennent devant une grande machine vers laquelle sont transportées automatiquement des pièces que les deux travailleurs prennent dans des conteneurs et posent sur une sorte de plateau. Dès cet instant, toute la portière commence à être produite dans la machine, sans intervention

humaine directe. Plus loin des bras non humains la complètent et font les soudures. Puis les portières achevées sortent à l'autre bout de la chaîne robotisée, où se tient un autre ouvrier qui vérifie rapidement que l'objet n'ait pas de défaut. Le cas échéant, il le met à l'écart. Trente-deux personnes, divisées en deux équipes de seize, assistent ainsi la production de 11000 portières quotidiennes. La carrosserie est montée d'une manière semblable, par étapes. Dans ce système, divers modèles peuvent être produits indifféremment et dans n'importe quel ordre. Là, les travailleurs, au nombre de douze, sont des manutentionnaires. 1300 carrosseries sont produites par jour, en regard des 300 d'avant l'organisation de ces systèmes automatisés et alors que la main-d'oeuvre était infiniment plus nombreuse. Une équipe de mécaniciens très qualifiés entretient les robots; une équipe d'ingénieurs, de techniciens et de programmeurs les <<instruit>>. L'ordinateur central est, la plupart du temps, déserté. Le <<mettalmecanico>> [mécanicien-métallurgiste], symbole par excellence de l'industrie automobile mais également du syndicalisme italien du Nord, n'est plus ou presque plus ce symbole industriel et syndical aujourd'hui. Les effectifs de la Fiat de Turin ont baissé de moitié en peu d'années et la rationalisation est encore pleinement en cours (46). En apparence, l'homme ne fabrique plus la voiture, on le conçoit comme de moins en moins productif. L'automate s'en occuperait à sa place. Mais on oublie de la sorte que l'automate n'est que de l'information plus ou moins complexe conçue, contrôlée, et relativement figée, par l'homme. Et même dans le cadre de ce qu'on nomme maladroitement <<l'intelligence artificielle>>, le problème reste fondamentalement similaire.

Dans un autre contexte et d'un tout autre point de vue, c'est en quelque sorte le même problème qui était posé à la photographie lors de son avènement: J.-P. Keller remarque à juste titre que le photographe <<a>> un coup d'oeil, <<cadre>> l'image, <<développe>> la photographie éventuellement en la <<triquant>>, mais il ne la <<fait>> point (47). Durant longtemps, et parfois encore aujourd'hui, cela a été une des causes pour lesquelles nombre de critiques d'art et de spectateurs n'ont pas voulu considérer ce procédé comme un art. Mais aujourd'hui, alors que les artistes se mettent de plus en plus souvent aux oeuvres d'art assistées par ordinateur, la photographie se fait reconnaître son statut artistique. Tandis que dans la production industrielle on refait, avec un bon siècle de retard, un débat fondamentalement semblable: le concepteur, l'organisateur, le préparateur, l'opérateur, le contrôleur, se voient de plus en plus souvent relégués en dehors de leur statut de travailleurs productifs, pour le simple fait qu'ils n'interviennent pas directement sur le produit fabriqué. La similitude avec le débat sur le statut du photographe ne nous paraît pas oiseuse.

Cette difficulté à comprendre le rapport entre l'homme et la machine à chaque fois qu'il subit de profondes modifications nous confronte à une question délicate, mise en avant par bien des historiens des techniques: il s'agit de la désynchronisation entre l'évolution technologique, produit de l'homme, et les mentalités, substance de l'homme. Preuve en est le fait que les sociétés agraires, qui ont bel et bien disparu au niveau de la réalité donnée, sont encore fort importantes dans les mythologies sociales et même

dans les idées politiques. C'est que la révolution industrielle n'a pas remis fondamentalement en question le mythe du rapport à la matière première que véhiculaient ces sociétés, bien qu'elle l'ait profondément changé. Cependant, avec le nouveau système technique de la seconde moitié du vingtième siècle, ce rapport est brusquement remis en question. L'homme se sent amputé de la matière. Non point qu'il n'en manipule plus: sa vie entière est faite d'utilisation d'objets plus nombreux que jamais. Mais autant les matières premières constitutives de ces objets, que leur procédé de fabrication ne lui semblent plus lui être propres, comme nous l'avons déjà souligné. C'est là le fondement actuel de la croyance en l'autonomie de la technologie. C'est également là le fondement de toute la foisonnante mythologie prenant forme à partir des nouvelles technologies, qui seraient capables à elles seules de résoudre le problème de l'industrie du canton selon bien des membres du gouvernement genevois, des associations patronales, mais aussi des syndicats de travailleurs.

Le sentiment d'amputation, relativement à la matière, que nous mentionnons ci-dessus met en crise le rationalisme naturaliste sur lequel s'est fondée l'idéologie de la modernité. En effet nous tendons à ne plus réussir à situer <<l'homme face à la nature>>. Or cet artifice novateur de la Renaissance, qui a été figé de manière conservatrice par le positivisme d'A. Comte, était devenu le ciment réactionnaire commun aux idéologies dominantes des XIX^e et XX^e siècles. Aujourd'hui il est violemment remis en question par les rapports réels de travail, par la nouvelle organisation du travail qui est mise en place. Cela explique en partie pourquoi l'industrialisme tardif, substrat réel de la nature cybernétique, génère des idéologies <<post->> en mal d'authenticité. A ce sujet la représentation qu'a le conseiller administratif genevois G.-O. Second de notre fin de siècle n'est pas inintéressante: "L'homme sera progressivement pris dans un réseau de vidéophones, d'ordinateurs, de banques de données, de moyens de calculs, d'échanges de documents, d'images diffusées par les vidéothèques, etc." Il sera "pris" dans ces réseaux. Cela signifie donc qu'il sera soit dans une position accommodatrice - au sens où l'entend C. Hussy, c'est-à-dire d'adaptation dominante de la personne aux moyens sans nécessairement en comprendre les fins - soit dans une position assimilatrice - selon le même auteur, au sens d'adaptation dominée de la personne aux moyens et éventuellement aux fins (48). Le langage utilisé lorsqu'il s'agit de technologies nouvelles pose sans cesse ce problème. L'aliénation technologiste nous renvoie aux propos déjà cités de H. Marcuse qui ont été à la base du constat à partir duquel nous avons formulé notre projet de thèse: "l'unidimensionnalité sociale consiste dans l'utilisation de la technologie, plutôt que de la terreur politique, en tant que nouvel instrument pour obtenir la cohésion des forces sociales (...)." Est-ce cela qu'entend A. Toffler lorsqu'il écrit, non sans anachronisme toutefois, que les "manufactures" de "La Troisième Vague" sont "gestaltiques" (49)? Par gestaltiques, on peut comprendre ici <<relevant de l'ensemble des relations structurelles entre les éléments de la production>>. Cela signifie-t-il que l'homme tend de plus en plus à intervenir sur la forme du processus de production et donc à se distancer toujours plus de l'objet produit? Certains dessinateurs industriels et mécaniciens en savent quelque chose, qui peuvent dessiner leurs pièces sur

écran puis simuler leur production, toujours sur écran, pour étudier des problèmes réels avant de lancer la production ne serait-ce que d'une pièce prototype. Nous avons rencontré plus d'un exemple de ce genre dans des entreprises de la place.

Par rapport à cette question, les usines hydroélectriques ont quelque chose de particulier dès leur première conception, dans les deux dernières décennies du XIX^e siècle. Prenons la centrale de Verbois, par exemple, datant de la moitié de ce siècle, qui regroupe moins d'une quarantaine de collaborateurs se répartissant en six électriciens, trois responsables du centre de commandes de l'usine, trois membres du personnel d'entretien, quelques mécaniciens et de nombreux opérateurs, manoeuvres formés sur le tas. L'électricité a rapidement envahi tous les secteurs de la vie quotidienne sans exception, tout en étant totalement non apparente et inodore. La fascination que provoque généralement en nous ce type d'usine découle probablement du rapport à la matière qu'elle véhicule. C'est une industrie présentant trois caractéristiques qui, combinées, lui confèrent un statut particulier. D'une part l'électricité est entièrement produite sans être directement vue en tant que telle ni touchée par le travailleur. D'autre part elle est un produit directement utilisé par tout le monde. Et enfin c'est une production fort complexe, faisant appel aux technologies les plus diverses et les plus récentes à chaque étape du capitalisme depuis la fin du XIX^e siècle. Jusqu'au milieu du XX^e siècle, ce sont là trois attributs particuliers dans le monde de l'industrie. Tandis que dans l'industrialisme tardif, cette réalité est en train de devenir banale et de concerner, progressivement, la majorité de la production. En ce sens l'hydroélectricité préfigure, depuis longtemps, les processus industriels que nous connaissons aujourd'hui. Seraient-ce là des raisons, plus ou moins conscientes parmi le public, expliquant le succès exceptionnel qu'a rencontré la journée portes-ouvertes organisée par l'usine hydroélectrique de Verbois en 1986?

La recherche et le développement dans le contexte du nouveau système technique

Cette question du rapport à la matière dans les processus industriels est intimement liée au problème de la recherche et du développement dans l'industrie. Nous pouvons dire, avec D. Bell, que les efforts d'un pays en recherche et développement - "sa capacité scientifique" - ont pris une importance primordiale dans l'analyse de sa puissance économique effective et potentielle, ce critère tendant actuellement à supplanter celui des hauts fourneaux. C'est une caractéristique liée au capitalisme depuis son origine. Mais, une fois de plus, cette réalité a pris une envergure sans précédent depuis la seconde guerre mondiale et encore plus depuis la crise économique des années septante.

A partir des études du Vorort de l'Union Suisse du Commerce et de l'Industrie, nous pouvons caractériser à grands traits la situation de la recherche et du développement dans l'industrie privée helvétique par les sept points ci-dessous. Nous indiquons préalablement comment est constituée

l'échantillon des enquêtes du Vorort relativement aux personnes occupées dans les branches considérées selon les recensements fédéraux des entreprises de 1975 et de 1985 [cf tableau 11 ci-après].

TABLEAU 11:

INDUSTRIE SUISSE: PERSONNES OCCUPEES SELON L'ECHANTILLON DES ENQUETES DU VORORT DE L'UNION SUISSE DU COMMERCE ET DE L'INDUSTRIE [1975, 1980, 1986], PERSONNES OCCUPEES SELON LE RECENSEMENT FÉDÉRAL DES ENTREPRISES [1975, 1985] ET RAPPORT ECHANTILLON/RECENSEMENT, DANS LES PRINCIPALES BRANCHES.

Catégories:	Personnes occupées échantillon			Pers. occupées RFE		échant./RFE 85
	1975	1980	1986	1975	1985	
Machines, électrotechnique, métaux:	138225	162435	197363	345768	348670	56.6
Chimie:	60999	61376	64920	69697	64556	100.6
Horlogerie:	25941	20423	14652	55539	27889	52.5
Textile et habillement:	6693	6094	10925	83400	58619	18.6
Alimentation, papier, plastique:	16067	18690	32418	82953	86914	37.3
Construction:	24582	24541	34546	289908	332095	10.4
Total:	272507	293559	354824	927265	918743	38.6

Remarques:

- 1) L'enquête ne concerne que du personnel à plein temps et touche l'essentiel des entreprises investissant dans la recherche et développement.
- 2) Depuis l'année 1987 [date de publication de la dernière enquête], l'OFS collabore à l'enquête du Vorort, mais ne fait plus la sienne.
- 3) L'enquête du Vorort englobe la construction (c'est-à-dire le bâtiment et le génie civil) dans la dénomination "industrie".

Données O.F.S. [R.F.E.] et Vorort [enquête périodique]

a) Les deux catégories des machines-électrotechnique-métaux et de la chimie détiennent l'essentiel de ce type d'activité dans l'industrie du pays [cf tableau 12 ci-après].

b) Entre 1980 et 1986, relativement au pourcentage du chiffre d'affaires consacré à la recherche et développement, les grandes catégories de branches industrielles n'ont pas sensiblement augmenté leurs investissements. Elles les ont même diminués, hormis les deux catégories mentionnées ci-dessus qui ont considérablement progressé [cf également tableau 12 ci-après].

c) Par rapport aux investissements totaux, en Suisse et à l'étranger, de recherche et développement entre 1980 et 1986, les machines-électrotechnique-métaux ont diminué leurs investissements à l'étranger de plus d'un quart, tandis que ceux de la chimie ont crû d'environ un quart. L'horlogerie n'a pratiquement plus ce type d'activité à l'étranger en 1986. Le groupe textile-habillement-alimentation-papier-plastique-construction a diminué ses investissements de recherche et développement à l'étranger de plus de moitié durant cette même période [cf tableau 13 ci-après].

d) En 1986 [cf colonne "en %" du tableau 14 ci-après], plus des deux tiers de ces investissements dans l'industrie suisse sont le fait d'entreprises ayant un chiffre d'affaires d'au moins 500 millions de francs, un peu moins d'un sixième est le fait d'entreprises ayant un chiffre d'affaires de 100 à 500 millions et un peu moins d'un sixième également est le fait d'entreprises ayant un chiffre d'affaires inférieur à 100 millions. Par rapport à 1986, en 1983 [cf colonne "en %" du tableau 14 ci-après] la situation était globalement caractérisée par un poids relatif légèrement inférieur des entreprises de plus de 500 millions, un poids relatif supérieur des entreprises de 100 à 500 millions et un poids relatif moindre des entreprises à chiffres d'affaires en-dessous de 100 millions. Il est également intéressant de constater que de 1983 à 1986 [cf colonnes "en %" du c. d'a." du tableau 14 ci-après] les pourcentages du chiffre d'affaires investis dans la recherche et développement sont très élevés pour les plus importantes entreprises et relativement élevés pour les entreprises situées entre 500 millions et un milliard ainsi que pour celles de moins de 10 millions. Soulignons également deux choses. D'une part que l'effort d'investissement en recherche et développement de ces deux derniers groupes [500 millions à un milliard et moins de 10 millions] est proportionnellement le même en 1983. D'autre part que ce taux d'effort est légèrement supérieur dans la catégorie de moins de 10 millions que dans celle située entre 500 millions et un milliard de chiffre d'affaires en 1986 [cf tableau 14 ci-après].

e) En ce qui concerne la taille des entreprises en 1983, près de deux tiers des investissements de recherche et développement sont détenus par celles de plus de 5000 personnes et plus des neuf dixièmes par celles de plus de 500 personnes. L'augmentation est linéairement progressive en allant des petites industries vers les plus grandes. En ce qui concerne les petites unités de production, la contradiction avec le point précédent n'est ici qu'apparente. Une comparaison avec 1986 n'est pas possible, les données de la dernière enquête du Vorort n'étant pas comparables avec celles de 1983 en ce qui concerne ce tableau [cf tableau 15 ci-après].

f) En ce qui concerne la proportion de personnel de l'industrie affecté à la recherche et développement en 1986, par catégories de branches, une chose est également intéressante. Les machines-electrotechnique-métaux comptent un douzième d'emplois dans ce type d'activité; la chimie un septième; le textile-habillement-alimentation-papier-plastique-construction un quarante-cinquième [cf tableau 16 ci-après].

g) Ajoutons enfin qu'analyser la recherche et développement dans l'industrie privée en Suisse revient à analyser la quasi totalité des personnes affectées à ce type d'activité dans l'industrie. En effet l'Etat n'intervient pratiquement pas à ce niveau. De plus, si l'on tient compte de tous les fonds autres que l'auto-subsidation de l'industrie privée, y compris donc les universités et les institutions de recherche privées non directement rattachées à l'industrie, l'estimation du Vorort nous indique que le 95% des fonds totaux consacrés à la recherche et développement du pays proviennent de l'industrie privée. C'est là un des taux les plus élevés parmi les pays de l'Organisation pour la Coopération et le Développement Economique.

TABLEAU 12:

INDUSTRIE SUISSE: EVOLUTION DES DEPENSES R&D, A L'INTERIEUR DU PAYS, PAR BRANCHES ECONOMIQUES, EN 1975, EN 1980 EN 1986, EN POURCENTAGE DU TOTAL DES DEPENSES R&D ET EN POURCENTAGE DU CHIFFRE D'AFFAIRES DE LA BRANCHE, EN FRANCS AUX PRIX COURANTS.

Selon l'échantillon du Vorort [cf tableau 11]
 "%c.d'a." signifie pourcentage du chiffre d'affaires.

Catégories:	Dépenses R&D en mio frs		% des dépenses R&D de l'échantillon et du chiffre d'aff.	
	1975	1980	1975 %c.d'a.	1980 %c.d'a.
Machines, électro-technique, métaux:	939.4	1124.4	2290.0	40.3
Chimie:	1252.8	1489.7	2195.0	53.7
Horlogerie:	75.4	76.1	61.0	3.2
Textile et habillement:	16.8	18.2	36.0	0.7
Alimentation, papier, plastique:	28.4	45.3	108.0	1.2
Construction:	19.6	16.8	44.0	0.9
Total échantillon:	2332.4	2770.5	4737.0	100.0
				100.0
				6.5
				100.0
				7.0

Données élaborées à partir des sources VORORT [enquête périodique]

TABLEAU 13:
INDUSTRIE SUISSE: DEPENSES RED. A L'INTERIEUR DU PAYS, A L'ETRANGER ET AU TOTAL, EN 1980 ET EN 1986,
PAR BRANCHES ECONOMIQUES, EN FRANCS AUX PRIX COURANTS.

Selon l'échantillon du Vorort (cf tableau 11)
"mio frs" signifie millions de francs.

Catégories:	1 9 8 0			1 9 8 6		
	Suisse mio frs	Etranger mio frs	Total mio frs	Suisse mio frs	Etranger mio frs	Total mio frs
*****	*****	*****	*****	*****	*****	*****
Machines, électro- technique, métaux:	1124.4	712.4	1836.8	1517.1	713.4	2230.5
Chimie:	1489.7	959.0	2448.7	1901.6	1502.0	3403.6
Horlogerie:	76.1	3.0	79.1	68.9	1.6	70.5
Text/habil/alim/ pap/plast/contr.:	80.3	9.5	89.8	109.6	10.1	119.7
Total échantillon:	2770.5	1683.9	4454.4	3597.2	2227.1	5824.3

Données élaborées à partir des sources VORORT (enquête périodique)

TABLEAU 14:

INDUSTRIE SUISSE: DEPENSES R&D, A L'INTERIEUR DU PAYS, SELON LE CHIFFRE D'AFFAIRES, EN 1983 ET EN 1986, EN POURCENTAGE DE L'ECHANTILLON ET EN POURCENTAGE DU CHIFFRE D'AFFAIRES, EN FRANCS AUX PRIX COURANTS.

Selon l'échantillon du Vorort (cf tableau 11)

"mio frs" signifie millions de francs.

"en %" signifie dépenses R&D en pourcentage des dépenses R&D de l'échantillon total.

"en % du c.d'a." signifie dépenses R&D en pourcentage du chiffre d'affaires par catégories.

Chiffre d'affaires:	Dépenses mio frs	R & D en % du c.d'a.	Dépenses mio frs	R & D en % du c.d'a.
Moins de 10 mio frs:	10.1	0.3	4.7	5.9
10 à 49 mio:	134.6	3.7	3.9	5.4
50 à 99 mio:	196.0	5.4	4.2	4.9
100 à 499 mio:	723.8	20.1	5.1	16.2
500 à 999 mio:	405.3	11.3	4.7	18.0
1000 à 4999 mio:	2127.4	59.1	10.1	49.6
Total échantillon:	3597.2	100.0	6.9	100.0
			4915.0	7.2

Données élaborées à partir des sources Vorort [enquête périodique]

TABLEAU 15:
INDUSTRIE SUISSE: DEPENSES R&D, A L'INTERIEUR DU PAYS, SELON
LE NOMBRE DE PERSONNES EMPLOYES, EN 1983, EN POURCENTAGE DE
L'ECHANTILLON ET EN POURCENTAGE DU CHIFFRE D'AFFAIRES,
EN FRANCS AUX PRIX COURANTS.

Selon l'échantillon du Vorort [cf tableau 11]
"mio frs" signifie millions de francs.
"en %" signifie dépenses R&D en pourcentage des dépenses
R&D de l'échantillon total.
"en % du c.d.a." signifie dépenses R&D en pourcentage du
chiffre d'affaires par catégories.
Pas de résultats comparables disponibles en 1986

Nombre de personnes employées:	D é p e n s e s		R & D en % du c.d'a.
	mio frs	en %	
*****			*****
Moins de 200 emplois:	52.4	1.5	2.6
200 à 499:	167.3	4.6	3.2
500 à 1999:	539.5	15.0	4.3
2000 à 4999:	497.8	13.8	5.8
5000 et +:	2340.2	65.1	9.8
Total échantillon:	3597.2	100.0	6.9

Données élaborées à partir des sources VORORT [enquête
periodique]

TABLEAU 16:
INDUSTRIE SUISSE: OCCUPES A PLEIN TEMPS AFFECTES A LA R&D, A L'INTERIEUR
DU PAYS, EN 1986, PAR GROUPES DE BRANCHES ECONOMIQUES, EN VALEURS ABSO-
LUES, EN POURCENTAGE DU TOTAL DES OCCUPES R&D DU GROUPE ET EN POURCEN-
TAGE DU TOTAL DES OCCUPES DE LA BRANCHE.

Selon l'échantillon du Vorort [cf tableau 11]

Catégories:	emploi à plein temps R&D 1986	% des emplois R&D échantillon	% personnel tot. branche
*****			*****
Machines, électro- technique, métaux:	16941	60	8.6
Chimie:	9294	33	14.3
Text/habil/alim/ pap/plast/constr.:	1988	7	2.2
Total échantillon:	28223	100	8.0

Données élaborées à partir des sources VORORT [enquête périodique]

En ce qui concerne Genève, ces chiffres sont à interpréter avec bien des précautions. En premier lieu, les centres des principales entreprises des machines-électrotechnique-métaux et de la chimie ne sont en général pas dans le canton. Cela implique des taux de recherche et développement locaux apparemment bas. En second lieu, l'industrie horlogère genevoise a un statut particulier dans la branche helvétique: l'objet de luxe constitue l'essentiel de la branche cantonale et n'est certainement pas un des principaux détenteurs de recherche et développement. En troisième lieu, parmi les petites et moyennes unités de production, il existe un nombre important d'unités récentes, fondées autour d'un produit nouveau, issues fréquemment d'une plus grande entreprise qui a une recherche et développement plus conséquents. C'est ce que signifient, entre autres, les remarques que nous avons faites plus haut [cf point d) ci-dessus]. Toutefois, interprétées prudemment, les données nationales peuvent être significatives.

Pour l'industrie genevoise en 1985, l'Office Fédéral de la Statistique donne une information intéressante sur la question, qu'il est nécessaire d'interpréter conformément aux trois remarques qui précèdent. Sur 100 personnes occupées à plein temps, il y en a 3.4 à la recherche et développement, 70.7 à la fabrication et au montage. Les autres emplois se répartissent entre les transports, le nettoyage, la vente, l'administration, la gestion et les prestations de services. Si l'on met ensemble la <<métallurgie genevoise>>, la chimie et l'horlogerie, on obtient quelque 90% des emplois de recherche et développement du canton. On retrouve ainsi une situation analogue à celle fédérale [cf tableau 17 ci-après].

TABLEAU 17:
INDUSTRIE DU CANTON DE GENEVE: PERSONNES OCCUPÉES A PLEIN TEMPS,
DANS LA R&D, DANS LA FABRICATION ET LE MONTAGE ET DANS LES AUTRES
TÂCHES, PAR BRANCHES ÉCONOMIQUES, EN 1985, EN POURCENTAGE DES OCCUPÉS
DE LA BRANCHE.

Branches économiques:	Fabrication et montage:	Recherche et développement:	Autres:
*****	*****	*****	*****
Alimentation:	63.8	0.8	35.4
Boissons:	40.3	2.2	57.5
Tabac:	38.8	2.1	59.1
Textile:	82.5	0.0	17.5
Habill./lingerie:	74.1	2.4	23.5
Bois/meubles bois:	87.6	0.9	11.5
Papier:	74.0	1.4	24.6
Arts graphiques:	71.6	1.0	27.4
Cuir/plast./caoutch.:	81.5	0.9	11.5
Chimie:	53.6	3.2	43.2
Minerais non métall.:	67.7	1.0	31.3
Métallurg./inst. bât.:	75.4	3.1	21.5
Mach./appareils/véhic.:	65.3	7.1	27.6
Horlog./bijouterie:	79.3	3.0	17.7
Autres:	79.7	1.4	18.9
Industrie/arts/métiers:	70.3	3.4	26.1

Données élaborées à partir des sources O.F.S. [R.F.E.]

Il convient une fois de plus de relativiser ces statistiques nationales et cantonales, dans la mesure où ce qu'un responsable industriel nomme la recherche n'est souvent que du développement d'un produit existant ou de nouvelles applications de celui-ci voire de la <<technique>> d'adaptation d'une fraction du processus productif au produit ou inversement. Prenons l'exemple d'une firme textile d'Italie du Nord qui a commandé à un producteur genevois des phototraceurs pour circuits imprimés liés à des programmes de dessin assisté par ordinateur. Le but était de photoimprimer sur du tissu des motifs décoratifs de cravates, à partir de la décomposition des formes des circuits imprimés. La réflexion, les essais, puis la mise au point de cette opération originale relèvent-ils de la <<recherche>>, du <<développement>> ou de la <<technique>>? L'exemple est quelque peu scabreux, mais plus problématique qu'il n'y paraît. Où se situe donc la limite entre le travail de recherche et développement et celui des bureaux de technique, de méthode, de contrôle, de marketing meme? De nouveau la limite n'est pas si évidente. Bien des responsables industriels différencient clairement, dans leur discours, ces activités. Toutefois si leurs limites organisationnelles semblent claires, leur distinction réelle nous paraît relever fréquemment du problème de l'oeuf et de la poule. Ces restrictions étant posées, nous pouvons faire cinq remarques importantes relatives à la recherche et développement dans l'industrie genevoise.

Premièrement, c'est que le Centre Européen de Recherches Nucleaires et l'Institut Battelle - bien que ce dernier soit en nette regression localement - ont fonctionné de fait comme centres de recherche et développement d'une bonne partie de l'industrie de la place. Soit par le biais d'emprunts d'invention ou d'innovations au premier [qui sont disponibles légalement]. Soit par le biais de commandes au second. Soit par le biais de l'integration de travailleurs de l'un de ces deux centres à une entreprise existante ou à fonder. De ce point de vue, si l'on considère aussi le rôle, modeste semble-t-il mais point insignifiant, joué par l'université ainsi que celui joué par de grandes entreprises eu égard aux petites et moyennes industries de la place, on en arrive à une conclusion qui semble évidente. C'est que des entreprises interétatiques, étatiques ou de grandes entreprises privées sont indubitablement le moteur de la recherche et développement industriels, ce que ne sauraient démentir les enquêtes du Vorort.

Deuxièmement, les entreprises industrielles, qui sont les plus versées de façon apparente dans des technologies nouvelles, se retrouvent généralement dans l'un des quatre cas de figure suivants:

a) Des entreprises généralement petites ou moyennes [par le chiffre d'affaires, selon le tableau 14 et ses commentaires; par le nombre d'occupés, selon le tableau 18], formellement indépendantes, qui ne font que de la recherche et développement sur plusieurs créneaux ou, plus fréquemment, sur un type de produit spécifique. Souvent elles mettent au point les prototypes et, parfois, elles font la production d'essai. Puis le produit est entièrement sous-traité pour la fabrication et le montage.

b) Des entreprises habituellement petites ou moyennes, formellement aussi indépendantes, qui soit fabriquent, soit montent, soit font les deux, un produit dont le brevet, le développement et parfois même le prototype ou la production d'essai ont été réalisés ailleurs.

c) Des entreprises, le plus souvent moyennes ou grandes, appartenant directement à d'autres entreprises, qui soit font de la recherche et développement pour la maison principale soit produisent pour celle-ci. Dans ce dernier cas, la recherche et développement se fait en grande partie ou totalement dans une autre unité reliée à la maison principale.

d) Des entreprises, le plus fréquemment moyennes ou grandes, qui semblent relativement autonomes, en ce sens qu'elles fabriquent ou montent leur propre produit et ont leur propre recherche et développement.

Troisièmement, il existe nombre d'entreprises, que l'on rencontre de façon caractéristique, mais pas uniquement, dans la métallurgie au sens strict, qui ne se préoccupent que peu ou point de recherche et développement. Leur travail se limite à de la sous-traitance, de l'entretien, de la réparation ou de l'installation pour d'autres producteurs. Elles sont souvent exclues des entreprises de nouvelles technologies par les mythologues du <<hi-tech>>. Mais elles ne sont en fait qu'apparemment étrangères aux technologies nouvelles et, fondamentalement, elles en dépendent de façon étroite tant par les matériaux, que par les techniques de production, les machines, les clients, etc.

Quatrièmement, non seulement la recherche et développement est fortement polarisée par la chimie et les machines. Mais d'autre part, et malgré certaines apparences, elle est fortement centralisée par des entreprises de taille importante, comme nous l'avons vu au niveau helvétique.

Cinquièmement, en matière de capacités disponibles, il y a bien à Genève un certain nombre de centres de recherche et développement, dont nous avons mentionné les principaux. Il ne s'agit pas de prétendre que le canton est dépourvu de potentiel et d'acquis en la matière. Et c'est justement par rapport à ces potentiels locaux que l'Etat devrait s'engager directement, ce qu'il se refuse obstinément à faire malgré tous les discours et rapports produits sur la question. Mais nous reviendrons sur cet aspect dans la conclusion.

Si dans le nouveau système technique le contact à la matière, mais également aux machines, est de plus en plus médiatisé, nous pouvons affirmer que le rapport à la machine électronique devient paradoxalement toujours plus banal et plus complexe. Plus banal, en ce sens que l'accès à l'outil électronique se répand rapidement dans l'industrie. Tout un chacun travaille de plus en plus fréquemment devant un écran d'ordinateur, devant une machine à commandes numériques, devant des appareils à mesurer programmables, devant des soudeuses automatiques, etc. Plus complexe en même temps, car la sophistication de ces outils ne cesse de croître et la bipartition entre qualifiés et non qualifiés s'approfondit. Il s'ensuit, nous l'avons vu, que le travailleur peu ou pas qualifié ne maîtrise plus du tout la machine qui renferme un savoir dépassant à tous points de vue ses connaissances. Son contact avec celle-ci passera d'autant plus au travers du personnel qualifié compétent.

Dans une importante unité de production d'instruments à écrire et à dessiner [crayons, stilos, plumes, feutres, etc], une personne qui guidait notre visite s'arrêta devant des machines produisant des crayons automatiquement, alimentées par un manœuvre, et prononça ces mots: "Le savoir-faire est détenu par les machines dans les ateliers." Il nous semble impossible de le contredire si l'on confine strictement son affirmation à l'atelier. Cela nous paraît absurde si l'on comprend cette affirmation dans le contexte de l'entière entreprise. Pour intervenir sur ce savoir-faire apparemment <<propre à la machine>>, l'ouvrier, surveillant et réapprovisionneur, fera quelques mouvements quasi automatiques ou fera appel, si nécessaire, à quelque représentant du savoir-faire intégré dans l'automate, personne qui ne sera généralement pas affectée en permanence à l'atelier. Toutefois ce personnel qualifié pourra être également dépassé par la complexité de l'outil de production tout en ayant une connaissance profonde de l'utilisation de celui-ci et, peut-être même, de certains éléments de sa conception.

Le personnel pris en compte lorsqu'on parle de recherche et développement est constitué par les formations universitaires, polytechniciennes, techniques supérieures, supérieures de commerce, d'économie ainsi que d'administration. Il n'est pas possible de nommer ces travailleurs des ouvriers, au sens premier du terme qui fait référence à l'opus, sacrifice ou oeuvre manuels par définition. C'est ce qu'a signifié la Fédération des Travailleurs de la Métallurgie et de l'Horlogerie lorsqu'elle a abandonné sa dénomination de Fédération des Ouvriers de la Métallurgie et de l'Horlogerie. En matière de salaire, ce personnel n'est souvent pas très loin, et même parfois en-dessous, des conditions de l'ouvrier bien qualifié. En matière de <<carrière>>, puissant instrument d'intégration de ce type de personnel, il peut espérer plus que l'ouvrier du fait que nous sommes en pleine mise en place du nouveau système technique. Ses capacités professionnelles, mais aussi ses facultés d'adaptation lui laissent entrevoir l'espoir d'être davantage mis à contribution. Le fait de ne pas être à l'atelier, de ne pas y être en permanence ou de n'y être que ponctuellement et pour un travail demandant beaucoup de connaissances double la bipartition des travailleurs dont nous avons parlé plus haut d'un hiatus également profond entre le personnel de recherche et développement d'une part et les autres employés de bureau ainsi que les ouvriers qualifiés d'autre part. Le problème est d'autant plus complexe à résoudre pour le syndicat qu'il confine à la question de l'identification à la classe sociale.

L'information comme facteur de production dans le nouveau système technique et la question des classes sociales

Nous sommes donc prêt à admettre que la technologie est devenue le centre d'organisation de la production, que la production est aujourd'hui un indice de la capacité à agir sur l'avenir, un indice de <<développement>>. Il peut être même intéressant d'affirmer que la technologie, ou même l'information, est devenue une des matières premières par excellence de notre société. En cela nous ne faisons qu'approuver Z. Hegedus et J.-F. Lyotard. L'importance croissante des processus économiques liés à l'emploi de l'information-facteur de production a en outre alimenté les sources de

différenciation hiérarchique à l'intérieur des classes, des couches, des qualifications et des entreprises. Cette tendance est toutefois partiellement contrecarrée par une tendance à la standardisation croissante des formations et des outils de travail. Mais en aucun cas nous ne saurions admettre ce que D. Bell, A. Touraine et pratiquement tous les post-industrialistes récents considèrent comme l'une des nouvelles caractéristiques de base de l'organisation économique. A savoir que l'information, la connaissance, le savoir ou la technologie aurait supplanté le capital dans la détermination des clivages socio-économiques fondamentaux. Ce sont là les propos de D. Bell lorsqu'il nous explique que la technologie aurait donné naissance à la nouvelle classe sociale des ingénieurs et des techniciens. Ce sont également les propos d'A. Touraine lorsqu'il nous dit que la nouvelle classe dominante se définit d'abord par la connaissance (50). Cela reviendrait à dire que ceux qui possèdent les moyens de production et de circulation du capital n'ont plus le pouvoir face à ceux qui détiennent le savoir. Ne nous attardons pas sur le fait primordial que la classe capitaliste dominante détient généralement le savoir, et même le privilège de décider ce qui fait partie du savoir, justement parce qu'elle possède les moyens de production et de circulation du capital. Laissons également de côté le fait que c'est la classe dominante elle-même qui coopte, en son sein ou en puisant dans d'autres couches sociales, non seulement ses associés dans la gestion du capital, mais aussi les détenteurs des différents pouvoirs institutionnels de décision. Des institutions autoritaires comme l'Académie Française et, plus prosaïquement, le fonctionnement du conseil d'administration d'une entreprise sont là pour nous rappeler ces réalités. Mais penchons-nous sur une contradiction majeure et pour le moins problématique, inhérente à cette affirmation au sujet de l'éviction du capital par l'information.

Elle signifie que la société capitaliste aurait connu une révolution socio-économique qui a exproprié la bourgeoisie de son pouvoir, sans que celle-ci ne s'en rende compte ou, plus absurde, avec son consentement. Ce que nous avançons peut paraître gratuitement railleur, mais c'est cela qu'expriment un géographe et un mathématicien genevois, auteurs d'un ouvrage commun sur les postes de travail informatisés dans le canton de Genève. Après avoir cité J. Naisbitt, auteur s'étant très largement inspiré de D. Bell et d'A. Toffler, qui écrit que la matière grise, l'information, a remplacé le capital financier, ressource stratégique de l'ère industrielle, les deux auteurs précisent ce qui suit: "Cette restructuration (...) n'est pas révolutionnaire, car les fondements du pouvoir qui régit les actions humaines ne changent pas. Tout au plus pourra-t-on assister à une dérive de la nature de ce pouvoir" (51). La propriété du capital ne serait plus le régulateur fondamental des rapports sociaux, la production de capital par le travail ne serait plus la substance première des rapports de production, l'appropriation de la plus-value par le capital ne serait plus le substrat du mode de production, la bourgeoisie ne serait donc plus au pouvoir, puisque son pouvoir n'existe que dans ce mouvement entre propriété, production et appropriation du capital: cependant les "fondements du pouvoir" n'auraient pas changé...

Face à ces tentatives de redéfinir l'essence des formations sociales fondamentales, nous ne pouvons que reprendre à notre compte la définition marxiste des classes sociales basée sur l'identité des sources de revenu et de leur mode d'appropriation. Nous ne désirons point par là nous figer sur une vision du monde désormais ancienne, mais nous n'avons pas encore réussi à trouver un discours alternatif cohérent sur cette question. L'acception marxiste définit trois groupes primordiaux: les travailleurs [propriétaires de leur seule force de travail], les capitalistes [propriétaires des moyens de production et de circulation du capital] et la bourgeoisie foncière [propriétaire du sol] dont les revenus respectifs sont le salaire, le profit et la rente foncière. Nous réduisons cependant ces trois classes fondamentales à deux dans la mesure où, comme l'écrivait V. Lénine, avec l'impérialisme les capitaux bancaire, industriel et foncier s'interpénètrent toujours plus profondément jusqu'à se confondre (52). A partir de ces considérations, la notion de classes moyennes ne saurait avoir un sens qu'en tant que couche, par référence aux plus hauts échelons de la classe des travailleurs et aux plus bas échelons de celle des capitalistes, point d'intersection contenant les changements de classe potentiels. Considéré dans cette optique, l'apport de C. Wright Mills au sujet des <<cols blancs>> nous aide à comprendre à quel point la classe en soi, réalité donnée, et la classe pour soi, praxis liée à la conscience de cette réalité, sont profondément en contradiction ouverte dans cette couche intermédiaire. De même les professions libérales ne peuvent être appréhendées qu'en fonction de ces trois groupes [classe des capitalistes, classes des travailleurs, couches moyennes]. Parallèlement, nous pensons qu'il est également important de différencier les travailleurs en fonction des critères énoncés ci-dessus, relativement à la productivité, au logiciel et au nouveau système technique. Nous ne nions pas pour autant le fait qu'il reste des traces et des survivances des anciennes classes sociales. Chaque classe sera en outre traversée par des différenciations plus ou moins profondes d'origine économique, culturelle, territoriale, institutionnelle. Toutes ces catégories et nuances vont, d'une façon ou d'une autre, se refléter sur le plan politique, et ce d'autant plus qu'aujourd'hui les référentiels historiques tendent à s'affaiblir, comme nous l'avons déjà souligné.

Le concept marxiste de classe sociale procède, sur le fond, de l'"en soi" hégélien et de sa réalisation (53). Cependant dans la critique marxiste le centre du raisonnement n'est pas l'Esprit de F. Hegel, meneur des peuples se réalisant dans la totalité éthique de l'Etat, mais c'est la société, processus évolutif matériel, constituée d'hommes créateurs de leur propre histoire, dont l'affirmation libératrice n'est possible que par le dépassement de l'Etat. Du point de vue des classes sociales, le cheminement de l'en soi au pour soi suit le chemin de l'impression, sur cette praxis, du sceau de l'histoire universelle. C'est la réalisation de la classe en soi par la mise en forme de son projet historique, s'exprimant par sa volonté collective. L'aboutissement de ce processus consiste en l'affirmation de ce projet au niveau de la réalité structurée. Ce processus présente deux caractéristiques indissociables quoique distinctes. La première consiste dans le fait qu'à aucun moment il ne saurait être irréversible ni définitif; c'est dire qu'il n'est pas nécessairement évolutif. La seconde réside dans le fait que la division sociale du travail et l'aliénation qui s'ensuit induisent une conception historique définitive, linéaire ou cyclique, quant à la perpétuation des

rapports de production capitalistes. C'est par ailleurs cette même conception définitivement linéaire ou cyclique de l'histoire qui se cache derrière la <<non-histoire>> de la post-modernité [traitée dans le cadre du chapitre 4 de la partie IV], reflétant la puissance sociale apparaissant aux hommes sous la forme d'une puissance étrangère, "située en dehors d'eux", comme l'écrivent F. Engels et K. Marx (54). C'est le savoir que la classe dominante utilise contre la classe dominée, mais c'est aussi le savoir que l'homme dominé retourne contre lui-même, processus idéologique que la post-modernité a banalement puisé dans la panoplie de la modernité positiviste. Une autre conséquence de l'aliénation est la concurrence interindividuelle. Verso de la coopération capitaliste, qui est la transformation réelle des travaux relativement autarciques ou isolés en travail collectif, ce type de concurrence relègue tendanciellement les travailleurs, sur le pur plan idéologique, au rang d'atomes en compétition. C'est là un thermomètre de l'intégration des travailleurs et de leurs organisations à l'idéologie dominante. Le chauvinisme des syndicats, largement répandu à Genève et en Suisse à travers la question du contingentement de l'immigration ou de la non remise en question des productions militaires ["pour maintenir l'emploi"], en est une manifestation évidente. Cette concurrence interindividuelle est également l'un des biais privilégiés pour renforcer la différenciation hiérarchique à tous les échelons du travail. Le post-industrialisme l'a repris à son compte au travers de son apologie de la méritocratie et du corporatisme.

Cette digression sur les classes sociales, sur leur praxis et leur aliénation, nous semble importante dans la mesure où ce sont des éléments essentiels, constitutifs de la territorialité industrielle et des visions du monde qui s'y rattachent. Cela explique également pourquoi nous ne pouvons admettre la démarche épiphénoménale des post-industrialistes récents qui, chacun à sa manière, définissent des groupes sociaux fort aléatoires au demeurant. Dans un premier temps ils <<constatent>> l'éviction du capital par l'information, de la classe ouvrière par les classes moyennes, de la classe capitaliste par des <<-craties>> diverses, du parti et du syndicat par le foisonnement des intérêts particularisés et éclatés. Dans un deuxième temps, et en toute cohérence avec ce qui précède, ils esquissent un post-corporatisme d'entreprise. En effet leur référence fondamentale est le corps professionnel, souvent doublée par une référence non moins fondamentale à l'entreprise. C'est le sens que prend la dialectique mécaniste du "status", défini selon l'axe vertical de stratification qu'est le savoir, et du "situs", défini selon l'axe horizontal de disposition qu'est le lieu de travail, dans les écrits de D. Bell. Il est intéressant de constater que ce type de confusion théorique, qu'opèrent les post-industrialistes entre leur projet social et la réalité donnée, est une des constantes des discours sur les <<nouvelles technologies>>, et plus généralement des néo-discours accompagnant les bouleversements de la territorialité industrielle.

4. <<Small is beautiful>> ou l'occultation de la centralisation des pouvoirs de décision

L'équivoque du <<small is beautiful>>

Précisons d'emblée que nous ne traitons ici que de l'adoption et de l'utilisation de la formule <<small is beautiful>> par le post-industrialisme et que nous n'entrons pas en matière sur le sens qu'elle a chez son premier énonciateur, E.F. Schumacher. A.J. Penty avait basé son utopie sur la revalorisation de la petite dimension comme réaction au gigantisme monopoliste du capitalisme industriel moderne [cf le chapitre 6 de la partie IV]. Sur cette question il écrit tout un chapitre traitant de la grande organisation présentée comme le mal voire comme le diable. Dans ce même texte il préconise, à plusieurs reprises, la petite organisation comme base de son utopie post-industrielle. Quelques chapitres plus loin il propose la déconcentration de la population et la décentralisation de la production, afin de rendre viable la restauration de l'artisanat et des guildes. De ce point de vue, petite organisation, déconcentration et décentralisation apparaissent comme devant être réciproquement induites pour que son utopie soit cohérente. Ce thème caractéristique a été repris par pratiquement tous les post-industrialistes récents sous la devise <<small is beautiful>>, sous la bannière de la décentralisation industrielle, urbaine et des services, sous l'emblème du discours en faveur des petites et moyennes entreprises. Tandis que A.J. Penty différencie malgré tout ces deux notions, la confusion entre concentration et centralisation est l'apanage de presque tous les discours <<post->> actuels.

Le projet d'A.J. Penty comporte également une différence de taille relativement à ses successeurs. En effet, il n'y avait pas d'électronique au début du siècle. Or l'électronique en tant que telle n'est pas plus un facteur de centralisation totalitaire que de décentralisation autogestionnaire. A ce sujet le fameux rapport, sur l'informatisation de la société, que S. Nora et A. Minc ont présenté au président de la République Française, a l'avantage de proposer une vision pleinement consciente de cette équivoque (55). C'est cette même équivoque qu'exprime le <<small is beautiful>>, véhiculant un projet qui peut être a priori autant réactionnaire [soit une déconcentration des processus de production parallèle à une centralisation du pouvoir de décision sur ces mêmes processus] qu'humaniste [soit une déconcentration des processus de production parallèle à une décentralisation du pouvoir de décision sur ces mêmes processus]. A ce stade il convient de voir de plus près ce que signifient fondamentalement les notions de concentration et de centralisation.

La centralisation et la concentration ne sont pas deux notions interchangeables

Il nous faut donc brièvement cerner la question du concept de centralité ainsi que des deux notions connexes mais non équivalentes de centralisation et de concentration. Pour cela il nous semble nécessaire de donner une première définition de ce que nous entendons par <<centre>> dans le domaine des sciences sociales et, plus spécifiquement, relativement à la

territorialité industrielle. Nous considérons comme centre tout lieu à la fois de convergence et de rayonnement dans la mise en place ou dans la reproduction des rapports fondamentaux de pouvoir [c'est donc de la détention des pouvoirs de décision qu'il s'agit]. Autrement dit la localisation des détenteurs des moyens de production et de circulation du capital nous semble essentielle dans cette définition du centre. Mais nous ne réduisons pas pour autant cette définition à un strict point de vue économiste: des contradictions politiques, et plus généralement culturelles, inhérentes au capitalisme peuvent jouer un rôle important dans la relative autonomie de lieux qui sont alors investis de certaines fonctions centrales à un titre ou à un autre. La position de Genève, comme centralité internationale, relativement à la centralité économique et politique zurichoise ainsi que la position de Berne, comme centralité politique institutionnelle, relativement à la même centralité économique et politique zurichoise, sont une manifestation de ces contradictions. Nous pouvons imaginer que le <<kentron>> des Grecs anciens avait déjà cette consonance dynamique, que nous abordons en termes de pouvoir, allant au delà de l'aspect restrictivement ponctuel ou topologique. En effet, bien qu'en grec ancien ce mot signifiât le point équidistant de tous les points d'une circonférence, il désignait également l'aiguillon. On retrouve cette double signification dans le mot <<centrum>> des Romains, qui prenait entre autres le sens de noeud dans un conglomerat métallique ou pierreux: c'est le centre que nous comprenons comme le noyau dur au sens figuré relatif au pouvoir. Ainsi la notion de [dé]centralisation se mesure en termes de pouvoir de décision en un lieu, suite à des modifications de fonctions ou suite à l'apparition ou à la disparition, en d'autres lieux, de fonctions centrales de premier ordre. Il ne s'agit en fin de compte que de la tendance au gain ou à la perte de centralité du centre - ou des centres - au profit d'autres lieux de la structure [la centralité étant ici saisie comme la substance du centre].

Dans son ouvrage sur les places centrales en Allemagne méridionale, W. Christaller définissait en ces termes la centralité: par centralité d'un lieu, il faut entendre "son importance relativement au territoire qui l'entoure; en d'autres mots c'est le degré d'importance qu'atteint la ville dans l'exercice de ses fonctions centrales. Nous pourrions ainsi parler de centralité supérieure ou inférieure, croissante ou décroissante d'une ville" (56). Ne posant pas explicitement le problème en termes de pouvoir et faisant de la centralité une loi générale de l'organisation physique et sociale, sa définition nous propose de fait une démarche proche de celle du positivisme d'A. Comte [qui voyait dans une loi physique essentielle et première, telle que la loi de la gravitation, le principe organisateur transcendant le culturel et le naturel]. Malgré toutes les distances que nous avons face à cette conception néopositiviste, la position du problème de la centralité reste remarquable dans l'ouvrage en question. Des fonctions centrales relativement au territoire, une hiérarchisation des centralités [supérieures ou inférieures], des évolutions centralisatrices ou décentralisatrices [centralités croissantes ou décroissantes]: nous ne pensons pas être fondamentalement en rupture avec la définition de W. Christaller. Plus exactement, disons qu'elle est en partie à la base de notre acception de la centralité.

P. George, dans le "Dictionnaire de la géographie", nuance davantage la notion de centralité en dessinant trois évolutions possibles à partir d'un centre (57):

- a) une centralisation croissante à partir du ou des centres;
- b) une démultiplication du centre, ce qui ne signifie pas a priori une décentralisation;
- c) une décentralisation par redistribution des fonctions centrales.

Le processus d'urbanisation apparemment débridée que connaît la Suisse, et Genève en ce qui concerne notre recherche, peut être mieux compris à la lumière de ces définitions et remarques. Des régions de commandement [dont la primordiale est le triangle du nord-est du pays, délimité par les villes de Bâle, Winterthur, Zoug et centrée sur Zurich] se dessinent de plus en plus nettement, relayées par des centres de commandement d'importance secondaire [notamment les régions genevoise et sud-tessinoise]. Diverses zones d'exécutions se profilent, en partie dans le pays [par exemple le Jura horloger], mais aussi partiellement disséminées à l'étranger. Des grands angles morts prennent forme [particulièrement les Alpes hormis les vallées importantes]. De vastes tissus interstitiels s'organisent tout le long du Plateau. L'espace rural se voit de plus en plus refoulé, limité, confiné, mis en réserve ou en musée. "A la division plus générale du territoire entre villes et campagnes, et nous ajouterons plutôt aujourd'hui en zones de campagnes, de production industrielle, de circulation du capital, etc. correspond une autre division en zones d'exécution et de reproduction limitée de la force de travail": J. Lojkin réactualise ainsi, bien que de façon quelque peu succincte, le processus marxiste d'approfondissement de la domination du capital sur le travail au travers de l'opposition désormais dépassée, car parachevée, entre la ville et la campagne (58). Cette manière de poser la question de l'urbanisation nous renvoie à la notion de centralité hiérarchique dont il est question ci-dessus.

Quant à la concentration, elle a au moins deux dimensions, horizontale et verticale. La première dimension, la concentration horizontale, relève de la densification d'un élément constitutif du territoire. C'est, par exemple, le cas en ce qui concerne la densification de l'habitat sur le Plateau, en dehors des agglomérations et villes du pays. La concentration de la fonction résidentielle que cela induit dans des communes autrefois peu peuplées n'implique pas en tant que telle un surcroît de centralité pour ces communes. La seconde dimension, la concentration verticale, ressortit au phénomène de transformation de la quantité en qualité. Elle implique un changement en termes de centralité, suite à la concentration d'un élément constitutif du territoire en ce lieu. Le développement et la concentration de maisons de presse et d'édition qui est en train de se produire dans la région lausannoise en est un exemple: la densification d'activités de ce type crée une certaine centralité en la matière, d'autant plus que l'un des grands magnats de la presse et de l'édition helvétiques a précisément son siège dans cette région. Les deux cas, à savoir la concentration horizontale et celle verticale, peuvent être illustrés par le processus de concentration industrielle, qui peut signifier deux tendances. D'une part la densification croissante d'unités de production en un lieu donné [dimension horizontale], ce qui n'implique pas nécessairement un accroissement du pouvoir rayonnant à partir de ce lieu. D'autre

part l'absorption d'unités de production par une firme [dimension verticale], suite à des rachats partiels ou totaux, ou suite à la création de nouvelles unités de production, ce qui induit un regain de centralité de la part de la firme, et donc de la région, absorbante. Deux nuances sont à amener à ces derniers propos. Premièrement le fait que l'absorption ou la création d'unités de production par une firme signifie le plus souvent que les entreprises-cibles de l'opération en question sont ou restent localisées ailleurs relativement aux entreprises-centres de l'opération. Le gain de centralité ne sera donc pas nécessairement apparent dans le territoire. Deuxièmement le fait que le siège social d'une entreprise n'est pas à lui seul un critère suffisant pour localiser le pouvoir de la firme. Sans quoi les communes de Vevey et de Zoug, par exemple, seraient des centralités économiques, ce qui est loin d'être le cas.

Il est enfin intéressant de faire ici une digression afin de constater à quel point la langue est tributaire des rapports historiques réels. En effet, comme vocables français, les termes concentrer et concentration sont apparus avant la révolution de 1789, respectivement au début des XVII^e et XVIII^e siècles, alors que les grandes agglomérations urbaines étaient devenues, ou redevenues [relativement à l'Antiquité], un phénomène social courant. Tandis que les mots centraliser et centralisation ont été introduits dans la langue en 1790, pendant le grand bouleversement révolutionnaire qui, à bien des égards, et par nécessité à la fois économique, politique et militaire, a définitivement mis en place un système de pouvoir étatique éminemment centralisateur.

Le discours post-industrialiste assimile la décentralisation à la déconcentration

Le post-industrialisme, nous l'avons vu, considère la petite dimension à la fois comme l'un de ses principes axiaux et comme l'une des caractéristiques de plus en plus <<constatée>> de la réalité sociale. Or jamais la grande dimension, la centralisation intensive et extensive, les grands ensembles politiques, économiques ou culturels n'ont été aussi présents qu'en cette fin de XX^e siècle.

Dès 1916 V. Lénine définissait sept caractéristiques principales de l'impérialisme en tant que période de maturité du capitalisme:

- a) concentration de la production et du capital donnant forme aux monopoles;
- b) fusion des capitaux bancaire et industriel ayant engendré l'oligarchie financière;
- c) exportation des capitaux devenue fonctionnement normal du capitalisme;
- d) formation d'unions internationales de monopolistes se partageant le monde;
- e) fin du partage du globe entre les plus grandes puissances capitalistes et ouverture d'un processus de repartage constant des marchés et donc de luttes interimpérialistes;

f) généralisation des genres de pays dépendants qui, tout en jouissant de l'indépendance politique, sont foncièrement dépendants financièrement ou diplomatiquement;

g) exploitation des travailleurs par la classe dominante se doublant d'une exploitation des pays pauvres par l'impérialisme, pourvoyeuse de surprofits monopolistiques qui rendent possible l'existence de couches de travailleurs économiquement privilégiés (59).

De ces sept caractéristiques, aucune n'est dépassée de nos jours, toutes par contre sont exacerbées. Nous pouvons alors nous poser la question suivante: est-il vraiment étonnant qu'à l'âge de l'industrialisme tardif des théories, nostalgiques, sur la petite dimension jouissent d'un succès sans pareil? Il n'est pas surprenant qu'une théorie kitsch comme celle de A.J. Penty soit venue à jour lors de l'épanouissement de l'industrialisme, encore créateur mais déjà fortement contesté par le ludisme, par une certaine nostalgie corporatiste, par les courants libertaire et socialiste. Il est encore moins étonnant toutefois que ce type de pensée réémerge lorsque le même industrialisme, devenu dinosaurien, s'éternise en bout de course. Que signifie alors le <<constat>> post-industrialiste quant à l'actualité de la petite dimension depuis les années soixante? C'est la promotion idéologique du thème de la petite et moyenne entreprise, sous le label d'industrie familiale fondée sur l'informatique ou sous celui de néo-artisanat basé sur les nouvelles technologies. Ce qui est intéressant, en marge de la question ici traitée, c'est de voir à quel point le post-industrialisme utilise ainsi des valeurs typiques de la modernité industrielle qu'il prétend avoir dépassée. En effet lorsque la presse des associations patronales, et celle qui leur est proche, reprend le discours post-industrialiste, on retrouve toute la mythologie moderniste de la révolution industrielle sur la concurrence virile, sur le petit patron intrépide, sur le capitaine d'industrie, sur l'association du terme <<jeunesse>> avec ceux d'initiative, de décision, de courage, de compétitivité, sur la phraséologie du risque liée aux vertus de la concurrence capitaliste et à la liberté. Le <<capital risque>>, appellation en vogue, relève bien de cette logique, mais de façon encore plus manifeste dans sa version anglaise, très souvent utilisée dans les textes français, le <<venture capital>>, expression qui fait appel explicitement à l'aventure et implicitement à la spéculation, le tout dans la langue des pères de la révolution industrielle ou dans celle du <<Far West>>.

Comme nous le soulignons plus haut, la petite dimension est une idée étroitement liée à celles de déconcentration et de décentralisation sociales qui relève actuellement de deux projets fort différents et même opposés. Le premier des deux projets en question se retrouve dans l'idéologie du <<post->>, en tant que discours jouant le rôle de bouée de sauvetage idéologique de l'industrialisme tardif. Ce discours part du potentiel de déconcentration de la production que permet la mise en place du nouveau système technique, pour aboutir à l'assimilation rhétorique de la déconcentration et de la décentralisation des processus de production. Le résultat de ce procédé est l'apologie des vertus de l'organisation capitaliste du travail dans le cadre des technologies nouvelles. On occulte ainsi deux choses. En premier lieu on occulte le fait que déconcentrer l'activité économique, dans cette logique, signifie adapter le processus de production,

issu de l'industrialisme et de sa modernité, au nouveau système technique. En second lieu on occulte le fait que cette mise à jour s'opère au travers d'un approfondissement des mécanismes idéologiques d'aliénation. Dans cette perspective, pour déconcentrer rationnellement il faut d'autant plus centraliser les pouvoirs de décision et le contrôle social afin d'opposer un frein structurel à la force centrifuge inhérente à la déconcentration. Ce dernier aspect n'est jamais abordé par le post-industrialisme qui assimile systématiquement la décentralisation à la déconcentration.

Le second de ces deux projets relatifs à la déconcentration et à la décentralisation se retrouve dans ce que nous pouvons nommer un nouvel humanisme. C'est un discours qui se réfère au potentiel révolutionnaire de décentralisation de la production, de l'activité sociale, et donc de la décision, que rend également possible le nouveau système technique. Le socialisme post-industrialiste d'A. Gorz, malgré toutes ses faiblesses épistémologiques, n'est pas totalement étranger à cette conception qui est l'apanage des pensées antiautoritaires. Dans cette optique, la décentralisation de l'activité économique signifie redistribuer et répartir les pouvoirs par la remise en question de leur centralisation. C'est un mouvement qui peut aller à la fois à l'encontre de l'exploitation de la société au profit de la classe dominante et à l'encontre de la déresponsabilisation de la personne qui en découle. Or la réalisation d'un tel potentiel de décentralisation ne peut être compatible avec le capitalisme qui, fondamentalement, tend vers la monopolisation autoritaire des pouvoirs, quels que soient les mythes véhiculés par ses idéologies.

Le post-industrialisme, lorsqu'il aborde cette problématique, oublie volontiers la réalité élémentaire qui montre que les multinationales ont été autrefois des petites ou moyennes entreprises, que l'électronique regorge aujourd'hui de ces petites et moyennes entreprises d'il y a quelques dizaines d'années devenues des géants. Privilégiant sur le plan idéologique les nouvelles technologies par excellence [les biotechnologies, l'électronique, les matières nouvelles et le nucléaire] lorsqu'il pose le problème de la décentralisation, le post-industrialisme déplace ainsi le débat des enjeux économiques et politiques fondamentaux vers la technologie en tant que telle. C'est là son mode d'approche de la question de la centralité et, nous le verrons, des petites et moyennes entreprises. Le passage du brontosaurus qu'était l'ordinateur électromécanique Mark I en 1944 au tyrannosaure qu'était l'ordinateur à programme mémorisé EDSAC en 1949, puis aux puces que sont les microcircuits intégrés des années soixante et aux microbiopuces que l'on voudrait essayer de mettre au point aujourd'hui, marque le glissement du gigantisme électro-mécanique vers la miniaturisation électronique, c'est là un exemple incontestable. Toutefois un discours humaniste ne saurait admettre que la centralisation, la décentralisation, la concentration et la déconcentration, en tant que caractéristiques du processus de production, soient abordées à partir de ces prouesses technologiques, comme le font bien des discours dominants.

Afin d'éviter le piège qui fait de la technologie une force signifiante en soi, il nous faut distinguer deux dimensions du problème de la [dé]centralisation. D'une part nous devons analyser le substrat historique

inhérent à toute approche de la question technologique. D'autre part nous devons étudier l'évolution structurelle de l'industrie relativement à cette question. Dans le premier cas, nous aborderons les enjeux politiques qui se cachent derrière les discours technologistes et derrière ceux traitant de la décentralisation de la production. Dans le second, nous nous pencherons sur la dimension des entreprises, leur degré de rationalisation ainsi que d'automatisation, leurs liens à diverses échelles en termes de dépendance et de contrôle, y compris la sous-traitance.

Le mythe des petites et moyennes entreprises et la question de la taille selon les emplois

Alors que, selon les données du Service Cantonal de Statistique, le taux d'occupation générale [qui est toujours plus élevé que le taux d'activité à Genève, car il ne comprend pas seulement les résidents du canton qui ont une activité professionnelle, mais il comprend également les frontaliers et ceux qui habitent sur Vaud mais travaillent dans le canton] n'a cessé d'augmenter entre 1965 et 1985, passant de 51% à 53%, le taux d'occupation industrielle n'a cessé de diminuer, passant de 14% à 9% durant la même période. La rationalisation des appareils de production et la liquidation, partielle ou totale, d'entreprises de la place ainsi que l'accroissement constant du secteur tertiaire expliquent ces chiffres de prime abord. Mais derrière cette évolution à la baisse des emplois industriels, quelle réalité se cache quant au type d'entreprises qui subsistent ou qui se créent?

Nous avons évoqué à plusieurs reprises les termes de petites, moyennes ou grandes entreprises. Il s'agit de définir ce que l'on entend lorsqu'on utilise ces vocables. Soulignons au préalable que l'acception de ces trois notions pose trois types de problème que nous allons traiter successivement:

a) Elles varient beaucoup quantitativement selon l'auteur de la statistique;

b) Parler en termes de petite, moyenne ou grande entreprise est souvent la caractéristique de démarches purement épiphénoménales, formalistes, qui évacuent les problèmes de fond liés aux imbrications, solidarités ou dépendances entre entreprises.

c) Le thème de la petite et moyenne entreprise, et ceux qui lui sont liés de l'entreprise familiale et de l'artisanat, sont privilégiés par l'idéologie de l'industrialisme tardif. On peut même affirmer que plus leur remise en cause fondamentale s'impose dans la réalité sous la pression des lois propres à l'économie de marché, plus l'idéologie dominante les glorifie.

En ce qui concerne le sens que recouvrent les termes de petites et moyennes entreprises, catégorisations se référant prioritairement au nombre d'emplois [que nous nommerons la taille], deux typologies ressortent le plus souvent, admises entre autres d'une part par les publications du Crédit Suisse et d'autre part par celles de la Société de Banque Suisse ainsi que par le "Schweizerische Handelszeitung" et l'hebdomadaire patronal "Entreprise Romande". Le premier définit les entreprises de 1 à 9 personnes de petites, celles de 10 à 99 de moyennes et celles de 100 et plus de grandes. Les seconds définissent les entreprises de 1 à 49 personnes de petites, celles de 50 à 499 de moyennes et celles de 500 et plus de grandes. Il existe en

outre la typologie de l'Office Fédéral de la Statistique, qui retient onze catégories dont les extrema sont les entreprises de 1 personne et celles de 1000 personnes. C'est là une statistique très fine, matière première pour d'autres évaluations, et non une typologie directement utilisable dans notre cas. Nous ne prenons pas en compte enfin une autre typologie, admise par l'Union de Banques Suisses pour l'industrie [1 à 49, 50 à 1999, 2000 et plus], car les données statistiques disponibles concernant le recensement fédéral de 1985 ne permettent pas, pour l'heure, d'évaluer séparément les cas de plus de 2000 emplois.

Dans les publications économiques que nous avons eues entre les mains, quelle qu'en soit la source, nous n'avons jamais vu d'explication concernant le choix de ces critères. Ils sont toujours utilisés comme s'ils allaient de soi. Pourtant toute banque et toute association patronale est consciente du fait que l'estimation de la taille d'une entreprise ne peut être abordée en termes d'emplois. Le chiffre d'affaires est un critère au moins tout aussi essentiel, de même que les liens juridiques, économiques ou de collaboration avec d'autres entités économiques. Le niveau d'obsolescence de l'appareil productif et les réserves financières sont également significatifs de même que certaines particularités du contexte fédéral ou législatif. Il suffit de mentionner deux exemples partiels à ce sujet. Le premier exemple concerne l'horlogerie helvétique. Le nombre de ses entreprises a passé de 1620 à 600 entre 1970 et 1985, alors qu'entre temps les travailleurs ont passé de 89000 à 32000. Les entreprises moyennes de la branche, selon les critères du Crédit Suisse autant que de la Société de Banque Suisse, ont augmenté leur part de personnel entre 1975 et 1985, alors que les petites ont stagné et que les grandes ont diminué. Parallèlement, la production horlogère de la Suisse en valeur a passé, entre 1970 et 1985, de 2.56 milliards à 4.09 milliards de francs. Peut-on parler de renforcement des moyennes entreprises? Ou bien cette catégorie, après la rationalisation drastique qui a eu lieu, correspond-elle désormais aux grandes entreprises d'avant la rationalisation? Le second exemple a trait à la question de la branche dont il s'agit lorsque l'on parle de la taille d'une entreprise. La branche a en effet une signification importante: "Une boulangerie qui compte trente employés est déjà une grande entreprise, alors qu'avec un effectif de 1000 personnes, une fabrique de véhicules automobiles appartient aux <<petites>> de sa branche", écrit F. Walz, sous-directeur du Service Economique de la Société de Banque Suisse (60).

Si l'on ne prend pas garde à ces remarques qui remettent en cause la validité des critères de petite, moyenne ou grande entreprise, on va au devant du risque d'écrire n'importe quoi à ce sujet ou, et là réside le problème principal, de faire de l'idéologie au sens où L.J. Prieto définit ce terme et que nous avons repris à notre compte [dans le chapitre 1 de la partie I]: un discours qui traite de son objet en l'abstrayant de la réalité et de son histoire. Faisant fi de ce type de critiques à son encontre, le discours sur les petites et moyennes entreprises reste la plupart du temps confiné à un formalisme dans la mesure où il ne s'attache qu'à l'aspect le plus visible de l'apparence, c'est-à-dire au nombre d'emplois. C'est précisément ce que fait F. Walz, dans l'article cité ci-dessus, et malgré qu'il nous mette lui-même en garde contre certains pièges relatifs à cette

question. Il affirme que les petites et moyennes entreprises ont eu les reins plus solides que les grandes lors des crises économiques de 1975 et de 1982, se limitant ainsi à la forme statistique du problème. L'auteur en question, s'alignant en cela sur l'ouvrage intitulé "La décentralisation urbaine en Suisse" de A. Rossi, met en évidence ce qui suit. Les régions qui comptent une forte proportion de petites et moyennes entreprises, c'est-à-dire les régions qui ne sont pas investies de fonctions centrales dans le système urbain helvétique, se seraient révélées plus résistantes aux crises que le reste du système urbain, c'est-à-dire que les quarante-huit agglomérations et villes du pays ainsi que les territoires qui les entourent immédiatement. Il nous sert ainsi force chiffres, destinés à faire l'éloge de ces entités de production. Deux remarques nous suggèrent de mettre radicalement en doute ce type de démarche.

Concernant la première remarque, nous partons du fait que l'industrie suisse reste, malgré tout, passablement déconcentrée, au niveau de l'apparence statistique. Mais il ne faut pas oublier pour autant que les unités de production des centres urbains qui licencient, ou ne remplacent pas les départs, sont souvent celles qui rationalisent le plus, automatisent le plus, modernisent le plus. Ce sont souvent celles qui ont les reins les plus solides, celles qui fournissent la plus grande part de production en valeur, celles qui exécutent le moins de sous-traitance relativement à leur production. Ceci dit sans sous-évaluer les fermetures pures et simples. Leurs pertes d'emplois ne signifient donc pas nécessairement perte de production en valeur, perte de contrôle sur une valeur produite toujours croissante, perte de centralité. Tandis que le bon maintien des régions marginales, au niveau du nombre d'emplois provient également du manque de modernisation de l'appareil productif. Concernant la seconde remarque annoncée ci-dessus, il ne faut pas oublier que les disparitions d'emplois dans le cadre des frontières helvétiques sont en très grande partie compensées par la stratégie d'implantation des unités de production à l'étranger que réalisent les multinationales industrielles [question que nous avons traitée dans le paragraphe intitulé "La question de l'organisation du travail dans le nouveau système technique et le travail à forte ou à faible composante logicielle"]. En effet, la grande industrie produit de plus en plus par prises de contrôle ou par ouvertures d'unités de production hors frontières, ainsi que par la mise en place de collaborations internationales. Pour le patronat, l'avantage est clair:

a) En ce qui concerne le Tiers Monde: bas salaires, moins ou pas de droits syndicaux, plus de moyens de pression institutionnels sur les autorités, exportation des activités les plus manifestement polluantes, etc.

b) En ce qui concerne les pays économiquement développés: prise de contrôles d'innovations, diversification économique ou régionale, contournement des barrières protectionnistes, implantation dans l'Europe en prévision de 1992, etc.

Or il est bien évident que ce ne sont pas les petites ni les moyennes entreprises qui contrôlent l'essentiel de ces réseaux internationaux de reproduction du capital. Nous pouvons conclure ce qui suit de ces deux remarques. Dire que les petites et moyennes unités industrielles [situées surtout dans les régions qui ne sont pas investies de fonctions centrales dans

le système urbain helvétique] ont mieux résisté que les grandes unités industrielles [situées surtout dans les agglomérations et villes du pays ou dans leurs alentours], comme le font A. Rossi et F. Walz, signifie se limiter à une apparence trompeuse: interpréter la statistique au premier degré. Une fois de plus, il faut se garder d'être fasciné par la statistique et par l'apparence aux dépens de l'interprétation critique de la réalité.

Contrairement aux données existant sur le plan fédéral, il n'est pas possible d'avoir des données précises sur l'évolution des entreprises selon la taille dans le canton de Genève. En effet nous avons déjà mentionné le fait que la statistique par entreprise selon le nombre d'emplois ne débute, cantonalement, que lors du dernier recensement fédéral de 1985. Ceux qui ont précédé fournissent les données globales par entreprise; mais en ce qui concerne le nombre de personnes occupées, ils ne donnent les renseignements que pour les établissements [il faut comprendre qu'une entreprise qui a trois unités de production distinctes dans le canton apparaîtra une fois dans la statistique par entreprise mais trois fois dans celle par établissement]. C'est pourquoi nous allons nous pencher sur la statistique fédérale, et non cantonale, pour approcher cette question. Mais la statistique fédérale par entreprise, que les publications économiques utilisent fréquemment pour certifier la vitalité des petites et moyennes entreprises, est à considérer avec circonspection. Nous allons considérer ci-dessous six cas de figure réels, rencontrés dans le tissu industriel genevois et qui vont nous permettre d'illustrer ce que nous entendons lorsque nous qualifions la statistique sur les petites, moyennes et grandes entreprises comme une apparence trompeuse.

Prenons avant tout le cas de deux entreprises horlogères de la place produisant l'une des boîtiers et l'autre des bracelets pour une troisième entreprise également sise à Genève. Chacune des trois ayant un statut juridique propre, elles restent trois entités distinctes au niveau du recensement fédéral des entreprises. Pourtant les deux premières ne sont que des ateliers de fabrication de la troisième, ce que la statistique ne saurait indiquer. Un autre cas d'école est présenté par deux importantes entreprises genevoises de la chimie qui appartiennent à une seule grande firme bâloise. De nouveau, dans la statistique par entreprise elles apparaissent comme deux entités indépendantes et leurs liens avec la maison propriétaire sont inexistantes. Une petite entreprise de l'électronique ne fait pratiquement que de la sous-traitance pour deux grandes fabriques locales qui, elles-mêmes, appartiennent chacune à un grand de la construction des machines helvétique. La petite en question n'est qu'un atelier auxiliaire des deux grandes entreprises de la place [qui sont elles mêmes des filiales de deux grands noms des machines suisses]; cependant les trois entreprises en question correspondent statistiquement à une petite et à deux grandes, c'est-à-dire à trois entités isolées et bien distinctes. Une entreprise de traitement de métaux précieux à usage industriel appartient à une firme semblable d'un autre canton qui est elle-même contrôlée par une des trois plus grandes banques du pays. Aucun de ces liens n'apparaît dans la statistique. Un autre exemple est intéressant. Nous avons visité cinq entreprises, ayant des personnalités juridiques séparées, qui fonctionnent comme une seule entreprise produisant des robots industriels: l'une est le

bureau de recherche des quatre autres, la deuxième est l'atelier de développement de systèmes d'automatisation et de périphéries, la troisième est l'atelier de production du matériel électronique, la quatrième est l'atelier de montage des robots, la cinquième est le bureau de marketing, de gestion et d'administration du tout, les cinq travaillent solidairement autour des mêmes produits. Trois personnages sont, alternativement ou ensemble, dans tous les conseils d'administration. Ce système bien segmenté permet, en fin de compte, de différencier plus facilement les conditions de travail et, apparemment, de salaire et permet des économies fiscales. Cette entreprise solide, d'une septantaine de collaborateurs, très bien équipée, apparaît statistiquement comme cinq petites entreprises. Enfin, aucune relation au niveau de la concentration du capital n'est révélée par les informations statistiques, pas plus que la dépendance de l'étranger ou que l'implantation à l'étranger. Ainsi, une entreprise genevoise d'un peu moins de cent personnes, produisant du matériel chirurgical, est classée dans les petites et moyennes entreprises du canton [elle est même membre de l'Union des Petits Industriels de la Métallurgie], alors qu'elle appartient à un géant mondial de la branche. Si l'on pouvait en outre établir l'organigramme des relations exclusives ou partielles de sous-traitance entre les entreprises, on mettrait indéniablement en évidence des solidarités et des dépendances encore plus profondes. Nos visites d'entreprises n'ont fait que confirmer ce point de vue.

Il faut également ajouter à ces éléments la centralisation très poussée des principaux moyens de recherche et développement [que nous avons déjà évoquée dans le paragraphe intitulé "La recherche et le développement dans le nouveau système technique"], ce qui met les petites et moyennes entreprises dans une situation effective de dépendance très nette face aux grandes qui ont les moyens de développer cette activité coûteuse bien que fort rentable. Précisons que cette remarque ne contredit pas le fait que les entreprises ayant un chiffre d'affaires inférieur à 10 millions de francs font un effort de recherche et développement important [ce qui est attesté par le tableau 14 commenté plus haut]. A cet égard, R. Curtat se fourvoie lorsqu'il écrit, dans l'hebdomadaire de la Fédération des Travailleurs de la Métallurgie et de l'Horlogerie "La Lutte Syndicale", que les petites et moyennes entreprises sont "le principal gisement de technologies de pointe": il se limite ainsi à interpréter la statistique au premier degré [le taux d'efforts importants des entreprises ayant un chiffre d'affaires inférieur à 10 millions de francs dans le tableau 14], répétant de la sorte les leçons reçues par l'idéologie dominante (61). De ce fait, prendre les données de l'Office Fédéral de la Statistique et les utiliser, sans transition, pour parler de vitalité ou non des petites, moyennes ou grandes entreprises n'a que fort peu d'intérêt. A moins que l'on ne veuille induire le lecteur en erreur, considérant l'entreprise comme un phénomène abstrait, en soi.

Les grandes entreprises helvétiques, qui contrôlent une bonne partie de ce qui reste comme grandes entreprises à Genève, sacrifient généralement leurs unités de production dans le canton, sous le coup de la rationalisation. Dans cette situation, une analyse de la vitalité des petites et moyennes entreprises confinée aux limites cantonales peut induire facilement des considérations apologétiques relatives aux petits et moyens industriels, mais

ne fait preuve que d'impressionnisme localiste et quantitativiste. Malgré cela et malgré toutes les remarques qui précèdent, il nous semble toutefois pertinent d'étudier la trame des entreprises industrielles d'après la taille selon les emplois de deux points de vue. D'une part sous l'angle politique: en tenant compte des enjeux idéologiques qui traversent le monde industriel afin d'approcher le pourquoi du maintien de la structuration d'une grande partie du processus de production en petites et moyennes unités. D'autre part sous l'angle des choix en matière d'organisation capitaliste du travail: en tenant compte des choix technologiques, relativement à la mise en place du nouveau système technique, révélés par le maintien de la structuration d'une grande partie du processus de production en petites et moyennes unités.

Vue sous ce double aspect, l'unité de production qui regroupe un nombre limité de collaborateurs présente d'indéniables avantages d'un point de vue patronal. B. Ludwig et A. Nicod, du bureau de conseil Mc Kinsey & Company, en soulignent clairement quelques-uns dans un article intitulé "Les PME - Le moteur de l'économie suisse?" paru dans la "Revue Economique et Sociale". Ils expliquent que les entreprises de taille moyenne [de 50 à 500 emplois selon les auteurs] sont responsables d'une importante partie de l'accroissement des emplois aux Etats-Unis dans ces dernières années. Le secret de cette réussite serait la "flexibilité" dans l'organisation de ce type d'entreprise: "leadership clairement établi" dans l'entreprise, "bureaucratie réduite au minimum". Mais, nous disent les auteurs, il y a aussi la question de la mise en place plus facile de l'intéressement de tous les collaborateurs aux résultats de l'entreprise, de la vente d'une partie du capital-action au personnel, des salaires très liés à la performance personnelle et enfin, last but not least, des rémunérations souvent plus basses que celles des emplois similaires déjà existants (62). Il est clair que la petite ou moyenne entreprise permet la mise en place de tout un système de servitudes dorées et de dépendances implicites du travailleur face à l'entreprise. Il s'agit, par là, de faire accroire au personnel que la classe des travailleurs est morte, qu'il est membre des classes moyennes, et donc membre potentiel de la classe dominante. Parallèlement, il s'agit de mettre en place une politique de promotion de ces travailleurs-classes moyennes. C'est là "un objectif important de la politique nationale", comme l'affirme J. Dreher, directeur au Crédit Suisse (63). Partant d'un point de vue analogue, V. Lasserre écrit, dans le journal patronal "Entreprise Romande", un article sur les "Heurs et malheurs des PME". Passons sur le fait que, citant le recensement fédéral des entreprises, il attribue 88,2% des emplois en Suisse aux petites et moyennes entreprises [1 à 49 occupés et 50 à 499] et donc 11.8% aux grandes, alors que le recensement en question donne des taux respectifs de 73.5% et de 26.5% [vraisemblablement il avait en main les résultats provisoires du recensement fédéral qui ont été modifiés dans la version définitive]. Par contre nous ne pouvons passer sur le fait qu'il invoque la "fragilité" des moyennes entreprises "dynamiques" pour réclamer des allègements fiscaux tels que la suppression de la "double" imposition [bénéfices de l'entreprise et dividendes distribués], une libéralisation des possibilités de placement des capitaux formés par l'épargne forcée [le

deuxième pilier], une justice plus clémente en cas de poursuites judiciaires lors de dettes pour faillites, etc (64). S'appuyant sur l'exemple des Etats-Unis, il omet de mentionner les tristes résultats sociaux qu'a cette politique outre-Atlantique.

Un autre <<avantage>> de la petite et moyenne industrie nous a particulièrement frappé lors de nos visites d'entreprises. C'est que le paternalisme, les contacts directs, la facilité de surveillance non apparente des travailleurs, couplés aux mesures intégratrices dont il est question ci-dessus, rendent l'existence d'un syndicat remplissant ses fonctions de défense des travailleurs sinon impossible du moins clandestine et neutralisent a priori une commission d'entreprise pour autant qu'elle puisse exister. Ajoutons également que, dans le nouveau système technique de l'industrialisme tardif, une petite et moyenne entreprise peut être à la fois très intégrée au tissu industriel local, mais tout aussi facilement déplaçable si elle a les arrières quelque peu solides. C'est là une particularité qui risque de s'avérer fort utile à terme pour les actionnaires ou les patrons.

Enfin un dernier problème vaut la peine d'être posé relativement à ce qui se cache sous le mythe des petites et moyennes entreprises. En 1985 une "Conférence des jeunes" du canton de Berne a mis sous la loupe l'application de la loi sur la formation professionnelle de 1980. L'enquête a révélé des violations systématiques de celle-ci. Le journal de travail que l'apprenti doit tenir durant ses heures d'activité professionnelle, aux dires de la loi, doit être presque toujours fait durant ses loisirs, selon cette enquête. Le jeune en formation est fréquemment obligé de travailler plus que ne l'autorisent les normes légales. Des tâches étrangères à la formation sont imposées systématiquement. Bon nombre d'apprentis ne peuvent suivre les cours à option durant le temps de travail bien que théoriquement ils en aient le droit. L'enquête constate que la plupart des violations de la loi s'observent dans des petites entreprises (65). Non point que l'être humain dirigeant une petite ou moyenne entreprise soit plus mal intentionné que ceux qui dirigent une grande. Mais le rassemblement de personnel dans les grandes unités de production, ainsi que la marge de manoeuvre économique immédiate plus grande de celles-ci, permettent généralement une plus forte emprise syndicale directe ou indirecte favorable au personnel.

Ce sont là des dimensions caricaturalement capitalistes du <<small is beautiful>> des post-industrialistes qu'il ne faut point négliger malgré le fait qu'elles sont systématiquement occultées. En matière de dépassement de la traditionnelle loi du profit, comme prétend l'être le post-industrialisme, on a vu mieux. Compte tenu de toutes les réserves émises sur la question, il vaut cependant la peine de faire quelques commentaires sur la statistique relative à la taille des entreprises en Suisse, établie à partir des données de l'Office Fédéral de la Statistique datant de 1975 et de 1985 [selon les typologies admises par le Crédit Suisse d'une part et par l'hebdomadaire "Entreprise Romande", le "Schweizerische Handelszeitung" et la Société de Banque Suisse, d'autre part]. Nous avons tenu compte de l'industrie prise globalement, de même que des branches des arts graphiques, de la chimie, de la métallurgie, des machines-appareils-véhicules et de l'horlogerie [cf tableau 18 ci-après].

TABLÉAU 18:

SUISSES: ÉVOLUTION DES PETITS, MOYENNES ET GRANDS ENTREPRISES, DE 1975 À 1986, EN POURCENTAGE, DANS L'INDUSTRIE ET DANS QUELQUES BRANCHES INDUSTRIELLES.

1) Selon le Crédit Suisse [cf. Cahiers du Crédit Suisse, n°6, août 1980], petite = 1 à 9 personnes, moyen = 10 à 99, grande = 100 et plus;
2) Selon l'hebdomadaire de la Fédération des Syndicats Patronaux [cf. Entreprise Romande, 15 janvier 1986, éditorial de V. Lasserre], selon la Société de Banque Suisse [cf. Le Mois Économique et Financier, avril 1987], et selon la Schweizerische Handelszeitung [cf. Die grössten Unternehmen der Schweiz, annuel] petite = 1 à 49 personnes, moyenne = 50 à 499, grande = 500 et plus.

Cette statistique est impossible à établir au niveau du canton de Genève, pour les recensements antérieurs à 1985. En effet les NFE précédents, au niveau du canton de Genève, fournissent des données globales par "entreprises", mais seulement les données par "établissements" en ce qui concerne la taille selon les personnes occupées. "Kentr." signifie pourcentage des entreprises de la catégorie, "km-d'o." signifie pourcentage de la main-d'œuvre de la catégorie.

Selon critères C.S.:

Catégories:	1	9	7	5	100 et +	1	9	7	5	100 et +		
	Kentr. km-d'o.	Kentr. km-d'o.	Kentr. km-d'o.	Kentr. km-d'o.	Kentr. km-d'o.	Kentr. km-d'o.	Kentr. km-d'o.	Kentr. km-d'o.	Kentr. km-d'o.	Kentr. km-d'o.		
Ind./arts/mét:	78.2	13.9	19.0	29.6	2.7	56.5	73.6	10.7	23.0	30.5	3.4	58.8
Dont:												
Arts graphiques:	71.0	13.7	25.7	40.8	3.3	45.5	75.2	16.3	22.1	39.8	2.7	43.9
Chimie:	55.9	12.2	36.2	14.9	8.3	82.9	50.2	16.3	39.3	15.2	10.2	82.9
Métallurgie:	76.9	13.8	21.4	38.2	1.7	43.0	73.8	13.3	33.2	37.5	3.0	49.0
Mach./app./véhic:	61.0	3.8	30.7	16.7	0.2	79.5	57.7	4.1	34.1	20.7	8.2	75.2
Horlogerie:	57.5	5.8	34.9	31.0	7.6	63.2	56.2	5.9	37.4	34.4	6.4	59.7

Selon critères F.S.P., S.B.S. et S.H.Z.:

Catégorie:	1		9		7		5		500 et +		1		9		7		5		500 et +	
	1 A 49		Km-d'o.		Kentr.		Km-d'o.		Kentr.		Km-d'o.		Kentr.		Km-d'o.		Kentr.		Km-d'o.	
Ind./arts/mét:	94.8	33.3	4.8	36.2	0.4	30.5	93.0	29.7	6.5	39.7	0.5	30.6								
dont:																				
Arts graphiques:	92.3	40.7	5.4	46.5	0.3	12.8	94.6	42.7	5.2	45.1	0.2	12.2								
Chimie:	83.5	10.3	15.2	26.5	1.3	63.2	81.5	10.4	16.6	27.4	1.9	62.2								
Métallurgie:	96.2	47.0	3.6	32.1	0.2	19.6	93.9	38.1	5.8	41.7	0.1	20.2								
Mach./app./véhic:	86.2	13.7	11.9	32.2	1.9	54.1	85.5	16.0	12.9	35.7	1.6	29.3								
Horlogerie:	87.2	24.6	11.8	48.5	1.0	26.9	86.1	24.5	13.3	52.6	0.6	22.8								

Données élaborées à partir des sources OFS [RFE], CS [Cahiers du CS], FSP [Entreprise Romande], SBA [Le Mois Économique et Financier], Schweizerische Handelszeitung [Die grössten Unternehmen der Schweiz].

Relativement au nombre d'entreprises du secteur industriel en général, les deux typologies marquent un accroissement non négligeable des moyennes entreprises, léger des grandes et négatif des petites. Il en va de même en ce qui concerne les emplois. Que signifient ces accroissements, sinon qu'il y a eu un déplacement relatif important des petits vers les moyens et dans une moindre mesure vers les grands? Autrement dit, il y a probablement eu un processus de concentration économique relative des entreprises.

Par rapport à la typologie admise par le Crédit Suisse [1 à 9, 10 à 99, 100 et plus], comment ressortent les cinq branches mentionnées? En ce qui concerne les emplois [cf colonnes "% m-d'o." dans le tableau 18], la tendance générale décrite ci-dessus est modulée par les nuances suivantes:

a) l'accroissement des petits dans les arts graphiques corrélativement à une baisse des moyens et des grands;

b) la chimie et la métallurgie évoluent de façon similaire à l'industrie prise globalement;

c) les machines-appareils-véhicules suivent la même évolution que le secteur industriel sauf la stagnation des grands;

d) l'horlogerie voit les grands reculer.

De même, en ce qui concerne les entreprises [cf colonnes "% entr." dans le tableau 18], nous avons les nuances suivantes:

a) les arts graphiques évoluent similairement à ce qui a été décrit dans le point a) ci-dessus;

b) la chimie se concentre vers les moyens et ne change pas chez les grands;

c) la métallurgie se concentre plus que toutes les autres branches vers les grands;

d) les machines-appareils-véhicules et l'horlogerie se regroupent vers les petits et surtout les moyens.

La seconde typologie dont il est question ci-dessus, admise par la Fédération des Syndicats Patronaux, par la Société de Banque Suisse et par la Schweizerische Handelszeitung [1 à 49, 50 à 499, 500 et plus] présente, dans les grandes lignes, des caractéristiques similaires.

En considérant les deux typologies en parallèle, une tendance dominante ressort plutôt clairement. C'est que les accroissements les plus sensibles, au niveau des entreprises et des emplois, se sont produits dans les entreprises de 100 à 500 occupés, c'est-à-dire dans des unités pouvant, par extrapolation, être assimilées aux moyennes entreprises dans les deux typologies. Tenons compte de deux faits déjà mentionnés. D'une part que l'emploi industriel en Suisse a sensiblement baissé entre les deux recensements. D'autre part que la Sixième Suisse industrielle [les emplois industriels suisses à l'étranger], qui est aux mains de grandes entreprises, s'est renforcée. On peut alors affirmer qu'à l'exception des arts graphiques, les petites entreprises sont celles qui ont perdu le plus de main-d'oeuvre relative. Au niveau du discours épiphénoménologique que représentent ces données, le <<small is beautiful>> serait en réalité un <<middle is beautiful>> si l'on se confine aux frontières de la Confédération et un <<big is beautiful>> si l'on considère l'industrie suisse dans son intégralité. Par ailleurs quel est

l'objectif de toute moyenne entreprise sinon d'essayer de devenir un grand? Une fois de plus l'éloge de la petite dimension, outre son formalisme inconsistant, est une occultation de la réalité de la concentration économique.

Quant au renforcement des petites entreprises dans les arts graphiques, deux hypothèses nous induisent à le considérer avec prudence. Premièrement de profondes rationalisations ont eu lieu et sont en cours, très coûteuses en investissements, mais permettant de grandes économies de personnel et un important remplacement de personnel qualifié par du personnel peu ou pas qualifié, donc moins cher. Ces rationalisations ne sont pas typiques des petites entreprises, vu leur coût. Ainsi, si le poids relatif d'une moyenne ou d'une grande entreprise de la branche a baissé, sa production en valeur n'a pas nécessairement baissé, peut-être même a-t-elle augmenté. Deuxièmement un article du "Journal de Genève", signé par M.-J. Krill, a été distribué [sans mention de date] lors d'une journée sur le thème "La vie au travail et son avenir", organisée à l'université de Lausanne, en novembre 1987. Ce texte relate qu'entre 1000 et 2000 entreprises du pays emploient une main-d'oeuvre à domicile pour des tâches à l'écran, soit quelques milliers de personnes, en majorité des femmes: "Une grande partie d'entre elles (environ la moitié) sont occupées dans le secteur des arts graphiques", précise l'article. De l'avis de milieux syndicaux, une bonne partie de ces personnes sous-traitent à leur compte. Cela signifierait qu'elles sont considérées [pour autant qu'elles soient officiellement déclarées] comme de petites unités indépendantes bien que, de fait, elles ne font que travailler pour d'autres entreprises. C'est que les instruments micro-informatiques de travail permettent, avec relativement peu de fonds de départ, de se mettre à son compte pour certaines opérations de saisie, de maquette ou même de microédition, par exemple. Mais ce sont là des entreprises fragiles, entièrement à la merci d'autres entreprises, sans aucune autonomie.

Les petites et moyennes entreprises et la question de l'entreprise dite familiale

La valorisation de <<l'entreprise familiale>> n'est, fondamentalement, qu'une variante de ce même discours sur les petites et moyennes entreprises. Un petit consultant en recherche et développement industriels qui ne travaille que pour de grandes entreprises, comme auxiliaire de leur bureaux de recherche et développement, nous a affirmé être une entreprise familiale. Un fabricant local de moyens de destruction pour des multinationales de l'armement est qualifié d'entreprise familiale par la presse. Une entreprise de la chimie, employant huit centaines de personnes sur la place, avec un chiffre d'affaires estimé à 450 millions de francs en 1986, ayant une importante filiale de production en Amérique Latine, se présente comme "une entreprise familiale bientôt centenaire" dans un document officiel. L'appellation <<familiale>> n'est pas principalement destinée à informer qu'une famille est directement derrière l'entreprise, sans l'intermédiaire de banques, de pools d'actionnaires, etc. Par ce vocable, comme par ceux de <<petits>> et <<moyens>>, c'est la réalité de la centralisation des moyens de production ou de décision que l'on occulte, aux non-spécialistes bien

évidemment. Par ces qualificatifs l'idéologie dominante abuse du langage et garde vivante, dans les mentalités, la tradition capitaliste de la liberté du marché, de la libre concurrence, du libéralisme économique.

Il suffit de lire la presse économique pour constater à quel point des géants multinationaux ont la mainmise sur l'économie helvétique. Les collaborations de grandes dimensions, les opérations de fusion ou de rachat, comme les luttes à mort que se livrent ces géants ne sont que le reflet de leur importance sans pareille dans notre société. L'existence de petites unités autonomes est de plus en plus précaire voire impossible, à moins qu'elles ne soient largement impliquées dans des liens de dépendance étroite par rapport à de nombreuses autres petites, moyennes ou grandes entreprises, par rapport aux banques ou à l'Etat. Et ce n'est pas l'exemple de l'industriel Kudelski qui va démentir ces propos, lui qui était une image mythique de la petite et moyenne entreprise helvétique héroïque il y a encore peu d'années. En juin 1983, le président de l'Union des Industriels de la Métallurgie de Genève l'avait baptisé le "dernier aventurier du XX^e siècle", alors qu'un journaliste le nommait "l'homme que l'on attendait". En 1988 notre héros est à genoux devant les banques, l'Etat et la multinationale Honeywell qui le maintient à flots.

Relativement au type de rapports sociaux que connaît le capitalisme dans la seconde moitié du XX^e siècle, la référence à la dimension <<familiale>> pose un problème particulier que nous allons brièvement aborder. Le capitalisme a totalement désarticulé la famille: en partie de façon heureuse d'ailleurs, en envoyant tous ses membres à la crèche, à l'école, au travail et en envahissant le logement d'électroménagers, mais aussi de façon malheureuse, en introduisant les rapports marchands parmi ses membres et en les isolant devant les écrans de télévision, d'ordinateur, de vidéo etc. Niant ce contexte, jouant sur la nostalgie qui peut exister par rapport aux anciennes relations familiales qui englobaient la personne dans un tissu relationnel complexe et sécurisant, mais jouant aussi sur la dimension implicitement populiste et historiquement artisanale qu'évoque la famille impliquée en tant que telle dans le processus de production, on nous vante <<l'entreprise familiale>>. Nous sommes en pleine mythologie <<post->>. Il ne nous paraît pas hors de propos de mentionner ici cet aphorisme de L. Wittgenstein, mille fois cité: "Les limites de mon langage signifient les limites de mon monde" (66). En limitant le langage - et rattacher le label <<familial>> à la notion d'entreprise dans le contexte actuel signifie limiter le langage - on va limiter le monde de chacun, impartir certaines valeurs. C'est de ce point de vue qu'il faut juger les appellations relatives au mythe des petites et moyennes entreprises ou à l'entreprise familiale et les discours qui les accompagnent.

Les petites et moyennes entreprises et la question de l'artisanat

Avec le discours sur l'artisanat dans l'industrie, nous restons dans la même problématique que celles abordées ci-dessus. La division du travail, sa spécialisation très avancée, induite par la mise en place du nouveau système technique, le surcroît d'informations professionnellement nécessaires très sophistiquées pour les uns mais très élémentaires pour les autres [souvent peu

structurantes dans les deux cas], ne laissent plus de place à l'artisanat dans le processus de production. Sa seule pseudo-existence réside dans des reliquats nostalgiques ou des luxes censitaires à la mode, tels qu'on en trouve dans le cadre du Centre Genevois de l'Artisanat [ceci dit sans aucune intention condescendante]. Deux éléments nous empêchent de reconnaître l'existence d'un quelconque artisanat de nos jours, malgré le fait que nombre d'entreprises et d'institutions se prévalent d'être artisanales encore aujourd'hui. D'une part nous nous référons ici aux nombreuses médiatisations intercalées entre le travailleur et l'objet, entre l'homme et la matière première, ainsi qu'à la profonde division et spécialisation du travail que connaît tout processus de production actuellement. D'autre part nous nous référons à la perte du rôle de structuration sociale plus ou moins codifiée qui se cristallisait autour des savoir-faire traditionnels artisanaux avant que le capitalisme ne s'impose dans tous les secteurs de la production et du mode de vie. Ces deux caractéristiques fondamentales de l'industrialisme tardif sont une des causes de l'apparition d'un vide existentiel profond au niveau des rapports de travail, que l'idéologie du <<post->> tente de combler par une revalorisation purement réthorique de l'artisanat. Au niveau de l'industrie, deux manifestations, souvent très liées, sont caractéristiques de cette tendance. Il s'agit de la production de biens de consommation kitsch et du syndrome de l'artisanat [les produits kitsch tendant par ailleurs à accréditer l'assimilation de certaines activités industrielles à l'artisanat]. Penchons-nous en premier lieu sur quelques exemples relativement à la production de biens de consommation kitsch.

Il existe à Genève une firme de l'horlogerie de luxe, comptant environ 170 collaborateurs, qui produit des modèles créés aussi bien que des modèles copiés sur ceux de la tradition horlogère locale. Ses montres reprennent des motifs formels de la nature [animaux, plantes, lune, étoiles], un peu comme des copies de bijoux <<jugendstil>>. Elles symbolisent aussi des mythes du passé [tel une sorte d'Arlequin]. Elles reproduisent l'idée de la "liberté" des éléments naturels [des diamants sous verre et flottants autour de la montre]. Elles font des clins d'oeil au contact à la matière première [montre tout diamants pour la modique somme de 500000 francs]. "Entreprise familiale", nous dit une notice dactylographiée, "dirigée par Monsieur et Madame [suivent les noms] et secondés par leurs enfants [suivent les noms]". Les travailleurs de l'usine sont nommés des "artistes dans leurs spécialités respectives". On surenchérit sur l'artisanat pour en arriver à l'art... avec des machine à commandes numériques qui commencent à être introduites dans les ateliers et avec des ordinateurs dans les bureaux, ce que ne dit pas la notice. L'aspect même de l'entreprise est éminemment kitsch. Située en pleine zone industrielle, sa façade avant et son local d'entrée sont luxueusement marbrés et <<tape à l'oeil>>; mais dès que l'on quitte cette entrée, on arrive dans des bureaux et des ateliers tout ce qu'il y a de plus banal. Ses produits sont vendus dans le temple du kitsch, à Confédération Centre. De même son histoire officielle est caractéristique de ces mêmes aspects. A côté du nom de l'entreprise est affichée généralement la date de fondation, qui nous renvoie aux années soixante du siècle dernier. Le document qui présente l'entreprise n'omet pas de préciser que la maison est jurassienne, noblesse horlogère oblige. Par contre il oublie de préciser que, durant un siècle, le produit fourni n'est pas de haut de gamme. Transférée à Genève et actuellement

contrôlée par des capitaux d'Allemagne Fédérale, elle met bien en évidence le nom de Genève, toujours noblesse horlogère oblige, sans mentionner que son personnel est en très grande partie étranger. Nous avons affaire à la même logique dans une publicité d'une autre entreprise horlogère de luxe genevoise. On nous parle d'abord de "vérité", de "rareté" et de "perfection". Puis on évoque "l'horloger" et "l'établi" et non l'usine. Enfin on en appelle au "temps d'une vie", au "temps à jamais", aux "cinq générations" qui ont fait l'entreprise, toutes des valeurs idéelles qui aujourd'hui semblent justement nous échapper et appartenir à un autre monde passé. Mentionnons également l'exemple d'une robinetterie où des pièces, après avoir été fabriquées et chromées, sont vieilles pour pouvoir devenir "rustiques", selon les termes mêmes d'un responsable de l'entreprise et d'une publicité. C'est du "rustique" fait selon des méthodes de trempage automatisé et grâce à des produits des plus sophistiqués provenant de l'industrie chimique. D'autres méthodes seraient trop onéreuses et non commercialisables.

On retrouve dans ces exemples toutes les caractéristiques constitutives de l'idéologie du <<post->>, transposées sur le plan de la production industrielle. Cela peut aller jusqu'à cette entreprise de comparateurs [il s'agit donc des moyens de production] qui emballe certains de ses produits dans des écrans de luxe... destinés à d'autres usines. Etroitement lié à cet aspect de la production, il y a ce que nous avons nommé le syndrome de l'artisanat, présent dans le post-industrialisme dès son origine, comme nous l'avons déjà souligné. Peu nombreux sont les responsables d'entreprise qui nous ont reçu et qui n'ont pas évoqué cette dimension pour caractériser tout ou un aspect du travail de l'entreprise. Par contre les rares fois que nous avons été reçu par un travailleur, il n'a jamais été question de cela.

Quatre types de considérations semblent induire les milieux industriels à parler d'artisanat: le fait de réaliser des travaux complexes en très petite série, la petite dimension de l'entreprise, le fait que certains travaux se font au contact direct avec la matière ouvrée ou, enfin, la localisation de l'entreprise dans un lieu non typiquement industriel. Plusieurs de ces critères sont parfois rassemblés dans une même entreprise. Là aussi les exemples sont innombrables, mais nous ne nous arrêterons que sur trois cas d'école. Le premier est un petit patron de la mécanique de précision, qui travaille avec un ouvrier, sa femme et sa fille. L'entreprise est dans un petit bâtiment de quelque quarante mètres carrés ainsi que dans un garage et dans une cave. Il y a six machines-outils relativement vieilles, quatre machines à commandes numériques à électroérosion, dont deux par fil, un micro-ordinateur pour le dessin assisté par ordinateur, un autre pour la préprogrammation, la gestion et l'administration. Le tout en pleine zone villas des coteaux de la rive gauche. Il sous-traite pour la mécanique de précision et pour l'horlogerie de luxe. "Je ne fais que des moutons à cinq pattes et suis connu pour cela; je suis donc un artisan et non un industriel", affirme ce patron. Argument formaliste par lequel les deux tiers ou les trois quarts de l'industrie genevoise pourraient se ramener à de l'artisanat. Son produit est indubitablement de qualité et généralement il est fabriqué en très petites séries. Mais d'une part nous nous refusons à qualifier d'artisanal le travail automatisé, aussi complexes que soient la programmation préalable ou le dessin assisté par ordinateur antécédent. D'autre part, le travail que

l'ouvrier fait sur les machines-outils plus vieilles est un labeur habile mais d'ouvrier qualifié traditionnel. Il n'a rien à voir avec l'initiation liée au compagnonnage, ni avec la protection du métier par la corporation, ni avec le savoir-faire non encore exproprié par sa codification technologique. Le second exemple est un petit industriel qui travaille notamment pour le Département Militaire Fédéral, installé au rez-de-chaussée d'un immeuble locatif en zone résidentielle. Il fait également de la mécanique de précision, des appareils de géodésie industrielle, de l'entretien et de la gestion de parking, du service après-vente pour un certain type de rectifieuses. Il est fort bien équipé en machines récentes, centres d'usinage et autres commandes numériques, en instruments performants de contrôle, en ordinateurs pour la production et la gestion. L'entretien et la gestion de parkings est son "coussin de sécurité", la géodésie son "secteur porteur". Ses appareils géodésiques ont été conçus et mis au point au Centre Européen de Recherches Nucléaires. Il se qualifie lui-même d'artisan. Il n'y a ici pas plus d'artisanat que dans une quelconque industrie. Le fait que la dimension de la surface occupée soit relativement petite, qu'il ait peu de collaborateurs [sept en tout], que sa femme travaille avec lui, l'induisent probablement à faire cette affirmation. Ou alors ne serait-il pas simplement plus prudent pour lui, comme pour le cas précédent, de parler d'artisanat afin de pouvoir justifier sa présence en pleine zone d'habitation dans un canton où la présence d'activités industrielles est souvent mal comprise et malvenue? Le troisième exemple concerne une importante entreprise d'instruments à écrire [crayons, plumes, stylos, feutres, etc]. Elle regroupe quelque 380 collaborateurs et possède une autre unité de production en France voisine. Son appareil de production est parmi les plus automatisés que nous ayons vu dans le paysage industriel genevois. Elle compte enfin une grande quantité d'ouvriers [et surtout d'ouvrières] non qualifiés. Son secteur de fabrication de stylos est la partie la plus rationalisée et la plus automatisée de l'entreprise. Or c'est précisément ces derniers produits qui sont qualifiés d'objets "de prestige exclusif et artisanal" dans la charte officielle distribuée par la firme en question. Mot tout aussi vide de sens que dans les exemples précédents, n'ayant qu'une fonction de marketing, comme dans bien d'autres cas.

En effet "artisanal" est un label, au même titre que le "swiss made" ou que le "typique" en matière de produits jouant la carte du marketing régionaliste, qui facilite la promotion d'un produit. Peu important les problèmes de sens, ce qui compte pour l'industriel concerné c'est l'imagerie qu'évoque ce terme associé à son produit. A un tout autre niveau, le même problème est posé par l'hebdomadaire "La Lutte Syndicale" de la Fédération des Travailleurs de la Métallurgie et de l'Horlogerie, dans lequel on qualifie l'apprenti de "compagnon de l'an 2000" (67). On rattache l'apprenti actuel simultanément à l'an 2000 et à la vieille tradition du compagnonnage, remontant au temps des Croisades en ce qui concerne l'Europe. Ce compagnon n'est pas membre d'une confrérie ayant pour fonction de le protéger. Il n'a pas en face de lui la toute puissance des maîtres de corporations face à laquelle il se défend par l'associationnisme libre. Il n'est pas encadré dans une structure initiatique. Mais faisant foin de toutes ces différences historiques fondamentales, on reprend le terme, vidé de son contenu, et on joue avec le charme de ce qu'il évoque par passéisme

nostalgique. Les syndicats ont-ils vraiment intérêt à reprendre à leur compte cette récupération formaliste des projets compagnonnique ou corporatiste qui n'ont d'autre sens que d'occulter la crise de la morale puritaine du travail?

Nous ne saurions donc contredire P. Rossel lorsque, dans "Demain l'artisanat?", il caractérise le "néo-artisanat" par ces quatre énoncés:

a) c'est une production d'objets détachés de leur contexte, qui sont pris "pour des symboles pertinents et servent ainsi d'écran de fumée à la transformation sociale" en cours,

b) il s'inscrit dans un mouvement qui met en évidence "le processus de récupération économique qui accompagne la plupart de ces initiatives considérées comme <<libératrices>> du corps, de la main, de l'esprit, du travail, etc";

c) c'est une manifestation de la crise du mode de production capitaliste "parvenu à un seuil où il est obligé d'absorber certaines critiques sous forme d'antidote";

d) il est également à considérer, sur le plan des comportements et des discours, "comme composante significative de la Consommation et du Spectacle" (68).

Mais cette critique intéressante conduit paradoxalement l'auteur en question à affirmer que, dans les interstices de la "macroproduction" capitaliste, surgissent des petits entrepreneurs sur la base de l'innovation, de la sous-traitance et du régionalisme. Ils seraient les héritiers des artisans traditionnels, individus en réaction contre les effets pervers de la logique de reproduction du capitalisme qui se doivent "d'oser et de risquer". Parmi ce genre d'individus "l'informatique occupe bien entendu une place de choix". Pour P. Rossel ce sont là des entrepreneurs obligés "d'avoir des idées, de l'énergie et de séduire les organes de financement". Point de salut ici pour qui n'a pas "un état d'esprit certes individualiste, mais aussi et surtout offensif, mobilisateur" et donc... pourvoyeur d'emplois. C'est ce que l'auteur nomme le règne du "système D", de la formation sur le tas, de l'imagination commerciale, de l'habileté manuelle, de l'innovation technique, du risque et de la flexibilité de l'idée de carrière. Par cette emphase néo-libérale, telle qu'on en trouve à profusion dans tous les <<néo-discours>> actuels, P. Rossel remet en selle les héros du capitalisme naissant des siècles passés. Son intéressant recul critique de départ s'estompe dans des concessions apologetiques à la mode. Il plagie ainsi l'individualisme des économistes classiques, à l'heure où il n'y a plus de place pour l'individualisme et où l'économie classique est un document historique de musée en ce qui concerne la libre concurrence individuelle. Dans ce même ouvrage, dirigé par P. Rossel, M. Stepczynski parle, avec résignation, du travail au noir - en l'occurrence dans le bâtiment - ainsi que du travail temporaire et de la mobilité du capital physique, thèmes classiques des tenants de la flexibilité. Il conclut, avec autant de consentement par résignation, sur le thème d'une économie caractérisée par "un secteur industriel de configuration traditionnelle" et "un secteur peu structuré" (69). Nous savons ce que signifie le peu de structures dans le travail de l'industrialisme tardif, à l'heure où les discours de la modernité en crise et du <<moins d'Etat>> cautionnent n'importe quelle nouvelle justification de l'exploitation capitaliste traditionnelle.

A ce sujet il vaut la peine de mentionner un texte d'Y.A. Bois, traitant du contenu affirmatif des discours <<post->>, écrit sous la rubrique "Modernisme et Postmodernisme" du volume "Les enjeux" de l'"Encyclopaedia Universalis". "Le discours théorique qui accompagne cette mode - qu'elle se nomme néo-expressionnisme en Allemagne, bad painting aux Etats-Unis, <<trans-avant-garde>> en Italie ou <<nouvelle figuration>> en France - est un discours affirmatif, au sens où l'entend Marcuse, c'est-à-dire un discours visant à la consolidation du statu quo", écrit-il en étendant cette analyse aux tendances <<post->> dans l'architecture (70). Pour notre part nous élargissons cette critique aux sciences de l'homme et en l'occurrence au discours néo-artisanal. En effet celui-ci, en tant qu'idéalisation d'un petit patronat mythique, en tant que proclamation de la capacité de régénération du capitalisme par lui-même et en tant que glorification de l'économie <<souterraine>>, est exemplaire relativement à cette logique affirmative visant en dernière instance à la consolidation du statu quo.

L'ensemble des chapitres précédents nous conduit à une problématique qui sous-tend pratiquement tout ce qui précède. Il s'agit de la question du machinisme, dans l'optique de l'automatisation et de l'informatisation. Automatisation et informatisation sont également un des chevaux de bataille du post-industrialisme qui nous pose un problème essentiel relativement à la théorie marxiste de la valeur dans le nouveau système technique. Nous ne saurions donc éluder ce problème, bien que nous ne ferons que l'effleurer.

5. Machinisme, automatisation, informatisation

L'oubli des intentions...

Nulle recherche sur le machinisme et l'automatisation ne saurait se passer d'une interrogation sur les choix économiques présidant à leur introduction, sur leurs fonctions du point de vue du travail, sur leurs présupposés culturels. A ce propos les mots suivants de F. Nietzsche seraient à inscrire sur le fronton de l'abstraction post-industrialiste récente: "L'oubli des intentions est la bêtise la plus fréquente que l'on fasse" (71). En effet ce qui domine aujourd'hui les discours sur l'automatisation, c'est ce que J.-F. Lyotard nomme la technologie devenue saga, c'est, pour paraphraser J. Baudrillard, la technologie donnée en spectacle. Textes scientifiques, articles de vulgarisation, ouvrages didactiques, prospectives gouvernementales, presque tous se ressemblent à cet égard. On aborde la question de l'automatisation en occultant les intentions sociales qui président à son introduction. La circonspection du rapport de S. Nora et N. Minc, dont il est question ci-avant, relève de la remarquable exception qui confirme la règle.

Dans les lignes qui suivent nous ne voulons pas traiter de la pénétration de l'électronique dans tous les secteurs et recoins de l'activité économique et plus généralement sociale. Nous n'allons pas non plus nous attarder sur l'informatisation du poste de travail ou du foyer, sur

l'émergence du <<village global>>, des <<télébanlieues>>, etc. Nous désirons simplement souligner quelques spécificités qui peuvent faire problème dans notre critique du post-industrialisme.

Le machinisme et la question de la plus-value

Pour K. Marx, l'emploi capitaliste de la machine a au moins une raison fondamentale, c'est de faire produire au travailleur davantage de plus-value relative (72). Rappelons que la plus-value relative est le rapport entre la plus-value absolue et le travail nécessaire [la plus-value absolue est la quantité de travail gratuit que le capitaliste extorque à l'ouvrier; le travail nécessaire est la valeur des moyens de subsistance que le travailleur reçoit sous forme de salaire]. C'est en fin de compte un processus de remplacement plus ou moins progressif du travail parcellaire par le travail coopératif, de la routine par la technologie. Cette tendance à l'automatisation induit certaines conséquences que nous considérons comme déterminantes culturellement. Il s'agit avant tout de l'accroissement de ce que K. Marx nomme la composition organique du capital, à savoir l'expression du rapport entre le capital constant [les moyens de production] et le capital variable [les salaires]. Plus le machinisme se développe, plus la composition organique du capital augmente, c'est-à-dire plus la valeur engagée en moyens de production est importante relativement à celle en salaires. Or d'une part le capital fixe [bâtiments, installations, machines, outillage, etc] n'apporte pas d'autre valeur à un objet qu'il sert à produire que celle équivalant à son usure. Il en va de même en ce qui concerne l'utilisation de matières premières ou de produits semi-finis et la quantité d'énergie non humaine entrant dans la fabrication de cet objet. D'autre part, moins les machines, les matières et l'énergie utilisées ont de valeur, moins elles transfèrent de valeur au produit, plus elles sont donc productives, plus l'automatisation devient nécessaire. En conséquence, avec l'automatisation le taux de plus-value [c'est-à-dire la plus-value extorquée au travailleur relativement à son salaire] augmente, bien que le nombre de travailleurs productifs, et par là même le travail vivant, tend à diminuer. A terme cela remet en question la plus-value absolue, en laissant toujours plus de place au travail mort de la machine. Ainsi se pose une contradiction dramatique et fondamentale pour l'industrialisme tardif: par la généralisation des machines dans une branche d'activité, "la valeur du produit mécanique règle la valeur sociale de toutes les marchandises de même espèce", ce qui induit les capitalistes à tout faire pour tenter de compenser l'éviction du travailleur par la machine en essayant d'accroître les plus-values absolue et relative totales (73). Depuis le lendemain de la seconde guerre mondiale cette tendance contradictoire n'a cessé de s'affirmer de façon toujours plus marquée.

H. Marcuse voyait, au travers de cette contradiction, dans "L'homme unidimensionnel" publié au début des années soixante, un coup porté à la théorie marxiste de la composition organique du capital par le développement historique de la technologie. Ce développement aurait, selon lui, permis le passage de la quantité à la qualité: toujours plus d'automatisation finirait par signifier l'émergence d'une société ne fonctionnant plus sur l'extorsion de la plus-value par une minorité dominante. Cela veut dire que

la société industrielle tardive réaliserait ainsi une possibilité de transformation fondamentale, de renouvellement. C'était déjà une préoccupation voire une crainte d'A.J. Penty qui, dans son moralisme productiviste, voyait en la machine la brèche ouverte pour le travail non productif. C'est également un vieux débat qui traverse les diverses tendances issues du marxisme. C'est devenu aujourd'hui l'une des critiques de presque tous les post-industrialistes à l'égard du marxisme: une fois de plus nous pouvons constater que le post-industrialisme récent n'invente point et n'innove que fort peu. Mais nous ne pouvons nier pour autant que, abstraction faite des conclusions qu'il apporte et du fait qu'il ne fait qu'affirmer cette divergence sans jamais l'étayer, il souligne là un problème de première importance.

Ce n'est donc pas l'une des moindres contradictions du capitalisme que de tendre vers la suppression de la plus-value, tout en devant la maintenir et l'accroître. P. Salama et J. Vallier abordent ainsi cette remise en question d'origine endogène: "La tendance à la baisse des taux de profit [par l'accroissement de la composition organique] reflète admirablement bien la contradiction essentielle du mode de production capitaliste (...) entre la tendance au développement illimité des forces productives et le maintien des rapports de production existant" (74). Cette critique du système capitaliste met en évidence une tendance qui peut lui être fatale, mais contre laquelle la classe dominante fait tout, et non sans succès, pour l'enrayer. P. Salama et J. Vallier posent le problème d'une façon opposée à la fois à la réversibilité guildienne d'A.J. Penty, à la résignation idéaliste de H. Marcuse et à la parthénogénèse apologétique du post-industrialisme récent.

Des limites de l'automatisation inhérentes au capitalisme

Le phénomène de l'automatisation est devenu aujourd'hui tellement développé qu'il pourrait toucher, dans un avenir point trop éloigné, des branches entières et, pourquoi pas, des régions entières à terme. Certaines entreprises industrielles genevoises, des plus automatisées, notamment dans la chimie, le textile, la production d'énergie, nous en donnent une idée intéressante. Toutefois, dans le "Troisième âge du capitalisme", E. Mandel a raison de souligner avec insistance que nous sommes loin, fort loin, de pouvoir automatiser l'industrie en général, ne serait-ce que pour de simples motifs de capacités technologiques. Il est significatif d'ailleurs que nombre de responsables d'entreprises visitées nous ont affirmé ne pas pouvoir automatiser telle ou telle tâche, la production étant de trop petite série. Dans d'autres cas, une pratique d'alternance entre grandes séries et petites séries impartit des limitations à l'automatisme. D'autre fois le même obstacle se présente parce qu'aucune machine n'existe encore pour faire tel ou tel travail important de l'entreprise. Quelques entreprises ont un espace aménagé et du personnel disponible pour pouvoir faire avancer la production manuellement lorsque des pannes se déclarent, lorsque des réglages urgents ou imprévus s'imposent ou lorsqu'il faut lancer une production promotionnelle exceptionnelle. Enfin, dans l'industrie de l'électrotechnique entre autres, l'étape de montage est souvent perturbée par des demandes fort spécifiques d'un client, nécessitant un travail humain relativement important que le travail mort ne peut suppléer. Ce sont là d'importantes limitations à

l'automatisation, parmi tant d'autres, qu'on ne saurait sous-estimer. Sans omettre le fait que, dans une entreprise hautement automatisée, les travaux de recherche et développement, de contrôle, d'entretien mécanique ou courant et de réparation, d'alimentation des chaînes, d'organisation diverse, de surveillance, ne représentent pas peu de personnel.

Pour notre part nous pensons que, mis à part les rythmes du changement, indépendamment de tout problème technique, compte tenu du fait que l'automatisation va nécessairement se développer et que certaines crises de surproduction peuvent entraîner des situations de freinage brusque de ce processus voire lui imposer des régressions plus ou moins importantes, il reste un élément fondamental. C'est que la classe dominante, considérée de quelque point de vue que ce soit, n'existe que par et pour le profit ou le pouvoir qui s'en dégage, et qu'elle a fondé toute son assise historique sur celui-ci. La plus-value étant la seule source directement créatrice de profit, sa disparition ne saurait se faire spontanément, sans remises en question culturelles des plus graves, sans résistances sociales des plus acharnées, sans bouleversements politiques des plus profonds. Cependant, la divinisation conservatrice du système en place est telle que, même après avoir annoncé son trépas [le remplacement du capital par l'information], ses fossoyeurs post-industrialistes ne peuvent le concevoir autrement que comme étant toujours en place. "Toute chose a deux visages: le visage de ce qui passe, le visage du devenir" (75)... aphorisme nietzschéen que d'aucuns ignorent par nécessité. En ce qui nous concerne, et à plus brève échéance, d'autres conséquences du machinisme nous intéressent également.

L'automatisation et l'intensification du travail: le travail nocturne, de week-end ou en continu

Un autre problème se pose, parallèle à la question de la composition organique du capital, c'est celui de l'intensification des processus de travail. La volonté de contrecarrer l'accroissement de la composition organique du capital, celle d'échapper à l'obsolescence toujours plus rapide des moyens de production en raccourcissant leur temps d'amortissement, la tentative de contourner la limitation légale ou contractuelle du temps de travail, l'accélération des rythmes de production et de circulation du capital sous l'effet des machines, sont autant de problèmes liés au machinisme qui poussent le capitaliste à mettre le travailleur davantage à contribution. Si le temps de travail ne peut être rallongé - c'est d'ailleurs la tendance contraire qui prévaut actuellement - il ne reste que deux possibilités à la classe dominante. Soit elle doit introduire plus largement le travail de nuit et de week-end, lorsque cela est possible, afin d'amortir plus rapidement les nouvelles machines en les faisant fonctionner avec le moins d'interruptions possibles. C'est ce qu'elle est en train de réussir à faire, et parfois avec la bénédiction de certains syndicats. Soit elle doit accroître l'intensité du travail productif. Cela signifie augmenter l'exploitation dans les unités de production à l'étranger autant que dans celles à l'intérieur des frontières.

Un peu plus du quart des entreprises que nous avons visitées pratiquent, occasionnellement, le travail de nuit ou de week-end. Selon l'Inspectorat Fédéral du Travail, dans le secteur industriel genevois cinq

entreprises bénéficient de l'autorisation fédérale délivrée par l'Office Fédéral de l'Industrie, des Arts et Métiers et du Travail pour du travail en continu [la nuit et les week-ends]. Parmi celles-ci, quatre fournissent des services à la communauté. Une sixième entreprise a une autorisation pour le dimanche, afin d'opérer des contrôles et des réglages de mouvements horlogers. Seize autres sont au bénéfice d'une autorisation de travail de nuit en semaine, essentiellement pour des "nécessités économiques". Il faut ajouter à ces données les cas de travail nocturne légal mais occasionnel ainsi qu'un certain nombre d'abus ponctuels assez couramment pratiqués.

Soulignons en premier lieu que certains cas ne peuvent pas être contestés, telles les demandes émanant d'entreprises de production ou de distribution d'eau pure, d'énergie électrique, de gaz, etc. En deuxième lieu il y a d'autres exemples qui semblent aller de soi, qui ne posent apparemment pas de problèmes, car ils concernent des produits profondément ancrés dans nos moeurs. Ils n'ont pourtant rien d'inévitable a priori, comme la presse du matin ou les entreprises ayant des machines nécessitant de nombreuses heures pour être remises en marche. En troisième lieu, des situations non problématiques peuvent s'avérer litigieuses à terme. C'est le cas des petits patrons qui travaillent eux-mêmes la nuit ou les week-end. Cela n'engage qu'eux-mêmes en principe et, dans les faits, cela n'implique pas d'autorisation. Mais le jour où ils demandent à un travailleur de faire un effort, en dehors de tout cadre légal, quelle est son autonomie de décision face à un patron qui fait déjà cet effort? La même ambiguïté se retrouve dans des petits et moyens établissements axés sur des processus ou des produits très récents, ayant du personnel fort qualifié. Celui-ci jouit fréquemment de certaines libertés d'horaire et d'organisation du travail. Ayant des responsabilités et un travail intéressant, le travailleur va parfois rester jusqu'à tard le soir ou venir le week-end, de sa propre initiative. Mais ces <<abus consentis>> servent souvent de normes pour les nouveaux arrivés et leur remise en question est alors difficile: les situations de fait, les habitudes, sont parfois plus rigides que les lois et règlements. Ces abus ont souvent lieu en dehors de tout cadre légal: on ne peut pas planifier le besoin qu'a un travailleur de ne pas laisser tomber, de sa propre initiative, une recherche, un développement, un test, un contrôle, etc, en cours. Cela crée toutefois un état de fait face auquel les normes contractuelles et légales paraissent risibles, peu idoines, donc violables en toute toute bonne conscience et par <<consentement mutuel>>. Ce sont autant de précédents qui se mettent ainsi en place dans la pratique. En quatrième lieu il y a le cas des entreprises travaillant parfois ou régulièrement la nuit, pour les seules nécessités d'amortir au plus vite le capital fixe ou de satisfaire dans les plus brefs délais des commandes afin d'être compétitives. Le problème est moins simple qu'il n'y paraît: les responsables syndicaux sont tiraillés entre le refus de ces abus, leur faiblesse due au manque de pratique d'opposition ouvertement conflictuelle qui caractérise le monde industriel local et la crainte du chantage aux difficultés économiques de l'entreprise, avec tout ce qui s'ensuit. En cinquième lieu il y a les entreprises dont une partie fonctionne la nuit ou les week-ends, mais avec des systèmes suffisamment automatisés, fiables et reliés à des alarmes, pour que cette production puisse se faire sans personnel sinon un veilleur. Enfin en sixième lieu il y a les entreprises produisant, pendant les heures ouvrables, des

machines destinées à fonctionner 24 heures sur 24 chez le client, qui se trouve généralement en dehors du canton ou du pays. Le problème posé par ce dernier exemple est épineux. Il existe nombre de machines qui <<exigent>> le travail entièrement ou partiellement en continu. Sont-elles incontournables? Le cas échéant, n'y a-t-il pas moyen de les insérer dans des systèmes entièrement automatisés durant les heures nocturnes? Quelles contre-propositions pourraient émaner des travailleurs et des syndicats aux divers niveaux de la conception et de la production de ces machines pour éviter qu'elles ne soient un facteur de détérioration des conditions de travail et de vie des utilisateurs? Autant de réflexions que les personnes et organisations concernées devraient aborder, sans quoi la technique semblera <<imposer inévitablement>> une organisation donnée du travail. Sans cela, la résignation technologiste qui découle de ce fatalisme, et qui fait déjà des ravages aujourd'hui, n'en sera que plus aliénante.

A Genève, une filature de coton, que nous avons déjà mentionnée, produisant environ 10% du fil suisse, pose exactement ce problème. Là, le travail nocturne se fait par tranches de quatre jours consécutifs suivis de 48 heures de repos. Cela signifie que les journées d'interruption comprennent un soir hebdomadaire de libre en moins que la semaine horaire normale. En outre, l'organisme ne s'habitue aux rythmes nocturnes qu'au bout de quatre jours environ, l'interruption de 48 heures tous les quatre jours casse systématiquement les rythmes acquis. Il n'est toutefois pas possible de prévoir une série plus longue que quatre jours, le cas échéant les problèmes sociaux et familiaux deviendraient insupportables. Lors de notre visite dans cette entreprise, le responsable qui nous a reçu soulignait la totale démotivation du personnel non qualifié. Le contraire nous paraîtrait incompréhensible, au vu des conditions de travail catastrophiques qui ont été imposées à partir de cette <<technologie de pointe>>. Une entreprise de Winterthur a produit les machines automatiques de cette filature. Il est probable que les travailleurs ont fabriqué celles-ci aussi innocemment et avec autant d'application que des milliers de leurs collègues fabriquent ici ou là des pièces destinées aux centrales nucléaires, à l'armée ou à des montres vendues à un prix équivalant à plusieurs dizaines de salaires d'un travailleur de l'horlogerie. C'est également sur ces questions que les syndicats devraient jouer un rôle concret, ce qu'ils se refusent à faire généralement. Intervenant auprès du personnel oeuvrant sur ces machines, ils devraient expliquer comment les entrepreneurs industriels organisent le travail à partir de ces technologies <<épatantes>> en tant que telles. Se basant sur des cas réels, ils pourraient ainsi s'approprier la problématique de l'organisation du travail, dans une optique désaliénante, jusque dans ses moindres détails. Sans cela la classe dominante imposera aisément la logique de la rentabilité à tout prix en la faisant passer comme <<inhérente aux nouvelles technologies>> et même garante d'emplois. L'enjeu est de taille.

L'Union Syndicale Suisse a publié, en 1987, un commentaire concernant l'accord passé entre l'entreprise ETA [de la Société de Microélectronique et d'Horlogerie] et la Fédération des Travailleurs de la Métallurgie et de l'Horlogerie concernant l'introduction du travail en continu. Dans cet article il est précisé qu'en janvier 1987 il y a plus de 200 entreprises industrielles qui sont au bénéfice d'une autorisation de travail en continu en Suisse.

Dans la majorité des cas cela est dû à des nécessités économiques (76), tel cet exemple récent qui s'est produit à Genève. En effet dans le courant des mois de mars et d'avril 1988 ce même syndicat de la métallurgie et de l'horlogerie a signé un accord, avec la direction d'une entreprise genevoise produisant des boîtiers de montre, concernant l'introduction et l'aménagement du travail de nuit. Il stipule une prime de 43% du salaire de base ainsi qu'un gain de 13% en temps libre pour ceux qui travaillent la nuit. Jusqu'à aujourd'hui l'entreprise concernée n'a pratiqué le travail de nuit ou parfois de week-end que ponctuellement. C'est une unité de production dans laquelle on trouve une grande quantité de personnel non qualifié, dont la moitié des travailleurs est constituée de femmes et dont plus de la moitié est formée d'étrangers. Dans le livre que le même syndicat mentionné ci-dessus a publié en 1979, sur le travail des femmes dans l'horlogerie genevoise, l'entreprise en question détenait, en ligne générale, les plus bas salaires parmi les exemples cités dans la branche (77). L'appareil de production de gestion et d'administration est passablement informatisé. Toutefois les normes ergonomiques [non obligatoires] de la Caisse Nationale d'Assurance en cas d'Accident, en ce qui concerne le travail à l'écran, ne sont apparemment pas connues par les travailleurs ni par les responsables. C'est par ailleurs le cas dans pratiquement toutes les entreprises que nous avons eu l'occasion de visiter.

Ce qui nous a surpris, au sujet de cet accord sur le travail de nuit, ce n'est pas tant son contenu. Pris en tant que tel, il est même fort intéressant. Comparé à celui qui a été passé entre le même syndicat et les établissements ETA [de la Société de Microélectronique et d'Horlogerie, dans le canton de Neuchâtel], il est bien moins désavantageux. Il n'est pas non plus étonnant qu'une entreprise qui a introduit à plusieurs reprises, mais ponctuellement, le travail de nuit en vienne à faire une demande pour obtenir une autorisation régulière. Toutefois un premier problème se pose dans la mesure où le travail nocturne ne peut avoir, dans le cas qui nous intéresse ici, que de strictes motivations de rentabilité économique. Produire des boîtiers de montres durant la nuit ne saurait être un impératif social. Un second problème, qui est plus déconcertant, c'est de n'apprendre la nouvelle de la ratification de cet accord qu'à la fin des procédures de négociation entre le syndicat et la direction. Et cela s'est fait par un petit entrefilet de dix lignes [ayant pour titre le nom de l'entreprise, en petits caractères] dans le journal "La Lutte Syndicale" de la Fédération des Travailleurs de la Métallurgie et de l'Horlogerie. Une fois l'accord signé, un second entrefilet, dont seulement six lignes portent sur la question, a été publié. Même si, en dehors des services à la communauté, le travail de nuit est une forme d'horaire inacceptable, il peut être tout à fait envisageable qu'un syndicat se sente acculé à signer un accord sur la question. Selon les rapports de force existant, c'est une façon de limiter les dégâts plus efficace que tout principalisme intransigeant. Mais dans l'exemple soulevé, une chose nous semble particulièrement choquante: il s'agit du caractère totalement confidentiel de la négociation en question. Une affaire aussi discutée et aussi controversée au sein même des syndicats que le travail de nuit mériterait que, dans des situations de ce type, les organisations de travailleurs et la presse syndicale ouvrent largement le débat. D'autant plus que chaque accord de ce genre se pose, qu'on le veuille ou non, comme un

précèdent de plus pour tous les travailleurs quel que soit leur secteur. L'argumentation des milieux patronaux de la Jeune Chambre Economique de Genève, favorables à l'ouverture des magasins le soir, qui se base sur le fait que de plus en plus de gens ont des horaires irréguliers, en est une preuve. Pourtant dans l'Union des Syndicats du Canton de Genève, pas une fois il n'a été question de cet accord avant que les jeux ne soient faits.

Cet aspect confidentiel des rapports <<entre partenaires>>, ne nous renvoie-t-il pas à la fonction du syndicat comme rouage institutionnel d'intégration, par neutralisation des velléités d'opposition et d'autonomie du monde des travailleurs, comme l'entrevoient J.N. Rey et C. Roig? Dans un texte intitulé "Perspectives syndicales", ils écrivent en effet ce <<remake>> du discours consensuel de la paix du travail traduit en langage post-industrialiste: "Dans la société post-industrielle, les centres de conflits sont multiples. Les organisations syndicales deviennent des lieux de conflits et de régulation des conflits avant d'être des machines de guerre" (78). Dans l'exemple qui nous intéresse ci-dessus, le syndicat a effectivement renoncé à son rôle de machine de guerre, a régulé le conflit en l'occultant. Reste à savoir à qui profite l'aspect confidentiel dans les rapports entre les organisations de travailleurs et celles de la classe dominante...

Le travail de nuit semble être toujours plus souhaité par une industrie qui veut produire le plus intensivement afin de rester compétitive. Mais le mouvement est plus général, dans la mesure où il touche aussi la distribution des biens de consommation. Des banques [par les "cassamat"], des commerçants [par les distributeurs automatiques de nourriture] ont pu introduire des prestations permanentes sans mobiliser de travailleurs en dehors des heures ouvrables. Certaines entreprises industrielles, nous l'avons vu, ont pu faire de même. Mais la satisfaction d'un besoin induisant un autre besoin, la classe dominante tente aujourd'hui de réintroduire le travail en continu, le travail de nuit, jusqu'au travail nocturne des femmes, nostalgies de la toute puissance patronale d'avant les législations sur le travail. Pour certains, comme A. Toffler, on retrouve ainsi d'anciennes pratiques industrielles dans le nouveau post-industrialisme. Il en découlerait "une mystérieuse impression de <<déjà vu>>", cause de la fascination pour le passé caractéristique de la "mentalité post-standardisée". Pour d'autres, comme B. Guggenberger, c'est l'apologie de la vie à vitesse grand V, du temps absolu et de la négation du lieu: "(...) plus l'existence est sans lieu, plus on s'attache précisément et sans anxiété au temps qui vole (...) Dans la grande course du temps, la vitesse n'est pas de la sorcellerie pour le pilote de formule 1: ne pleure pas! Avance! (...) <<Nous ne savons pas où nous arriverons, mais nous serons les premiers arrivés>>"(79). Autant de formules creuses qui cachent, derrière un verbiage imagé, la problématique de l'accélération des rythmes de production et de vie. La concurrence s'exacerbe, l'obsolescence des biens de production est toujours plus rapide, les cadences et l'intensité du travail s'accroissent, les notions de jour et d'heure ouvrables tendent à perdre leur sens. L'impératif, très rarement explicité par les idéologues du <<post->>, qui se profile derrière ces modifications profondes n'est autre que le profit. La "flexibilité" des horaires de travail et de vie est soudainement présentée comme une nécessité inéluctable. <<Retour du passé>>, <<post-standardisation>>, <<vie express>>,

<<nécessité induite par la technologie>>: l'industrialisme tardif caricature la tendance à travailler pour le profit. Dans ces conditions, la crise de la morale puritaine du travail ne peut que s'approfondir, surtout lorsqu'elle s'accompagne d'une remise en cause de certains acquis du syndicalisme des trois premiers quarts de ce siècle et même du keynésianisme.

L'automatisation et la complexification de la hiérarchie au travail

Après avoir abordé les deux problèmes de la remise en question intrinsèque de la plus-value et de l'intensification du travail, nous mentionnerons la complexification de la hiérarchie, comme troisième conséquence du machinisme à l'époque de l'automatisation. K. Marx met en évidence une contradiction intéressante à cet égard. D'une part les travailleurs directement en contact avec les machines ont tendance à voir s'homogénéiser leurs statuts professionnels. Mais d'autre part, et justement à cause de cette homogénéisation professionnelle, les différences de statuts personnel, national, sexuel, d'âge, etc, prennent de l'importance. Ce phénomène est doublé de l'apparition de couches de travailleurs mieux qualifiés et plus instruits, couches que K. Marx sous-estimait toutefois du point de vue quantitatif. Nous n'allons pas nous attarder sur cette question que nous avons déjà abordée. Précisons toutefois que cette accentuation des intérêts et des rapports particularistes entre statuts professionnels, sexuels, nationaux, d'âge, personnels même, prend une telle ampleur qu'elle est peut-être l'un des rouages de la crise du syndicalisme ouvrier traditionnel.

Nous ne pensons pas que, dans ce contexte, les "genres de vie" sont remplacés par les "niveaux de vie", ce qui impliquerait la disparition des fondements culturels des classes sociales, comme l'affirme A. Touraine (80). Une identité culturelle est une chose; un mode de production économique, dont sont issues les classes sociales, en est une autre. Que la première puisse venir complexifier le second, lui jeter dessus un voile d'opacité, cela ne fait pas l'ombre d'un doute. Les conflits culturels qui traversent l'industrie genevoise - entre Romands et Alémaniques - de même que la xénophobie profonde et endémique qu'expriment régulièrement une partie importante des travailleurs suisses lors des votations, en sont une preuve incontournable à notre sens. Les préjugés solidement enracinés à l'encontre des femmes viennent également confirmer cette influence du culturel sur l'économique. Mais de là à établir la prééminence du culturel sur l'économique dans la définition des relations fondamentales de pouvoir, des classes sociales, il y a un pas. A. Touraine et bien des émules de D. Bell l'accomplissent sans ambages. Ils n'apportent toutefois ni une critique de la méthode marxiste ni un projet épistémologiquement fondé, qui expliquerait pourquoi le concept de classe sociale était valide, selon eux, et soudainement - entre 1950 et 1960 - ne l'est plus.

L'automatisation et la question de la recherche de nouveaux débouchés

Un quatrième problème directement lié à l'automatisation et au fait que la circulation du capital devient plus rapide et beaucoup plus conséquente, est que la plus-value globale croît considérablement, cause et conséquence de l'accélération de la généralisation des conditions capitalistes de

production. Ce processus, nous l'avons vu, est contradictoire relativement à la remise en question de la plus-value par l'expansion de l'automatisation. Il entraîne, notamment dans le cadre du capitalisme helvétique, un développement exceptionnel des biens de luxe, des entreprises infrastructurelles de longue haleine, des productions nouvelles et des services non productifs. Il n'est pas à exclure que la volonté de réaliser des projets tels que l'autoroute de contournement, le tunnel sous la rade, le métro, certaines reconstructions de quartiers entiers, les zones d'habitat pavillonnaire, etc, ne relève partiellement de cette tendance dans le cadre genevois.

L'automatisation: déconcentration et centralisation de l'appareil productif de l'industrialisme tardif

Enfin, la concentration toujours plus forte des capitaux ainsi qu'une nouvelle division internationale du travail sous le contrôle des pays les plus puissants est à prendre en considération. Cette division internationale se met en place à la fois sous la pression économique des nations les plus riches, de la restructuration de leurs appareils de production relativement à leur automatisation et sous le poids des rapports de force militaires. Elle est ainsi liée aux lois de la concurrence capitaliste autant qu'à des rapports de force politiques de types divers qui sont loin d'être univoques. De même, la concentration du capital dont il est question plus haut n'est pas à comprendre au sens absolu. L'innovation, la modernisation et l'automatisation des appareils de production et de circulation du capital ainsi que des rapports de production induisent une concomitance entre deux phénomènes. D'une part on observe qu'une déconcentration infrastructurelle devient de plus en plus nécessaire; d'autre part on assiste à un gigantisme et à une centralisation du capital croissants. Innovation, modernisation et automatisation créent simultanément - le paradoxe avec ce qui a déjà été énoncé à ce sujet n'est qu'apparent - d'innombrables opportunités pour de petites et moyennes entreprises en général et pour la sous-traitance, tout en les rendant davantage dépendantes des centres du capital.

Lorsqu'ils sont au service de l'idéologie dominante, les géographes et les économistes affectionnent tout particulièrement la confusion entre décentralisation et déconcentration, rendant la seconde synonyme de la première: au niveau des sciences de l'homme, l'enjeu est de taille. En effet, à l'époque du kitsch, du <<small is beautiful>> et de l'éviction de l'être par le paraître, la déconcentration est posée, nous l'avons vu, comme synonyme de la décentralisation, elle-même considérée a priori comme synonyme de démocratie. La déconcentration ayant presque toujours l'apparence de la décentralisation, le travestissement de celle-ci en celle-là est alors une manoeuvre aisée. Nous en voulons pour illustration cet éloge de l'ouvrage d'un géographe et d'un économiste, en première page du journal romand des associations patronales. Commenant par la "fin des grandes concentrations industrielles", il se termine par "la décentralisation des pouvoirs décisionnels [qui] permet de parler de <<libération des contraintes spatiales>>" (81). Laissons de côté le fait que, si l'existence des contraintes territoriales ne fait pas l'ombre d'un doute à notre sens, l'existence de "contraintes spatiales" ne saurait, elle, que ressortir d'un langage géométrique maladroitement plaqué à la géographie. Mais l'aspect le plus intéressant de

cet article réside dans le fait que nous avons là un exemple parfait de dérapage conceptuellement contrôlé: on nous fait imperceptiblement, mais non innocemment, glisser de la déconcentration à la décentralisation. Selon la Société de Banque Suisse, entre 1973 et 1985, le 48% de toutes les fusions d'entreprises dans la Confédération relève des industries des machines et appareils, de l'électrotechnique, de la chimie, de l'horlogerie, de l'alimentation, du textile et des arts graphiques (82). Eu égard à l'importance de ces branches dans la structure économique de la Suisse, et compte tenu de ce que nous avons dit sur les petites et moyennes entreprises dans ces branches, on peut parler de tout sauf de "fin des grandes concentrations" en termes économiques.

Ce débat nous renvoie, une fois de plus, à la place de l'homme dans le nouveau système technique, aux relations humaines constitutives de la territorialité industrielle. En effet cette querelle de termes, tournant autour des questions de la concentration et de la centralisation, cache des conceptions opposées au niveau de l'analyse des rapports de pouvoirs et de leur institutionnalisation dans le cadre de la mise en place du nouveau système technique. Un article de la "Revue Polytechnique" est fort parlant quant à la façon dont ce problème est abordé par une partie du monde du travail. Traitant des perspectives de production intégrées par ordinateur et de l'usine de demain, après un long exposé oubliant totalement l'homme, omission qui a même lieu dans un paragraphe intitulé "le facteur humain", le texte se termine par ces mots: "Il restera à résoudre le problème humain, mais cela est une autre histoire..." (83). Tout l'équivoque inhérent à l'automatisation dans notre société fondée sur la déresponsabilisation des individus ressort de ces lignes. Le rapport homme-machine est un dilemme vieux comme la machine elle-même. Mais il prend des proportions inquiétantes avec l'automatisation autoritaire des processus de production se prolongeant dans l'institutionnalisation des fichiers électroniques d'encadrement, de surveillance et de classification de la personne.

Posant implicitement ce même problème de la déresponsabilisation, certains post-industrialistes obnubilés par l'électronique vont jusqu'à préconiser le semi-analphabétisme au nom de l'expansion de l'informatique. "(...) lire est plus facile à apprendre et plus utile qu'écrire, et (...) tout le monde n'a pas besoin de savoir écrire" (84), affirme A. Toffler au nom du renouveau de la culture orale. C'est le potentiel centralisateur et élitaire ainsi que le contenu virtuel de rentabilité à tout prix que permet de réaliser l'outil électronique qui est valorisé ici. Retour de manivelle de cet emploi technocratique au sens propre de la technologie, le ludisme de la révolution industrielle refait lentement surface de nos jours, au niveau matériel mais aussi intellectuel, dirigé préférentiellement contre l'informatique.

L'automatisation et la concurrence pour la rente technologique

Il reste enfin un élément important à mettre en relief, lié au nouveau système technique et à l'automatisation. C'est ce que E. Mandel nomme la "rente technologique", la réalisation de surprofits qu'apporte la tentative de monopoliser une ou des innovations techniques, ce qui ne peut être obtenu que par une course à l'innovation technologique permanente. Cela pose

évidemment le problème de la tendance à la surproduction des biens de production, qui vient s'ajouter à celle concernant le capital et les biens de consommation. C'est, pour revenir au rapport de S. Nora et N. Minc, le but immédiat de la course à la compétitivité qui est impartie aux industriels et dont le rythme leur échappe individuellement (85).

N'est-ce pas de cela qu'il est question lorsque inlassablement on peut entendre ou lire ce leitmotiv des milieux industriels genevois: l'industrie de la place ne peut se défendre que par l'innovation. Il nous semble pourtant que ce n'est ni une spécificité locale, ni une particularité suisse, ni une caractéristique propre à l'Europe, contrairement à ce qu'affirme le géographe P. George dans son livre "Fin de siècle en Occident. Déclin ou métamorphose". C'est bien plutôt une constante de la mise en place du nouveau système technique. La tentative de particulariser, à l'Europe, à la Suisse ou à Genève la nouvelle course à la compétitivité que représente la concurrence pour la rente technologique, souvent ramenée à la question de la cherté de la main-d'oeuvre, cache d'autres enjeux. Ceux-ci sont davantage idéologiques, liés aux ratés de la diffusion du nouveau système technique dans le cadre de l'organisation capitaliste du travail. En effet derrière la question de la cherté des salaires, dans le contexte de la concurrence pour la rente technologique, se profile un autre problème bien plus fondamental. Il serait tout à fait oiseux de nier le fait qu'à Genève la main-d'oeuvre est plus onéreuse que dans d'autres cantons, qu'elle est au-dessus de la moyenne fédérale et de bien d'autres pays [cf tableaux 19, 20, 21, 22 ci-après]. On oublie trop facilement que les salaires sont plus élevés sur la place industrielle de Bâle-Ville et qu'ils sont pratiquement semblables dans le canton de Zurich [mais plus bas à Genève que dans ce canton après retenue des impôts]. Nous pensons que la question du salaire ne saurait être un problème en soi. Rien n'empêche de surmonter un coût élevé de la main-d'oeuvre grâce à certains choix politiques.

TABLÉAU 19:
CANTONS DE BÂLE, BERNE, GENÈVE, VAUD, ZÜRICH ET SUISSE: SALAIRES
MENSUELS MOYENS DES OUVRIERS, DES EMPLOYÉS ET DES TRAVAILLEURS, TOUTES
BRANCHES D'ACTIVITÉ CONFONDUES, DE 1980 À 1986, EN FRANCS AUX PRIX
CONSTANTS.

Salaire mensuel

Catégories:	1980 francs	1983 francs	1986 francs

Total ouvriers Bâle-Ville:	2961	3505	3791
Berne:	2633	3115	3388
Genève:	2835	3331	3702
Vaud:	2595	3069	3381
Zürich:	2883	3356	3688
Suisse:	2581	3086	-
Total employés Bâle-Ville:	3428	4045	4412
Berne:	3277	3865	4211
Genève:	3310	3885	4370
Vaud:	3049	3599	3964
Zürich:	3427	4020	4458
Suisse:	3272	3844	4224
Total Travailleurs Bâle-Ville:	3213	3805	4156
Berne:	2898	3438	3750
Genève:	3076	3612	4083
Vaud:	2782	3302	3654
Zürich:	3158	3696	4112
Suisse:	2861	3404	3740

Donnée SCS [ASC]

TABLÉAU 20.
CANTONS DE BÂLE, BERNE, GENÈVE, VAUD, ZÜRICH ET SUISSE: SALAIRES
MENSUELS MOYENS DES OUVRIERS, DES EMPLOYÉS ET DES TRAVAILLEURS, TOUTES
BRANCHES D'ACTIVITÉ CONFONDUES, DE 1980 À 1986, EN FRANCS AUX PRIX
CONSTANTS, SELON L'INDICE NATIONAL (SEPTEMBRE 1977 = 100, SEPTEMBRE A
DECEMBRE 1977 = 100,15).

Salaire mensuel

Catégories	1980 francs	1983 francs	1986 francs

Total ouvriers Bâle-Ville:	2732	2791	2812
Berne:	2429	2480	2513
Genève:	2615	2652	2746
Vaud:	2394	2444	2508
Zürich:	2660	2672	2736
Suisse:	2381	2457	-
Total employés Bâle-Ville:	3162	3221	3272
Berne:	3023	3077	3124
Genève:	3054	3093	3242
Vaud:	2813	2866	2941
Zürich:	3161	3201	3307
Suisse:	3019	3061	3134
Total Travailleurs Bâle-Ville:	2964	3030	3083
Berne:	2673	2737	2782
Genève:	2613	2676	2729
Vaud:	2566	2629	2711
Zürich:	2913	2943	3051
Suisse:	2639	2710	2775

Données élaborées à partir des sources SCS [ASC] et OFS [ASS]

TARLKAU 21.
GENÈVE-VILLE ET ZÜRICH-VILLE: MYYKMU ANNUEL BRUT ET NET, SKMAINK HOMAIN ET VACANCES ANNUELLES POUR
QUELQUES PROFESSIONS DE L'INDUSTRIE, EN 1982 ET 1985, EN FRANCS AU PRIX COURANTS.

Revenu brut = avant déduction des impôts; revenu net = après déduction des impôts

Genève-Ville:	revenu brut/an francs		revenu net/an francs		horaire hebdo. heures		vac./an jours	
	1982	1985	1982	1985	1982	1985	82	85
Mécanicien sur autos: [CFC, entreprise moy., 5 ans expér., 25 ans, célib.]	40500	43000	29800	31300	42.5	42.0	20	20
Tourneur: [CFC, entreprise moy., 10 ans expér., 35 ans, marié, 2 enfants]	49000	55800	37300	40500	43.0	42.0	20	20
Chef de service: [CFC ou BTS entrpr. transfo. métaux d'env. 100 pers., 10 ans expér., marié, sans enfants]	77700	101700	54600	64600	43.0	42.0	28	30
Ingénieur électricien: [univ. ou BPF, entrpr. moy. des mach., de l'électrotechnique ou centrale électr., 5 ans expér., marié, sans enfants]	60000	68900	43000	49500	43.0	42.0	20	20
Secrétaire: [stén., dactylo et une langue étr., entrpr. industr. moy., 5 ans expér., 25 ans, célib.]	41000	44300	29800	30400	43.0	42.0	20	20
Zürich-Ville:	revenu brut/an francs		revenu net/an francs		Horaire hebdo. heures		vac./an jours	
	1982	1985	1982	1985	1982	1985	82	85
Mécanicien sur autos: [idem]	36400	40800	28000	31500	45.0	44.0	15	20
Tourneur: [idem]	51400	54100	40000	43800	43.0	42.0	20	20
Chef de service: [idem]	91100	103800	59400	73400	42.0	42.0	25	27
Ingénieur électricien: [idem]	68400	75500	47500	56200	43.0	42.0	20	20
Secrétaire: [idem]	40600	46000	30600	35100	43.0	42.0	20	20

Données OES [Prix et salaires dans le monde, 1982 et 1985]

TABLAU 22:
GENÈVE-VILLE ET ZÜRICH-VILLE: REVENU ANNUEL BRUT ET NET, SEMAINE NORMALE ET VACANCES ANNUELLES POUR
QUELQUES PROFESSIONS DE L'INDUSTRIE, EN 1982 ET 1985, EN FRANCS AUX PRIX CONSTANTS, SELON L'INDICE NATION-
NAL (DECEMBRE 1982 = 100).

Revenu brut = avant déduction des impôts; revenu net = après déduction des impôts

Genève-Ville:	revenu brut/an		revenu net/an		horaire hebdo.		vac./an	
	1982	1985	1982	1985	heures	1982	1985	82 85
Mécanicien sur autos: [CFC, entreprise moy., 5 ans expér., 25 ans, célib.]	40500	40000	29800	29100	42.5	42.0	20	20
Tourneur: [CFC, entreprise moy., 10 ans expér., 35 ans, marié, 2 enfants]	49000	52000	37300	37700	43.0	42.0	20	20
Chef de service: [CFC ou ETS entrepr. transfo. métaux d'env. 100 pers., 10 ans expér., marié, sans enfants]	77700	94700	54600	60200	43.0	42.0	28	30
Ingénieur électricien: [univ. ou EPT, entrepr. moy. des mach., de l'électrotechnique ou centrale élect., 5 ans expér., marié, sans enfants]	60000	64200	43000	46100	43.0	42.0	20	20
Secrétaire: [sténo, dactylo et une langue étr., entrepr. industr. moy., 5 ans expér., 25 ans, célib.]	41000	41300	29800	28300	43.0	42.0	20	20
Zürich-Ville:	revenu brut/an		revenu net/an		Horaire hebdo.		vac./an	
	1982	1985	1982	1985	heures	1982	1985	82 85
Mécanicien sur autos: [idem]	36400	38000	28000	29300	45.0	44.0	15	20
Tourneur: [idem]	51400	50400	40000	40800	43.0	42.0	20	20
Chef de service: [idem]	91100	96700	59400	68300	42.0	42.0	25	27
Ingénieur électricien: [idem]	68400	70300	47500	52300	43.0	42.0	20	20
Secrétaire: [idem]	40600	42800	30600	33000	43.0	42.0	20	20

Données élaborées à partir des sources URS [Prix et salaires dans le monde, 1982 et 1985] et OFS [ASS]

Poser en absolu cette cherté comme un <<handicap>> signifie non seulement éluder la question des fortes inégalités salariales. Mais cela signifie aussi éviter de s'interroger sur ce qu'on fait avec cette main-d'oeuvre, sur les finalités de son travail et sur les modalités de celui-ci. On pourrait postuler que la chance de l'industrie helvétique est de connaître des salaires élevés [et d'avoir peu de matières premières mis à part l'eau], ce qui devrait contribuer à la condamner à l'originalité dans sa production. Ce désavantage, en terme de coûts, pourrait ainsi être largement contrebalancé. Or la Suisse ne semble jouer de ce point de vue que les cartes de sa richesse d'une part, dans un rôle de spéculateur international, et de la capacité surconsommatrice des pays riches d'autre part, dans un rôle de producteur ou de consommateur de biens et de services, activités dont l'impact social devient toujours plus contreproduisant. Cela signifie qu'en toute cohérence, mais implicitement, on pose le problème des coûts [de la main-d'oeuvre en l'occurrence] par rapport au strict impératif catégorique du profit. De ce point de vue, le discours sur <<Genève-patrie de l'innovation forcée>> à cause de ses salaires élevés est dénué de toute spécificité. Il ne fait que justifier le patronat et le grand actionnariat qui se contraignent à l'innovation quelles qu'en soient ses applications et à la création de nouveaux marchés quelle qu'en soit leur utilité. Parlant à tout venant de ce <<handicap>> des coûts salariaux, on occulte a priori le fait que d'autres perspectives sont possibles. Mais il faudrait pour cela mettre à contribution beaucoup plus sérieusement l'incommensurable disponibilité de richesses, ainsi que le substrat de connaissances et de savoir-faire enracinés dans la population. Il faudrait également revaloriser l'autonomie et la responsabilisation des travailleurs. Cela nécessiterait enfin et avant tout de s'interroger sur l'utilité sociale de nombre de productions. Autant d'exigences difficilement compatibles avec la recherche débridée du profit et avec l'autoritarisme dont elle se nourrit. C'est ce débat qu'occultent les discours dominants au sujet du prix de la main-d'oeuvre; mais le contraire serait pour le moins étonnant. Par contre c'est ce même débat que le mouvement syndical omet systématiquement de poser et de concrétiser dans ses interventions quotidiennes, oubliant ainsi l'une de ses fonctions humanistes essentielles.

L'automatisation et la diminution des heures de travail

Avant de conclure ces réflexions sur l'automatisation, quelques brèves remarques s'imposent. La perspective que trace A. Colombo d'une industrie devenue "un grand automate, grandiose constellation d'automates" qui n'est "plus rattaché à la société et à sa dynamique" (86) est une image loin d'être réalisée, bien que paradoxalement la société tend, par ses propres mécanismes internes, vers cette possibilité non réalisable en son sein, nous l'avons vu. Cette tendance contradictoire marque la conscience sociale des travailleurs, qu'ils soient impliqués à des degrés divers ou apparemment exclus du processus d'automatisation. Cela ne peut qu'alimenter les nombreux clivages secondaires, que nous soulignons ci-avant, relativement aux deux grands pôles socio-économiques que constituent les classes sociales. La lente, et point toujours apparente, mise en place d'une <<société à deux vitesses>> [question que nous allons aborder dans le chapitre suivant] en est indubitablement la manifestation la plus grave.

Notons également qu'avec l'informatisation et l'automatisation des appareils de production et de circulation du capital, l'ancienne armée des travailleurs de réserve, dont la pression maintient les salaires relativement bas, réapparaît. Elle est plus massive que dans la crise des années trente, mais dans des circonstances nouvelles. Elle connaît une situation très différenciée selon les pays ou les régions du monde capitaliste développé. Elle se rapproche des conditions de vie des pays pauvres là où le néo-libéralisme est le plus développé. Elle profite encore de conditions liées aux rapports de force favorables aux travailleurs dans les années soixante et septante dans d'autres pays. Elle est <<exportée>> en grande partie, dans les périodes de sous-emploi, par le système ségrégationniste helvétique, bien que généralement la main-d'oeuvre y soit insuffisante depuis la seconde guerre mondiale.

Une autre conséquence importante de l'informatisation et de l'automatisation dans le cadre de l'organisation capitaliste du travail, étroitement dépendante de celle que nous venons de soulever, est l'actualité que reprend la lutte pour la diminution des heures de travail, ceci malgré l'existence du chômage. Croissance de la production, augmentation de la productivité, accroissement du chômage et diminution du temps de travail se trouvent de plus en plus être manifestement imbriqués. Il est indiscutable que cette actualité de la diminution du temps de travail est relativisée en Suisse par la profonde démobilisation politique caractéristique de la partie des travailleurs qui jouissent du droit de vote. Largement refusée au niveau suisse en mars 1985, l'initiative pour l'extension de la durée des vacances payées a été également refusée à Genève avec, dans les deux cas, une participation d'environ un tiers des électeurs. Les organisations des travailleurs reflètent elles-mêmes cette léthargie politique. L'exemple le plus frappant est certainement le vote sur l'initiative pour la semaine de 40 heures, en décembre 1976. L'Union Syndicale Suisse a refusé de la soutenir, le motif réel de ce refus semble avoir été le fait qu'elle émanait de la gauche extraparlamentaire. Le Parti Socialiste Suisse et le Parti du Travail l'ont mollement soutenue à la dernière minute, probablement pour les mêmes raisons. Dans ces conditions elle a été évidemment largement battue, en Suisse comme à Genève. Dernièrement l'Union Syndicale Suisse a déposé <<son>> initiative pour la semaine de 40 heures, soumise au vote en décembre 1988 et refusée. Reste à évaluer la campagne politique des syndicats... alors que le gouvernement fédéral et les associations patronales ne veulent pas entendre parler d'une réduction de la semaine de travail.

6. Le danger d'une société dualiste et de sa théorisation acritique

Contrairement à la théorie du revenu minimum garanti de H. Belloc et de la sélection <<socio-naturelle>> du néo-libéralisme, A.J. Penty fonde tout son projet de société sur le droit au travail, bien qu'il admette la possibilité d'un chômage momentané. Apparemment fortement empreint de morale puritaine ce droit au travail tient plus de l'impératif éthique que du droit historique. En effet pour cet auteur il y a une odeur de corruption dans l'oisiveté, qu'il subodore déjà dans le travail non immédiatement productif au

niveau individuel ainsi que dans le chômage. Moins prosaïque et fort proche du marxisme, l'oeuvre de P. Lafargue est un monument des plus actuels de relativisation historique du travail. "Si, déracinant de son coeur le vice qui la domine et avilit sa nature, la classe ouvrière se levait dans sa force terrible, non pour réclamer les Droits de l'homme, qui ne sont que les droits de l'exploitation capitaliste, non pour réclamer le Droit au travail qui n'est que le droit à la misère, mais pour forger une loi d'airain, défendant à tout homme de travailler plus de trois heures par jour, la Terre, la vieille Terre, frémissant d'allégresse, sentirait bondir en elle un nouvel univers..." (87). Le vieux rêve d'Aristote, sur la réalisation des automates de l'artisan Dédale et des tripieds du dieu Héphaïstos, serait-il devenu possible? Le droit à la paresse, que préconise le projet révolutionnaire et profondément humaniste de P. Lafargue, ramène la machine au bercail humain, la remet au service de l'homme. Vaincre l'aliénation en supprimant l'inégalité face à l'accès au travail représente indubitablement une des conceptions les plus actuelles du socialisme. C'est surtout une utopie, au sens propre, des plus réalistes à l'époque de l'électronification des processus de production. Mais la loi du profit et du pouvoir non partagé étant la substantifique moelle de l'industrialisme, la classe dominante est en train d'acheminer la société à l'opposé du droit à la paresse, vers une structuration que l'on qualifie souvent de duale mais que nous trouvons plus cohérent de nommer dualiste. Les Etats-Unis et l'Italie qui sont, chacun à sa manière, d'authentiques laboratoires sur le vif et des miroirs du futur pour la recherche en sciences sociales, nous fournissent depuis quelques décennies déjà un avant-goût du dualisme social. Par dualisme nous n'entendons aucunement désigner, de façon redondante relativement à notre caractérisation des classes sociales, la structure hiérarchique socio-économique traditionnelle du capitalisme. La structure fondamentale duelle - propriétaires des moyens de production et propriétaires de la seule force manuelle ou intellectuelle de travail - est doublée, mais point annulée, par une autre partition qui tend à redevenir de plus en plus acceptée avec résignation dans les sciences sociales. Par dualisme nous entendons donc souligner l'existence, parallèlement au monde du travail stabilisé, d'une masse de non-insérés au marché du travail qui, progressivement, devient une masse de non-intégrés à la société. C'est entre autres à cela que se rapporte la "non-classe des non-travailleurs" d'A. Gorz.

Nombreux sont les post-industrialistes qui font une allusion très voilée, discrète et ponctuelle, à cette question, bien qu'ils ne posent pas ouvertement le problème. D. Bell mentionne, non sans cynisme, des couches vivant des services d'assistance dans le post-industrialisme. Z. Brzezinski imagine une stratification, prenant forme à partir du critère élitiste de quotient intellectuel, impliquant des laissés pour compte. A. Toffler préconise, non sans élitisme, un réservoir de main-d'oeuvre semi-analphabète. On trouve chez ces auteurs, implicitement, en filigrane, une problématique acritique relative au dualisme social. Ils se différencient nettement en cela de P. Lafargue, d'A.J. Penty, d'A. Gorz et sont fort proches de H. Belloc et du néo-libéralisme.

Une quantité considérable de pauvres endémiques est donc en train de réapparaître. Nous insistons sur le fait, déjà mentionné plus haut, que le phénomène en soi n'a rien de nouveau dans l'histoire du capitalisme. Ce qui

est original, ce sont ses conditions d'existence et surtout la résignation générale face à cette plaie, contrairement à ce qui se passait dans les années 1945 à 1975, profondément marquées par les acquis du projet keynésien aujourd'hui remis en question. S'attardant sur les conséquences de la période de croissance économique des années 1850 à 1870 en Angleterre, F. Engels décrit de la façon suivante la situation des travailleurs. Il y a eu des améliorations provisoires pour la grande masse, écrit-il, remises radicalement en question par l'exode rural, par le machinisme et par les lois de la concurrence capitaliste. Deux secteurs, ajoute-t-il, obtiennent tout de même certains acquis durables: les ouvriers d'usine en général et ceux travaillant là où sont présents les grands syndicats industriels, ce qui donne même naissance à une couche particulièrement privilégiée à l'intérieur de la classe ouvrière (88). Nous avons ici, posée il y a environ un siècle en termes substantiellement semblables à aujourd'hui, la question de la société dualiste.

On pourrait imaginer que dans les pays économiquement développés, contrairement aux pauvres du capitalisme de la révolution industrielle ou du capitalisme du début du siècle, ceux du capitalisme tardif risquent d'avoir, dans un futur plus ou moins lointain, un minimum vital au sens strict, paradoxalement garanti par l'Etat au nom du néo-libéralisme tardif. "On peut parfaitement admettre (...) la garantie d'un minimum de revenu et une assurance contre les principaux risques à condition de ne pas supprimer le marché," écrit F.A. Hayek, l'un des tenants du néo-libéralisme cité par le sociologue P. de Laubier dans son ouvrage sur la politique sociale dans les sociétés industrielles (89). La classe dominante a dû promouvoir l'hygiène et la santé de masse afin que ses esclaves modernes ne soient pas décimés ni trop affaiblis par l'entassement urbain et afin qu'elle-même ne soit pas contaminée par ceux-là. Il n'est pas à exclure que dans un futur proche, pour essayer de neutraliser la charge socialement explosive que pourrait constituer un grand nombre de pauvres endémiques, la classe dominante joue sur deux plans. D'un côté par un développement sans précédent des instruments d'encadrement idéologique et policier, projet qui est déjà en voie de réalisation. D'un autre côté en mettant en place un système garantissant un strict minimum vital à la partie de la population exclue du monde du travail. Embryonnairement cela prend déjà forme en République Fédérale d'Allemagne, aux Pays-Bas et dans le Royaume-Uni, pour ne citer que ces exemples. C'est cela que préconisaient, entre autres, le <<post-servage>> de H. Belloc et, quelques décennies plus tard, l'utopie néo-libérale de E. Rossi, intitulée "Abolir la miseria". C'est le sens également des propos cités de F.A. Hayek. Dans une édition du mois de novembre 1986, l'hebdomadaire patronal "Entreprise Romande" met discrètement en avant cette même idée, au sujet de certaines couches les plus démunies de la population helvétique (90).

Chômeurs permanents, travailleurs clandestins, main-d'oeuvre à statut précaire, temporaires, <<inadaptés>> au nouveau système technique, immigrés du Tiers Monde, retraités nécessiteux, constituent le substrat de cette pauvreté organique qui refait surface. En Suisse, l'estimation de ce type de pauvreté varie entre un peu moins de 10% et 20% de la population selon les sources. Nous en avons un reflet indirect au travers de l'analyse

des bas revenus. Ayant fait une étude des revenus déclarés, G. Enderle mentionne qu'il y aurait environ 180000 personnes en-dessous de 7800 francs annuels, près de 290000 personnes en-dessous de 10150 francs et quelque 420000 personnes en-dessous de 12180 francs. Même sans tenir compte du fait que ces gens peuvent avoir un certain nombre de non-contribuables à leur charge, l'estimation est impressionnante. D'autant plus que ces statistiques n'incluent pas la majorité des 100000 à 150000 travailleurs clandestins du pays (91) [qui ne sont pas, en ligne générale des habitants particulièrement bien lotis].

C'est en fait le lafarguisme et le néo-libéralisme qui s'affrontent aujourd'hui dans les syndicats à travers tous les débats essentiels qui mettent en jeu le temps de travail, la formation scolaire et professionnelle, les assurances et la sécurité sociales, les travailleurs clandestins, les bas revenus, etc. Informatisation, automatisation et dualisme fournissent le décor de fond de toutes ces controverses.

7. Post-industrialisme ou capitalisme tardif?

Bien que tout au long de ces pages nous ayons déjà tranché, au niveau terminologique, en faveur du deuxième terme de l'alternative posée dans le titre de ce chapitre, quelques explications nous semblent nécessaires quant à notre choix en la matière.

L'informatisation de la société helvétique

Le taylorisme, en tant que déresponsabilisation totale de l'ouvrier scientifiquement commandée et contrôlée, le fordisme, en tant qu'adaptation intégrale de l'ouvrier à la machine, ont définitivement enterré le souvenir encore vivant de Dédale. Technicien dans tous les sens étymologiques et actuels du terme, c'est-à-dire pourvu du don divin d'habileté, à la fois artisan et artiste, simultanément concepteur et ouvrier, Dédale hantait encore, par quelques-uns de ses reliquats, l'industrialisme du début du siècle. L'organisation scientifique du travail de F.W. Taylor et la standardisation du travail de H. Ford ont parachevé l'oeuvre d'anéantissement de ces reliquats. Le déracinement du travail de son autonomie culturelle a ainsi été réalisée, propulsant la question de l'aliénation au premier plan de la lutte politique. A. Touraine pose ce problème, bien qu'il le fasse au travers d'une formulation excessive, lorsqu'il écrit qu'il est désormais plus utile de parler d'aliénation que d'exploitation (92). Vus sous cet angle, F.W. Taylor et H. Ford ont permis de mener à bon port l'oeuvre de rationalisation de la mécanisation électrique du processus de production. Ils ont ainsi préparé l'ouverture des portes à l'électronification de ce même processus. Avec cette dernière réalisation, une nouvelle page de l'histoire du capitalisme a été tournée, engendrant des mutations qui, peu ou prou, toucheront tous les travailleurs dans un avenir plus ou moins proche.

D'ores et déjà "la Suisse est le pays au monde qui a la plus forte densité d'ordinateurs", écrit R. Fehlmann dans "La Revue Polytechnique" de janvier 1988. Selon d'autres sources, en automne 1986 un sixième de la population active du pays est confrontée à l'écran dans son travail. En décembre 1987 c'est un cinquième de la population active qui est touchée par ce phénomène. De janvier 1986 à juin 1987, l'accroissement du nombre d'ordinateurs des services administratifs des entreprises de la Suisse a été de 150%. De décembre 1985 à décembre 1987 les systèmes informatiques toutes dimensions confondues ont crû de 83%. A Genève, l'importance de l'informatisation du travail est également très grande. Deux chercheurs genevois ayant procédé à une estimation, malheureusement point étayée, du parc informatique installé dans le canton, avancent le chiffre de 22000 à 24000 micros, minis ou gros ordinateurs en 1984. Si l'on tient compte du fait que les gros et miniordinateurs sont reliés à plus d'un terminal généralement, le pourcentage de postes de travail à l'écran cette même année est évidemment largement supérieur (93). Il convient d'ajouter à ces éléments le fait que, dans l'enseignement obligatoire et non obligatoire, "l'informatique s'étend à tous les degrés", comme le titrait le quotidien "La Tribune de Genève" du 7 mars 1988. Et le journaliste d'ajouter que dans l'école primaire, "ce sont bien souvent les élèves qui comprennent vite et qui expliquent à leurs professeurs". Signe des temps? C'est une des raisons pour lesquelles toutes les organisations et autres parties prenantes du monde industriel doivent revoir, réajuster et même réinventer leurs stratégies. Sans cela elles tendront à être toujours plus décalées par rapport à la réalité donnée, survivant au mieux avec un pied dans celle-ci et le reste du corps dans le passé. Ce risque guette les divers protagonistes du monde industriel. Mais c'est à n'en point douter une menace des plus lourdes pour les associations politiques, syndicales ou culturelles des travailleurs, qui sont déjà privées a priori des pouvoirs institutionnels de décision.

Les diverses entreprises industrielles que nous avons visitées recèlent une très grande quantité de terminaux d'ordinateurs, de machines à commandes numériques, d'appareils de contrôle électronique des déplacements, de systèmes de gestion des stocks informatisés, etc. Malgré cela ce n'est pas l'outil informatique ou, plus généralement, électronique qui peut se prévaloir de créer une nouvelle société, nous avons abondamment traité cette question de la non-autonomie de la technologie. Il n'en demeure pas moins que les innombrables problèmes ergonomiques et surtout d'organisation du travail qui découlent de l'application des technologies nouvelles ne sont pas suffisamment abordés par le mouvement syndical, sinon dans des articles, textes ou conférences coupés de la pratique quotidienne. N'est-il pas significatif que l'Union des Syndicats du Canton de Genève ne puisse faire état que d'une seule commission informatique, limitée à l'université, touchant une institution où les problèmes sont certes sérieux et graves mais indéniablement moindres que dans bien d'autres parties de l'Etat et que dans le monde du travail privé?

L'identité de l'opposition au capitalisme tardif

Une autre page de l'histoire du capitalisme est également tournée du fait que le système vit aujourd'hui, en bonne partie, sous l'impulsion d'une réelle politique d'armement en temps de paix, tant du point de vue de la recherche que du point de vue de la production. Nous avons déjà abordé la question, nous n'y revenons pas. Précisons toutefois que ce ne sont ni le lancement du projet de la Silicon Valley, en son temps, ni le projet Initiative de Défense Stratégique [nommé couramment le projet "guerre des étoiles"] du gouvernement des Etats-Unis, ni même celui Eurêka (94), et encore moins la politique militaire du gouvernement helvétique qui viendront contredire cette constatation. Les syndicats se fourvoient souvent à ce sujet en défendant abstraitement <<l'emploi>> lorsqu'une entreprise produisant du matériel militaire connaît des difficultés et qu'ils n'avancent aucun projet de reconversion. A ce titre, la <<métallurgie genevoise>>, qui vit aussi de la manne du char Léopard, du Tiger, des Jeeps, de la fabrication d'obus et d'autres instruments de destruction, ne fait point exception. Entre 1981 et 1985, le Département Militaire Fédéral a saupoudré 2,5 à 3 milliards de francs par an de commandes à l'industrie helvétique. 29 millions annuels sont revenus à Genève. Chiffres qui ne tiennent compte ni des usines fédérales d'armement ni des marchés compensatoires [obtenus par des entreprises en Suisse] des commandes militaires passées à l'étranger. Or, à ce jour, les deux grandes centrales syndicales du canton n'ont pas abordé clairement et ouvertement la question de la reconversion de ces productions.

Ce dernier aspect nous conduit directement au problème de l'identité de l'opposition au capitalisme. P. Messine pose de façon imagée le pendant négatif de l'alternative qu'affronte inéluctablement le mouvement politique et syndical d'extraction anticapitaliste: "Comme le Fabrice de Stendhal, les socialistes sont menacés de vivre Waterloo sans s'en rendre compte. Pas nécessairement ni principalement en perdant des élections. Mais en disparaissant. A force de singer les manières de penser et d'agir de la droite libérale, la gauche risque fort de perdre l'essentiel de son identité et de sa substance. Ses appareils politiques et ses étiquettes pourraient un jour ressembler à ces belles bouteilles de vin vieux dont le contenu s'est évaporé..." (95). Etendons également cette analyse à d'autres composantes de la gauche politique ou syndicale et nous avons de ce point de vue un terrain d'étude malheureusement très riche à Genève. Cependant cette page-là de l'histoire du capitalisme n'est pas encore tournée, contrairement à ce que clame à tue-tête le post-industrialisme; les jeux ne sont pas encore faits.

Le capitalisme tardif et le <<moins d'Etat>> ou l'insurrection des riches contre les pauvres

Sur le plan idéologique le darwinisme social, sous des variantes nombreuses, gagne à nouveau du terrain. Une fois de plus, la nouveauté ne réside pas dans le contenu du phénomène mais dans sa large diffusion, intensivement et intensivement. "(...) l'insurrection des riches contre les pauvres" que dénonce M. Frisch dans son allocution aux "Huitièmes journées

littéraires de Soleure" (96) et qui passe, au niveau de l'emploi, par l'introduction sur large échelle de la flexibilité, de la mobilité et de la précarité en est une manifestation patente. Le darwinisme social est une forme de pensée particulièrement apte à cautionner ce type de mutation. En tant que l'un des constituants de l'idéologie du <<post->>, il est en passe de devenir une idéologie par excellence du néo-libéralisme: c'est un post-darwinisme en quelque sorte. Ceci dit sans aucune prétention à l'encontre du darwinisme en tant que tel: nous pensons pouvoir postuler que le darwinisme social est au darwinisme ce que, par exemple, l'eugénisme est aux lois de la génétique de Mendel. Le premier se revendique du second sans que le second n'en porte nécessairement la responsabilité. Dans les sciences de l'homme on retrouve d'autres idéologies parallèles au travers du <<racisme scientifique>>, de la <<sociobiologie>>, de la <<géopolitique>>, etc.

Le néo-libéralisme, jumeau du <<capitalisme populaire>>, qui se profile derrière les discours <<post-darwinistes>> contredit grandement l'ancien discours keynésien en tant que remise en cause d'importants acquis sociaux. Même du point de vue de la volonté d'intégration des travailleurs au capitalisme, les deux projets se différencient sensiblement, dans la mesure où le keynésianisme avait pour objectif tous les travailleurs et non uniquement ceux d'entre eux qui sont intégrés au monde officiel ou stabilisé du travail. B. Ludwig et A. Nicod, dans le cadre d'un article sur les petites et moyennes entreprises que nous avons déjà mentionné, nomment ce projet "la participation des travailleurs au capital propre de l'entreprise". C'est la mise en place d'un système de chaînes en or à l'égard des travailleurs les mieux rétribués, tendant par là à les couper des autres travailleurs (97). Mais nous pouvons ajouter que ce néo-libéralisme est un <<post-libéralisme>> fondamentalement. En effet, il reprend son langage au libéralisme, il endosse ses atours et nombre de ses propositions tout en se parant d'un semblant de discours darwiniste. Mais sur l'idée la plus centrale du libéralisme, à savoir la pratique de la libre concurrence et la reconnaissance théorique de celle-ci, le néo-libéralisme actuel est inéluctablement en rupture radicale avec sa référence libérale. A ce sujet et sans entrer en matière sur le fait que les gouvernements les plus ouvertement néo-libéraux, tels que celui des Etats-Unis avec Reagan et de la Grande-Bretagne avec Thatcher, ont été les promoteurs des plus grandes interventions étatiques dans le soutien ou la liquidation de secteurs entiers de l'économie, mentionnons un exemple qui nous est bien plus proche. Il est effectivement intéressant de discuter avec des responsables d'entreprises industrielles locales. La majorité absolue d'entre eux peste contre l'Etat, revendique avec véhémence la totale non-immixtion des institutions gouvernementales dans leurs affaires, la diminution des règlements et des contraintes, le <<retour aux lois du marché>>. Mais, au cours d'une même discussion, ils demandent des prix de terrains industriels plus bas, une politique en matière de permis de travail plus généreuse, des garanties sérieuses mais non contraignantes contre les risques à l'innovation. Ils affirment vouloir refuser toute aide étatique, mais réclament des exemptions

fiscales et des commandes de l'Etat. La contradiction ressort systématiquement. Mais c'est là une particularité propre à l'histoire de la société capitaliste et qui se trouve simplement être caricaturée à une époque de centralisation sans pareil du capital.

Le capitalisme tardif et la question de la planification sociale

Le post-industrialisme de D. Bell se fait le porteur de cette même contradiction: il considère la société de libre entreprise comme n'étant plus viable, ce qui l'amène à proposer la fondation d'une nouvelle philosophie de la collectivité sociale, devant servir de caution à une société dont les mécanismes de marché sont remplacés par des mécanismes régulateurs... afin de sauver le libéralisme (98). Cette démarche éminemment paradoxale, essentiellement kitsch du reste, est l'un des dénominateurs communs du néo-libéralisme et du post-industrialisme récent. Elle pose un problème important du point de vue générique toutefois, c'est la question de la planification.

E. Mandel discerne six pressions en direction d'une planification toujours plus poussée à l'intérieur des entreprises du capitalisme tardif (99):

a) une pression liée à la nature de l'automatisation afin de planifier le procès de travail;

b) une pression dans le sens d'une planification des investissements de recherche et de développement dans le but de planifier l'innovation technologique;

c) une pression tendant à généraliser à tous les investissements et à tous les coûts de production la planification déjà mise en oeuvre;

d) une pression favorable à la rentabilisation des coûts en amont qui tente de planifier les débouchés au travers de la systématisation des études de marché, de la publicité, du vieillissement calcule des produits et de l'utilisation scientifique de tous ces procédés;

e) une pression en faveur de la garantie étatique des profits rendant ceux-ci davantage planifiables;

f) une pression en direction du contrôle d'une portion de marché, la plus grande possible, se manifestant entre autres dans les alliances ou les absorptions d'entreprises couvrant de très grands marchés.

Ainsi le capitalisme, redécouvrant le libéralisme et le darwinisme mais sous des formes kitsch et alors que son contexte social ne laisse aucun espace réel à ces <<post-théories>>, est l'auteur de l'un des plus grands efforts qu'il soit de planification économique. Cependant même si les moyens électroniques permettent à la planification d'être extensivement et intensivement mise à contribution, celle-ci est strictement interne à l'entreprise, ne saurait être globale socialement. Il faut souligner ici que c'est en cela que la référence au libéralisme n'est pas, malgré tout, intégralement dénuée de sens, du fait que la planification n'est que propre à chaque capitaliste. Elle a donc une signification nouvelle et importante au niveau interne à l'entreprise et dans certaines implications spécifiques interentreprises. Mais pour la même raison elle n'a aucune signification au niveau global interentreprise et plus généralement au niveau social, si ce n'est à trois égards:

a) l'apparition d'un grand nombre d'entreprises spécialisées dans une parcelle ou l'autre de cette planification capitaliste;

b) la mise en place d'importantes initiatives d'investissements de l'Etat, afin qu'il en supporte les coûts politiques et économiques tout en laissant les gains à l'économie privée;

c) la monopolisation spectaculaire de secteurs entiers de la production et l'accroissement des politiques de collaborations ou d'ententes entre les grandes entreprises;

En conséquence le qualificatif global de "programmée" qu'A. Touraine donne à la société post-industrielle, et qui est repris par Z. Hegedus, ainsi que les attributs de "planification sociale" que D. de Masi donne à cette même société, sont foncièrement abusifs à notre avis. Nous nous achoppons ici sur un problème déjà soulevé, mais pour d'autres motifs. En effet, pour qu'une réelle planification ou programmation sociale soit possible, il doit exister un pouvoir effectif au-dessus du pouvoir économique des membres de la classe capitaliste dominante aux intérêts particuliers divergents. Mais pour que cela soit possible, celle-ci doit avoir abdiqué une partie fondamentale de son pouvoir ou en avoir été expropriée. Sans quoi aucune autorité planificatrice ne peut prétendre avoir une quelconque capacité réelle de décision. Nous ne nous étendons pas sur cette question, déjà abordée eu égard à la question de l'éviction du capital par l'information. Et ce ne sont pas les planifications spécifiques et d'origine étatique, telles que l'aménagement du territoire, la mise sous tutelle de l'agriculture, les tentatives de régulation étatique de certains marchés, etc, qui peuvent être qualifiées de planification sociale. Il s'agit tout au plus de délégations de pouvoir de la classe dominante à son Etat, afin de garantir son profit là où il est directement menacé par les mécanismes du marché capitaliste lui-même.

Le capitalisme tardif comme processus de création destructrice

Pour ces différentes raisons et compte tenu des spécificités que connaît le capitalisme actuel, nous pensons que les termes de "capitalisme tardif" conviennent particulièrement bien, au niveau historique, pour nommer ce que de plus en plus souvent l'on qualifie par diverses post-notions, créant ainsi l'illusion d'être dans une nouvelle étape historique au delà du capitalisme. Nous nous référons ici au terme <<Spätkapitalismus>> (100) de C. Offe et de E. Mandel. Le premier, dès le début des années septante, situe l'originalité du capitalisme dans le fait que, sans remettre en cause l'essence de ce mode de production, trois mécanismes auparavant tendanciels en sont devenus les conditions de survie. Il s'agit des tentatives d'organisation du marché, d'institutionnalisation du progrès technique et de régulation étatique [par délégation de pouvoirs] du système capitaliste pris globalement. Le second, E. Mandel, dans les mêmes années, exprime cette spécificité historique de façon parallèle. Il considère que la contradiction fondamentale du mode de production capitaliste, entre la socialisation objective croissante du travail [c'est-à-dire le dépassement du travail privé] et le maintien de l'appropriation privée [c'est-à-dire du profit issu de la production basée sur le travail privé] est portée aux extrêmes par certaines caractéristiques du développement tardif du capitalisme.

Les deux auteurs posent ainsi le problème de la tension extraordinaire entre deux pôles de la réalité. D'une part nous avons affaire à l'abondance potentielle représentée par la mise en place du nouveau système technique, par le besoin que cela induit en travail hautement qualifié et par l'élargissement de l'horizon culturel d'une partie des salariés qui s'ensuit. D'autre part nous avons affaire à l'impasse qui est faite sur l'horizon culturel d'une bonne partie des salariés, ainsi qu'à l'accentuation des processus d'aliénation qui ont pris une importance sans précédent dans le système de domination en place. C'est une approche du dualisme qui nous projette au coeur même de notre problématique. J. Schumpeter voyait dans le capitalisme un processus de destruction créatrice. Par analogie inverse nous pouvons dire qu'aujourd'hui le capitalisme est un processus de création destructrice (101). Tendances au dualisme social, idéologie du <<post->> et capitalisme tardif constituent le substrat déterminant la territorialité industrielle dans le canton de Genève.

Notes et références bibliographiques de la partie V
[Du travail vivant au travail mort?]

- (1) A. Fisher, Progrès économique et sécurité sociale, Librairie de Médecis, Paris, 1945, pp. 15-16 et 67.
- (2) C. Clark, Les conditions du progrès économique, P.U.F., Paris, 1960, chap. III, IV, V et VII.
- (3) A. Cunha et J.-B. Racine, Le rôle des services aux entreprises dans une société post-industrielle: technologies nouvelles et décentralisation, polycopié, université de Lausanne, 1984, p. 4;
- P. Dembinski et alii, Regards sur l'économie genevoise, Eco'diagnostic, Genève, 1988, pp. 55 à 57.
- (4) K. Marx, Le Capital, op. cit., Livre I, pp. 138 et 362-363;
- K. Marx, Grundrisse, Anthropos, Paris, 1975, tome 2, pp. 47-48, 89, 204 et 288.
- (5) J. Nagels, Travail collectif et travail productif dans l'évolution de la pensée marxiste, Université de Bruxelles, Bruxelles, 1974.
- (6) E. Mandel, Le troisième âge du capitalisme, 10/18, Paris, 1976, tome 2, pp. 372 et ss.
- (7) C. Raffestin et M. Bresso, op. cit., pp. 13 et 93.
- (8) A. Gorz, op. cit., pp. 173 et ss.
- (9) A. Smith, Recherches sur la nature et les causes de la richesse des nations, Gallimard, St-Amand, 1976, pp. 157 à 184.
- (10) S. Moscovici, op. cit., p. 54.
- (11) D. Bell, Vers la société post-industrielle, op. cit., pp. 168 et ss et pp. 206 et ss.;
- D. Bell, Les contradictions culturelles du capitalisme, op. cit., pp. 158 et ss.
- (12) E. Carr, Qu'est-ce que l'histoire?, La Découverte, Paris, 1988, pp. 82-83.
- (13) Syndicat des Services Publics, Conditions de travail et informatisation à l'université, S.S.P., Genève, 1987, p. 13.
- (14) F. Carlini, Lavora, impiegato! in hebdomadaire L'Espresso, Milano, dir. G. Valentini, 20 mars 1988.
- (15) J. Bouveresse, op. cit., p. 13.
- (16) Idem, p. 26.
- (17) O. Spengler, L'homme et la technique, Gallimard, St-Amand, 1958, pp. 78-79 et 89 à 91.
- (18) K. Marx, Le Capital, op. cit., Livre I, pp. 262 et 276.
- (19) H. de St-Simon, Lettres d'un habitant de Genève à ses contemporains in G.M. Bravo, Les socialistes avant Marx, François Maspéro, Paris, 1970, tome I, pp. 84 à 89;
- K. Marx et F. Engels, Manifeste du parti communiste, Editions en Langues Etrangères, Pékin, 1970, p. 36;
- P. Lafargue, op. cit., p. 153;
- F. Nietzsche, Le voyageur et son ombre, op. cit., p. 155;
- A.J. Penty, Old World for New: A Study of the Post-Industrial State, op. cit., pp. 66-71;

(20) P. Jeanneret, L'emploi tertiaire dans l'industrie suisse 1970 - 1981, Groupe d'Etudes Economiques de la faculté de droit et des sciences économiques de l'université de Neuchâtel, Neuchâtel, 1983, pp. 1,2,36,38.

(21) Société pour le Développement de l'Economie Suisse, Miroir statistique de la Suisse, S.D.E.S., Genève, 1987, tableau 25;

Banque Nationale Suisse, Bulletin trimestriel, B.N.S., Zurich, octobre-décembre 1987, p. 292.

(22) A. Jeannot, Le déclin du swiss made in hebdomadaire L'Hebdo, Lausanne, dir. J. Pillet, 25 février 1988;

Société pour le Développement de l'Economie Suisse, Le déclin de l'industrie suisse in hebdomadaire Reflets de la Radio-TV Romande, 16 février 1988;

P. Schmid, Demain la crise? in hebdomadaire La Lutte Syndicale, organe de la Fédération des Travailleurs de la Métallurgie et de l'Horlogerie, Berne, dir. P. Schmid, 10 février 1988.

(23) C. Wright Mills, Les cols blancs, Maspéro, Paris 1970, pp. 9 et ss et 91 et ss.

(24) M. Serres, op. cit., pp. 54-55.

(25) A. Einstein et L. Infeld, L'évolution des idées en physique, Payot, Paris, 1981, p. 186.

(26) C. Raffestin et M. Bresso, op. cit., p. 10.

(27) D. Bell, Vers la société post-industrielle, op. cit., p. 187.

(28) C.-A. Udry, Bilan: plus riches ... plus pauvres in La Brèche, bimensuel cité, 26 février 1988.

(29) A. Gorz, op. cit., pp. 78-79.

(30) M. Cuénod, Ne craignons pas les mutations technologiques in hebdomadaire Entreprise Romande, dir: D. Fleck, Genève, 25 avril 1986;

J.-L. Lederray, Innover ne suffit pas in Journal de Genève, quotidien cité, 3 juin 1987;

R. Grémaud, Qualifications impératives in Entreprise Romande, hebdomadaire cité, 28 août 1987;

J.-S. Eggly, Formation: il est temps de se réveiller in Journal de Genève, quotidien cité, 27 août 1987;

sans mention d'auteur, Pallier au manque d'ingénieurs: plan d'action in mensuel La Revue Polytechnique, Genève, dir: M. Meichtry, décembre 1987.

M. Stepczynski, Ménage Fédéral propre en ordre in L'Hebdo, hebdomadaire cité, 3 mars 1988.

Association Suisse des Constructeurs de Machines, 82è Rpport annuel du comité et du conseil, Zurich, 1987, pp. 75 à 77.

(31) P. Bichsel, La Suisse du Suisse, La Cité Editeur, Lausanne, 1970, p. 34.

(32) A. Bosshard, Billet du président in bulletin annuel de l'Union des Petites et Moyennes Industries de la Métallurgie, Genève, 1986;

Union des Industriels en Métallurgie, Il y a un monde à découvrir dans la métallurgie genevoise, U.I.M., Genève, 1985, p. 10;

Office pour la Promotion de l'Industrie, Coup d'oeil sur l'industrie genevoise, O.P.I., Genève, 1984, p. 2;

Chambre de Commerce et d'Industrie de Genève, Coming and living in Geneva, C.C.I.G., Genève, 1984, p. 16;

A. Scherer, Geneva industry in the forefront with high technology in biennuel Swiss Quality Products, Lausanne, dir. M. de Senarclens, automne 1985;

Département de l'Economie Publique et Office pour la Promotion de l'Industrie, Genève site privilégié pour les activités de hautes technologies, nos 10 atouts, D.E.P. et O.P.I., Genève, sans mention de date, pp. 6,8 et 20.

(33) Union Syndicale Suisse, Propositions et recommandations in Revue Syndicale suisse, Congé-formation payé, Berne, dir: M. Roquancourt, été 1987.

(34) A.P. Speiser, La recherche et le développement en Suisse et à l'étranger in La recherche et le développement dans l'économie privée en Suisse, rapport sur la sixième enquête du Vorort avec la collaboration de l'Office Fédéral de la Statistique, Union Suisse du Commerce et de l'Industrie, Zurich, 1987, p. 33.

(35) A. Rossi, La décentralisation urbaine en Suisse, Presses Polytechniques Romandes, Lausanne, 1983, p. 40;

A. Jeannet, Le déclin du swiss made, article cité in L'Hebdo;

S. Borner et F. Wehrle, Die Sechste Schweiz, Orell Füssli, Zurich, 1984, pp. 130 à 154;

H. Stettler, L'exportation du swiss made, P.-M. Favre, Lausanne, 1981, pp. 21 à 33;

Union de Banques Suisses, Les principales entreprises de Suisse, U.B.S., Zurich, publication annuelle;

Schweizerische Handelszeitung, Die grössten Unternehmen der Schweiz, Schweizerische Handelszeitung, Zurich, publication annuelle;

Société de Banque Suisse, Les fusions d'entreprises en Suisse de 1973 à 1985, S.B.S., sans mention de ville, 1987.

Banque Nationale Suisse, bulletin trimestriel cité.

(36) M. Cattaneo, Médecine et argent in quotidien La Tribune de Genève, dir. H. Kobel, 7 mars 1988;

H. Stettler, op. cit.

(37) J.D. Delley, L'avenir du syndicat et son rôle dans la modernité en crise, conférence tenue dans le cadre d'une assemblée du Syndicat des Services Publics à l'université, 16 mars 1988.

(38) J. Naisbitt, Megatrends, Sperling & Kupfer, Milano 1984, pp. 39-40.

(39) Informations obtenues directement auprès du secrétariat de la Fédération des Travailleurs de la Métallurgie et de l'Horlogerie de Genève.

(40) B. Gille in B. Gille et alii, op. cit., p. 19.

(41) B. Gille, Vers un système technique contemporain in idem, p. 906.

(42) S. Moscovici, op. cit., pp. 98 à 100.

(43) B. Gille, Vers un système technique contemporain in B. Gille et alii, op. cit., p. 906.

(44) G.C. Lichtenberg, op. cit., p. 172.

(45) J. Testart, L'oeuf transparent, Flammarion, St-Amand, 1986, préface de M. Serres, p. 14.

(46) G. Turani, A che serve l'operaio in L'Espresso, hebdomadaire cité, 6 février 1983.

- (47) J.-P. Keller, Aspects de la civilisation de l'image, cours de sociologie de l'art, université de Genève, département d'histoire de l'art, année académique 1987-1988
- (48) G.-O. Segond, Nouvelles technologies et formation: point de vue d'un politicien in *La Revue Polytechnique*, mensuel cité, août 1985;
- C. Hussy, Centre et marge: le concept de position en géographie, photocopié, université de Genève, département de géographie, décembre 1985, pp. 10-11.
- (49) A. Toffler, op. cit. p. 232.
- (50) D. Bell, Vers la société post-industrielle, op. cit., p. 235;
- A. Touraine, op. cit., pp. 73-74;
- cf J.-F. Lyotard, op. cit.;
- cf Z. Hegedus, Il presente e l'avvenire. Nuove pratiche e nuova rappresentazione sociale, Franco Angeli, Milano, 1985.
- (51) X. Comtesse et P. Cordey, Place neuve à l'informatique, *Le Concept Moderne*, Genève, pp. 32 à 34.
- (52) K. Marx, *Le Capital*, op. cit., Livre III, septième section, chap. LII.
- V. Lénine, L'impérialisme stade suprême du capitalisme, Editions en Langues Etrangères, Pékin, 1969, pp. 64-65.
- (53) F. Hegel, op. cit., chap. II.
- (54) K. Marx et F. Engels, L'idéologie allemande, op. cit., pp. 94-95.
- (55) S. Nora et A. Minc, L'informatisation de la société, Seuil, Paris, 1978, pp. 9 et 53.
- (56) W. Christaller, Le località centrali della Germania meridionale, Franco Angeli, Milano, 1980, p. 46.
- (57) P. George, Dictionnaire de la Géographie, Presses Universitaires de France, Paris, 1974, pp. 66-67.
- (58) J. Lojkine, Le marxisme, l'Etat et la question urbaine, Presses Universitaires de France, Vendôme, 1977, p. 147.
- (59) V. Lénine, op. cit., pp. 100-101, 105, 124-125.
- (60) Union de Banques Suisses, L'industrie horlogère suisse, U.B.S., Zurich, 1986, pp. 5, 19 et ss;
- Office Fédéral de la Statistique, recensement fédéral des entreprises;
- F. Walz, Les petites et moyennes entreprises. Un fort potentiel d'expansion in *Le Mois Economique et Financier*, mensuel cité, avril 1987.
- (61) R. Curtat, Les compagnons de l'an 2000 in *La Lutte Syndicale*, hebdomadaire cité, 9 mars 1988.
- (62) B. Ludwig et A. Nicod, Les PME - Le moteur de l'économie suisse? in *Revue Economique et Sociale*, Lausanne, dir: A. Jenny, P. Gaetschin et P. Milliet, décembre 1987.
- (63) J. Dreher, Les petites et moyennes entreprises dans leurs relations avec les banques, *Cahiers du Crédit Suisse*, sans mention de ville, 1980.
- (64) V. Lasserre, Heurs et malheurs des PME in *Entreprise Romande*, hebdomadaire cité, 15 janvier 1988.
- (65) article non signé, La loi violée dans deux tiers des cas in *La Brèche*, bimensuel cité, 30 mars 1985.
- (66) L. Wittgenstein, *Tractatus logico-philosophicus*, Einaudi, Torino, 1968, p. 63.
- (67) R. Curtat, article cité in *La Lutte Syndicale*.
- (68) P. Rossel in P. Rossel et alii, op. cit. pp. 29 à 65.

- (69) M. Stepczynski, Nécessité de nouveaux partages in P. Rossel et alii, op. cit., pp. 237 à 250;
C. Raffestin, L'artisanat ou les profils de Janus in P. Rossel et alii, op. cit., pp. 251 à 261.
- (70) Y.-A. Bois, Modernisme et post-modernisme in Encyclopaedia Universalis, volume Les enjeux, encyclopédie citée, 1985, pp. 191 et ss.
- (71) F. Nietzsche, Le voyageur et son ombre, op. cit., p. 121.
- (72) K. Marx, Le Capital, op. cit., Livre I, quatrième section.
- (73) idem, p. 290.
- (74) P. Salama et J. Vallier, Une introduction à l'économie politique, François Maspéro, Paris, 1974, p. 110.
- (75) F. Nietzsche, Ainsi parlait Zarathoustra, Gallimard, Mesnil, 1942, p. 308.
- (76) R. Dreyfuss, Il commento dell'USS in hebdomadaire I Diritti del Lavoro, Camera del Lavoro del Canton Ticino, Lugano, sans mention de dir., 23 janvier 1987.
- (77) Fédération des Travailleurs de la Métallurgie et de l'Horlogerie, Le travail des femmes dans l'horlogerie, Grounauer, Genève, 1979, p. 111-112.
- (78) J.N. Rey et C. Roig, Perspectives syndicales in C. Roig et alii, op. cit., p. 225.
- (79) A. Toffler, op. cit., pp. 319 et 415;
B. Guggenberger, Sein oder Design. Zur Dialektik der Abklärung, Rotbuch, Berlin, 1987, p. 9.
- (80) A. Touraine, op. cit., p. 51.
- (81) P.-E. D., Un tertiaire bouleversant in Entreprise Romande, hebdomadaire cité, 26 septembre 1986.
- (82) Société de Banque Suisse, Les fusions d'entreprises en Suisse de 1973 à 1985, publication citée, tableau 8.
- (83) H. Schwimann, CIM et l'usine de demain: quelles perspectives? in La Revue Polytechnique, mensuel cité, novembre 1986.
- (84) A. Toffler, op. cit., p. 428.
- (85) E. Mandel, op. cit., tome 1, p. 383;
S. Nora et A. Minc, op. cit., pp. 40-41
- (86) A. Colombo, op. cit. p. 75-76.
- (87) P. Lafargue, op. cit. p. 149.
- (88) F. Engels, Préface à la deuxième édition de La situation de la classe laborieuse en Angleterre in K. Marx et F. Engels, Oeuvres Choiesies, Editions du Progrès, Moscou, 1970, tome 3, pp. 476-477.
- (89) P. de Laubier, La politique sociale dans les sociétés industrielles. 1800 à nos jours, Economica, Paris, 1984, p. 217.
- (90) E. Rossi, Abolire la miseria, Laterza, Bari, 1977;
sans mention d'auteur, Les travailleurs les plus âgés menacés par la pauvreté? in Entreprise Romande, hebdomadaire cité, 21 novembre 1986.
- (91) M. Frisch in Journal de Genève, discours cité;
P. Boschetti, Du nouveau sur la nouvelle pauvreté in bimensuel La Brèche, 6 septembre 1986;
Sans mention d'auteur, Dossier clandestins in bimestriel Piazza, Bâle, dir. collective, mars 1986;
J.-J. Roth, Les trois seuils de la pauvreté in La Tribune de Genève, quotidien cité, 6 février 1987.
- (92) A. Touraine, op. cit. p. 14

(93) R. Fehlmann, Big Brother dans les villages in La Revue Polytechnique, mensuel cité, janvier 1988;

Hebdomadaire Entreprise Romande cité par le Syndicat des Services Publics, Conditions de travail et informatique à l'université, publication citée, p. 7;

article non signé, Equipements informatiques. Le boom continue in La Lutte Syndicale, hebdomadaire cité, 1er juin 1988.

X. Comtesse et P. Cordey, op. cit., p. 29;

A.T.S., L'informatisation des entreprises se poursuit in Journal de Genève, quotidien cité, 31 août 1987.

(94) cf Symposium des 28 et 29 avril 1986, Euréka: l'Europe technologique, synthèse publiée par le Journal de Genève [tiré à part], Genève, 1986, pp. 12-13.

(95) R. Gremaud, Une idylle entre l'armée, le peuple et l'économie in Entreprise Romande, hebdomadaire cité 22 janvier 1988;

P. Messine, Liberté, égalité, modernité. Promesses et menaces de la modernisation, La Découverte, Paris, 1985, p. 230.

(96) M. Frisch in Journal de Genève, discours cité.

(97) B. Ludwig et A. Nocid, article cité.

(98) D. Bell, Vers la société post-industrielle, op. cit., pp. 101-102;

D. Bell, Les contradictions culturelles du capitalisme, op. cit., p. 260.

(99) E. Mandel, op. cit., tome 2, pp. 19 à 22.

(100) C. Offe, Lo stato nel capitalismo maturo, Etas Libri, Milano 1984, pp. 15 et 29 à 32;

E. Mandel, op. cit., tome 3, pp. 386 et 428.

Soulignons que pour qualifier le capitalisme actuel, les deux auteurs ont employé l'expression <<Spätkapitalismus>>, c'est-à-dire <<tardocapitalisme>> ou <<capitalisme tardif>>. Il est à regretter que les traducteurs aient transcrit ce terme par les qualificatifs respectifs de <<troisième âge du capitalisme>> et <<capitalismo maturo>>.

(101) J. Schumpeter, Capitalisme, socialisme, démocratie, Payot, Paris, 1984, p. 117.

VI. CONCLUSION GENERALE

Attendez-vous maintenant la conclusion? Je le vois. Quelle balourdise! Croyez-vous que je me souviene encore de ce que j'ai dit? Quel déluge de paroles! J'ai outrepassé les bornes! Les anciens disaient: <<Je hais le commensal qui a bonne mémoire>>.

Erasme de Rotterdam
Eloge de la folie

1. Deux débats en marge du projet technocratique dominant

Pour conclure nous allons mettre en évidence deux questions, très liées l'une à l'autre, nous renvoyant aux deux aspects fondamentaux qui ressortent tout au long de ces pages. La première question concerne des réflexions que nous pensons être d'actualité, en relation avec le syndicalisme genevois dans le contexte de la mise en place du nouveau système technique. Elles peuvent sembler empreintes de pessimisme à certains égards, mais là n'est pas notre propos. La seconde question se rapporte à l'ouvrage le "Panoptique" de J. Bentham, datant de la fin du XVIII^e siècle: système architectural complexe et global de contrôle total du détenu, du malade, de l'assisté, de l'élève, du travailleur ou même du soldat.

Cette utopie totalitaire a deux caractéristiques qui lui confèrent le plus grand intérêt de nos jours. D'une part l'auteur développe sans fard ni retenue la logique du discours capitaliste jusque dans ses derniers retranchements, ce que tente exactement de cacher l'idéologie du <<post->>. D'autre part l'organisation du travail dans le cadre du nouveau système technique du capitalisme tardif réactualise le "Panoptique" de J. Bentham, tout en permettant de résoudre les problèmes techniques insurmontables sur lesquels s'achoppait la réalisation de ce projet à l'époque de son élaboration. Nous ne voulons pas faire de cette seconde partie de la conclusion une catastrophe-fiction ni assumer des positions craintives voire obscurantistes quant aux technologies nouvelles en tant que telles. Nous désirons plutôt souligner ce qui nous semble être la logique fondamentale qui préside au projet technocratique dominant afin de contribuer à sa remise en question.

2. Quelques réflexions sur le syndicat dans le contexte genevois du capitalisme tardif

Syndicalisme et nouveau système technique: logique d'intégration, de disqualification ou d'opposition?

A travers notre critique du post-industrialisme, relativement au contexte genevois, nous avons mis en évidence des changements profonds qui sont en cours. Cela nous amène à soulever une série de problèmes fondamentaux qui nous semblent être incontournables pour les organisations de travailleurs. En érudant ce type de questions, celles-ci risquent d'être dépassés par la mise en place du nouveau système technique et de le payer par leur intégration totale aux institutions dominantes ou par leur disqualification.

Tout au long de ces pages, nous parlons de la crise du syndicalisme ouvrier traditionnel. La "Revue Syndicale Suisse" publie régulièrement des données sur l'évolution des effectifs de l'Union Syndicale Suisse. En ce qui concerne l'industrie genevoise, et compte tenu de la diminution générale de l'emploi industriel que nous mentionnons dans le bref "Survole de l'industrie genevoise" [traité dans la partie III], nous pouvons faire les remarques qui suivent. Précisons au préalable que si nous ne parlons explicitement que de l'une des deux centrales syndicales de la place, toutes les remarques qui suivent [à quelques importantes exceptions près et en dehors des considérations spécifiques à l'un des deux syndicats sur l'évolution du nombre d'adhérents] nous semblent concerner autant le Syndicat Interprofessionnel des Travailleuses et Travailleurs que l'Union des Syndicats du Canton de Genève.

Dans les années quatre-vingts, la tendance générale de la syndicalisation est à la baisse. Cette régression des effectifs est notamment confirmée par les fédérations des cheminots et du secteur public de l'Union des Syndicats, tandis que les branches en expansion couvertes par les fédérations du textile-chimie-papier, du bois et bâtiment, du commerce-transport-alimentation voient croître leurs syndiqués. Ici le clivage entre les activités localement en expansion et celles localement en régression semble expliquer, en partie du moins, l'évolution du nombre des membres. Analyser ces variations par le seul critère de la combativité du syndicat ne nous paraît pas plausible [bien qu'en dernière instance nous n'évacuons pas cette optique, comme nous le verrons]. En effet, comment expliquerait-on dans ce cas l'augmentation des membres de la Fédération des Ouvriers du Bois et du Bâtiment en regard de la baisse du Syndicat des Services Publics, par exemple, tous deux réputés combattifs? Il en va de même avec l'accroissement de la Fédération des Travailleurs du Commerce, des Transports et de l'Alimentation, réputée peu combative. En fait la différence au niveau des pratiques, entre ce que l'on qualifie généralement de syndicat combattif et de syndicat non combattif est, somme toute, fort aléatoire dans le contexte helvétique. En 1987, la Fédération des Travailleurs de la Métallurgie et de l'Horlogerie genevoise a vu ses effectifs croître de 10%, ce qui représente un gain important. Remontée après des années difficiles? Encore faut-il savoir comment sont acquis ces nouveaux

membres en cette période de crainte de perte de l'emploi dans le secteur à Genève. En outre le fait qu'une petite minorité de ces gains ait eu lieu parmi les employés d'industrie et les femmes nous semble également significatif. On peut rétorquer à toutes ces considérations que la baisse globale des effectifs syndicaux de l'industrie est proportionnellement inférieure, au cours des dix dernières années, à celle des occupés dans ce secteur. L'argument n'est pas réfutable, mais il élude des questions de fonds. Pour être clair, nous ne désirons pas poser ici le problème de ce que nous nommons la crise du syndicalisme ouvrier traditionnel en termes de quantités de cotisants, bien que l'on ne puisse nier l'importance de cette question. En effet, la fonction historique et humaniste du syndicat ne s'arrête pas à la seule quantité d'adhérents.

Sans entrer en matière sur la grave carence en termes d'implantation du syndicalisme dans le secteur tertiaire genevois, tant public qu'à plus forte raison privé, nous pouvons souligner les lacunes suivantes des organisations syndicales du canton, relativement à notre problématique générale:

* La sous-syndicalisation des femmes, qui représentent le 12% du total de l'industrie du canton en 1980 mais sont majoritaires dans l'important secteur horloger et le petit secteur textile, selon la publication sur les femmes à Genève du Service Cantonal de Statistique datant d'avril 1988.

* Le manque de réponse syndicale au problème du dualisme, que ce soit sur le plan général ou de l'entreprise. Il faut préciser que la moins grande des deux centrales syndicales de la place se penche sérieusement sur la question. Mais relativement à ce point, n'y a-t-il pas un danger dans le fait que les deux syndicats tendent à se partager le travail, l'un s'implantant toujours plus dans les secteurs défavorisés par le dualisme ambiant, l'autre dans ceux les moins défavorisés ou les plus favorisés? Quel est le risque de voir cette différence d'implantation se répercuter sur des divergences profondes de points de vue et de pratiques, approfondissant par là d'absurdes divisions syndicales déjà solidement enracinées? En dehors d'une pratique de collaboration systématique, factuelle et générale, des deux syndicats, il est permis de douter que ce problème ne trouve une issue favorable.

* Le fait, lié au précédent, que le travail au noir, le travail à domicile, le travail à temps partiel, le travail temporaire, le travail des handicapés, échappent largement au domaine des conventions collectives et aux interventions syndicales sur le plan routinier quotidien [malgré qu'un grand syndicat officie aujourd'hui dans le placement temporaire].

* La difficulté croissante, et également liée à la question du dualisme, à intégrer au syndicalisme la main-d'oeuvre étrangère autre que les immigrations traditionnelles et les frontaliers, composante de l'immigration qui tend à croître.

* La faible insertion parmi les employés de l'industrie.

* L'incapacité des syndicats à émettre des propositions de reconversion des productions foncièrement parasites, telles que l'armement, le nucléaire, certaine horlogerie ou bijouterie dont le luxe atteint des sommets absurdes, des produits répressifs [barreaux pour asiles et prisons, par exemple], etc, qui occupent une grande quantité d'actifs de l'industrie locale.

* L'acceptation sans provoquer de large débats syndicaux du travail de nuit dans des entreprises qui ne l'introduisent que pour des motifs économiques ou dits <<technologiques>>. A ce sujet soulignons que le large débat qui a eu lieu au sujet de l'introduction des accords signés entre le syndicat et la direction des établissements ETA à Marin [Neuchâtel] sur l'introduction du travail de nuit et de week-end n'a pas eu la pareille à Genève, dans des situations analogues, et surtout que ce débat a eu lieu contre la volonté des instances du syndicat concerné.

* Le mutisme quant aux machines fabriquées ou montées dans le canton et qui impliquent le travail de nuit ou en continu là où elles sont livrées.

* L'inexistence d'une intervention globale sur la question d'un salaire minimum interprofessionnel, préoccupation qui semble toutefois gagner certains syndicats aujourd'hui.

* Le vide quasiment généralisé relativement au travail d'explication, de vulgarisation et de revendication sur la question de l'électronification des processus de production, de l'informatisation du monde du travail, au delà d'articles de presse ou de conférences isolées.

* Le peu de prise en charge, à partir de l'introduction des technologies nouvelles dans le processus de production, de la question de l'organisation du travail et du profit que pourraient en tirer les travailleurs, ainsi que le manque de réponse aux modes de la <<culture d'entreprise>>, des <<cercles de qualité>>, de l'idéologie de la <<flexibilité>>, etc.

* Le black out qui est jeté a priori sur toute proposition de mise en place d'une régie publique de l'industrie. Ne serait-il pas possible, dans un tel cadre, de lancer des conceptions et productions industrielles qui enrichiraient le tissu local, dans de bonnes conditions salariales, d'organisation du travail et de formation permanente? Aborder la question induirait en outre à apporter des réponses aux lancinantes envolées de certains conseillers d'Etat et de certain patronat sur les nouvelles technologies et sur les petites et moyennes entreprises, solutions miracles aux maux de l'industrie. Ce serait également une tentative de répondre aux projets technocratiques tels que l'"Office pour le Développement de l'Economie Genevoise" [ODEG], la "Société Genevoise pour la Recherche Industrielle" [SGRI] ou la "Fondation pour l'Encouragement et le Financement de l'Innovation" [FEFI] qui, à supposer qu'ils aient un lendemain, n'ont pas pour préoccupation d'améliorer le sort des travailleurs.

* L'insuffisance non point d'un travail de solidarité internationaliste [que les syndicats pratiquent], mais d'un travail concret sur la question de l'enrichissement de la Suisse et de son importante <<aristocratie ouvrière>> grâce à la place financière et comme pendant au sous-développement. N'est-il pas symptomatique que lors du rachat des entreprises horlogères Piaget et Baume & Mercier par Cartier [et donc en partie par la multinationale sud-africaine Rembrandt] le principal syndicat de la branche a volontairement refusé d'expliquer aux travailleurs concernés qui se cache derrière le label Cartier? C'est d'autant plus surprenant que, quelques semaines après ce rachat, les syndicats organisaient une campagne de solidarité avec les travailleurs sud-africains contre l'apartheid. Trop souvent le mouvement syndical semble enclin à admettre la solidarité avec les travailleurs du Tiers Monde dans la stricte mesure où cela n'empiète pas sur ses bons rapports de partenariat avec le patronnat. Cette solidarité ressemble ainsi fréquemment à un discours de <<dimanche et jours de fête>>, en étant reléguée à un rôle de bonne conscience syndicale. Par ailleurs la problématique de la reconversion des productions d'armement ou de grand luxe est étroitement liée à ce point si elle est posée dans l'optique de modifier les liens économiques entre la Suisse et le Tiers Monde.

En mettant en avant ces différentes lacunes de l'activité des syndicats, nous ne désirons pas minimiser les questions essentielles du manque de démocratie dans les syndicats. Nous ne voulons pas non plus contourner le fait que celle-ci est probablement autant due à l'inertie politique générale, qu'à l'inertie d'une grande partie des syndiqués et qu'à la bureaucratie profondément enracinée dans ces organisations. Nous ne voulons point sous-estimer non plus le problème de l'attachement à la politique contre-productive du <<partenariat>> entre patronat et syndicats - dont la paix du travail n'est que le symptôme majeur. Mais ces treize points, tout en restant en deçà de ces réalités complexes, posent sans aucune prétention à l'exhaustivité des questions aiguës liées à ce que nous avons nommé la crise du syndicalisme ouvrier traditionnel tout au long de ces pages. C'est, en fin de compte, et pour reprendre les termes d'une publication du Syndicat Interprofessionnel des Travailleuses et des Travailleurs, de la "perte d'autonomie, d'action et de pensée" du mouvement syndical qu'il s'agit au travers de ces questions (1).

Que signifie le syndicat pour les post-industrialistes?

Ce que les post-industrialistes nomment le syndicat n'est autre qu'une organisation empreinte de corporatisme, intégrée à l'appareil d'Etat du capitalisme tardif, servant de courroie de transmission entre le patronat et la superstructure étatique d'une part et les personnes englobées dans le monde officiel du travail d'autre part. Organisations d'influence, structures d'information, ils n'auraient plus rien du rôle de défense des intérêts indépendants des travailleurs. Le syndicalisme ne risque-t-il pas à terme de se transformer en une telle institution s'il persiste à fonctionner au mépris de certains problèmes incontournables que pose le capitalisme tardif et que nous mentionnons ci-dessus?

C'est cette fonction intégratrice et consensuelle, habillée pour l'occasion du qualificatif de "post-industrielle", que proposent J.N. Rey et C. Roig dans le texte déjà cité dans ces pages et intitulé "Perspectives syndicales" qui conclut l'ouvrage "Syndicalisme au futur". "L'organisation syndicale (...) évolue vers un modèle de type cybernétique où les rapports d'information deviennent plus importants que les rapports de pouvoir. De machine de guerre, le syndicat devient une machine à influencer et à informer", écrivent les deux auteurs en parlant de "la nécessité de faire passer un nouveau discours syndical, vecteur d'une nouvelle culture politique". Laissons ici de côté le fait qu'il nous semble peu cohérent de séparer les rapports d'information des rapports de pouvoir. Soulignons par contre le fait que les deux auteurs en question résumant, sous des vocables post-industrialistes, l'image intégratrice traditionnelle que donne B. Kappeler du syndicalisme du futur. Ce secrétaire de l'Union Syndicale Suisse nous propose un syndicat qui serait un collaborateur plus spontané, un co-décideur de concert avec le patronat, un fournisseur de l'infrastructure indispensable aux négociations conventionnelles, un pourvoyeur de conseils juridiques, un organisme de contact avec le patronat et l'Etat. Le projet est paré des atours d'une distribution, "réglementée conventionnellement" précise B. Kappeler, d'actions des entreprises au personnel ainsi que du développement de l'habitat individuel mitoyen avec encouragement à la propriété (2). "Patrons et syndicats ne pourront plus se retrancher derrière leurs fonctions, traditionnellement différentes et opposées", ajoute un secrétaire de la Fédération des Travailleurs de la Métallurgie et de l'Horlogerie dans le même ouvrage. Sans vouloir donner dans la boutade, nous pouvons affirmer que, dans les trois cas mentionnés ci-dessus, nous avons affaire à un ersatz du discours <<capitaliste populaire>> de la classe dominante.

Le syndicalisme post-industriel comme excroissance du mythe consensuel et officiel de <<1291>>

Est-il dès lors étonnant de voir les syndicats participer pleinement à l'image que donne l'idéologie dominante helvétique de <<son>> histoire, de <<son>> monde consensuel, exempt de tout germe de réel conflit? Un des processus privilégiés de cette uniformisation idéologique de la réalité historique, passée et immédiate, consiste dans la réduction de l'histoire du pays et de ses luttes sociales à la formule <<1291 et maintenant>>, avec un grand plan uniforme entre les deux dates. Tout, dans cette conception, ressortit au mythe des trois petits cantons symbolisés par l'image des <<trois Suisses>>, bagarreurs mais indissociablement unis... "Personne ne se réclame de 1848. On se réclame, après comme avant, de l'esprit de 1291", commente P. Bichsel dans "La Suisse du Suisse". Ce n'est malheureusement pas qu'une image caricaturale. R. Ruffieux, enseignant dans les universités de Fribourg et de Lausanne, écrit ceci dans "La paix du travail: concertation... confrontation", ouvrage commémorant le cinquantième de la paix du travail: "Rapprocher l'événement [la paix du travail] du Pacte de 1291 ou du Covenant de Stans, comme le firent D. Lasserre ou G. Motta, n'est pourtant pas une simple figure de rhétorique" (3). Dans le même esprit un responsable de l'Université Ouvrière de Genève, lors d'une série de cours sur la paix du travail qui ont eu lieu en 1987, a fait un bref exposé

sur l'origine de cette convention en remontant très naturellement à 1291. C'est là une illustration de ce que nous entendons lorsque nous parlons de "perte d'autonomie de pensée" du syndicalisme; il s'agit de l'incapacité de se poser en rupture relativement aux schémas dominants.

Un autre exemple significatif de la perte d'autonomie idéologique des syndicats helvétiques nous est donné par la secrétaire syndicale R. Dreyfuss, cosignataire avec R. Schnyder de Wartensee d'un texte intitulé "Evolution et mutations des relations sociales". Commenant par la "référence à la bonne foi entre partenaires sociaux [qui] est la base indiscutable de la paix du travail", l'article se termine par le fait que toute conflictualité doit absolument se situer à l'intérieur du cadre délimité par le partenariat entre patrons et travailleurs et par les délibérations autour du tapis vert, faute de quoi l'on aboutirait à "des impasses désastreuses". Cette contribution se fonde sur l'exemple d'une étude prospective de la branche des arts graphiques, élaborée en 1971 par des représentants patronaux et des travailleurs. La partie citée de cette étude fait état des "intérêts matériels et idéaux communs dans des secteurs partiels déterminés, dans la disposition au dialogue et dans la volonté de régler des conflits qui surgissent sans recourir à la violence, dans le cadre d'un ordre juridique (bonne foi)" (4). Comment s'est concrétisée cette "bonne foi" dans la branche entre 1970 et 1988?

De 1970 à 1978, le nombre de postes de travail des arts graphiques a diminué en Suisse de près de 10000 unités. A Genève cette baisse a été d'environ 540 emplois, soit un peu moins du 16% des occupés de la branche. Parallèlement il y a eu une forte déqualification du travail, et donc une perte relative de salaires, une introduction de personnel à temps partiel et temporaire, une importante diminution des places d'apprentissage, une introduction massive du travail à l'écran sans aucun respect des normes ergonomiques de la Caisse Nationale d'Assurance en cas d'Accidents, une importante augmentation des cadences de travail et donc du stress [pour contrecarrer l'introduction de la semaine de 40 heures en 1979]. Lorsque récemment un grand quotidien de la place se prépare à déplacer son impression sur le canton de Vaud, il <<propose>> à ses collaborateurs, selon la bonne foi ambiante, de suivre ce déplacement. Or les frontaliers, bien présents dans l'entreprise, n'ont pas la possibilité légale de le faire. Quand un autre quotidien local est à l'origine de bruits nombreux et insistants, depuis plusieurs mois, sur une restructuration profonde de ses imprimeries, la direction refuse de fournir quelque précision que ce soit au personnel. Les informations ne seront données de "bonne foi" que lorsque tout sera décidé et joué, y compris le sort des travailleurs actuels. Enfin, au début de 1988, le Syndicat du Livre et du Papier et l'Union Suisse des Lithographes ont revendiqué, au niveau fédéral de la branche, l'application de l'article quatre de la Constitution [sur l'égalité entre hommes et femmes]. L'association patronale des arts graphiques a répondu en proposant d'aligner les salaires des hommes sur ceux largement plus bas des femmes, pour ne les réhausser qu'en fonction des annuités et sur plusieurs années. L'affaire, qui a donné lieu à un arrêt de travail dans toute la branche au niveau fédéral dans le courant du mois de juin 1988, a trouvé une conclusion mi-figue mi-raisin, mais en matière de "bonne foi" l'exemple est déjà édifiant (5).

Que l'idéologie dominante soit le promoteur de mythes aliénants, comme c'est le cas ici au travers de certains de ses représentants académiques, cela ne saurait que confirmer sa fonction première. Mais que des dirigeants syndicaux intègrent ceux-ci à leurs discours et à leurs pratiques, cela devient un signe des plus inquiétants mais aussi des plus significatifs quant au manque d'autonomie idéologique des syndicats. On ne peut évidemment pas critiquer le syndicat en tant que tel, sans aboutir à une touche de pessimisme plus générale. Sont organisées, dans ces institutions de défense des salariés, les couches les moins défavorisées des travailleurs; à de fort nombreuses exceptions près cela est indiscutable. Or c'est précisément aux travailleurs les moins défavorisés que s'adresse le discours paradoxalement humaniste et cynique que P. Bichsel a tenu devant le XXV^e congrès de la Fédération des Ouvriers du Bois et du Bâtiment, à Davos en automne 1987. "Nous ne sommes pas riches, mais nous vivions dans un pays riche et cette Suisse se comporte comme les riches (...), lançait-il aux congressistes. Nous sommes devenus un pays de riches dans lequel presque tous désormais se comportent comme les riches - indépendamment du fait de l'être ou non (...) Je parle du virus de la richesse qui est en nous tous, qui nous a privés de la solidarité, qui nous rend toujours plus incapables de penser de façon syndicale (...) Que pouvons-nous faire contre cette maladie qui occupe toujours plus notre pays sans laisser de place à autre chose?" (6).

La pauvreté, pendant nécessaire de la richesse helvétique, est en très grande partie à l'étranger, loin d'ici, bien cachée à nos yeux. Nous ne la voyons que comme un spectacle navrant, mais n'étant pas directement lié à notre condition, à notre société. Ainsi la place est d'autant plus libre pour les discours post-industrialistes intégrateurs qui, sur le plan syndical, ne sont en dernière instance que la relance du discours traditionnel sur la paix du travail et de l'égoïsme confiné aux frontières fédérales. D. Bell, dans "Vers la société post-industrielle", enterre "l'affrontement sur le lieu de travail entre patrons et ouvriers" (7). Il peut se prévaloir d'avoir bien des adeptes dans le mouvement syndical helvétique. Reste à savoir quel avenir le syndicat se prépare de cette manière... La peau de chagrin du tissu industriel genevois n'en serait-elle qu'un avant-goût ténu et douceâtre? Les problèmes qui nous attendent, en relation avec les treize points soulignés ci-dessus, ne risquent-ils pas d'être bien plus amers?

F. Nietzsche, dans "La généalogie de la morale", pose la question de l'autonomie créatrice des non dominants en termes d'aptitude à la négation: "(...) la morale des esclaves oppose dès l'abord un <<non>> à ce qui ne fait pas partie d'elle-même, à ce qui est différent d'elle, à ce qui est son <<non-moi>>: et ce non est son acte créateur" (8). En quoi pourrait bien consister l'acte créateur d'un syndicalisme qui s'ingérerait la morale dominante, qu'elle soit post-industrielle ou non? Celle-ci peut s'affirmer triomphalement elle-même, la détention des pouvoirs de décision lui permettent de s'auto-célébrer par autoritarisme ou par autosatisfaction. Mais un syndicat qui tente de s'affirmer par la célébration des valeurs de ses maîtres ne peut faire un triomphe. Tout au plus il peut mettre en scène une tragédie burlesque.

3. L'utopie totalitaire de J. Bentham et l'électronification du processus de production

L'incapacité dont font montre actuellement les syndicats à s'approprier une morale de refus des projets dominants pose un problème aigu. A terme cela risque de laisser les mains libres à la classe dominante dans la réalisation de son projet univoque quant à la mise en place du nouveau système technique. En disant cela nous ne nions pas le fait qu'il existe plus qu'un seul projet dominant relatif à l'application des technologies nouvelles. Nous pensons toutefois qu'il existe une logique historique fondamentale de recherche du profit par la classe dominante, qui préside à cette diversité de projets dans le capitalisme tardif. C'est pourquoi nous pensons pouvoir parler <<du>> projet technocratique dominant, sans postuler pour autant son unicité. L'utopie du "Panoptique" de J. Bentham (9), bien que datant de la fin du XVIII^e siècle, peut nous permettre de comprendre ce que signifie le projet technocratique dominant à l'époque de l'électronification des processus de production.

Dans le "Panoptique", lieu de travail à plusieurs destinations possibles que J. Bentham nomme lui-même une "maison d'inspection", tout le monde doit se croire surveillé à chaque instant, ce qui signifie que chacun doit pouvoir être effectivement surveillé à chaque instant. Placées sur le pourtour d'un édifice semi-circulaire, des cellules servent, selon la destination du bâtiment, à la détention de prisonniers, de psychiatisés ou d'assistés, à la formation d'élèves civils ou militaires, ainsi qu'au travail des ouvriers. Dans cette utopie, ces diverses catégories ont ceci de commun qu'elles doivent être économiquement "utiles", c'est-à-dire rentables donc travaillant. Les communications sont impossible entre les cellules individuelles [les parois de séparation se prolongeant en avant] et celles-ci font toutes face à la résidence de l'inspecteur qui se trouve au centre de l'édifice qui a une forme de demi-cercle. L'espace qui se trouve entre le centre-inspecteur [la résidence] et la périphérie-travailleurs [les cellules] doit rester vide afin que l'inspecteur puisse tout voir à l'oeil nu ou avec une longue-vue. Sur le côté extérieur de la circonférence du bâti chaque unité d'habitation-travail a une grande fenêtre protégée. Sur le côté intérieur, les barreaux ou grillages appliqués aux portes-fenêtres doivent être relativement fins, de sorte que l'inspecteur puisse voir dans les cellules depuis sa résidence. Les deux fenêtres livrent ainsi chaque cellule à la lumière du jour, ce qui permet de bien voir le <<locataire>>. La nuit, une lampe extérieure braquée sur chaque cellule garantit cette même visibilité [élément qui ne concerne pas les travailleurs libres]. La résidence centrale est dotée d'une grande fenêtre qui épouse la forme du bâtiment semi-circulaire. Quatre parois amovibles, dont la longueur totale correspond au diamètre de la résidence, sont disposées dans celle-ci, protégeant ainsi l'inspecteur des regards indiscrets des travailleurs, des élèves ou des forçats tout en ne l'empêchant pas d'exercer sa constante activité de surveillance. Chaque cellule est reliée à la résidence par un petit tube en métal, permettant ainsi des échanges oraux et confidentiels entre l'inspecteur et les internés. En outre chaque cellule est directement accessible, par sa porte-fenêtre qui se trouve du côté intérieur du demi-cercle. Le chauffage est distribué de manière semblable que dans les serres. Dans ce système la surveillance totale

des internés s'étend également aux gardiens à l'oeuvre. Enfin le dimanche et jours de fêtes religieuses la résidence centrale est transformée en autel illuminé à partir duquel la messe est donnée.

Cinq avantages plaidant en faveur de ce système sont mis en avant par J. Bentham:

a) l'omniprésence de l'inspecteur pour les forçats, les travailleurs ou les élèves est garante de l'efficacité de leur travail;

b) le contrôle total des gardiens par l'inspecteur est un facteur de rationalisation de leurs interventions;

c) La rapidité du contrôle, grâce à un simple coup d'oeil depuis le centre, que peuvent exercer les magistrats qui supervisent les lieux de détention leur permet de ne pas être trop nombreux, ce qui constitue autant d'économies pour l'Etat;

d) la surveillance totale dans un isolement individuel intégral rend le cachot inutile et les cellules sont prévues pour toute fonction de vie et de soins élémentaires: on économise ainsi bien de la place et donc de l'argent [seul le défolement musculaire demande un lieu supplémentaire];

e) la rentabilité de ces centres, peuplés d'internés-travailleurs, de travailleurs libres ou d'élèves payant un écolage, fait que l'établissement peut aisément être mis en gérance privée et participer ainsi de la libre entreprise.

Abstraction qui idéalise la toute-puissance de l'architecte pour résoudre les problèmes sociaux voire pour changer la société, ce projet est loin d'être un cas isolé en cette fin de XVIII^e-début de XIX^e siècles. En effet à la charnière des deux siècles ce genre d'utopies sont nombreuses, expression effrayante mais cohérente de la logique de la recherche du profit par un capitalisme en train de monter sur le trône, dans une société qui connaît un grand nombre de chômeurs, de vagabonds et d'autres marginaux. Nous ne désirons pas nous pencher ici sur les nombreux détails, fort intéressants au demeurant, que traite l'auteur du "Panoptique", ni sur l'origine et le contexte historiques précis de l'ouvrage, ni sur le fait que la France bourgeoise révolutionnaire [celle de 1791 et non celle des jacobins] a fait de J. Bentham un citoyen d'honneur, ni même sur l'influence des théories newtonienne, hygiéniste, fonctionnaliste et économique que révèle ce projet. Nous voulons plutôt nous attarder sur deux particularités du "Panoptique". D'une part il est souvent mais superficiellement connu, et pas seulement par des responsables de la répression psychiatrique ou policière. D'autre part il est à la fois très peu diffusé et très peu lu. C'est là une constante de l'histoire de cet ouvrage depuis sa première parution. Nous pouvons nous demander alors pourquoi il semble connaître un certain succès depuis quelques années.

Nous sommes d'avis qu'avec l'électronification des processus de production dans le cadre du capitalisme tardif, cette utopie se réactualise à quatre titres au moins:

a) La surveillance totale du travailleur, de ses rendements, de ses interruptions, de ses taux d'erreurs, de ses déplacements, de sa conduite à divers niveaux même, deviennent des choses aisées et de plus en plus banales avec les applications capitalistes de l'électronique. Nous avons

suffisamment traité la question dans ces pages pour ne point y revenir ici. Le "Panoptique" des systèmes de contrôle et de production dans l'entreprise passe ainsi du réel très difficilement applicable au réel aisément réalisable.

b) Les problèmes techniques insurmontables à l'époque de J. Bentham, tel que celui des communications entre l'inspecteur et les cellules [insoluble par la multiplication de dizaines voire de centaines de petits tubes, comme l'envisageait J. Bentham] deviennent des détails faciles à régler avec les télévisions en circuit fermé, les vidéos, les interphones, les ordinateurs. Pour des raisons similaires les limites personnelles [visuelles, de temps, etc] de l'inspecteur central ne posent plus de problèmes majeurs. De même toutes les contraintes architecturales du "Panoptique" sont dépassées du fait des acquis technologiques présents: plus besoin de la circularité du bâti, plus besoin du système lourd et complexe des structures isolantes.

c) Avec l'électronique, la réalisation du "Panoptique" devient d'autant plus aisée que, pour l'essentiel, les tâches les plus ingrates, d'un point de vue routinier ou d'un point de vue éthique, sont déléguées à la machine. Le responsable qui en tire des conséquences au niveau de l'organisation du travail et des travailleurs n'intervient qu'à la fin du processus. D'une part cela <<innocente>> d'autant le ou les surveillants centraux. D'autre part la machine, et donc la technologie, semble alors porter sa part de responsabilité, ce qui est tout à l'avantage de ceux qui détiennent le pouvoir de décision en matière de surveillance.

d) Enfin l'obsession utilitariste qui préside à l'utopie de J. Bentham ne nous renvoie pas seulement à l'application capitaliste de l'électronique dans les processus de production autant que dans les pratiques de consommation. Mais son utilitarisme intégral nous renvoie également à la puissante revalorisation des conceptions utilitaristes des sciences sociales à laquelle nous assistons aujourd'hui et, par là même, au post-industrialisme. Ce dernier n'est-il pas en effet une simple élévation au rang de discours scientifique du bon sens de l'apparence, dont l'utilitarisme implicite a pour but de justifier le système social en place, le statu quo?

Les nouvelles technologies n'ont pas de vertus en elles-mêmes. Pour les travailleurs elles sont soit ce qu'ils en font, soit ce qu'ils en laissent faire. Le "Panoptique" n'est considéré ici que comme le reflet symbolique d'un projet dont la réalisation est lente, pleine d'accrocs, de contradictions et de contretemps. Le syndicalisme intégré à l'idéologie dominante, traditionnellement ou post-industriellement, risque d'adoucir ces accrocs, d'occulter ces contretemps, d'aider à résoudre ces contradictions à l'avantage de la classe dominante. Le cas échéant, des formes totalitaires de capitalisme tardif risqueraient de devenir actuelles...

Notes et références bibliographiques de la partie VI
[Conclusion générale]

(1) Confédération Romande du Travail et Syndicat Interprofessionnel des Travailleuses et Travailleurs, *Paix du travail: mythes, réalités et enjeux*, C.R.T.-S.I.T., Genève, 1988, p. 84 [publication tenant lieu de bulletin de la C.R.T. n° 75 et S.I.T.-Informations n° 49].

(2) J.N. Rey et C. Roig in C. Roig et alii, *op. cit.*, p. 225;

B. Kappeler, *Rôle économique et social - Perspectives 1987-2037* in ouvrage collectif, *Paix du travail: concertation... confrontation*, Rencontres Suisses, Lausanne 1987, pp. 34 à 36.

C. Thommen, *Le rôle des travailleurs et des syndicats* in idem, p. 49.

(3) P. Bichsel, *op. cit.*, p. 20;

R. Ruffieux, *Les expériences du passé* in ouvrage collectif, *Paix du travail: concertation... confrontation*, *op. cit.*, p. 12.

(4) R. Dreyfuss et R. Schnyder de Wartensee, *Evolutions et mutations des relations sociales* in idem, pp. 65 à 76;

(5) Ligue Marxiste Révolutionnaire, *Arts graphiques: syndicat de combat ou résignation et défaite*, L.M.R., Lausanne, 1980;

Office Fédéral de la Statistique, *recensements fédéraux de la population et des entreprises*;

J.-P. Boilat, *Industrie graphique: la rupture et l'unité* in *La Brèche*, bimensuel cité, 15 avril 1988.

(6) P. Bichsel, *Il virus della ricchezza* in hebdomadaire *Agorà*, organe de la Fédération des Colonies Libres Italiennes en Suisse, Zurich, dir: G. Cretti, 14 octobre 1987, discours tenu devant le XXVè congrès de la Fédération des Ouvriers du Bois et du Bâtiment, Davos, septembre 1987.

(7) D. Bell, *Vers la société post-industrielle*, *op. cit.*, p. 169.

(8) F. Nietzsche, *La généalogie de la morale*, *op. cit.*, p. 45.

(9) cf J. Bentham, *Panopticon*, Marsilio Editori, Venise 1983.

VIII. BIBLIOGRAPHIE

Remarque: Toutes les citations tirées d'ouvrages mentionnés ci-dessous dans une autre langue que le français sont reportées en français dans le texte et ont été traduites par nos soins.

1. Livres et documents non périodiques

T. Adorno et M. Horkheimer, *La dialectique de la Raison*, Gallimard, sans mention de ville, 1974.

C. Aldegheri et alii, *Immagini del post-moderno. Il dibattito sulla società post-industriale et l'architettura*, Cluva, Venezia, 1983.

R. Aron, *La società industriale*, Edizioni di Comunità, Milano, 1965.

J. Baudrillard, *Modernité* in *Encyclopaedia Universalis*, Paris, 1985, vol. 12.

D. Bell, *Les contradictions culturelles du capitalisme*, P.U.F., Paris, 1979.

D. Bell, *Vers la société post-industrielle*, Laffont, Paris, 1976.

H. Belloc, *The Servile State*, T.N. Foulis, London & Edinburgh, 1913.

W. Benjamin, *Essais*, Denoël/Gonthier, Paris, 1983.

J. Bentham, *Panopticon*, Marsilio Editori, Venezia, 1983.

P. Bichsel, *La Suisse du Suisse*, La Cité Editeur, Lausanne, 1970.

D. Biedermann et alii, *Regards sur l'économie genevoise*, Eco'Diagnostic, Genève, 1988.

Y.-A. Bois, *Modernisme et post-modernisme* in *Encyclopaedia Universalis*, volume *Les enjeux*, Paris, 1985.

S. Borner et F. Wehrle, *Die Sechste Schweiz*, Orell Füssli, Zurich, 1984.

J. Bouveresse, *Rationalité et cynisme*, Editions de Minuit, Paris, 1984.

G.M. Bravo, *Les socialistes avant Marx*, François Maspéro, Paris, 1970.

J. Brunhes, *La géographie humaine*, P.U.F., Paris, 1956.

Z. Brzezinski, *La révolution technétronique*, Calmann-Lévy, Paris, 1971.

E. Carr, *Qu'est-ce que l'histoire?* *La Découverte*, Paris, 1988.

Chambre de Commerce et d'Industrie de Genève, *Coming and living in Geneva*, C.C.I.G., Genève, 1984.

W. Christaller, *Le località centrali della Germania meridionale*, Franco Angeli, Milano, 1980.

C. Clark, *Les conditions du progrès économique*, P.U.F., Paris, 1960.

D. Clark, *Post-Industrial America. A Geographical Perspective*, Methuen, New York & London, 1984.

A. Colombo, *La società del futuro. Saggio utopico sulle società post-industriali*, Dedalo Libri, Bari, 1978.

A. Comte, *Principes de philosophie positive*, J.B. Baillères & Fils, Paris, 1868.

X. Comtesse et P. Cordey, Place neuve à l'informatique, Le Concept Moderne, Genève, 1984.

A. Cunha et J.-B. Racine, Le rôle des services aux entreprises dans une société post-industrielle: technologies nouvelles et décentralisation, polycopié, université de Lausanne, 1984.

P. Dembinski et alii, Regards sur l'économie genevoise, Eco'diagnostic, Genève, 1988.

Département de l'Economie Publique et Office pour la Promotion de l'Industrie, Genève site privilégié pour les activités de hautes technologies, nos 10 atouts, D.E.P. et O.P.I., Genève, sans mention de date.

J. Dreher, Les petites et moyennes entreprises dans leurs relations avec les banques, Crédit Suisse, sans mention de ville, 1980.

A. Einstein et L. Infeld, L'évolution des idées en physique, Payot, Paris, 1981.

F. Engels, La situation de la classe laborieuse en Angleterre in K. Marx et F. Engels, Oeuvres Choieses, Editions du Progrès, Moscou, 1970, tome 3.

F. Engels, Ludwig Feuerbach et la fin de la philosophie classique allemande, Editions Sociales, Paris, 1976.

Erasmus da Rotterdam, Elogio della pazzia, Einaudi, Torino, 1984.

Fédération des Travailleurs de la Métallurgie et de l'Horlogerie, Le travail des femmes dans l'horlogerie, Grounauer, Genève, 1979.

P. Feyerabend, Contre la méthode; esquisse d'une théorie anarchiste de la connaissance, Seuil, Paris, 1979.

A. Fisher, Progrès économique et sécurité sociale, Librairie de Médecis, Paris, 1945.

J. Fourastié, La grande métamorphose du XX^e siècle, Presses Universitaires de France, Paris, 1961.

P. George, Dictionnaire de la Géographie, Presses Universitaires de France, Paris, 1974.

P. George, Fin de siècle en Occident. Déclin ou métamorphose? Presses Universitaires de France, Paris, 1982.

B. Gille et alii, Histoire des techniques, Gallimard, Tours, 1978.

A. Gorz, Addio al proletariato. Oltre il socialismo, Lavoro, Roma, 1982.

B. Guggenberger, Sein oder Design. Zur Dialektik der Abklärung, Rotbuch, Berlin, 1987.

G. Gurvitch, Les cadres sociaux de la connaissance, Presses Universitaires de France,

J. Habermas, Les discours philosophiques sur la modernité, Gallimard, Paris, 1988.

E.T. Hall, La dimension cachée, Seuil, Paris, 1978.

M. Heidegger, Les chemins qui ne mènent nulle part, Gallimard, Saint-Amand, 1987.

Z. Hegedus, Il presente e l'avvenire. Nuove pratiche e nuova rappresentazione sociale, Franco Angeli, Milano, 1985.

F. Hegel, La Raison dans l'histoire, 10/18, Paris, 1965.

C. Hussy, Centre et marge: le concept de position en géographie, polycopié, université de Genève, département de géographie, décembre 1985.

A. Huxley, Le meilleur des mondes, Plon, Paris, 1963.

P. Jeanneret, L'emploi tertiaire dans l'industrie suisse 1970-1981, Groupe d'Etudes Economiques de la faculté de droit et des sciences économiques de l'université de Neuchâtel, Neuchâtel, 1983.

M. Kundera, L'insoutenable légèreté de l'être, Gallimard, Saint-Amand, 1984.

P. Lafargue, Le droit à la paresse, François Maspéro, Paris, 1982.

P. de Laubier, La politique sociale dans les sociétés industrielles. 1800 à nos jours, Economica, Paris, 1984.

T. di Lampedusa, Il gattopardo, Feltrinelli, Milano, 1986.

D.S. Landes, Prometeo liberato, Einaudi, Torino, 1978.

H. Lefèbvre, Le matérialisme dialectique, P.U.F., Paris, 1962.

F. Léger, Fonctions de la peinture, Denoël, Paris, 1984.

V. Lénine, L'impérialisme stade suprême du capitalisme, Editions en Langues Etrangères, Pékin, 1969.

S.A. Lewinson, L'esprit nouveau dans l'industrie, Librairie Félix Alcan, Paris, 1930.

G.C. Lichtenberg, Aphorismes, Denoël, Paris, 1985.

Ligue Marxiste Révolutionnaire, Arts graphiques: syndicat de combat ou résignation et défaite, L.M.R., Lausanne, 1980.

J. Lojkine, Le marxisme, l'Etat et la question urbaine, Presses Universitaires de France, Vendôme, 1977.

K. Lorenz, L'agression. Une histoire naturelle du mal, Paris, Flammarion, 1968.

J.-F. Lyotard, La condition post-moderne, Editions de Minuit, Paris, 1979.

C. Malaparte, La Pelle, Mondadori, Milano, 1982.

E. Mandel, Le troisième âge du capitalisme, 10/18, Paris, 1976.

H. Marcuse, L'homme unidimensionnel, Editions de Minuit, Paris, 1968.

K. Marx, Le Capital, Editions Sociales, Paris, 1977.

K. Marx, Grundrisse, Anthropos, Paris, 1975.

K. Marx, Misère de la philosophie, Editions Sociales, Paris, 1977.

K. Marx et F. Engels, L'idéologie allemande, Editions Sociales, Paris, 1982.

K. Marx et F. Engels, Manifeste du parti communiste, Editions en Langues Etrangères, Pékin, 1970.

D. de Masi et alii, L'avvento post-industriale, Franco Angeli, Milano, 1985.

P. Messine, Liberté, égalité, modernité. Promesses et menaces de la modernisation, La Découverte, Paris, 1985.

A. Moles, Psychologie du kitsch, Gonthier, St-Amand, 1976.

S. Moscovici, Essai sur l'histoire humaine de la nature, Flammarion, Evreux, 1977.

J. Nagels, Travail collectif et travail productif dans l'évolution de la pensée marxiste, Université de Bruxelles, Bruxelles, 1974.

J. Naisbitt, Megatrends, Sperling & Kupfer, Milano 1984.

F. Nietzsche, Ainsi parlait Zarathoustra, Gallimard, Mesnil, 1942.

F. Nietzsche, La généalogie de la morale, Gallimard, St-Amand, 1983.

F. Nietzsche, Le voyageur et son ombre, Denoël/Gonthier, St-Amand, 1979.

F. Nietzsche, Par delà bien et mal, Gallimard, Saint-Amand, 1983.

S. Nora et A. Minc, L'informatisation de la société, Seuil, Paris, 1978.

- C. Offe, *Lo stato nel capitalismo maturo*, Etas Libri, Milano 1984.
- Office pour la Promotion de l'Industrie, *Coup d'oeil sur l'industrie genevoise*, O.P.I., Genève, 1984.
- G. Orwell, 1984, Gallimard, Paris, 1950.
- Ouvrage collectif, *Paix du travail: concertation... confrontation*, Rencontres Suisses, Lausanne, 1987.
- A.J. Penty, *Old World for New: A Study of the Post-Industrial State*, George Allen & Unwin, London, 1917.
- A.J. Penty, *Post-Industrialism*, George Allen & Unwin, London, 1922.
- L. Pirandello, *Sei personaggi in cerca d'autore*, Arnoldo Mondadori, sans mention de ville, 1944.
- P. Portoghesi, *Au delà de l'architecture moderne*, L'Equerre, Paris, 1981.
- L.J. Prieto, *Pertinence et pratique*, Editions de Minuit, Paris, 1975.
- C. Raffestin, Genève, *essai de géographie industrielle*, Imprimerie Bussière, Saint-Amand-Montrond, 1968.
- C. Raffestin, *Pour une géographie du pouvoir*, Litec, Paris, 1980.
- C. Raffestin et M. Bresso, *Travail, espace, pouvoir*, L'Age d'homme, Lausanne, 1979.
- D. Riesman et alii, *L'abondance à quoi bon?*, Laffont, Paris, 1964.
- C. Roig et alii, *Syndicalisme au futur / Gewerkschaften im Wandel. Loisirs et Pédagogie*, Lausanne, 1986.
- P. Rossel et alii, *Demain l'artisanat?* Presses Universitaires de France et Cahiers de l'Institut Universitaire d'Etudes du Développement, Paris et Genève, 1986.
- A. Rossi, *La décentralisation urbaine en Suisse*, Presses Polytechniques Romandes, Lausanne, 1983.
- E. Rossi, *Abolire la miseria*, Laterza, Bari, 1977.
- J. Ruskin, *Les sept lampes de l'architecture*, Denoël, Paris, 1987.
- P. Salama et J. Vallier, *Une introduction à l'économie politique*, François Maspéro, Paris, 1974.
- J. Schumpeter, *Capitalisme, socialisme, démocratie*, Payot, Paris, 1984.
- Schweizerische Handelszeitung, *Wer übernahm wen? Firmenübernahmen, Fusionen und Beteiligungsabkommen 1977 - 1987*, Schweizerische Handelszeitung, Zurich, 1988.
- M. Serres, *Le parasite*, Grasset, Paris, 1980.
- P. Sloterdijk, *Critique de la raison cynique*, Bourgois, Paris, 1987.
- A. Smith, *Recherches sur la nature et les causes de la richesse des nations*, Gallimard, St-Amand, 1976.
- Société de Banque Suisse, *Les fusions d'entreprises en Suisse de 1973 à 1985*, S.B.S., sans mention de ville, 1987.
- O. Spengler, *L'homme et la technique*, Gallimard, St-Amand, 1958.
- J. Steinauer, *L'horlogé flétrie*, Editions d'En Bas, Lausanne, 1984.
- H. Stetter, *L'exportation du swiss made*, P.-M. Favre, Lausanne, 1981.
- Symposium des 28 et 29 avril 1986, *Eurêka: l'Europe technologique*, synthèse publiée par le Journal de Genève [tiré à part], Genève, 1986.
- Syndicat des Services Publics, *Conditions de travail et informatisation à l'université*, S.S.P., Genève, 1987.
- J. Testart, *L'oeuf transparent*, Flammarion, St-Amand, 1986.

J.H. von Thünen, L'Etat isolé en relation avec l'agriculture et l'économie nationale. Première partie: Recherches sur l'influence que le prix des grains, la richesse du sol et les impôts exercent sur les systèmes de culture, Guillaumin et Cie Libraires, Paris, 1851; deuxième partie: Le salaire naturel et son rapport au taux de l'intérêt, Librairie de Guillaumin et Cie Editeurs, Paris, 1857.

A. Toffler, La 3ème Vague, Denoël/Gonthier, Paris 1980.

F. Torres, Déjà vu. Post et néo-modernisme: le retour du passé, Ramsay, Paris, 1986.

A. Touraine, La société post-industrielle, Denoël/Gonthier, Paris, 1969.

B. Turner, L'industrialismo, Franco Angeli, Milano, 1978.

Union de Banques Suisses, L'industrie horlogère suisse, U.B.S., Zurich, 1986.

Union des Industriels en Métallurgie, Il y a un monde à découvrir dans la métallurgie genevoise, U.I.M., Genève, 1985.

G. Vattimo, La fine della modernità. Nichilismo ed ermeneutica nella cultura post-moderna, Garzanti, Milano, 1985.

J.D. Warnier, L'homme face à l'intelligence artificielle, Les Editions d'Organisation, Paris, 1984.

J. Wassermann, Leonardo da Vinci, Garzanti, Milano, 1982.

L. Wittgenstein, Tractatus logico-philosophicus, Einaudi, Torino, 1968.

C. Wright Mills, Les cols blancs, Maspéro, Paris 1970.

2. Périodiques

Aspects statistiques, périodique non régulier du Service Cantonal de Statistique, Genève, sans mention de dir.

Bulletin de la Banque Nationale Suisse, trimestriel, sans mention de dir., Zurich.

Bulletin de la Confédération Romande du Travail, périodique non régulier de la Confédération Romande du Travail, Genève, sans mention de dir.

Bulletin de l'Union des Petites et Moyennes Industries de la Métallurgie, annuel, Genève, sans mention de dir.

Cahiers du Crédit Suisse, périodique non régulier du Crédit Suisse, sans mention de ville, sans mention de directeur.

Etudes et documents, périodique non régulier du Service Cantonal de Statistique, Genève, sans mention de dir.

Entreprise Romande, hebdomadaire de la Fédération des Syndicats Patronaux, Genève, dir. D. Fleck.

Geographica Helvetica, trimestriel de la Société Suisse de Géographie et de la Société Suisse de Géographie et d'Ethnographie, Zurich, dir. E. Spiess.

I Diritti del Lavoro, hebdomadaire de la Chambre du Travail du Canton du Tessin, Lugano, sans mention de dir.

Journal de Genève, quotidien, Genève, dir. J. Audemars.

La Brèche, bimensuel de la Ligue Marxiste Révolutionnaire puis du Parti Socialiste Ouvrier, Lausanne, dir. C.-A. Udry.

La Lutte Syndicale, hebdomadaire de la Fédération des Travailleurs de la Métallurgie et de l'Horlogerie, Berne, dir. P. Schmid.

La recherche et le développement dans l'économie privée en Suisse, rapports de l'Union Suisse du Commerce et de l'Industrie sur les enquêtes du Vorort avec la collaboration de l'Office Fédéral de la Statistique, Zurich, dir. K. Moser.

La Revue Polytechnique, mensuel, Genève, dir. M. Meichtry.

La Tribune de Genève, quotidien, Genève, dir. H. Kobel.

Le Mois Economique et Financier, mensuel de la Société de Banque Suisse, Bâle, sans mention de dir.

Le Monde, quotidien, Paris, dir. A. Fontaine.

Le Monde Diplomatique, mensuel, Paris, dir. C. Julien.

L'Espresso, hebdomadaire, Milan, dir. G. Valentini.

Les principales entreprises de Suisse, publication annuelle de l'Union de Banques Suisses, Zurich, sans mention de dir.

Les Temps Modernes, mensuel, Paris, dir. C. Lanzmann.

L'Hebdo, hebdomadaire, Lausanne, dir. J. Pillet.

Piazza, bimestriel, Bâle, dir. collective.

Rapport annuel du comité et du conseil de l'Association Suisse des Constructeurs de Machines, Zurich.

Reflets de la Radio-TV Romande, hebdomadaire de la Société pour le Développement de l'Economie Suisse, Genève, sans mention de dir.

Revue Economique et Sociale, trimestriel de la Société d'Etudes Economiques et Sociales, Lausanne, dir. A. Jenny, P. Gaetschin et P. Milliet.

Revue Syndicale suisse, trimestriel de de l'Union Syndicale Suisse, Berne, dir. M. Roquancourt.

Schweizerische Handelszeitung, Die grössten Unternehmen der Schweiz, annuel, Zurich, sans mention de dir.

S.I.T.-Informations, périodique non régulier du Syndicat Interprofessionnel des Travailleuses et Travailleurs, Genève, sans mention de dir.

Swiss Quality Products, biannuel, Lausanne, dir. M. de Senarclans.

3. Cours et conférences

P. Bichsel, Il virus della ricchezza in hebdomadaire Agorà, organe de la Fédération des Colonies Libres Italiennes en Suisse, Zurich, dir. G. Cretti, 14 octobre 1987, discours tenu devant le XXV^e congrès de la Fédération des Ouvriers du Bois et du Bâtiment, Davos, septembre 1987.

J.D. Delay, L'avenir du syndicat, conférence tenue dans le cadre d'une assemblée du Syndicat des Services Publics à l'université, 16 mars 1988.

M. Fricch, discours aux Huitièmes journées littéraires de Soleure in quotidien Journal de Genève supplément du Samedi Littéraire, dir. J. Audemars, 24 mai 1986.

J.-P. Keller, Aspects de la civilisation de l'image, cours de sociologie de l'art, université de Genève, département d'histoire de l'art, année académique 1987-1988.

C. Raffestin, cours de géographie sociale, université de Genève, département de géographie, année académique 1979-1980.

4. Sources statistiques

Office Fédéral de la Statistique, Annuaire Statistique de la Suisse.

Office Fédéral de la Statistique, recensements fédéraux des entreprises.

Office Fédéral de la Statistique, recensements fédéraux de la population.

Service Cantonal de Statistique, Annuaire Statistique Genevois.

Société pour le Développement de l'Economie Suisse, Miroir statistique de la Suisse.

INDEX DES AUTEURS

- Adorno T. 66
- Aldegheri C. 63
- Baugé F. 66
- Baudrillard J. 50,154
- Bell D. 64,66-69,73,74,85-87,90,99,106,119,130,132,162,171,177,193
- Belloc H. 67-71,113,170,172
- Benjamin W. 47,50
- Bentham J. 71,89,186,194-196
- Bichsel P. 102,191,193
- Boilat J.-P. 192
- Bois Y.-A. 154
- Borner S. 108
- Boschetti P. 172,173
- Bosshard A. 102
- Bouveresse J. 53,92,93
- Brzezinski Z. 65,171
- Brunhes J. 11
- Bresso M. 12,84,98
- Carr E. 86
- Carlini F. 91
- Cassiodore F. 48
- Cattaneo M. 108
- Chiarelli B. 116
- Christaller W. 134
- Clark C. 70,77,78,79,85
- Clark D. 65,66
- Colombo A. 68,169
- Comte A. 11
- Comtesse X. 130,174
- Coomaraswamy A.K. 67,68,71
- Cordey P. 130,174
- Cuénod M. 100
- Cunha A. 79,96
- Curtat R. 143,152
- Dahrendorf R. 70
- Delamuraz J.-P. 100
- Delley J.D. 111
- Dembinski P.H. 79
- Dentan P.-E. 163
- Descartes 93
- Dreher J. 144
- Dreyfuss R. 159,160,192
- Ebel M. 19
- Eggly J.-S. 100

Einstein A. 97
 Enderle G. 172,173
 Engels F. 8,94,132,172
 Erasme de Rotterdam 186
 Etzioni A. 63
 Fehlmann R. 174
 Feyerabend P. 45
 Fisher A. 70,77,79,85
 Ford H. 71,86,173
 Fourastié J. 19
 Frehner W. 16,17
 Frisch M. 21,172,173,175,176
 Galilée 2,93
 George P. 135,165
 Gerassi J. 66
 Gorz A. 69,70,73,74,84,99,100,106,113,138,171
 Gille B. 6,112-115
 Grégoire XIII 91
 Gremaud R. 100,175
 Guggenberger B. 161
 Gurvitch G. 101
 Habermas J. 48-49,64
 Hayek F.A. 172
 Hegedus Z. 129,178
 Hegel F. 54,131
 Heidegger M. 55,64
 Horkheimer M. 66,77
 Hussey C. 118
 Huxley A. 71
 Infeld L. 97
 Jeanneret P. 95
 Jeannet A. 96,105
 Kappeler B. 191
 Keller J.-P. 117
 Köhler M. 63
 Krill M.-J. 148
 Kundera M. 62
 Lafargue P. 69,73,94,171
 di Lampedusa T. 7
 Landes D.S. 52
 Lasserre V. 144
 de Laubier P. 172
 Lederray J.-L. 100
 Lefèbvre H. 11
 Léger F. 50
 Lénine V. 131,136
 Léonard de Vinci 15,16
 Lewinson S.A. 19
 Lichtenberg G.C. 11,43,115

Lojkine J. 135
 Ludwig B. 144,176
 Lyotard J.-F. 63,64,94,129,154
 Machiavel N. 49
 Malaparte C. 2
 Malévitch K. 58,60,61
 Mandel E. 84,156,164,177,178
 Marcuse H. 5,118,154-156
 Marien M. 68
 Marx K. 8,12,13,54,55,70,80,81,86,94,132,155,162
 de Masi D. 68,178
 Messine P. 175
 Minc A. 133,154,165
 Moles A. 7,62
 Moscovici S. 10,85,114,115
 Nagels J. 81,82
 Naisbitt J. 111,130
 Nicod A. 144,176
 Nietzsche F. 2,7,8,10,64,65,94,154,157,193
 Nora S. 133,154,165
 Offe C. 178
 Orwell G. 71
 Penty A.J. 63,64,67-73,85,94,98,133,137,156,170
 Perrault J. 63
 Pirandello L. 15-18
 Portoghesi P. 48
 Prieto L.J. 4,43
 Proudhon P.J. 70
 Racine J.B. 79,96
 Raffestin C. 8,12,15,16,53,84,98,153
 Raphaël 58,60,61
 Reichenbach F. 102
 Rey J.N. 161,191
 Riesman D. 12,67-69,73
 Roig C. 19,161,191
 Rossel P. 57,153
 Rossi A. 108,141,142
 Rossi E. 172
 Roth J.-J. 172-173
 Rousseau J.-J. 93
 Ruffieux R. 191
 Ruskin J. 67,71,72
 de Saint Simon H. 94
 Salama P. 156
 Scherer A. 102
 Schmid P. 96
 Schnyder de Wartensee R. 192
 Schumpeter J. 179
 Schwimann H. 164

Second G.-O. 118
Serres M. 15,97,112,115
Sloterdijk P. 53
Smith A. 84,85
Speiser A.P. 105
Spengler O. 93,94
Steinauer J. 23
Stepczynski M. 101,153
Stetter H. 108
Taylor F.W. 71,86,173
Testart J. 115
Thommen C. 191
von Thünen J.H. 21
Tingueli J. 52
Toffler A. 69,73,74,118,130,161,164,171
Torres F. 68
Touraine A. 68,69,73,74,130,162,173,178
Toynbee A. 63,67,68
Turani G. 116,117
Turner B. 47
Udry C.A. 99
Vallier J. 156
Vattimo G. 54,55,64
Visconti L. 61
Voltaire 93
Vuillomenet H. 19
Walz F. 140-142
Warnier J.D. 57
Wassermann J. 15
Wehrle F. 108
Wittgenstein L. 149
Wright Mills C. 96,97,131

INDEX SYNTHETIQUE DES PRINCIPAUX CONCEPTS ET NOTIONS

- Aliénation 5,13,48,84,92,115,118,131,132,138,171,173,179
- Artisanat 57,69,70,86,133,137,139,149-154
- Automatisation 48,84,87,90,91,116,117,151,154-157,162-164,169-171,
173,177
- Capitalisme 5,7,19,47-55,71,74,80,81,86,93,96,97,115,119,134,136,138,149,
156,171-179,186,190,194
- Classe sociale 90,92,98,99,129-132,144,157,162,169,171
- Centralité/centralisation 133-138,141,143,163
- Cols blancs 96,97,113
- Concentration 133-138,143,147,148,163,164
- Connaissance 92,93,98,112,130
- Contact à la matière/à la machine 57,85,89,113-119,128,150,151,164
- Crise du syndicalisme/des valeurs syndicales 111,162,187,188,190
- Culture 10,11,56,60,84,98,134,164
- Dualisme 99,111,113,170,171,173,179,188
- Electronification des processus de production 70,86,91,171,173,189,
194,195
- Flexibilité 17,91,144,153,161,176,189
- Fordisme 71,86-91,173
- Formation 99-109,111,130,145
- Histoire naturelle 10,13,56
- Humanisme 7,53,63,85,94,138
- Ideologie 4,14,18,40,43,49,51,118,132,140
- Ideologie du <<post->> 3,7,15,53,55,61,74,90,116,150,151,176,179,186
- Individu/individualisme 80,85,86,89,92,153
- Industrialisme 47,48,50,94,112,119,137,145,150,155,162,171,173
- Industrie 8,11,19,47,48,51,52,77,86,115,132
- Information 17,78,79,92,93,97-99,112,115,129,130,132,149,191
- Kitsch 7,58,61,62,72,85,93,116,150
- Machinisme 71,87,89,117,154,155,157,162,171,196
- Mode de production 13,14,16,80,115,130,156,162,178
- Moderne 48-52,49,67
- Modernité 17-19,47-55,57,67,118,132,137
- Nature 10-14,49,53,14,52,55-57,60,61,85,93,94,98,114-116,118,134
- Nature cybernétique 114,115,118
- Nature historique 8,10,11,13,56,98
- Nouveau système technique 95,100,101,112-114,118,128,138,145,154,
164,165,187
- Objectivité/objet 2,4,14,15,16,21,43,45,85,92,140
- Occident/occidental 48,50,52,63,109
- Organisation du travail 73,86,87,90-92,99,100,107,108,118,159,169,
170,173,186,189

Panoptique 71,89,186,194-196
 Petite et moyenne entreprise 35,36,42,121,126,127,137-149,163,164,
 176,189
 Planification 177,178
 Positivisme 45,50-52,57,86,118,132,134
 Post-industrialisme 2-8,18,64-73,79,84,85,90-96,99,100,109,110,132-138,
 145,154,156,161,171-178,190,191,196
 Post-modernité 18,47,53-55,63-68,94,132
 Pouvoir 2,3,8,12-14,49,90,92,93,115,133-135,138,157,162,164,171-178,191
 Praxis 11-13,16,43,66,98,131
 Productivité/productif 19,70,78-81,84,95,96,117
 Profit 5,47,48,51,89,93,131,156,157,171,178,194,195
 Progrès 48,51,64,93
 Rapport homme-nature voir Nature
 Rapport à la matière/à la machine cf Contact à la matière/
 contact à la machine
 Rapports de production 12-14,132,156
 Recherche et développement 19,81,94,113,119-121,126-129,177
 Savoir/savoir-faire 43,47,85,90,92-94,98,112,130,132
 Sciences sociales/sciences de l'homme 6,7,11,13,15,16,21,43,50,61,66,116,
 133,196
 Taylorisme 71,86-91,173
 Technologie 5,49,52,90,92,94,99-101,108,114-118,129,130,138,139,154,
 164,165,196
 Territoire/territorialité 3,4,8,10,12,14-16,56,113,132,135,164,179
 Travail 11-13,79-81,84,87,88,95,97-99,106,108,130,153-157,162,173,176
 Travailleur 78,80,81,85,88,90,96,98,99,109,111,117,129,144,172,176,188,
 189,195
 Utopie 12,15,53,61,171

TABLE DES TABLEAUX

Abréviations utilisées dans les tableaux statistiques	p. 1
1. Canton de Genève: structure du commerce extérieur, en 1982, en 1984 et en 1986 [importations, exportations et solde] en millions de francs aux prix courants, selon l'emploi des marchandises.	24
2. Canton de Genève: emplois à plein temps, état et évolution de 1955 à 1985 et emplois à temps partiel, état et évolution de 1975 à 1985	25
3. Remarques pour la lecture des tableaux 2 et 4	26
4. Canton de Genève: entreprise, état et évolution de 1955 à 1985	28
5. Canton de Genève: entreprises et personnes occupées à plein temps, en 1955 et 1985, état et évolution, par groupes de branches industrielles	35
6. Canton de Genève: personnes occupées étrangères, pour certaines catégories de branches, état et évolution de 1960 à 1987, selon le statut [permis A, B, C, frontaliers et internationaux]	37
7. Canton de Genève et Suisse: salaires moyens des ouvriers et des employés, de 1980 à 1986, par catégories, selon le sexe, en francs aux prix courants	38
8. Idem aux prix constants [septembre 1977 = 100, septembre à décembre 1977 = 100.15]	38
9. Ebauche de typologie des fonctions productives et improductives	82
10. Canton de Genève: estimation du travail productif à plein temps et à temps partiel, 1975 et 1985, établissements et personnes occupées par groupes d'activité	83
11. Industrie suisse: personnes occupées selon l'échantillon des enquêtes du Vorort de l'Union Suisse du Commerce et de l'Industrie [1975, 1980, 1986], personnes occupées selon le recensement fédéral des entreprises [1975, 1985] et rapport échantillon/recensement, dans les principales branches	120
12. Industrie suisse: évolution des dépenses R&D, à l'intérieur du pays, par branches économiques, en 1975, en 1980 et en 1986, en pourcentage du total des dépenses R&D et en pourcentage du chiffre d'affaires de la branche, en francs aux prix courants	122
13. Industrie suisse: dépenses R&D, à l'intérieur du pays, à l'étranger et au total, en 1980 et en 1986, par branches, en francs aux prix courants	123
14. Industrie suisse: dépenses R&D, à l'intérieur du pays, selon le chiffre d'affaires, en 1983 et en 1986, en pourcentage de l'échantillon et en pourcentage du chiffre d'affaires en francs aux prix courants	124

15. Industrie suisse: dépenses R&D, à l'intérieur du pays, selon le nombre de personnes employées, en 1983, en pourcentage de l'échantillon et en pourcentage du chiffre d'affaires, en francs aux prix courants	125
16. Industrie suisse: occupés à plein temps à la R&D, à l'intérieur du pays, en 1986, par groupes de branches économiques, en valeurs absolues, en pourcentage du total des occupés R&D du groupe et en pourcentage du total des occupés de la branche	125
17. Industrie du canton de Genève: personnes occupées à plein temps, dans la R&D, dans la fabrication et le montage et dans les autres tâches, par branches économiques, en 1985, en pourcentage des occupés de la branche	126
18. Suisse: évolution des petites, moyennes et grandes entreprises, de 1975 à 1985, en pourcentage, dans l'industrie et dans quelques branches industrielles	146
19. Cantons de Bâle, Berne, Genève, Zurich et Suisse: salaires mensuels moyens des ouvriers, des employés et des travailleurs, toutes branches d'activité confondues, de 1980 à 1986, en francs aux prix courants	166
20. Idem aux prix constants [septembre 1977 = 100, septembre à décembre 1977 = 100.15]	166
21. Genève-Ville et Zurich-Ville: revenu annuel brut et net, semaine horaire et vacances annuelles pour quelques professions de l'industrie, en 1982 et 1985, en francs aux prix courants	167
22. Idem aux prix constants [décembre 1982 = 100]	168

TABLE DES SCHEMAS ET DES ILLUSTRATIONS

Schéma:

Le travail, clé pour la compréhension du
concept de territorialité

p. 13

Reproductions achromes:

Malévitch: Le carré noir

58

Raphaël: La Madonna del Cardellino

59

TABLE DES MATIERES

Abréviations utilisées dans les tableaux statistiques	p. 1
I. INTRODUCTION	2
1. Réflexions préliminaires autour du thème	2
Le post-industrialisme comme acte d'autorité	2
Le tissu industriel, révélateur d'un changement fondamental	3
Le paradoxe genevois	4
L'étouffement par le consensus	5
2. Les spécificités actuelles du capitalisme économiquement développé	5
3. Un monde lacéré par le conservatisme et l'innovation	8
Notes et références bibliographiques de la partie I	9
II. LA TERRITORIALITE INDUSTRIELLE	10
1. De la nature au territoire	10
2. La territorialité n'est-elle pas, en fin de compte, une praxis?	12
3. La territorialité est une relation qui va au delà de l'objet	14
4. Une territorialité industrielle en quête d'auteur	16
5. Le <<tissu>> industriel n'est que la pointe de l'iceberg	20
Notes et références bibliographiques de la partie II	22
III. SURVOL DE L'INDUSTRIE GENEVOISE	23
1. Une <<visite>> du secteur industriel	23
2. La peau de chagrin	24
3. Quelques aspects de l'industrie genevoise en 1985	29
La chimie	29
L'horlogerie	30
La <<métallurgie genevoise>>	31
Les biens de consommation	33
Les produits intermédiaires	33
4. Qui sont les "descendants" des fabricants genevois?	34
Un appareil productif inégal	34
Un renforcement des entreprises dites moyennes?	34
Un savoir-faire en grande partie étranger mais non reconnu comme tel	36
Des femmes peu qualifiées et peu payées	36
Un chômage de désindustrialisation mais aussi de restructuration	39
De moins en moins d'apprentis	39
5. Est-il nécessaire de maintenir un secteur industriel significatif?	40
Le rôle du secteur industriel face au puissant secteur international	41
Réactualiser le savoir-faire industriel	41

6. Variation sur des thèmes connus	42
Des informations recueillies auprès de 81 entreprises industrielles	42
Une recherche, aussi académique soit-elle, ne saurait se situer en	43
marge de la praxis	
A la base d'une théorie il y a nécessairement un point de vue;	45
derrière un point de vue il y a toujours un jugement de valeur	46
Notes et références bibliographiques de la partie III	
 IV. AU SUJET DU POST-INDUSTRIALISME	47
1. L'industrialisme comme archétype de l'organisation sociale	47
2. Les quatre significations de la <<modernité>> dans le contexte du	48
capitalisme industriel	48
Le concept de <<moderne>> à l'origine de celui de <<modernité>>	49
Changement et conservation: la mode et le mode	49
Avec la révolution industrielle <<moderne>> devient <<modernité>>	50
Modernité positiviste et modernité artistique	51
Du progrès capitaliste à la réification de l'homme et de la nature	52
La modernité se veut <<occidentale>>	52
La modernité mène-t-elle à une impasse?	53
3. L'idéologie du <<post->>	53
Une démarche formaliste ahistorique	55
Un discours fondé sur l'anachronisme	
Le fondement inavoué de l'idéologie du <<post->> réside dans le	55
parachèvement de l'opposition entre la ville et la campagne	
En quoi consiste la perte des références territoriales et pourquoi	56
mène-t-elle à l'exaltation de la consommation	
Digression sur Raphaël et Malévitch: le nouveau mythe du paradis	58
perdu comme cause du refuge dans le kitsch	
L'idéologie du <<post->> est un mode d'expression de l'attitude	61
kitsch au niveau des sciences de l'homme	
Ahistoricisme, anachronisme, surconsommation et kitsch se rejoignent	62
dans l'amnésie sélective	63
4. Considérations sur la post-modernité	
Le mot de l'historien A. Toynbee devient le concept du philosophe	63
G. Vattimo	64
Post-industrialisme et post-modernité	65
5. Le post-industrialisme, un concept trônant sur le Capitole	65
La panoplie post-industrialiste	65
L'apologie érigée en méthode	66
6. Une généalogie confuse du concept de post-industrialisme	69
7. Post-industrialisme ou post-industrialismes?	69
A.J. Penty: la nostalgie médiévaliste	72
Des ponts entre A.J. Penty et le post-industrialisme actuel	73
D. Riesman: l'influence du "Droit à la paresse" de P. Lafargue?	73
D. Bell, A. Toffler, A. Touraine: le post-industrialisme comme	
théorie du statu quo	73
A. Gorz: l'ambiguïté post-industrialiste	74
Un discours global sur le capitalisme	75
Notes et références bibliographiques de la partie IV	

V. DU TRAVAIL VIVANT AU TRAVAIL MORT?	77
1. Travail productif et travail non productif	77
Le post-industrialisme, enfant de la théorie des secteurs économiques	77
Le travailleur collectif productif	80
Une tentative d'estimation du travail productif à Genève	81
Le développement des fonctions intermédiaires et des services	84
2. La crise des valeurs individuelles dans l'industrialisme tardif	85
La question du travailleur collectif et le post-industrialisme	85
La réadaptation du taylorisme comme facteur d'approfondissement de la crise des valeurs individuelles dans la production	86
La réadaptation du taylorisme et la question de l'autonomie de la technologie	90
Le post-industrialisme aurait-il quatre siècles de retard?	91
3. Travail, information et classes sociales	92
L'information et la connaissance dans le processus productif de l'industrialisme tardif	92
Le travail productif et la question du "tertiaire industriel"	95
Le travail logiciel comme présumé à la question de la (dé)responsabilisation au travail	97
La question de l'organisation du travail dans le nouveau système technique et la formation des travailleurs: la pierre d'achoppement du conservatisme	99
La question de l'organisation du travail dans le nouveau système technique et le travail à forte ou à faible composante logicielle	108
Le nouveau système technique	112
Le nouveau système technique et la question du rapport à la matière	113
La recherche et le développement dans le contexte du nouveau système technique	119
L'information comme facteur de production dans le nouveau système technique et la question des classes sociales	129
4. <<Small is beautiful>> ou l'occultation de la centralisation des pouvoirs de décision	133
L'équivoque du <<small is beautiful>>	133
La centralisation et la concentration ne sont pas deux notions interchangeables	133
Le discours post-industrialiste assimile la décentralisation à la déconcentration	136
Le mythe des petites et moyennes entreprises et la question de la taille selon les emplois	139
Les petites et moyennes entreprises, et la question de l'entreprise dite familiale	148
Les petites et moyennes entreprises et la question de l'artisanat	149
5. Machinisme, automatisation, informatisation	154
L'oubli des intentions...	154
Le machinisme et la question de la plus-value	155
Des limites de l'automatisation inhérentes au capitalisme	156
L'automatisation et l'intensification du travail: le travail nocturne, de week-end ou en continu	157
L'automatisation et la complexification de la hiérarchie au travail	162

L'automatisation et la question de la recherche de nouveaux débouchés	162
L'automatisation: déconcentration et centralisation de l'appareil productif de l'industrialisme tardif	163
L'automatisation et la concurrence pour la rente technologique	164
L'automatisation et la diminution des heures de travail	169
6. Le danger d'une société dualiste et de sa théorisation acritique	170
7. Post-industrialisme ou capitalisme tardif?	173
L'informatisation de la société helvétique	173
L'identité de l'opposition au capitalisme tardif	175
Le capitalisme tardif et le <<moins d'Etat>> ou l'insurrection des riches contre les pauvres	175
Le capitalisme et la question de la question de la planification sociale	177
Le capitalisme tardif comme processus de création destructrice	178
Notes et références bibliographiques de la partie V	180
VI. CONCLUSION GENERALE	186
1. Deux débats en marge du projet technocratique dominant	186
2. Quelques réflexions sur le syndicat dans le contexte genevois du capitalisme tardif	187
Syndicalisme et nouveau système technique: logique d'intégration, de disqualification ou d'opposition?	187
Que signifie le syndicat pour les post-industrialistes?	190
Le syndicalisme post-industriel comme excroissance du mythe consensuel et officiel de <<1291>>	191
3. L'utopie totalitaire de J. Bentham et l'électronification du processus de production	194
Notes et références bibliographiques de la partie VI	197
BIBLIOGRAPHIE	198
1. Livres et documents non périodiques	198
2. Périodiques	202
3. Cours et conférences	203
4. Sources statistiques	204
INDEX DES AUTEURS	205
INDEX SYNTHETIQUES DES PRINCIPAUX CONCEPTS ET NOTIONS	209
TABLE DES TABLEAUX	211
TABLE DES SCHEMAS ET DES ILLUSTRATIONS	213
TABLE DES MATIERES	214

LE CONCEPT DE POST-INDUSTRIALISME

Essai critique sur la transformation
du tissu industriel genevois

Dario Lopreno

Le concept de post-industrialisme est une idéologie au sens premier du terme: une connaissance qui se place au-dessus de l'histoire, niant sa propre historicité. C'est une construction conceptuelle qui, en dernière instance, est fondée sur l'apologie, préconisant la capacité de régénération du capitalisme par lui-même. Mettre en question les discours post-industrialistes c'est s'attaquer au problème de la crise de la pensée théorique dans le contexte du capitalisme tardif. Est-ce un hasard si, dans le domaine des sciences sociales, on assiste à une réelle inflation quant à l'utilisation du préfixe <<post->> depuis les années septante et surtout quatre-vingts? De ce point de vue la géographie ne sort pas du lot, elle qui a toujours été un savoir des plus asservis et même instrumentalisés par le pouvoir étatique.

Ce qui guide la démarche critique de cet ouvrage est le souci de se conformer à une description, au sens étymologique, du monde [au sens global que recèle le mot <<mundus>> des latins, qui signifiait à la fois la parure, ses porteurs et les conflits qui éclatent autour d'elle]. Cette étude se pose ainsi en rupture avec la tradition géographique de description empirique de la Terre, du paysage ou d'un élément constitutif de celui-ci. En effet, sa façon d'aborder la question du post-industrialisme n'est pas objective et ne prétend pas l'être: ce ne sont pas les objets en tant que tels qui vont retenir notre attention, mais plutôt les rapports entre les hommes, qui mettent en relation les objets et leurs représentations. La transformation du tissu industriel va donc être utilisée comme un révélateur essentiel de transformations historiques complexes, mais aussi de leurs interprétations.

Se référant à l'actualité de l'industrie genevoise des années quatre-vingts, l'ouvrage est un essai critique de l'idéologie post-industrialiste.

ISBN 2-88242-011-0

Le Concept Moderne / Editions
